Jacques TABUTEAU

Président de Chambre honoraire de la Cour d'appel de Saint-Denis (Réunion)

(1987)

La balance et le capricorne.
**Histoire de la Justice
dans les Mascareignes.**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques TABUTEAU

La balance et le capricorne. Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

Saint-André : Océan Éditions, 1987, 317 pp.

[Autorisation formelle accordée par les deux auteurs le 29 septembre 2008 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : jacques.tabuteau0883@orange.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 26 mars 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Royaume du Saguenay, province de Québec, Canada.

Un grand merci à Mme Sylvie Tabuteau, la fille de l'auteur, d'avoir accepté de relire mes fichiers et de corriger toutes les erreurs laissées lors de la reconnaissance de texte. Sans son aide, je n'aurais pu mettre en ligne ce livre. Merci de tout cœur.

Courriel :
sylvie.tabuteau@runnet.com

TABUTEAU

Président de Chambre honoraire de la Cour d'appel de Saint-Denis (Réunion)

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

Saint-André : Océan Éditions, 1987, 317 pp.
Dessin de la couverture d'après une peinture de Sylvie PAUSÉ.

Photographie de l'auteur, Jacques Tabuteau en 1987.

Table des matières

[TABLE DES PLANCHES](#)
[QUATRIÈME DE COUVERTURE](#)
[REMERCIEMENTS](#)
[AVIS AU LECTEUR](#)
[FOREWORD](#)
[PRÉFACE](#)

1ère PARTIE : **1505 - 1985**

CHAPITRE 1 : LE CADRE HISTORIQUE

Les prises de possession – l'organisation - La Réunion

CHAPITRE 2 : LE CADRE HUMAIN

De 1664 à 1848 - Les engagés - Le droit à la différence

CHAPITRE 3 : LE CADRE JUDICIAIRE

Les structures - Les hommes

2ème PARTIE : **L'ORGANISATION JUDICIAIRE**

CHAPITRE 4 : LES ORIGINES

Le Conseil des six - Les lettres patentes de Jacob de La Haye - Les premiers actes législatifs

CHAPITRE 5 : LA PREMIÈRE ORGANISATION

L'édit royal de 1711 - Ses conséquences - Le procès de La BUSE - Conseil Supérieur et juridiction Royale

CHAPITRE 6 : LES ACTIVITÉS LEGISLATIVES JUSQU'À LA SÉPARATION DES POUVOIRS

L'ordonnance de Jacob de La Haye – L'ordonnance de Drouillard - L'ordonnance de Vauboulon – L'ordonnance de De Villiers - L'ordonnance de la Compagnie des Indes - Le Conseil Provincial et le Conseil Supérieur - Les ordonnances de Parat - Une application difficile - Comment légifère le Conseil ?

CHAPITRE 7 : L'ORGANISATION JUDICIAIRE DE 1793 À 1827

Sous la Révolution - Le règlement de 1793 - Le bureau de conciliation - La justice civile - Les jurés - L'arrêté du 3 germinal de l'an XI - De 1815 à 1827 - Deux grands procès

CHAPITRE 8 : L'ORDONNANCE ROYALE DU 30 SEPTEMBRE 1827

L'ordonnance de Charles X - Ses conséquences

CHAPITRE 9 : L'ENSEIGNEMENT DU DROIT À BOURBON

L'Ecole de jurisprudence – L'ordonnance fatale

CHAPITRE 10 : DE 1827 À LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

L'installation de l'appareil judiciaire - L'institution judiciaire au quotidien - La séparation des pouvoirs - Une tentative d'uniformisation - L'histoire au palais - Les justices

CHAPITRE 11 : DROIT ET ESCLAVAGE

La marche vers l'Emancipation - Les rapports d'inspection - La promulgation des droits civils - L'affaire Gallibert

CHAPITRE 12 : SOUS LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE ET LE SECOND EMPIRE

La magistrature coloniale - La Cour d'Appel - Les changements du Second Empire - La réforme de l'ordonnance de 1827 - La récession économique et l'organisation judiciaire - Le décret impérial du 1^{er} décembre 1858

CHAPITRE 13 : LA CASSATION

La Cour de Cassation - Sous la Révolution - La suppression du pourvoi en cassation - Le pourvoi en matière criminelle

3ème PARTIE :
LES ACTEURS

CHAPITRE 14 : LES AVOUES

À l'origine - Les avoués de St-Paul - Vide juridique

CHAPITRE 15 : LES AVOCATS

La gestation - L'organisation de la profession - Les difficultés de l'ordre - Historique de l'ordre des avocats dans l'Ile

CHAPITRE 16 : HUISSIERS ET GREFFIERS

L'arrêt du 27 juin 1764 - Le décret du 22 janvier 1852 - L'affaire Méhaignery - Les greffiers

CHAPITRE 17 : LES NOTAIRES

La loi organique - L'organisation du notariat – L'arrêté du 17 messidor - L'ordonnance du 23 juin 1826

4ème PARTIE :
LA SPÉCIFICITÉ RÉUNIONNAISE

CHAPITRE 18 : LE DROIT INTERNATIONAL A LA REUNION

Les travailleurs étrangers - Les premiers inspecteurs du travail - Le bassin indien - La convention franco-britannique - La réception des immigrants - Contacts et conditions de recrutement - L'arrêté du 17 octobre 1862

CHAPITRE 19 : QUELQUES GRANDES FIGURES DE LA JUSTICE RÉUNIONNAISE

La justice au quotidien à la fin du XIX^{ème} siècle – PAJOT Jean Baptiste - BERTRAND Louis-Marie - MASSOT Joseph Alexandre - BERNARDY

De SIGOYER Christol –BALLOT BEAUPRE Jules-Alexis - BOURETFE
Daniel - NATIVEL Raoul

5ème PARTIE : **PÉLERINAGE AUX SOURCES**

CHAPITRE 20 : DE LA COLONIE HOLLANDAISE À L'INDÉPENDANCE

CHAPITRE 21 : LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME JUDICIAIRE

Le conseil Provincial - Le Conseil Supérieur - Le Tribunal Terrier - Le
Tribunal d'Appel - Le Tribunal de Commerce - Commission Spéciale -
Les Tribunaux de famille - Le Tribunal de Révision - La Cour Martiale
Maritime et le Tribunal Maritime - Le Code Decaen

CHAPITRE 22 : LE SYSTÈME JUDICIAIRE ACTUEL

Le cadre géographique et historique - Les instances judiciaires - Procé-
dure aux procès

CONCLUSION

- ANNEXE 1.** Liste des Gouverneurs et Gouverneurs Généraux des Îles de
France et de Bourbon.
ANNEXE 2. Liste des Procureurs Généraux de La Réunion de 1817 à 1901
ANNEXE 3. L'esprit des juges aujourd'hui

BIBLIOGRAPHIE

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

TABLE DES PLANCHES

Voir [Les Classiques des sciences sociales](#).

[Retour à la table des matières](#)

- [Planche 1.](#) Mer des Barbades. Portulan d'Alberto Cantino, 1502.
- [Planche 2.](#) Portulan de Pedro Reinel. Exemplaires de Munich et du British Museum.
- [Planche 3.](#) Don Pedro Mascarenhas.
- [Planche 4.](#) Seau de la Compagnie des Indes (1729).
- [Planche 5.](#) Portrait de Bertrand-François Mahé de la Bourdonnais.
- [Planche 6.](#) A. Seau du Premier Conseil supérieur (1756) (Île de France); B. Seau du Deuxième Conseil supérieur (1772) (Île de France).
- [Planche 7.](#) Édit du Roy. First official publication issued in Isle de France.
- [Planche 8.](#) L'esclave va être affranchi. Remarquez que les chaînes sont détachées.
- [Planche 9.](#) T.A. Massot, Procureur général, 1848-1851. Album de la Réunion.
- [Planche 10.](#) Me Juls Geslin, Chevalier de la Légion d'honneur, Conseiller à la Cour d'Appel de la Réunion, 1811-1860. Album de la Réunion.
- [Planche 11.](#) F. P. Étienne Azéma, 1778-1851. St-Denis (Réunion). Album de la Réunion.
- [Planche 12.](#) Seau du Corps des notaires (1730).
- [Planche 13.](#) Seau du Tribunal d'appel (1795).
- [Planche 14.](#) Le barreau en plein !?; (.),...Un magistrat (voir le mortier: toque) en plein travail : il dessine un témoin.
- [Planche 15.](#) - «Oui, oui, oui, j'arrangerai cette affaire.»

-«Vous avez de grands vices mes frères, c'est de fumet et de ne pas payer vos dettes.»

[Planche 16.](#) Eyckermans. St-Denis.

[Planche 17.](#) Capitaine général DECAEN promoteur et auteur du "Code Noir" dit Code Decaen.

[Planche 18.](#) Extrait du Registre des Arrêtés du Capitaine-Général, au nom de l'empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin.

[Planche 19.](#) Au nom de la République. À l'Isle de France, chez C.F. Boudret, Imprimeur de la République.

[Planche 20.](#) Février 1885. Palais de Justice, Saint-Denis, La Réunion. (Souvenir de l'Île de la Réunion).

[Planche 21.](#) Passe-port valable pour un voyage. Établissement français de l'Inde.

[Planche 22.](#) Raoul Nativel (Poésie, 1900-1980).

[Planche 23A.](#) Conférence des Bâtonniers – Avril 1980. Bâtonnier Marcel Vauthier, Bâtonnier Jean Vinson, Bâtonnier Robert Vergoz, M. le Garde des Sceaux Alain Peyrefitte, Bâtonnier René Kichenin.

[Planche 23B.](#) Bâtonnier Damien, Madame Kichenin, M. Benoist de St-Marc, Madame Landouzy, M. le Garde des Sceaux Alain Peyrefitte, Bâtonnier Rosier, Bâtonnier Couturon, Bâtonnier René Kichenin, M. le Préfet Bernard Landouzy.

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

C'est le 1^{er} décembre 1674 que Sir Jacob de La HAYE, lieutenant général des Armées et Vice-Roi des Indes, établit à Saint-Paul le premier texte législatif de l'Histoire de BOURBON. Le 1^{er} octobre 1825, une ordonnance locale autorise l'ouverture à Saint-Denis, d'une École de Jurisprudence pour annoncer une bonne administration de la justice.

Le 30 septembre 1827, l'Ordonnance Royale fixe l'organisation judiciaire de Bourbon. Elle est déterminante pour l'histoire judiciaire de l'île.

Ce livre est une étude approfondie du système juridique et judiciaire de la Réunion et de son évolution à travers l'histoire.

Il traite entre autres des liens étroits qui ont uni, de 1715 à 1810, les Iles de France et de Bourbon. Cette étude traite également des acteurs - les hommes de loi et les magistrats - qui ont permis au système de fonctionner avec efficacité.

Après une longue carrière dans la magistrature en métropole où il a été notamment :

- Procureur de la République à ARRAS
- 1^{er} Substitut au Procureur de la République à CRÉTEIL.

Jacques TABUTEAU est Président de Chambre à la Cour d'Appel de Saint-Denis (Réunion). Licencié en Droit, Diplômé de l'École Nationale de Magistrature, Jacques TABUTEAU, spécialiste du Droit, a exercé d'importantes responsabi-

lités nationales et internationales. Il a été Vice-Président National de l'Union Fédérale des Magistrats de 1971 à 1976. Il a été membre de la Commission Internationale du Droit Pénal de l'Union Internationale des Magistrats.

Il est l'auteur d'un essai remarqué : D'une éthique judiciaire moderne. Il est chargé de cours à la Faculté de Droit de l'Université de la Réunion.

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

L'auteur remercie tous ceux auprès de qui il a trouvé l'aide la plus bienveillante pour l'accomplissement de ses recherches :

Monsieur le Gouverneur Général de l'Ile Maurice : Sir RINGADOO

Monsieur le Ministre de l'Education de l'Ile Maurice : Mr PARSOORAMEN

Monsieur le Chef Archiviste de l'Ile Maurice : Mr SOOPRAYEN

Monsieur le 1er juge de la Cour Suprême de l'Ile Maurice : Mr GLOVER

Madame la Directrice des Archives Départementales de La Réunion : Mme
BUXDORF

Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de St-Pierre : Mr VIT-
TAZ

Monsieur le Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de St-Pierre : Mr
LAMEYRE

Monsieur le Greffier honoraire de St-Denis : Mr MERLO

L'auteur remercie également tous ses amis Mauriciens et Réunionnais pour leurs conseils éclairés.

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

AVIS AUX LECTEURS

[Retour à la table des matières](#)

Vous est-il arrivé d'entendre parler d'une Ile inconnue pendant trente ans ?

Vous vivez un rêve, vous essayez de comprendre et de vivre votre rêve.

Pays inconnu que vous croyiez connaître, un jour le rêve se réalise et vous vous retrouvez là, où en pensée vous aviez vécu.

C'est ainsi, après 30 ans, que j'ai pris mes fonctions judiciaires de Président de Chambre à la Cour d'Appel de St-Denis de la Réunion.

J'avais lu quelques livres se rapportant à l'histoire de l'Ile par curiosité. Mais celle-ci s'était arrêtée là. Je pensais que j'allais en arrivant trouver facilement ici ce qui m'intéressait

Que pouvait intéresser un magistrat ?

Un ingénieur penserait aux découvertes, à la construction des routes et des ponts.

Un homme politique aux développements des idées. Un pharmacien à la pharmacie.

Il était normal que ma recherche se dirige vers ce qui fut trente cinq ans de ma vie au service de la justice de mon pays

Alors, j'ai commencé ma quête, elle débute, elle sera longue et peut-être mon projet est-il trop ambitieux :

Parce que rien n'a été écrit en synthèse sur le sujet, parce qu'à l'occasion on trouve par ci par là un renseignement, j'ai décidé d'écrire un livre sur l'histoire de la justice à la Réunion.

Aussi bien faut-il situer dès l'instant les limites de cette histoire.

Il s'agira de retracer tout d'abord l'évolution de l'organisation judiciaire, mais encore de rechercher quels ont été les textes que les juges ont été appelés à appliquer.

La vie judiciaire d'un pays englobe tous ceux qui y concourent : aussi bien il sera parlé non seulement des juges mais aussi de tous les auxiliaires de la justice.

À l'occasion quelques grandes affaires seront évoquées.

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

FORWORD

[Retour à la table des matières](#)

GOVERNMENT HOUSE,
LE REDUIT,

MAURITIUS

It gives me great pleasure to welcome and commend this timely book on the history of the legal and judicial system of Reunion Island. This publication is a comprehensive survey of the origins of the legal and judicial system of Reunion Island which date from as early as 1711 and highlight the salient developments which have left an indelible imprint upon it.

It is interesting to note, for instance, that the first school of law was established in 1825 in Reunion Island and the reasons given - they are still valid today - were- pour assurer une bonne administration de la justice, la science du droit n'est pas moins nécessaire dans les hommes appelés à défendre les parties divisées que dans les magistrats chargés de prononcer.

Such a study would be incomplete without reference to the men who form part of the system and make it work efficiently - the legal profession and the Bench. Consequently three useful chapters are aptly devoted to the legal profession and the outstanding judges who have left their imprint on the judicial scene in Reunion Island.

The learned author also makes a review of the inextricable links between Mauritius and Reunion islands from 1715 to 1810 and gives a historical account of the various events which took place in both islands during that period and which shaped their respective legal and judicial systems. The existing system prevailing in Mauritius has not been neglected and prominence is given to an admirable paper on the subject presented in 1986 by Mr Justice Glover, Senior Puisne Judge of the Supreme Court of Mauritius, to the - Association des juristes.

This book, I am sure, will be a precious document not only for the legal profession and the Bench but also for the historian and indeed any person who has an interest in the history of one of the most important and respected institutions of the sister islands Reunion and Mauritius – the judiciary.

9 th February, 1987
VEERASAMY RINGADOO
Gouverneur Général de l'Ile Maurice

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#)

C'est avec un grand plaisir que j'accueille et recommande ce livre, qui tombe à point nommé, sur l'histoire du système juridique et judiciaire de l'Ile de La Réunion. Cet ouvrage est une étude détaillée des origines du système juridique et judiciaire de l'Ile de La Réunion qui remontent à 1711 et mettent en valeur les évolutions profondes qui ont marqué ce système de leur empreinte.

Il est intéressant de noter, par exemple, que la première école de droit a été fondée à l'Ile de La Réunion en 1825 et que les motifs invoqués - toujours valables de nos jours - étaient pour assurer une bonne administration de la justice, la science du droit n'est pas moins nécessaire dans les hommes appelés à défendre les parties divisées que dans les magistrats chargés de prononcer ».

Une telle étude serait bien incomplète si elle ne faisait référence aux hommes qui font partie du système et le font fonctionner avec efficacité : les hommes de loi et les magistrats. En conséquence, trois chapitres, d'une grande utilité, sont consacrés avec justesse à la profession juridique et aux éminents Juges qui ont marqué la scène judiciaire de l'Ile de La Réunion.

L'auteur, un expert, passe aussi en revue les liens inextricables qui ont uni les Iles de Maurice et de La Réunion de 1715 à 1810 et fait un compte rendu historique des différents événements qui se sont déroulés dans les deux Iles pendant cette période et ont façonné leurs systèmes juridiques et judiciaires respectifs. Le système actuel qui prévaut à Maurice n'a pas été négligé et l'accent est mis sur

l'exposé admirable présenté en 1986 sur le sujet par Mr Justice Glover, Senior Puisne judge of the Supreme Court of Mauritius, à l'Association des juristes.

Ce livre, j'en suis sûr, sera un précieux document, non seulement pour les hommes de loi et les magistrats, mais aussi pour les historiens, et à vrai dire pour toute personne s'intéressant à l'histoire de l'une des institutions les plus importantes et les plus respectées des Iles sœurs que sont Maurice et La Réunion.

Traduction : Eric TABUTEAU

Maître de Conférence d'Anglais

Université de Grenoble

Première partie

1505-1985 : De Mascarenhas à Réunion

[Retour à la table des matières](#)

Première partie : 1505-1985
De Mascarenhas à Réunion

Chapitre 1

Le cadre historique

Les prises de possession

[Retour à la table des matières](#)

L'Ile de La Réunion avait reçu des visites anciennes de navigateurs mais on la voit matérialisée pour la première fois sous des noms divers : « Dina Morgabin » - Santa Apolonia - sur les portulans d'Alberto Contino (1502) et de Yorge Reinel en 1520 ; ou encore sous le nom d'England Forest. ou d'Eden ».

Cependant, en 1505, Don Pedro de Mascarenhas lui donna son nom.

Encore inhabitée en 1619 lors de la relâche du capitaine Hollandais Wilhems Hybrande Bonten Koe, son histoire humaine commença vers 1630 lorsqu'elle vit débarquer des Français venant de l'établissement de Fort Dauphin à Madagascar : atteints de fièvre tropicale, ils y avaient été envoyés en convalescence.

En 1642 M. de Pronis prit possession de Mascarin, nom donné à l'Ile par les Français, et y envoya, en 1646, douze individus condamnés pour cause de révolte.

Ce fut le commencement d'une Société qui devait être régie par des idées et des principes : la vie sociale imposant la reconnaissance d'autorité et d'interdits sanctionnés par des règles de droit.

La situation géographique : 55°30' de longitude Est et 21°1 de latitude Sud au milieu de l'Océan Indien, l'éloignement du pays d'origine de ses premiers occupants, près de 10 000 km, l'histoire de sa sœur aînée : la France et de ses vicissi-

tudes allaient donner à la Réunion une vie administrative et judiciaire spécifique riche d'intérêts et de leçons pour l'avenir.

En 1657 le gouverneur des Établissements français à Madagascar, M. de Flacourt, réitéra, au nom du roi de France, l'acte de prise de possession de l'Ile de Mascareigne, la nomma Ile Bourbon et y forma un établissement.

- Louis XIV, par déclaration en date du mois de mai 1664, avait concédé Madagascar et ses dépendances à la Compagnie des Indes. Trois bâtiments expédiés par M. de Baussé, président du Conseil Souverain qui était établi à Madagascar, vinrent mouiller en 1665 en rade de Saint-Paul. Ils prirent possession de l'Ile au nom de la compagnie et y laissèrent vingt ouvriers.

En 1667, Bourbon reçut de nouveaux colons débarqués malades de la flotte de dix navires de la Compagnie.

En 1670 M. De La Haye, capitaine de vaisseau, se livra à une nouvelle prise de possession.

L'organisation

Par édit de 1671, le roi céda expressément l'Ile Bourbon à la Compagnie des Indes Orientales.

- En 1675, un capucin à la tête de quelques conjurés s'empara du gouverneur, M. Auger, et le renvoya en France.

Ce religieux conserva pendant trois années l'administration de l'Ile puis il sera ramené en France, jugé et condamné.

La Compagnie envoya alors M. Drouillard pour le remplacer. Il avait le titre d'agent de la compagnie.

M. de Vauboulon lui succéda en qualité de gouverneur. Ce dernier, emprisonné par quelques conjurés sous la conduite de Firelin et du père Hyacinthe, fut empoisonné. Les destinées de l'Ile furent conduites par le père Hyacinthe.

C'est de Bourbon que partirent en 1715, sous le gouvernement de M. de Parat et sous le commandement de M. Dufresne, capitaine de vaisseau, les premiers

colons qui formèrent un établissement à l'Ile de France (actuellement Ile Maurice) dont le sort sera intimement lié à celui de Bourbon.

En effet, en juin 1735 M. Mahé de la Bourdonnais arriva à l'Ile de France comme gouverneur de la Compagnie. Il vit du premier coup d'œil que celle des deux Iles à qui la nature avait donné deux ports magnifiques - tandis que l'autre n'en avait point - devait obtenir la préférence. C'est sous le gouvernement de La-bourdonnais que la vie s'organisera à l'Ile de France. Des établissements publics vont être fondés.

Labourdonnais organisera les habitants en milices bourgeoises chargées de protéger la population contre les esclaves marrons.

Bourbon devient le grenier et la réserve de l'Ile de France.

À St-Denis, St-Paul, Ste-Suzanne, St-Benoît, St-Leu, St-Louis et St-Pierre, on trouvait des magasins où les colons venaient apporter leurs cafés, leurs cotons et leurs blés. Achetées par la Compagnie, ces marchandises sont d'abord expédiées à l'Ile de France puis sur l'Espagne.

C'est par un Edit, du mois d'août 1763, que le Roi ordonna que la Compagnie des Indes lui serait remise et les Iles de France et de Bourbon rétrocédées.

Messieurs Dumas et Poivre ont, en conséquence de cet édit, repris possession de ces Iles au nom du Roi, en juillet 1767.

On remarqua alors un autre caractère dans les établissements publics. Ce n'est plus l'intérêt personnel qui les crée ou les administre, ils ont pour but l'intérêt de tous.

Un décret du 19 mars 1793 changea le nom de l'Ile et ordonna qu'elle serait appelée Ile de la Réunion. La discussion à l'Assemblée Nationale fut rude et le nom de Jemmapes faillit lui être dévolu.

Le décret impérial du 2 février 1809 lui donna le nom d'Ile Bonaparte.

Le 8 juillet 1810, dépourvue de moyens de défense, attaquée sur deux fronts par une flotte anglaise de plus de 4000 hommes, l'Ile devient anglaise. Son gouverneur M. de Ste-Suzanne obtenait une capitulation honorable.

Le 3 décembre 1810 c'est au tour de l'Ile de France de tomber aux mains des Anglais. Elle prenait le nom de Mauritius.

L'Ile de la Réunion avait, elle, repris son nom de Bourbon. Elle fut restituée à la France par le traité de Paris de 1814 et remise le 6 avril 1815 à Messieurs de Lozier et Marchant commissaires délégués à cet effet par le Roi.

Le destin des deux Iles allait alors être séparé ; l'une anglaise, l'autre française.

Pendant les Cent Jours, les Anglais firent de vains efforts pour s'emparer de Bourbon mais elle fut la seule Colonie qui n'ait pas cessé de conserver le pavillon blanc.

La Réunion

Le décret du gouvernement provisoire du 7 mars 1848 redonne à l'Ile *son nom républicain de La Réunion*. Ce décret sera promulgué par arrêté le 9 juillet 1848.

L'Ile devait conserver ce nom à travers les différents régimes qui ont présidé aux destinées de la France : République, Second Empire, IIIème, IVème et Vème Républiques. Elle devait passer successivement sous la coupe du Ministère de l'Algérie et des Colonies en 1848, du Ministère de la Marine et des Colonies en 1863, du Ministère des Colonies et des Secrétariats d'États au Ministère des DOM-TOM.

La IIème République, en étendant à La Réunion le suffrage universel, avait fait d'elle, ainsi que des vieilles colonies, le prolongement de la France. En 1870, sans attendre la décision de Paris, les Réunionnais avaient élu des représentants à l'Assemblée Nationale.

En 1935, la formule - La Réunion Département Français - était inscrite sur les banderoles lors des manifestations ouvrières.

Le 16 juin 1940, lorsque la défaite française fut connue, des pétitions affluèrent pour demander la continuation de la lutte.

Le 23 juin 1940 le gouvernement britannique demanda officiellement au gouverneur de La Réunion qu'il continuât à se *battre main dans la main avec lui*. Le 29 juin 1940, le gouverneur décida, contre l'avis des notables et les sentiments profonds de la population, de respecter la légalité formelle et d'exécuter les ordres du gouvernement de Vichy.

Il faut attendre le 18 novembre 1942 pour que l'Ile soit libérée par les troupes du Comité de la France Libre.

Le 19 mars 1946, fut votée à l'unanimité la loi qui transformait les 4 anciennes colonies, dont La Réunion, en départements français.

Comme le rappelle André Scherer :

« Ce vote unanime partait évidemment d'un grand élan du coeur. Cette loi ne faisait que donner une forme juridique nouvelle à une promesse faite par le roi à l'origine de la colonisation et confirmée par la République qu'il n'y aurait pas de différence entre les habitants de l'Ile et ceux de la métropole. Mais, en fait, cela était plus facile à dire qu'à faire étant donné le retard économique, social et intellectuel pris par la masse de la population pendant trois siècles de colonisation. Assimiler purement et simplement La Réunion à tout autre département était impossible, ne serait-ce que pour des raisons géographiques et climatiques, sans parler de la différence de niveau de vie. D'autre part, les différents ministères mirent souvent des lustres sinon des décennies à organiser leurs services extérieurs outre-mer : pour les bureaux parisiens La Réunion était souvent une Antille quand ils ne la situaient pas en Océanie.

Juridiquement il fallut rendre applicable aux nouveaux départements les lois régissant la métropole. Même aujourd'hui, plus de trente ans après le vote de la loi de départementalisation, certaines lois, même relativement récentes, ne sont pas appliquées dans les départements d'outre-mer. Par exemple la loi du 23 décembre 1972 portant sur la création de la prime de mobilité des jeunes ou la loi du même jour garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale. Même des lois spécifiques aux D.O.M. ne sont pas appliquées quatre ans plus tard, comme la loi du 31 décembre 1974 organisant un régime de garanties contre les calamités agricoles dans les D.O.M.

Tous ces retards n'allèrent pas sans susciter une certaine impatience dans la population qui voyait sa grande espérance déçue.

Et pourtant la départementalisation amena une transformation profonde de la société réunionnaise. »

En mai 1985 une mission du Conseil Régional de La Réunion s'est rendue en métropole afin de sensibiliser le gouvernement aux problèmes économiques et sociaux de l'Ile. La délégation a été unie dans ses propos - l'accueil fut chaleu-

reux. Tous ont eu l'impression que le message est passé. Mais 10 jours après leur retour, les membres de la mission s'interrogèrent. Dans combien de temps des textes interviendront-ils ? Dans combien de temps seront-ils appliqués ?

Première partie : 1505-1985
De Mascarenhas à Réunion

Chapitre 2

Le cadre humain

De 1664 à 1848

[Retour à la table des matières](#)

C'est en 1664 que Colbert créa la Compagnie des Indes Orientales. Elle envoya à Bourbon, sous la conduite d'Étienne Regnault, les premiers colons. Ils furent suivis de 200 autres, dont 5 femmes, qui furent en fait les premiers habitants de l'île. Ils étaient d'origines les plus diverses : Français - Parisiens, Bretons, Charentais, Picard - mais aussi Italiens, Suisses, Espagnols, Portugais, Anglais, Écos-sais, Irlandais, Hollandais et Indiens.

Quant aux femmes elles furent surtout d'origine indienne ou malgache : sur 37, 8 seulement étaient Françaises. Les habitants étaient peu nombreux : 58 blancs et 70 esclaves en 1674, 538 blancs et 633 esclaves en 1713.

Au cours du XVIIIème siècle, la population esclave progressa considérablement. Les esclaves adultes passèrent de 4 494 en 1735 à 22 611 en 1779.

La disproportion entre les sexes, très importante à l'origine, tendit à s'atténuer. En 1735, on comptait 2 271 hommes pour 2 223 femmes et en 1779, 14 369 hommes pour 9 252 femmes.

L'origine des esclaves varia également. Les premiers furent d'origine malgache, 75% en 1735. Mais déjà les premiers colons puisèrent dans le réservoir humain que représentait l'Inde : (côtes de Malabar, côte de Coromandel, Bengale,

Surate). En 1708, 36% de l'élément masculin et 20% de femmes provenaient de l'Inde. Mais ce pourcentage diminuera rapidement. Il n'y en avait plus que 5% en 1765 et moins de 3% en 1808.

Les Indiens formèrent le premier noyau de la classe dite libre. En 1779, 465 libres pour 6 464 blancs et 22 611 esclaves.

Les esclaves d'origine africaine représentaient une minorité.

Le pourcentage d'esclaves créoles - esclaves nés dans l'Ile - fut assez important. Il s'éleva jusqu'à 30%.

La seconde moitié du XVIIIème siècle devait marquer l'appauvrissement progressif de la population blanche.

Déjà en 1735, on ne comptait que 12 familles sans esclave et 17 n'en ayant qu'un ou deux.

À partir de 1750, l'appauvrissement se généralise. L'augmentation de la population : 507 blancs en 1768, 6 464 en 1779, 12 862 en 1810 et 15 194 en 1818 due à une immigration croissante et à une poussée démographique importante est une des raisons.

Ensuite les terres concédées diminuant, les nouveaux arrivants devaient se contenter de terres réduites dont la superficie leur permettait à peine de subvenir à leurs besoins.

Enfin, la coutume de Paris alors en vigueur partageait les héritages entre tous les enfants. De ce fait, les concessions devenaient de plus en plus petites et comme les partages étaient faits dans la largeur, les propriétés devenaient des couloirs inexploitable.

On assista au milieu du 19ème siècle à une mutation de la texture de la population due à l'essor économique que retrouve l'Ile pour cette période.

On recense 82 000 habitants en 1825, 101 000 en 1830 et 110 000 en 1848.

Poussée nataliste de la population blanche et libre certes, mais encore immigration massive d'Européens tant pendant la Révolution que dans les années qui suivirent 1815.

De son côté, la population esclave augmenta de 1815 à 1830 du fait de la traite et diminua quand celle-ci cessa : 50 000 en 1804, 59 000 en 1825, 71 000 en 1830 et 60 000 en 1848.

Mais l'évolution de la population de Bourbon au cours de cette période fut de plus caractérisée par un changement dans les rapports numériques entre libres et esclaves :

en 1778 41 esclaves pour 10 libres

en 1804 34 esclaves pour 10 libres

en 1825 25 esclaves pour 10 libres

en 1848 13 esclaves pour 10 libres.

L'on est amené à en conclure qu'en 1848 l'immense majorité des habitants libres n'avait pas d'esclave et formait un prolétariat qui devait subvenir à des besoins entraînant par là-même une homogénéisation de la société.

Le Petit Blanc vivant sur une micro propriété n'avait pas, entre 1815 et 1848, un sort économiquement beaucoup plus enviable que l'Esclave.

Par ailleurs une classe sociale intermédiaire, celle des affranchis, forma une zone de transition sociale entre la classe blanche et la population esclave.

Les libres de couleur étaient 950 en 1788, 2 700 en 1804, 4 500 en 1815, 6 000 en 1826, 8 000 en 1848.

C'est donc un véritable brassage de population, une égalisation des conditions de vie qui eut lieu pendant la première moitié du XIXème.

C'est pourquoi l'abolition de l'esclavage doit apparaître plus comme un problème politique et économique que comme le résultat d'une lutte des classes.

Les Engagés

Les grands propriétaires essayèrent, avant 1830, de trouver une main d'œuvre libre. En 1827, ils firent décider par le gouverneur, en Conseil privé, le recrutement dans l'Inde de travailleurs libres. 1 100 indiens de la *Côte des Malabars* étaient introduits dans la première année et ce rythme continua jusqu'en 1832 puis

se ralentit beaucoup. Mais les rapatriements furent plus nombreux, si bien qu'en 1843 il ne restait plus que 884 engagés dans l'Ile.

Dès l'abolition, un certain nombre d'affranchis s'était, de cultivateurs, fait artisans dans les banlieues des villes, augmentant la masse d'un prolétariat naissant.

Cependant il fallut, à partir de 1851, faire appel à une autre main-d'œuvre pour cultiver les terres.

L'introduction d'Indiens avait été un échec et, de plus, le gouvernement anglais mettait une mauvaise volonté à laisser recruter des travailleurs dans l'Inde. On se tourna une fois de plus vers Madagascar, les Comores et la côte africaine.

Le recrutement comportait l'établissement d'un contrat de travail préalable.

Esclaves dans leur pays d'origine, ces hommes n'avaient comme choix que de partir esclaves au Brésil ou ouvriers agricoles à la Réunion. C'est pourquoi aucun d'eux ne réclama son rapatriement.

Cependant, cet apport de main-d'œuvre ressemblait étrangement à la traite, aussi tout recrutement de main-d'oeuvre fut interdit par arrêté du 18 mars 1859 sur la côte d'Afrique, de Madagascar et aux Comores.

On se tourna alors résolument vers l'Inde.

Il n'y avait en 1858 que 77 000 Indiens à La Réunion : quelques Malabars et surtout des Indiens de la côte de Coromandel.

Le pressant besoin de main d'oeuvre poussa les gros propriétaires à faire pression sur le gouvernement français pour que celui-ci obtienne du gouvernement anglais l'autorisation de recruter des travailleurs en Inde.

Une convention franco-anglaise fut signée le 1er juillet 1861. C'est la première organisation internationale du travail. Elle autorisait le recrutement des travailleurs dans les colonies anglaises sous certaines conditions :

- obligation de rapatrier l'immigrant et sa famille
- semaine de 6 jours de 9 h 30 de travail ;
- obligation, dans chaque contingent, d'un nombre de femmes égal au quart de celui des hommes puis au tiers puis à la moitié ;

- interdiction de séparer les membres d'une même famille ;
- assistance médicale gratuite.

Des agents d'immigration étaient installés à Calcutta, Pondichéry et Karikal puis Bombay et Madras.

En février 1835, il y avait 117 813 Indiens immatriculés au service de l'immigration.

Les engagés s'organisèrent pour vivre dans des conditions parfois difficiles et créèrent à La Réunion la première Mutuelle d'entraide pour la prise en compte du paiement des maladies et soins.

Cette communauté est celle dite des « Malabars » alors que ce sont à 95 % des « Coromandels ».

Le flot d'immigrés s'arrêtera en 1884. En effet, suite au rapport du Consul de Grande Bretagne à la Réunion sur les conditions de vie et de travail des engagés sur les domaines, le gouvernement général de l'Inde dénonça la convention de 1861. Le recrutement de travailleurs dans la péninsule sera donc interdit.

L'immigration indienne stoppée, on introduisit, de 1898 à 1900, 3 000 Mozambiques, 1 000 Chinois et Tonkinois, des Comoriens, des Somalis, des Yéménites et, après 1918, des Antandroys et des Rodriguais.

Le droit à la différence

À l'heure actuelle la communauté chinoise - des cantonais - comprend environ 15 000 personnes qui ont pris en main tout le commerce d'alimentation de détail, de gros et de demi-gros. Ils appartiennent à la diaspora des Asiatiques sur le pourtour de l'Océan Indien et du Pacifique.

Bien que naturalisés ou nés Français, et en majeure partie catholiques, ils ont perpétué la tradition, parlant et écrivant le chinois. Ils n'ont jamais rompu leur attache profonde avec la Chine.

Les Indiens Musulmans, eux, sont originaires du Goudjerat. Ils arrivèrent à La Réunion entre 1870 et 1914. Tailleurs, marchands de tissus, commerçants en gros et de détail, ils forment un groupe ethnique de 5 000 personnes environ.

De religion musulmane, ils pratiquent avec ferveur mais l'on constate chez eux une tendance à un certain intégrisme religieux.

En effet, bien qu'éloignée du Monde, La Réunion n'est pas sans subir, grâce à l'introduction des médias, les grands courants de pensée du monde moderne : recherche de ses attaches profondes et identification de la culture de chaque communauté à travers sa religion, sa musique, sa poésie, son théâtre, son cinéma, en un mot sa culture ancestrale.

L'année indienne de 1985 n'a pas manqué de redonner au groupe malbar un ciment à ses origines.

L'on comprend dès lors comment la justice de cette île, en raison de son histoire et de sa population, a été spécifique par rapport aux autres départements ou territoires d'Outre-Mer.

En effet, une idée reçue veut que La Réunion et les Antilles - peut-être d'abord parce que fixées en pensée au même lieu - aient eu le même régime administratif et judiciaire.

Cela ne pouvait en être ainsi pour diverses raisons :

l'éloignement de la France était différent pour La Réunion et les Antilles : 3 mois de navigation d'un côté, trois semaines à un mois de l'autre.

Les Antilles dépendaient de la Compagnie des Indes Occidentales, La Réunion de la Compagnie des Indes Orientales, deux compagnies aux régimes différents et aux buts différents.

En effet, si toutes deux avaient le but de commercer et de développer le commerce, La Réunion s'est avérée rapidement une colonie de peuplement.

Les conditions de peuplement étaient différentes. Le développement économique l'était également.

Or la justice en tout pays est empreinte de tradition et de spécificité.

Mais cette spécificité, au fil des ans et depuis la départementalisation, a fait place peu à peu à l'assimilation de l'île à la même organisation et aux mêmes lois qu'en Métropole.

Une idée moderne se fait jour. Il est maintenant parlé du droit à la différence.

Nous serons appelés à exposer plus complètement tous ces problèmes.

Pour mieux fixer les idées, quelle est aujourd'hui l'organisation judiciaire de La Réunion ? Quels y sont les lois et textes applicables ?

Première partie : 1505-1985
De Mascarenhas à Réunion

Chapitre 3

Le cadre judiciaire

Les structures

[Retour à la table des matières](#)

Le département de La Réunion est érigé en ressort d'une Cour d'Appel dont le siège est à St-Denis.

Son Premier Président est assisté de deux Présidents de Chambre et de six Conseillers qui président et composent les

- chambre civile
- chambre correctionnelle
- chambre sociale
- chambre d'accusation
- Cour Régionale des pensions militaires.

Le Ministère Public près la Cour d'Appel est tenu par un Procureur Général, un Avocat Général et un Substitut Général.

La Cour d'Appel a à connaître, comme juridiction du 1er degré, des procès qui ont eu lieu devant les Tribunaux de Grande Instance de l'île, - St-Denis et St-Pierre -, devant les Tribunaux d'Instance de St-Denis, St-Pierre, St-Paul et St-Benoît, devant le Tribunal de Commerce de St-Denis, devant les Conseils de Pru-

d'homme de St-Denis et St-Pierre, devant le Tribunal des affaires de Sécurité Sociale.

La Cour d'Appel de St-Denis comprend deux ressorts : St-Denis et St Pierre.

Les Tribunaux de Grande instance sont au nombre de deux : St-Denis, Tribunal hors classe, avec au siège : 1 président, 4 vice-présidents, 12 juges dont : 3 juges d'instruction, 1 juge pour enfants, 1 juge de l'application des peines.

L'un de ces magistrats préside le Tribunal de Commerce, un autre le Tribunal des affaires de Sécurité Sociale.

Le Ministère public y est tenu par un Procureur de la République assisté d'un Premier Substitut et de 4 Substituts.

St-Pierre, Tribunal à deux chambres, avec au siège : 1 président, 2 vice-présidents, 6 juges dont : 2 juges d'instruction, 1 juge pour enfants, 1 juge de l'application des peines.

Les Tribunaux d'Instance statuent au civil sur les litiges dont le montant n'excède pas trente mille francs, au pénal sur les faits de nature contraventionnelle.

Ils sont au nombre de quatre :

St-Denis 1 président, 2 juges

St-Pierre 1 président, 2 juges

St-Benoît 1 président

St-Paul : 1 président.

La collégialité n'existe pas devant les tribunaux d'instance qui statuent à juge unique.

Le Ministère public y est tenu par un Substitut du Procureur de la République ou un officier du Ministère public, Commissaire de Police.

Enfin la Cour d'Assises du département de La Réunion, juridiction intermittente statuant sur les affaires criminelles, siège à St-Denis à des dates fixées par le Premier Président qui désigne pour chaque session le Magistrat chargé de présider ainsi que ses assesseurs choisis aussi bien dans la juridiction Dyonisienne que St-Pierroise.

Le Ministère Public est désigné par le Procureur Général.

Tous les magistrats sont nommés par décret du Président de la République après avis en ce qui concerne ceux du siège du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Le Premier Président de la Cour d'Appel et le Procureur Général sont tous deux hors hiérarchie.

Les Présidents de Chambre de la Cour d'Appel, le Président du Tribunal de Grande Instance de St-Denis, l'Avocat Général et le Procureur de la République de St-Denis sont au sommet de la hiérarchie judiciaire.

Chaque juridiction comporte un greffe, chacun sous l'autorité d'un greffier en chef dont le rôle est d'authentifier et conserver les minutes des actes judiciaires. Le greffier en chef est chargé, de surcroît, de l'administration et de la gestion de la juridiction.

Les avocats sont répartis en deux barreaux : celui de St-Denis et de St-Pierre. Chacun sous l'autorité de son bâtonnier assure la défense des intérêts des parties.

Le barreau de St-Denis comprend 38 avocats, celui de St-Pierre 11.

Enfin la Compagnie des huissiers chargée de l'exécution des décisions judiciaires comprend 15 huissiers répartis dans l'île.

La justice pénale ou civile est rendue en application de textes.

Dans l'Ile de La Réunion s'appliquent les conventions internationales signées par la France et rendues applicables dans les Départements d'Outre Mer ; les lois et décrets en vigueur en Métropole, dans la mesure où la date de leur mise en application n'a pas été différée pour les départements d'Outre Mer.

Or, nous l'avons vu, la départementalisation n'a pas eu, ipso facto, la propriété de rendre applicables en même temps les mêmes lois sur l'ensemble du territoire national.

Enfin, les arrêtés préfectoraux du Préfet, Commissaire de la République de l'Ile de La Réunion et les arrêtés municipaux des Maires de l'île sont également sources de Droit.

Il peut apparaître étonnant pour un esprit non averti de la chose judiciaire qu'il n'ait point été parlé de la Cour de Cassation.

Mais ceci est normal : en effet la Cour de Cassation n'est pas une juridiction du 3ème degré. Son but est seulement de dire si les juridictions d'Instance, de Grande Instance et d'Appel ont fait une exacte application du Droit.

Le droit à Cassation est ouvert à tous les justiciables à l'occasion de tous les procès dans cette seule mesure.

La Cour de Cassation siège à Paris.

Deuxième partie

L'organisation judiciaire

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 4

Les origines

[Retour à la table des matières](#)

Il est rapporté par la tradition que le Premier Tribunal, plus exactement la Première Juridiction, a eu son siège à St-Paul et qu'elle a commencé à fonctionner vers 1670.

Avant cette date, l'on peut seulement parler de justice privée s'organisant au fur et à mesure des besoins.

Il est précisé que cette juridiction était composée de six notables qui ne siégeaient qu'à cinq. Elle était présidée par Athanase Touchard.

Le Conseil des six

Dans ses Causeries historiques, Crestien, historien de La Réunion, conte le « Conseil des six » de la manière suivante :

« Athanase Touchard est donc le premier président élu de la justice dans le pays. Il organisa une représentation de notables qui statuaient tant au civil qu'au criminel. Il choisit, en conséquence, un certain nombre d'habitants qui siégeaient nu-pieds et la bretelle sur le dos, assis autour d'une grosse pierre plate que l'on voit encore sur le chemin du Tour-des-Roches, à trois kilomètres environ, à l'est de St-Paul ; à l'arbre

le plus voisin, et après jugement toujours rendu en matière célèbre, et sans appel, on pendait haut et court le criminel qui avait été jugé digne de la corde.

Un jour que nos législateurs en bretelle siégeaient solennellement, il arriva une aventure tragi-comique qui peut trouver place dans cette causerie.

La grosse roche autour de laquelle se rendait la justice est située dans une propriété dite « jardin Meven » appartenant aujourd'hui aux frères de Laprade, habitation qui borde la route du Tour-des-Roches ; au fond de ce jardin se trouve une cascade tombant du haut d'un rempart de 200 mètres, dans une ravine qui a pris son nom de la posture du délinquant et de l'événement dont nous allons faire le récit.

Un jour de grand délibéré, un noir marron, un loustic à ce qu'il paraît, s'amusa, soit par curiosité, soit pour narguer l'auguste assemblée, à venir regarder d'une manière étrange nos législateurs : il se plaça dans l'embrasure du rempart par où s'échappe la cascade quand elle jaillit, et là, se mit à contempler l'aréopage dans une posture indécente et peu respectueuse, en somme, à l'inverse du bon sens. L'on ne nargue pas en vain des parvenus au pouvoir : le curieux aussitôt aperçu, l'un des juges se détacha de l'assistance, et pour punir l'insolent, il prit son mousqueton. Pour un chasseur qui tirait à balle les pailles-en-queue, la chose n'était pas difficile, surtout lorsque l'homme fait cible. Le créole fit feu, et le loustic tomba mort du coup.

Quel était son crime ? Il était marron, en rupture de ban, et de plus, autre crime plus grand encore, il avait manqué au respect dû à l'assemblée des notables. »

Son fonctionnement

La tradition veut que les jugements rendus par les six anciens de St-Paul l'aient été par cinq personnes. Pourquoi ?

Nous reprendrons à notre compte l'argumentation développée par notre collègue Lefèvre, premier Substitut du Procureur Général, dans le discours qu'il prononça le 3 novembre 1855 à l'audience de rentrée de la Cour Impériale de La Réunion :

« Je prévois une objection. Ces habitants de St-Paul que vous dites avoir été vraisemblablement délégataires de l'autorité souveraine étaient six et la tradition prétend qu'il n'y en avait que cinq qui jugeaient.

La réponse est facile : ils auront compris, ces vieillards, dès le premier jour peut-être, qu'en siégeant au nombre de six ils s'exposeraient à des arrêts de partage ; et comme ils n'avaient pas de Tribunal de ressort voisin auxquels ils pussent renvoyer l'examen de l'affaire en pareil cas, ainsi que cela se faisait en France, ils résolurent de siéger en nombre impair : de cette façon ils ne furent plus que cinq pour rendre la justice. »

Cette argumentation dans le sens de la légende est séduisante, toutefois la lecture et l'analyse des textes législatifs de l'époque démontrent que la réalité fut tout autre.

De l'occupation de Bourbon à 1671, la population avait un peu évolué. Il fallait y décompter alors une cinquantaine de blancs de toutes origines et 78 esclaves ; jusqu'à cette date, la justice fut essentiellement privée sous l'autorité du représentant de la Compagnie des Indes Orientales.

Les Lettres Patentes de Jacob de La Haye

Le 11 avril 1671 Jacob de La Haye, vice-roi des Indes nommé par Louis XIV et se rendant à Pondichéry, appareille de Madagascar à bord du Navarre suivi du Flamand, du Bayonnais, de l'Indienne, de l'Europe et du Saint Jacques. La traversée est courte, les six vaisseaux mouillent en rade de St-Denis le 27 avril.

Le sieur du Tremblay rapporte que le 5 mai 1671 Jacob de La Haye fit rassembler tous les habitants de l'île, donc 120 personnes, en présence du gouverneur Regnault. Muni de ses lettres patentes, il se fit reconnaître pour vice-roi, amiral et lieutenant général pour sa Majesté en tous les pays des Indes :

« Il parla longtemps aux habitants touchant l'agriculture du pays et du soin qu'ils devaient prendre pour ensemer les terres et leur défendant la chasse afin de mieux vaquer au labourage des semailles pour fuir l'oisiveté, leur recommanda l'Union... et leur donna une amnistie générale de tous leurs crimes et fautes passés ».

Après avoir chapitré et mis en garde la population il partit accomplir sa mission royale à Surate et à Pondichéry, comptoirs en pleine activité qui avaient eux déjà reçu l'attention de Louis XIV.

En effet, par un édit de janvier 1671, le roi avait porté établissement et créé un Conseil Provincial à Surate et à Pondichéry.

S'il ne nous a pas été permis d'en retrouver trace, nous en avons connaissance par l'édit de 1711 qui y fait expressément référence et par lequel la justice fut organisée à La Réunion.

Il est probable que de La Haye connaissait ce texte pour l'avoir appliqué. Il s'en inspira fortement pour donner à Bourbon un statut judiciaire conforme à l'esprit du Roi dans ses rapports avec la Compagnie des Indes.

Quelles sont les grandes idées qui se dégagent de ce texte ?

Le Président de la juridiction était le Gouverneur. Il était assisté de cinq membres pour juger au civil et sept au criminel, choisis (ou élus, car le terme est également employé, mais dans son sens étymologique de choix) par ledit gouverneur dont un parmi les prêtres ou curés pour le civil et parmi les marchands français ou créoles.

La nomination d'un procureur du Roi et d'un greffier était également prévue.

De La Haye, faisant à nouveau escale à Bourbon, à St-Denis, le 20 novembre 1674, appliqua ces idées pour l'organisation judiciaire embryonnaire de l'île.

En effet depuis son passage en 1671, la situation s'était dégradée.

Le Gouverneur de La Hure avait commis nombre d'exactions, les habitants se livraient à la chasse, à l'oisiveté et à la fornication.

Des Français avaient fait cause commune avec des Noirs de Madagascar et avaient fait quivis dans la Montagne.

Il fallait reprendre l'île en main ; aussi bien après avoir prononcé une deuxième amnistie, Jacob de La Haye prit-il à St-Paul le 10 décembre 1674 une ordonnance qui fut le premier acte législatif de l'île.

Les premiers actes législatifs

Pour juger des infractions à ce texte, il organisa une assemblée de notables en se fondant sur les textes royaux qu'il avait mis en place à Pondichéry : cette assemblée devait juger les criminels lorsqu'il s'agissait de mort. Elle répondait de ses actes au Roi ou à ses lieutenants généraux.

Les juges étaient donc choisis par le gouverneur selon des règles royales.

Malgré un deuxième texte législatif, de Drouillard celui-ci, daté du 15 janvier 1687, c'est en pleine anarchie cependant que le 5 décembre 1689 - Le Saint-Jean-Baptiste - amène le Gouverneur nommé par le roi, le sieur de Vauboulon.

Dès son arrivée, il fit part de l'Edit Royal qui le nommait, mais porta également à la connaissance de l'ordre par lequel Louis XIV lui faisait : *en qualité de juge, connaître en dernier ressort au dit pais de toute matière tant civiles et criminelles que de polices, commerce et navigation, suivant les us et coutumes et ordonnances de son royaume et de la prévôté et vicomté de Paris.*

Il s'agit d'une nomination en bonne et due forme avec référence aux textes à appliquer.

C'est en sa qualité de gouverneur et de président d'un Conseil Provincial avant la lettre que de Vauboulon va, lui aussi, légiférer le 18 décembre 1689.

Le 24 décembre 1689, il fait savoir qu'il vient de nommer Michel Firelin Procureur du Roy et Jean-Baptiste Bidon Greffier de son tribunal. Il signe cet acte en qualité de Gouverneur et *juge en dernier ressort en toutes matières.*

Enfin il accorde, comme ses prédécesseurs, une amnistie générale pour tous les habitants de l'Ile Bourbon :

« Nous servant du pouvoir que le Roi nous a mis entre les mains d'absoudre aussi bien que de condamner lorsque nous le jugeons à propos, en actions de grâces que nous devons à Dieu pour notre heureuse arrivée en cette isle... nous vous accordons une amnistie et pardon général de tous vos crimes en réservant seulement de punir ceux que nous

découvrons qui contre leur confiance retiendront mon droit et autres choses à nous appartenant...

Voulons que vous viviez à l'avenir en paix et union et qu'il règne entre vous une parfaite intelligence tant pour l'intérêt commun de l'Isle que pour votre intérêt particulier, autrement nous aurons recours aux peines portées par la loi du Royaume que nous observerons dans toute leur rigueur. »

Il ressort à l'évidence de ces textes que gouverneur, il était juge et président d'une assemblée de justice.

Dès lors, on peut interpréter différemment les rôles de M. Firelin et du R.P. Hyacinthe dans l'arrestation du Gouverneur Vauboulon. Ce n'est ni le commis de la Compagnie ni le curé de Bourbon qui ont agi mais bien le Procureur du Roi et un membre du conseil.

Aucune date n'étant précisée dans les Archives, aucune trace de procès n'existant, sauf celui que nous rapportons ci-dessous, c'est peut-être à cet instant qu'il faudrait placer l'existence du conseil des anciens de St-Paul.

En effet comme le relevait M. Lefèvre : *« c'est de constater que les actes concernant le domaine législatif et judiciaire sont interrompus à partir du 16 juillet 1690 et qu'apparaissent seulement un arrêté de 1694 et deux de 1696 édictés par les habitants eux-mêmes. »*

Se trouvant devant une absence locale de pouvoir central, détenant une partie du pouvoir, le judiciaire, les juges de St-Paul déjà en place selon des règles établies par le pouvoir Royal ont paré à la carence momentanée d'un exécutif et d'un législatif local dans la période d'oubli où était tombée l'île.

La nomination d'un nouveau gouverneur, Devilliers, en 1702 va rétablir les choses en l'état.

Il semblerait que des difficultés soient alors intervenues dans le cours de la justice.

Les ordres au gouverneur, tels ceux donnés à Vauboulon n'avaient point été renouvelés par le Roi.

Certains procès, commerciaux et civils plus particulièrement, ne pouvaient être réglés sur place et échappaient à la justice locale et étaient évoqués à Pondichéry, haut lieu de la Compagnie des Indes.

De plus, la population augmentait. Le Roi et surtout Colbert suivaient cette évolution avec intérêt.

Ce phénomène de société donnait obligatoirement naissance à un accroissement de la délinquance et de procès de tous ordres.

Louis XIV dut donc organiser d'une manière complète la justice à Bourbon.

Les archives départementales nous ont laissé un jugement du 29 juin 1687 à Bourbon :

François Mussard

Laise Rouillard

Jacques Lauret St-Honoré

Pierre Ribon

Martin Goure dit Champagne

Confrontés avec Cameren

Les notables assemblés, habitants de Ste-Suzanne et de St-Denis ;

- Ne décident rien touchant le pillage du magasin dont le sieur Cameren semble leur être responsable, mais condamnent les habitants de St-Paul en général, exceptés François Rivière et Pierre Nativel, malades, à 15 livres d'amende chacun. »

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 5

La première organisation

L'Édit Royal de 1711

[Retour à la table des matières](#)

C'est l'Édit Royal de mars 1711 qui organise la justice à Bourbon

« Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut !

L'attention continue que nous avons de faire rendre la justice à nos sujets dans les pays de notre domination les plus éloignés, nonobstant la guerre que nous soutenons contre presque toutes les puissances de l'Europe nous ayant fait connaître que l'Ile de Bourbon, qui appartient à la Compagnie que nous avons établie pour le commerce aux Indes Orientales, se peuple avec succès et devient de jour en jour une colonie nombreuse trop éloignée de la côte de Coromandel, et souvent dénuée d'occasion pour envoyer au Conseil établi à Pondichéry les contestations et les procès civils et criminels qui naissent dans ladite île.

Nous sommes obligés de pourvoir aux moyens de faire rendre la justice aux habitants qui sont et seront dans ladite île, en celle de Jean de Lisboa de Romeiros, de l'île Dauphin ou Madagascar et autres voisines que nos sujets pourront habiter.

Nous avons estimé qu'il était nécessaire, pour le bon ordre et pour contenir chacun dans son devoir, d'établir un Conseil Provincial dans l'Ile Bourbon, pour rendre en notre nom la justice tant civile que criminelle à tous ceux, de quelque qualité ou condition et pays qu'ils soient, qui y sont habitués et qui s'y habitueront et dans toutes les autres îles que nous déclarons de sa dépendance.

À ces causes, de l'avis de notre conseil qui a vu nos édits des mois de janvier 1671 et février 1701 portant établissement à Surate et à Pondichéry, et de notre certaine science, pleine jouissance et autorité royale, que nous avons créé, érigé et établi et par ces présentes signées de notre main, créons, érigeons et établissons un Conseil Provincial en ladite Ile Bourbon pour y rendre la justice tant civile que criminelle, à tous ceux qui y sont habitués et qui s'y habitueront ci-après et dans les autres îles et dépendances, qui y feront trafic ou résidence et s'y transporteront pour l'exécution de nos ordres, de quelques qualité, pays ou condition qu'ils soient, le tout en la forme et manière ci après ordonnés savoir :

Que ledit Conseil pour toute ladite Ile Bourbon sera composé des directeurs généraux de ladite compagnie au cas qu'il s'en trouve dans ladite Ile Bourbon et en leur absence, de leur directeur, Gouverneur général du comptoir de ladite île, des prêtres et curés pour le civil seulement, des marchands pour la dite compagnie résidant dans ledit comptoir et de ceux des habitants français qui seront choisis par le Gouverneur et les marchands qui prêteront le serment en tel cas requis et seront ensuite installés par ledit Gouverneur, lesquels habitants Conseillers pourront être changés d'année en année et auxquels nous ferons expédier nos lettres de provision en tel cas requises et en attendant exerceront sur leur prestation de serment, par provision, entre les mains du Gouverneur pour donner dans le siège et aux jours et heures qui auront été réglés par lesdits directeurs généraux et marchands, à rendre en notre nom la justice tant civile que criminelle, selon l'exigence des cas suivant nos ordonnances de 1667 et la coutume de Paris pour le civil et de 1670 pour le criminel ;

Ce faisant, voulons que les jugements qui seront rendus par lesdits directeurs, Gouverneur, marchands et conseillers, au nombre de cinq, en matière civile, ou par l'un d'eux en l'absence ou légitime empêchement des autres appelés avec lui, quatre autres marchands, négociants ou autres habitants français capables et de probité pour faire ledit nombre cinq, soient exécutés par provi-

sion en donnant caution sauf l'appel au Conseil de Pondichéry en nonobstant ledit appel.

Et à l'égard des procès criminels voulons qu'ils soient instruits suivant notre dite ordonnance de 1670, par lesdits directeurs, Gouverneur, marchands et conseillers ou appelés avec eux le nombre de français capables et de probité suffisante pour former le nombre de sept, sans néanmoins que les dits procès criminels puissent être jugés en dernier ressort contre les naturels français, créoles et étrangers libres, mais seulement contre les esclaves et nègres,

Et à l'égard desdits naturels français, créoles et étrangers libres ils seront jugés à la charge de l'appel ou audit Conseil de Pondichéry ou à celui de nos parlements dans l'étendue duquel abordera le vaisseau chargé des accusés et de leur procès,

Et en conséquence pour la plus prompte exécution des présentes, nous confions en la suffisante probité et fidélité à notre service de nos Chers et bien aimé Parat, gouverneur de ladite Ile Bourbon et Pierre de Harembourg, marchand pour ladite compagnie audit comptoir de l'Ile Bourbon, qui nous ont été nommés par les directeurs généraux de notre compagnie des Indes Orientales, nous les avons institués commis et ordonnés et par ces présentes, les instituons, commençons et ordonnons, pour dans ladite Ile Bourbon tenir ledit Conseil et rendre à nos sujets qui y sont habitués ou qui s'y habitueront, y trafiqueront ou résideront ci-après et dans ces dépendances, lieux et comptoir, la justice tant civile que criminelle aux pouvoirs et prérogatives ci-dessus portés dont nous chargeons leur bonheur et leur conscience ;

Ce faisant nous voulons qu'ils puissent et leur soit loisible et faire choisir et nommer toutes les années trois habitants français ou créoles de ladite Ile pour, en qualité de conseiller, assister audit Conseil en prêtant les serments requis entre les mains du Gouverneur sur laquelle élection et installation nous ferons expédier nos lettres de provision.

Et de commettre telles personnes capables qu'ils aviseront pour faire en notre nom et pour l'intérêt public, tant au civil qu'au criminel les réquisitions qu'il appartiendra.

Comme aussi au Greffier pour recevoir et expédier leurs jugements et autres actes de justice et seront lesdits jugements et intitulés en notre nom et scel-

lés du sceau de nos armes, semblable à celui par nous ci-devant établi pour les expéditions des conseils à Surate et Pondichéry, qui sera remis à cet effet entre les mains dudit sieur Parat que nous avons établi garde et dépositaire et en son absence les plus anciens dudit conseil ;

Permettons aux directeurs de notre compagnie royale des Indes Orientales de révoquer lesdits sieurs Parat et autres lorsqu'ils le jugeront à propos, à la charge de nous en présenter d'autres qui seront par nous établis en leur nomination.

Et pour faciliter l'administration de la justice dans les îles de la dépendance de celle de Bourbon, nous avons commis, ordonné et établi, commettons, ordonnons et établissons les chefs des comptoirs particuliers qui y seront ci-après établis pour avec d'autres de nos sujets capables et de probité, un nombre de trois en matière civile et de cinq en matière criminelle (en sorte que le nombre des juges soit toujours impair), exercer la justice tant civile que criminelle en première instance et à la charge de l'appel qu'il est dit ci-dessus.

Si donne en mandatement à notre cher et féal chevalier, chancelier de France, le sieur de Phelipeau, Comte de Pontchartrain, commandeur de nos ordres, que ces présentes il fasse lire le sceau tenant et registrer ces registres de l'audience de la Chancellerie de France à nos gens tenant nos parlements de Paris et de Bretagne et au Conseil établi à Pondichéry, de faire registrer, lire et publier ces dites présentes pour le contenu en icelles faire garder et observer selon sa forme et teneur ; cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements, nonobstant toutes ordonnances, édits et autres choses à ce contraire auxquelles nous avons abrogé et dérogeons par ces présentes,

Et en conséquence, mandons à notre cher et féal chancelier de France, de recevoir le serment en tel cas requis et accoutumé, qui sera prêté par deux directeurs de ladite compagnie pour ledit sieur Parat que nous avons commis et commettons par ces présentes pour recevoir le serment dudit sieur de Harembourg et autres personnes capables qui seront élues nos conseillers audit Conseil de ladite Ile Bourbon, auxquels mandons par ces présentes ils aient à faire lire, publier, registrer, faire garder et observer.

Enjoignons à tous nos sujets et à ceux qui se sont habitués et habituerons dans ladite Ile Bourbon et autres de sa dépendance de reconnaître pour juges

les directeurs généraux et en leur absence lesdits sieurs Parat, de Harembourg et autres qui auront été choisis et reçus et ceux qui seront par eux commis et d'obéir à leurs jugements à la peine de désobéissance et d'être procédé contre eux suivant la rigueur des ordonnances.

Mandons à nos lieutenants généraux, gouverneur, etc ... »

Ses conséquences

Il s'agit là d'une organisation judiciaire complète dont nous pouvons dégager les grandes lignes.

Elle s'applique à l'Ile Bourbon et à ses dépendances ; (Ile de France en particulier) pour tous habitants locaux, français, créoles, étrangers, libres et nègres, et pour tous ceux qui sont de passage dans l'Ile pour la justice civile et criminelle.

Ce faisant, elle s'insère dans l'organisation judiciaire des Indes Orientales, Surate, Pondichéry.

La loi applicable est l'ordonnance de 1667 et Coutume de Paris pour le civil, l'ordonnance de 1670 pour le criminel.

Un Conseil Provincial est établi à Bourbon. Le président de Droit en est un des directeurs généraux de la Compagnie. Il est remplacé en son absence par le gouverneur.

Outre le Président, (gouverneur Parat désigné par l'édit), un assesseur est nommé par le roi : le sieur Pierre de Harembourg secrétaire de la Compagnie et procureur fiscal en fonction.

Les autres membres - il en faut en tout cinq pour juger au civil, sept pour juger au criminel - sont choisis - il faut prendre le mot élu parfois employé dans le sens de choix - par le gouverneur parmi les prêtres et curés pour le civil et parmi les marchands français ou créoles pour le criminel.

Des juges suppléants sont prévus de façon à ce que le nombre impair soit toujours respecté.

Le conseil Provincial statue en dernier ressort pour les nègres et a charge d'appel pour les Français et Créoles au Conseil Supérieur de Pondichéry ou devant l'un des parlements de France où le procès et les inculpés seront conduits. En fait Louis XIV fait enregistrer son édit au Parlement de Bretagne et de Paris. La nomination d'un procureur du Roi et d'un greffier est prévue.

Enfin Louis XIV pense aux dépendances de Bourbon et donne aux chefs de comptoir le pouvoir de juger à trois au civil et cinq au criminel.

Les juges pouvaient être changés d'année en année, mais gardons-nous d'affirmer qu'il s'agissait d'une règle visant à faire élire à tour de rôle les habitants de St-Denis, St-Paul et Ste-Suzanne. De plus l'élection qui a lieu : *à bulletin secret par billets roulés dans lesquels chacun écrit le nom de celui qu'il nommera, et qui seront mis dans une boîte en présence du curé qui ensuite l'ouvrira et comptera les voix*, ne correspond ni à la lettre ni à l'esprit de l'édit royal.

C'est sans doute le Conseil Provincial qui en décida ainsi.

Le Conseil Provincial fut remplacé le 12 septembre 1724 par un Conseil Supérieur créé par édit de novembre 1723 dont le texte est le suivant : « *la colonie de l'Ile Bourbon étant considérablement augmentée et la longueur des procédures tant civiles que criminelles, causée par l'appel au Conseil Supérieur de Pondichéry étant également dangereux, tant par la facilité qu'elle donne aux plaideurs de mauvaise foi de prolonger les procès que par l'espérance d'impunité qu'elle peut faire concevoir aux criminels, nous estimons nécessaire en supprimant le Conseil Provincial de ladite Ile Bourbon d'y établir un conseil supérieur pour juger en dernier ressort les procès civils et criminels et de lui attribuer juridiction sur l'Ile de France ci-devant appelée Ile Maurice et d'établir un conseil provincial à ladite Ile de France.* »

Le Conseil Supérieur de Bourbon était présidé par le gouverneur Desforges Boucher qui fut en quelque sorte le premier prédécesseur du Premier Président actuel de la Cour d'Appel de St-Denis. Ce Conseil était en outre composé de six conseillers, d'un Procureur général et d'un greffier en chef.

Il jugeait en premier et dernier ressort, (ce qui était une anomalie dans le droit de l'époque), les affaires criminelles et civiles de Bourbon.

Quant au Conseil Provincial de l'Ile de France, présidé par de Nyon, il consacrait un début d'autonomie de l'île sœur.

Ce n'est qu'en 1734 qu'un Conseil Supérieur indépendant de celui de Bourbon sera créé à l'Ile de France.

Monsieur le Procureur Général Jonquères, dans un discours à l'occasion de l'inauguration du Palais de justice de St-Denis le 5 mai 1964, précisait que le Conseil Supérieur avait été installé à St-Paul.

Mais il apparaît qu'il siégeait également à St-Denis dans la rue qui porte son nom, près de la place occupée par le « Bazar », entre les rues de l'Eglise et de la Bourdonnais. Emplacement occupé en partie par la geôle actuelle (rue Juliette Dodu).

Le procès de la Buse

Parmi les grands procès de l'époque, relevons celui de la Buse. il fut condamné d'après l'arrêt du 17 juillet 1730 :

« Vu par le Conseil le procès criminel extraordinaire fait et instruit à la requête et diligence du Procureur général du Roy, demandeur et accusateur, contre Olivier Le Vasseur surnommé la Buse, accusé du crime de piraterie, prisonnier en nos prisons, défendeur ; vu l'information faite, les 26 avril et 19 mai dernier, la déclaration du sieur Dhermite, capitaine du vaisseau La Méduse, la lettre dudit Le Vasseur en date du 25 mars 1724 adressé(e) à M Desforges signé(e) Olivier La Buse par luy reconnue et paraphé(e) nec varietur, lettre du Conseil supérieur audit La Buse pour réponse en date du 23 septembre de la même année accordant amnistie et sureté, interrogatoire subis par l'accusé, les 15, 16 et 20 mai 1730 et du présent mois, première(s) conclusions du Procureur général du Roy du 4, jugement préparatoire du même jour qui ordonne qu'il sera procédé au jugement définitif attendu la notoriété publique.

Conclusions définitives du procureur du Roi du 6, interrogatoires subis dans la chambre du conseil étant assis sur la sellette, ouy le rapport et tout

considéré, le Conseil a déclaré et déclare le nommé Olivier Le Vasseur dit La Buse, natif de Calais, devement atteint et convaincu(e) du crime de piraterie pendant plusieurs années, d'avoir commandé plusieurs vaisseaux forbans, d'avoir pris et amené en rades de l'isle Bourbon un vaisseau appartenant au roi du Portugal et un autre nommé la Ville d'Ostende appartenant à la Compagnie de ladite ville, d'avoir par pareillement participé à la prise, pillage et incendie du vaisseau La Duchesse de Noailles appartenant à la Compagnie de France, et autres cas résultant du procès ; pour réparation de quoy le Conseil l'a condamné et condamne à faire amende honorable devant la principale porte de l'église de cette paroisse, nud en chemise la corde au col et tenant dans sa main une torche ardente du poids de deux livres, pour là dire et déclarer à haute et intelligible voix que méchamment et témérairement il a fait pendant plusieurs années le métier de Forban dont il se repent et demande pardon à Dieu, au Roy et à la justice ; ce fait, sera conduit en la place publique pour y estre pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'ensuive à une potence qui pour cet effet sera plantée à la place accoutumée, son corps mort y rester 24 heures et ensuite exposé au bord de la mer, ses biens situés en pais de confiscation acquis et confisqués au Roy à qui il appartiendra et, au cas que confiscation n'ait pas lieu au profit de sa Majesté, sur ceux préalablement pris la somme de cent livres pour l'amende envers ledit seigneur Roy. »

Fait et arrêté dans la Chambre du Conseil le 7 juillet 1730, exécuté à cinq heures du soir le 7 juillet 1730.

Le Conseil remplissait donc bien ses fonctions. Alors pourquoi s'étonne Delabarre de Nanteuil, assiste-t-on en février 1730 à l'établissement d'un conseil national et général à l'effet de *juger les esclaves dûment atteints et convaincus du crime de révolte et de conspiration générale d'avoir eu le dessein de tuer leurs maîtres et tous les Blancs sans exception.*

Cette espèce de Cour Prévôtale, précise-t-il, prononça plusieurs condamnations capitales qui furent mises à exécution.

Il est à remarquer au surplus que ce Conseil était présidé par le Gouverneur Dumas, que tous les membres du Conseil Supérieur en firent partie et qu'il était composé de 11 juges.

Enfin les arrêts de ce Conseil ne font connaître ni les motifs de son institution, ni l'acte en vertu duquel elle a eu lieu. Était-ce une juridiction d'exception pour les esclaves, une continuation de cette juridiction instaurée à l'occasion de la création du Conseil Provincial ?

Conseil Supérieur et Juridiction Royale

Mais un édit du Roi du mois de juin 1766 supprima le premier Conseil supérieur de 1724 et en érigea un autre sur de nouvelles bases ;

La justice était rendue par ce conseil, tant au civil qu'au criminel, sans frais ni épices ; il était jugé en premier et en dernier ressort.

Le Conseil était composé du commandant particulier de la colonie, de l'ordonnateur, de sept conseillers titulaires dont l'un avait la police du corps, d'un procureur général, d'un substitut et d'un greffier.

Un tribunal terrier fut institué par ordonnance du roi du 25 septembre 1766 pour juger les querelles que pourraient faire naître les concessions de terrains.

Le roi se préoccupa de la nomination des magistrats : par une déclaration d'octobre 1766, il prescrivit qu'à compter de sept années à partir de l'enregistrement de celle-ci les conseillers et le Procureur Général seraient choisis *parmi les avocats âgés d'au moins 27 ans qui avaient fréquenté le barreau dans quelques uns des parlements du royaume pendant quatre ans.*

En octobre 1771, un édit du Roi, enregistré à Bourbon le 12 février 1774 supprime le Conseil Supérieur et crée une juridiction royale à St-Denis à l'image de la France pour juger en première instance toutes les affaires civiles et criminelles.

Ce nouveau tribunal était composé d'un conseiller juge royal, d'un lieutenant de juge, d'un Procureur du Roi et d'un greffier. Le Conseil Supérieur devait rendre la justice sans frais ni épices, mais il en fut autrement de la Juridiction Royale.

Peu de temps après sa création à Bourbon, le 18 juillet 1774, Jean Guillaume de Sténaver, brigadier des armées du roi, commandant pour sa Majesté à l'Ile Bourbon et Honoré de Crémont, commissaire de la Marine, ordonnateur et pre-

mier conseiller, fixa les droits et vacations du juge royal, de son lieutenant, du procureur du roi, du greffier, des huissiers.

Le nouveau Conseil Supérieur fut institué sur de nouvelles bases. Le nombre des conseillers fut réduit à six et quatre assesseurs furent adjoint au conseil. Celui-ci devait être composé de cinq membres pour juger en matière civile et de sept en matière criminelle.

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 6

Les activités législatives jusqu'à la séparation des pouvoirs

[Retour à la table des matières](#)

Jacob de La Haye avant de quitter Bourbon veut éviter les excès du passé. Son discours de 1671 avait été vite oublié, il veut laisser un écrit qui contiendra aussi bien les devoirs et obligations des habitants que les règles économiques et religieuses.

L'ordonnance de Jacob de La Haye

Le premier texte législatif de l'Ile Bourbon est daté à St-Paul du Premier décembre 1674 et porte en titre :

« Ordonnance de Mr de La Haye, lieutenant général des armées navales de sa Majesté sur divers objets de la Police Générale ».

Il comporte 25 articles :

« Article 1er : Il est ordonné que tous les officiers, soldats et matelots feront serment de fidélité sous le chef qui les commande, qu'ils ne feront aucun

refus à ce qui leur sera commandé pour le service du Roi, quelques risques, périls qu'ils puissent rencontrer.

Article 2 : Veut aussi que les articles ci-dessous soient observés par tous ceux qui sont tant sur terre que sur mer ; enjoint expressément aux gouverneurs, capitaines, consuls et autres officiers de les faire observer sous peine d'en répondre en leur nom.

Article 3 : Que personne ne jure le nom de Dieu sous peine d'être attaché à un poteau et d'être châtié corporellement.

Article 4 : Que l'on ne sortira du camp ni du quartier sans congé du commandant.

Article 5 : Qu'aucun soldat, matelot, habitant et autres ne se rebelleront, menaceront ni ne feront loi à aucun officier soit de terre ni de mer sous peine de la vie

Article 6 : Que tous les officiers et autres seront obligés de répondre de ce qui est sous leur charge.

Article 7 : Il est expressément défendu à toutes personnes de piller, voler, faire aucun tort ni prendre quelque chose pour petite qu'elle soit, battre ni molester en leurs biens aucun des habitants sous peine d'amende en cas léger, de punition corporelle en cas de grief et de vie en cas d'excès et récidive.

Article 8 : Que nul ne sortira rien de terre pour le porter à la mer sans permission du gouverneur ou commandant, ni ne fera commerce à peine de vingt écus d'amende applicable moitié pour le Roi, un quart au dénonciateur, un quart pour l'hôpital et à faute de paiement dans la huitaine restera six mois dans l'isle à servir sans aucun gage ni salaire ; mais apporteront toutes leurs denrées et marchandises aux commis et magasin du roi établi pour ce faire où elles leur seront payées suivant les taxes qui en auront été faites.

Article 9 : Que le sel et toutes autres marchandises seront portées aux magasins établis par le gouverneur et qu'il ne sera permis à aucun d'en trafiquer ; sans quelque autre prétexte que ce soit, sous les peines ci-dessous et donneront déclaration de ce qu'ils ont de bardes et de marchandises du dehors, sous peine de confiscation et d'amende.

Article 10 : Ou bien pourront lesdits habitants trafiquer, vendre et débiter entre eux et commercer de toutes denrées et marchandises de leur cru, sans pouvoir, en aucune manière, en livrer, débiter ni commercer avec les gens des navires français ou étrangers quels qu'ils soient ; mais les livreront aux magasins d'où ils en retireront le paiement au prorata de ce qu'ils auront fourni.

Article 11 : Que des magasins du Roi il en sera fourni moitié et l'autre des habitants, chacun au prorata de la quantité qu'ils en auront afin qu'ils profitent davantage.

Article 12 : Que personne n'ira à la chasse des oiseaux, bêtes à quatre pieds ni autre gibier quel qu'il soit sous peine de vingt écus d'amende applicables moitié pour le Roi, un quart au dénonciateur et un quart à l'hôpital, et à faute de paiement six mois de service sans gages, ni salaires pour la première fois et à cause de récidive à peine de la vie et cet ordre sera exécuté très ponctuellement.

Attendu, que nous avons observé que la liberté de la chasse rend les habitants paresseux et fainéants ne se souciant de cultiver les terres ni d'avoir des bestiaux pour leur nourriture et détruisant le pays au lieu de l'établir.

Article 13 : Que chaque habitant nourrira et dressera deux bœufs, ou un au moins, pour le labour ou pour porter, en égard au lieu où ils seront, le tout pour son service particulier à peine de 10 livres d'amende, six mois après la publication des présentes, applicable comme dessus, attendu que c'est leur avantage particulier et public, puisque c'est le meilleur moyen pour avoir des grains et légumes et les porter aux navires promptement et aussi tirer un bon et avantageux commerce dans l'isle.

Article 14 : Que nul ne tiendra chiens ni chiennes sans ordre exprès du gouverneur et par écrit sous peine de 10 écus d'amende pour la première fois et de punition corporelle en cas de récidive.

Article 15 : Ils ne détruiront les mouches à miel ni n'en prendront sous peine de 12 écus d'amende ; ou bien leur sera permis d'en prendre pour les nourrir et élever dans des ruches, à la mode de France. dont ils se serviront à leur image.

Article 16 : Que personne ne tuera ni ne prendra tortue de terre soit pour sa nourriture ou de ses porcs ou pour quelque autre raison que ce soit, sans une permission par écrit du gouverneur de la quantité qu'il permettra et les prendront en présence de monde.

Article 17 : Que chacun fera ses efforts d'une bonne volonté pour prendre et châtier les déserteurs de la montagne étant dans l'intérêt public et même qu'il sera donné récompense à ceux qui les feront prendre vifs ou morts.

Article 18 : Que personne n'aura commerce ni pour parler avec les déserteurs, sous peine de punition à moins d'en donner avis, en toute diligence au gouverneur, en égard à la distance du lieu.

Article 19 : Ordre à chaque habitant d'avoir au mois deux cents volailles, 12 porcs, 6 milliers de riz, 3 milliers de légumes et des bleds ce qu'ils pourront en plus en égard par le gouverneur aux habitations tous les ans.

La chasse et le ravitaillement en viande sont assurés par des chasseurs. Les chasseurs non autorisés seront pour la première fois punis d'une amende de 100 livres et en cas de récidives - pendus et étranglés -.

Article 20 : Défense aux Français d'épouser des négresses, cela dégoûterait les noirs du service et défense aux noirs d'épouser les blanches : c'est une confusion à éviter.

Article 21 : Que tous ceux qui ont déserté et fait les Quivis dans la montagne seront exclus et privés de toutes récompenses, salaires et paiements et leurs biens confisqués au Roy.

Article 22 : Et par une grâce toute particulière que nous espérons faire agréer à SM, que nous accorderons à ceux qui resteront présentement dans l'île, ils seront remis dans des terres et professions dont ils jouiront comme devant en propre comme les autres bons habitants sans qu'ils puissent être aucunement recherchés pour ladite désertion passée, attendu qu'ils sont revenus de leur bon gré et qu'il leur a été pardonné.

Article 23 - Que l'on assemblera des notables pour condamner les criminels, lorsqu'il s'agit de la mort, qui répondront à sa Majesté ou à ses lieutenants

généraux de leur avis, en seront châtiés s'ils ne les donnent suivant droit et raison et s'il ne faut aussi punir les crimes selon les mérites et signeront leur avis.

Article 24 : Qu'ils seront obligés d'avertir des cabales pratiquées et malversations contre le service du Roi et mauvais dessein dont ils auront en connaissance à peine d'être châtiés comme complices.

Article 25 : Qu'il sera commis des chasseurs lesquels seront obligés de fournir dans les magasins aux commis établis pour cet effet, les viandes et gibiers qui seront nécessaires pour la nourriture des habitants et étrangers, suivant les ordres qui leurs seront donnés. Défense à eux de trafiquer, commercer, vendre, ni porter de gibier ailleurs qu'aux magasins entre les mains des commis, qui seront distribués suivant lesdits ordres sous peine pour la première fois de cent livres d'amende, la moitié applicable au dénonciateur, et l'autre à l'hôpital, et de rester dans l'île deux ans, à leurs dépens pour aucuns gages ni salaires et, en cas de récidive, d'être pendus et étranglés.

Les règles de vie en société sous la direction de la Compagnie des Indes sont dorénavant posées.

Mais Bourbon tombe dans l'oubli et de la Compagnie des Indes et de la Couronne de France. Pendant ce temps, les Quivis ou Marrons se multiplient. Le père Bernardin s'étant nommé Gouverneur les défère à la juridiction populaire qui décide de couper le pied aux uns et le poignet aux autres.

L'ordonnance de Drouillard

Le 23 novembre 1686 Jean-Baptiste Drouillard débarque à Bourbon. Il est élu Gouverneur par les colons.

Tout va mal. Il espère, par une sévérité calculée, faire tout rentrer dans l'ordre et affiche sur la porte de la Chapelle de St-Paul le 15 janvier 1687 une ordonnance rédigée de sa main en date du même jour, et qui sera le deuxième texte législatif de l'Isle.

« De par le Roy

Il est ordonné à tous les habitants du quartier de St-Paul et autre d'aller deux fois la semaine à la chasse aux cabris et une fois à la tortue de terre.

Défenses leur sont faites de ne point passer la rivière de St-Gilles sous peine d'être corporellement châtiés.

Que tous lesdits habitants pourront faire de la loys où ils pourront, excepté dans les cas qui ont toujours été réservés pour le Roy, sous peine de confiscation, y étant attrapés ; et de 20 écus d'amendes payables dans la huitaine pour la première fois et en cas de récidive seront rigoureusement châtiés et serviront le Roy six mois sans salaire et ce pour vouloir anticiper sur les droits de son prince.

Mais au bien pourront lesdits habitants planter du chiendent dans leurs habitations autant qu'ils pourront en recueillir en la saison.

Qu'ils pourront aussi faire du miel et de la cire sans détruire les mouches à miel et en apporteront le huitième au magasin sous peine de confiscation et de dix écus d'amende et de servir le Roy quatre mois sans aucun délai.

Que le tabac qu'ils feront sera bon et bien confectionné pour le débiter aux vaisseaux qui aborderont l'Isle, soit Français, soit étrangers, et sera visité pour voir s'il est bon et, ne l'étant pas, sera brûlé par celui à qui il sera et paiera 20 livres et ce pour ne point désacréder l'Isle comme étant marchandise de l'île où il en veut sortir le plus en quantité.

Qu'ils pourront entre eux commercer et négocier de toutes les denrées sans se faire aucun tort les uns aux autres sous peine de 50 livres d'amende et en cas de récidive seront corporellement châtiés et serviront le Roy sans salaire.

Défenses sont faites de ne point aller à bord d'aucun vaisseau qui abordera dans l'île, soit Français ou étranger, pour y commercer sans la permission du chef ou commandant sous peine de 100 livres d'amende et être corporellement châtiés en cas de récidive

Donné en notre Hôtel ou quartier de St-Paul le 15 janvier 1687 le jour où que dessus.

Drouillard »

L'intérêt de ce deuxième texte, outre le fait que l'on peut constater que les peines sont augmentées tant par le taux des amendes que par les châtiments corporels envisagés, réside surtout dans le fait que les habitants sont autorisés à faire les lois.

Il apparaît, ainsi ce que, transposé dans le monde moderne, on pouvait appeler le premier pouvoir municipal.

Il est vraisemblable que le règlement de chasse établi le 3 décembre 1694 puisse sa légalité dans l'ordonnance de Drouillard :

« Règlement que les habitants de St-Denis se sont engagés d'observer personnellement jusqu'à nouvel ordre.. Athanase Touchar⁴ Louis Caron, René Orre, François Mussard, Lezin Rouillard et Antoine Payet doivent entrer en connaissance des affaires de l'Ile Bourbon et vous leur communiquerez les vôtres. Lauret et Brières, habitants de St-Denis s'obligent de rendre compte aux 6 élus de St-Paul de ce qu'il pourra arriver d'extraordinaire à St-Denis ».

Malgré cette possibilité qui leur est offerte les colons s'insurgent contre le Gouverneur et lui contestent le droit de légiférer sans mandat royal.

L'ordonnance de de Vauboulon

Fort des instructions reçues du Roi, le 18 décembre 1689, de Vauboulon fait afficher une nouvelle ordonnance : elle stipulera notamment :

- qu'il est interdit aux colons « *sur peine de leur vie de s'absenter plus de 15 jours sans une permission expresse et par écrit.* » La complicité est punie de la même peine.

- que les Noirs « *ne pourront s'absenter de chez leur maistre plus d'un jour sans leur congé ou permission et seront condamnés pour la première fois au fouet et à la fleur de lys, et en cas de récidive être pendus ou étranglés jusqu'à ce que mort s'ensuive.* »

Il faut faire ici remarquer que la justice jusqu'alors n'avait à s'occuper que d'affaires pénales ou commerciales. En effet les problèmes de propriété ne se posaient pas puisque Bourbon était propriété de *Messieurs les Directeurs Généraux de la Compagnie royale des Indes Orientales* de par la déclaration du Roy de 1664. Les terres données ou rendues aux employés de la Compagnie ne l'étaient pas en toute propriété, ils en avaient seulement la jouissance *pour défricher et cultiver pour leur compte.*

Lorsqu'il y avait vente, c'est le terme d'*habitation* qui était employé.

C'est de Vauboulon qui va transformer le précaire en définitif et le terme de concession sera alors employé.

Le 27 mars 1690, de Vauboulon se préoccupera d'un autre problème : celui de l'éducation de la jeunesse. Il s'était rapidement rendu compte que les parents rentabilisaient le travail des enfants en les envoyant à la chasse et à la cueillette.

Aussi le Gouverneur accorde-t-il six semaines à compter de la promulgation de son ordonnance pour envoyer les enfants à l'école ou au catéchisme sous peine de 30 livres d'amende.

Après Charlemagne... et avant Jules Ferry.

L'ordonnance de de Villiers

La reprise en main par la Direction de la Compagnie amène la nomination de de Villiers comme gouverneur de Bourbon en mars 1702.

Le 31 mai 1702, il prend une première ordonnance dans laquelle « *il est enjoint de prendre garde de mettre le feu en aucun endroit, sous peine à ceux qui seront surpris. si c'estait des blancs, de six mois de cachot, et si c'estait des noirs*

d'avoir le fouet et fleur de lys, avec promesse de donner 40 écus au dénonciateur. »

La 2ème ordonnance du 12 septembre 1702 règlemente à nouveau sévèrement la chasse : elle est autorisée une seule fois par semaine et sans chien,

La 3ème du 22 novembre 1702 va tenter d'enrayer les vols et pillages qui deviennent de plus en plus nombreux.

Pour un premier délit, *« un blanc sera mis au carcan pendant 1 mois, festes et dimanche avec la peau ou la plume de ce qu'il aura volé pendu au col, et un noir puni du fouet, de la fleur de lys. En cas de récidive c'est la mort pour les noirs et le rapatriement pour les blancs avec leur procès fait et parfait. »*

L'ordonnance de la Compagnie des Indes

Nous ne savons pas comment fut appliqué ce texte et par quelle juridiction. Il faut cependant penser que les interdictions et injonctions locales avaient peu d'effets sur les habitants. C'est ce qui amena les Directeurs de la Compagnie à la légiférer eux aussi mais de Paris :

« Ordonnance de par le Roy et Messieurs les directeurs généraux de la Compagnie Royale des Indes Orientales de France.

Article 1er: Les directeurs généraux de la Compagnie veulent et ordonnent que les articles ci-dessous soient tous observés par les habitants de l'île.

Article 2 : Que tous les habitants de l'île assisteront au service Divin tous les dimanches et fêtes et aurront soin de serrer leurs armes en sorte que, pendant leur absence les noirs n'en puissent faire un mauvais usage, et en cas de contravention de la part des noirs, ils seront punis de mort.

Article 3 : Que personne ne jurera le saint nom de Dieu sous peine d'être mis au cachot.

Article 4 : Que l'on ne sortira point du quartier sans congé par écrit du Gouverneur.

Article 5 : Que les officiers et autres seront obligés de ce qui est à leur charge.

Article 6 : Défendons expressément à toutes personnes de piller, voler, faire aucun tort ni prendre quelque chose pour petite qu'elle soit, battre ou molester leurs biens aucuns des habitants sous peine d'amende en cas léger et de punition en cas griefs, et en cas de récidive l'homme sera mis au cachot et le Gouverneur fera dresser un procès verbal d'information à la requête du fiscal qu'il signera conjointement avec le garde magasin et trois des plus anciens habitants et renverra l'accusé en France par le premier vaisseau avec le procès verbal de l'information pour du procès lui être fait et parfait.

Article 7 : Défendons aux habitants de défricher du côté de la mer et d'abattre aucun arbre sans permission par écrit du Gouverneur et du fiscal.

Article 8 : Défendons aussi auxdits habitants de prendre plus de deux tortues de mer par semaine et de toucher aux bois qui sont les sables de Saint-Paul.

Article 9 : Leur défendons pareillement de quitter leur habitation pour en prendre une nouvelle, à moins de payer également la vente qu'ils payaient dans les premières habitations comme s'ils y restaient, si elle n'est cultivée par l'acquéreur qui demeurera chargé de la vente ; autrement le particulier qui aura quitté sera privé des deux habitations comme si il restait et le Gouverneur les concédera à un autre.

Article 10 : Si les habitants laissent leurs chiens dans la montagne, ils n'en auront point d'autres jusqu'à ce qu'ils les aient amenés ou tués et ceux qui se trouveront dans leur maison, autre ceux qu'ils ont dans les bois, seront tués sur le champs.

Article 11 : Les habitants pourront bien trafiquer, vendre et débiter entre eux, commercer toutes les denrées et marchandises de leur cru, mais ils ne pourront en aucune manière en délivrer ni débiter à aucun vaisseau forban et lorsqu'ils en auront plus que leur consommation ordinaire, à quoy les exhortons de travailler afin de rendre l'Ile abondante en toutes choses, et ils les feront porter au magasin de la Compagnie en paiement duquelles le garde magasin leur délivrera des marchandises des manufactures de France.

Article 12 : Défendons aux habitants d'aller à la chasse des bœufs marrons et autres sans la permission par écrit du Gouverneur et du fiscal, sous peine de cachot sauf à eux d'en élever dans leur habitation.

Article 13 : Il sera permis par écrit aux habitants d'aller une fois la semaine à la chasse des autres bestiaux sauvages à 4 pieds, à la réserve du troupeau de cabris qui est autour de St Paul, sans qu'ils puissent dans leur chasse tuer aucune femelle, soit vaches, truyes, chèvres et brebis à peine de cachot et d'amende arbitraire.

Article 14 : Défendons aux habitants français d'épouser des négresses et, pareillement, à un noir d'épouser des blanches ; enjoignons au Gouverneur d'y tenir la main à peine d'en répondre en son nom et de faire lire le présent règlement dans les quartiers, les habitants assemblés à ce qu'on en ignore.

Fait et donné à Paris au Bureau Général de la Compagnie Royale des Indes Orientales de France

Ce 19 janvier 1709

ainsi signé : Hébert, Soulot, Tardif, Champigny, Le Mercier, etc... »

Ce texte, qui semble avoir échappé à l'attention des historiens, est curieux à plus d'un titre. D'une manière parfois condensée, parfois formelle, il reprend la somme des textes du passé. Mais des précisions sont apportées et des précautions sont prises. Il est traité du culte, des atteintes aux biens et aux personnes, du commerce, de la chasse de l'élevage, des concessions de terres.

Il apparaît enfin pour la première fois le nom du fiscal.

Le fiscal ou Procureur fiscal était le représentant et l'agent de poursuite du Pouvoir Royal en matière judiciaire. Curieusement, le Procureur fiscal existe encore à l'heure actuelle.... en Écosse.

Le Conseil Provincial et le Conseil Supérieur

Après 1711 ce sont : le Conseil Provincial puis le Conseil Supérieur qui vont légiférer. Certes, ils avaient été institués, seulement pour prendre la justice mais, le Gouverneur présidant toujours le Conseil, les décisions étaient toutes revêtues de sa signature.

La preuve nous en est laissée par le 1er registre des décisions du Conseil qui paraît dater du 3 novembre 1714, époque à laquelle il était composé de Parat, Gouverneur et MM. Henri Justamont de Harembourg, (Procureur Fiscal), Nicolas Duval de l'ordre de St Augustin curé de l'Ile Bourbon, Augustin Panon, Emile Hoarau père Jacques Bouyer conseillers et de Joseph de Guigné, greffier de l'Ile Bourbon.

Les ordonnances de Parat

Le 31 mai 1710 le Gouverneur Parat régleme lui aussi la chasse à la tortue de terre.

Le 21 novembre 1711, fort de l'édit royal organisant le Conseil Provincial pour rendre la justice, il rend l'ordonnance suivante :

Voyant, malgré l'ordonnance du 22 décembre 1702, que Devillers ci-devant Gouverneur de cette Isle avait donnée, sur les plaintes que les habitants avaient faites qu'on leur volait leurs animaux, leurs vivres.

Nous ordonnons que si on y attrape quelque Blanc, il sera envoyé en France comme voleur..

Et si on y attrape quelque noir, il sera pendu.

Pour la première fois dans l'histoire de l'île, le prix des denrées et victuailles va être fixé le 20 septembre 1712. La peine encourue en cas de non respect sera de 50 écus.

Puis l'organisation de la concession des terres est réglementée par Ordonnance du Roy rendue à MARLY le 27 février 1713.

À partir de cette date nous assistons, à travers le dépouillement des archives départementales de La Réunion à un mélange absolument total de décisions législatives prises tantôt par le Gouverneur, tantôt par le Conseil Provincial puis le Conseil Supérieur.

Bien souvent, à l'occasion d'un procès soit à la diligence du Procureur Général, soit un procès entre partie, le Conseil après avoir rendu son arrêt sur le cas d'espèce, le transforme en un règlement valant pour tous et pour l'avenir.

Ainsi le 12 décembre 1713, les habitants de Saint-Paul délibérant avaient accepté à leur frais la construction d'une maison en bois sur ordre du Gouverneur.

Si Parat, encore Gouverneur le 28 août 1714, établit un texte sur la garde des canots, c'est par contre le Conseil assemblé qui le 17 juillet 1714 avait prononcé amnistie en faveur de quelques habitants fugitifs.

Cependant le Conseil Provincial tient, la population blanche et noire ayant augmenté, à régler la vie des habitants.

Aussi le 20 février 1715, l'ordonnance suivante est-elle affichée à l'église à l'issue de la messe paroissiale - seul moyen efficace de porter les décisions à la connaissance du public - cette ordonnance stipulait :

Article 1 : Pendaison pour vol de bestiaux, arrachage d'arbres et destruction d'herbage.

Article 2 : Pendaison pour incendie volontaire, 10 écus d'amende pour incendie involontaire, 20 écus en récidive pour les blancs - 150 coups de fouet pour les noirs et 200 coups de fouet en récidive.

Article 3 : Tout maître convaincu d'avoir traité les esclaves avec inhumanité sera privé desdits esclaves qui seront vendus à sa porte et le prix sera employé aux besoins des églises. Mais les esclaves devront fidèlement servir leur

maître avec assiduité sous peine du fouet et six mois de chesne. Ordre de dénoncer les esclaves qui se seront fait marron.

Article 4 : Interdiction d'exposer au jeu aucun meuble, bestiaux, esclaves, terres n'y marchandises

Défense de jouer les fêtes et dimanches et pendant le service divin.

Article 5 : Défendu de s'assembler pour débauche et ivrognerie. 2 mois de cachot tant pour ceux qui fournissent le vin que pour ceux qui le boivent.

Article 6 : Le Conseil étant informé que des filles qui se sont trouvées enceintes sans que leur fruit ait paru par la suite,

Ordonnons que toutes filles, veuves et femmes dont le mari serait absent et qui se trouverait enceinte, déclarent leur grossesse d'abord quelles s'en seront aperçues à un des conseillers, lorsque sous peine si on vient à découvrir quelles aient été enceintes et leur fruit disparu d'être punies de mort, tant les libres que les esclaves.

Article 7 : Interdiction de commercer avec les esclaves sous peine de 20 écus d'amende, 100 livres en récidive et confiscation de tous les meubles pour la 3ème fois.

Article 8 : Réglementation de l'élevage des animaux domestiques.

Article 9 : Réglementation concernant la chasse avec les chiens qui seront tenus en laisse.

Comme il est possible de le constater, sous la rigueur et la fermeté, apparaissent déjà les principes humanitaires et notamment en matière d'esclavage où le respect de l'homme n'est pas exclu.

Une application difficile

Le 24 février 1715 le Conseil Provincial fixe la manière de mesurer les terres sur trois différentes distances d'abord *depuis le bord de la mer jusqu'au pied de la*

montagne, depuis le pied de la montagne jusqu'aux terres cultivables et enfin depuis les terres cultivables jusqu'aux endroits où le terrain peut rapporter.

Ce même jour, il enjoindra à toute personne de 15 ans jusqu'à 50 ans et portant les armes de s'assembler le dimanche après vèpres pour faire l'exercice sous peine de 15 sols d'amende.

Toujours préoccupé par la législation sur la chasse et la limite de ses terrains, le Conseil fixe de nouvelles modalités le 18 juillet 1716 et le 21 septembre 1718.

Une décision du Conseil Supérieur datée du 21 novembre 1718 ne manque pas de surprendre puisqu'elle nomme Monsieur de Justamond Procureur Général et décide par ailleurs que les *Sangs mêlés* pourraient être nommés conseiller.

Les historiens se sont alors interrogés ! La décision du Conseil Supérieur est contraire à la lettre et à l'esprit de l'ordonnance royale de 1711. S'agissait-il d'une mesure provisoire ? Il n'y a malheureusement pas à l'époque de travaux préparatoires qui puissent éclaircir ce point.

La prolifération, la réitération de textes sur le même objet est également la preuve que ceux-ci ne sont pas respectés.

C'est le sentiment que l'on a, en lisant l'ordonnance du 9 Septembre 1720 du Gouverneur Joseph Beauvillier, sieur de Courchant qui, en sa qualité de Président du Conseil Provincial, confirme toutes les anciennes ordonnances prises par qui-conque et ce « De par le Roy et de la Compagnie des Indes ».

L'Ordonnance Royale du 18 octobre 1729 concernera le secteur économique qui semble connaître des difficultés dues au numéraire. Les pièces de 1 et 2 sols fabriquées à Pondichéry y sont supprimées et seules auront cours à Bourbon les pièces de 9 deniers importées nouvellement de France.

Le Roy va intervenir directement dans la législation de l'île. Le 10 juin 1726, une ordonnance royale est prise contre ceux qui sont convaincus d'avoir retenu ou intercepté des lettres ou paquets qui vont ou proviennent des Indes Orientales. Les officiers ou les employés de la Compagnie risquent la révocation et 500 livres d'amende et les habitants le carcan.

Comment légifère le Conseil Supérieur

L'examen de quelques procès va permettre de constater comment, après avoir dit le droit, le Conseil Supérieur, partant d'un cas d'espèce, légifère pour l'avenir :

Arrêt du 4 Mai 1733

Affaire sur plainte de Balman.

Il sera payé à Balman la somme de Soixante Onze livres pour le dédommagement des dégâts et ravages faits à son habitation à la Ravine des Cafres par les cochons errants.

Et ordonnons que chacun prenne toute mesure utile pour enclore ses animaux domestiques.

Arrêt du 7 Mai 1733 :

Affaire entre Ursule Payet et Consorts et Adam Samsa défendeur et accusé.

Un chien de Sanisa avait détruit les brebis de Ursule Payet.

Samsa est condamné à payer des dommages intérêts pour couvrir les dégâts causés, à 50 écus d'amende à l'hôpital et sera tué le chien blanc qui a causé le dommage.

Les chiens seront tués ou conduits en laisse.

Arrêt du 17 Mai 1735 :

Sur poursuites du Procureur Général

Le conseil Supérieur condamne : *le nommé Indien, esclave de la Veuve Krozio à 100 coups de fouet en la place accoutumée pour avoir mené des chiens dans les bois et avoir avec ses chiens et une sagaye dont il était armé tué une truie pleine.*

Les maitres veilleront à surveiller les biens et à en interdire la conduite par leurs esclaves.

Arrêt du 21 juin 1737 :

Rendu sur réquisitions du Procureur Général et rendant applicable à l'île l'ordonnance de Louis XV donnée à Versailles en Août 1735 concernant les testaments.

Arrêt du 4 Février 1741 :

Affaire Procureur Général / Lisandre esclave Malabar appartenant au sieur Lagourgue, *accuse d'avoir volé 2 timbales en argent, 3 coupes, 10 paquets d'épingles et une paire de ciseaux,*

Est condamné à 200 coups de fouet, flétri d'un fer chaud marqué d'une fleur de lys sur l'épaule droite et à servir comme forçat sur les travaux de la Compagnie toute sa vie une cbaine au cou.

Les objets retrouvés ont été restitués.

Arrêt du 9 Décembre 1741

À l'occasion d'une contestation portée sur une reconnaissance de dette ayant pour origine une dette de jeu : Le Conseil interdit les jeux de hasard.

Arrêt du 24 Septembre 1742

Le Conseil interdit aux Noirs de porter arme à feu et bâton et de posséder des chiens.

Arrêt du 17 Août 1743

Le Conseil enjoint aux propriétaires de nettoyer les rues.

Arrêt du 21 Août 1743

Entre Augustin Panon et Bernard Lavergne dit Bellerose qui avait coupé du bois sans autorisation du propriétaire.

Le contrevenant est condamné à 100 livres d'amende.

Cette peine sera appliquée ultérieurement à tous ceux qui commettraient le même méfait.

Arrêt du 4 Août 1744

Le Conseil interdit à tout débiteur de la Compagnie de dénaturer les cafés et autres denrées dont ils lui font livraison.

Arrêt du 21 Août 1747

Rendu à la Requête du Procureur Général qui règlemente les corvées à fournir par les habitants du quartier de Saint-Paul pour *déboucher l'estang et lui donner une issue à la mer.*

Arrêt du 22 juin 1748

Entre Louise Nicole Vignole et Claude Joseph Moreillat.

Le Conseil fait obligation aux riverains de la Rivière StJean de laisser un chemin de 12 pieds de large libre au public.

Arrêt du 20 janvier 1751

Monsieur le Procureur Général a signalé au Conseil les beuveries auxquelles se livraient les esclaves.

Le Conseil fait *défense de vendre aucune espèce de boisson aux noirs s'ils ne sont porteurs de billets de leur maître et de ne leur rien vendre ni rien acheter.*

Arrêt du 22 janvier 1762

Entre Marie Boyer Veuve Leconte c/StJean Mathieu des Ruisseaux à l'occasion de tumulte nocturne : Le contrevenant paiera des dommages intérêts. Mais interdiction est faite pour l'avenir.

Arrêt du 19 Mars 1764

À la requête du Procureur Général il est *défendu d'arracher les rochers dans les chemins publics de laisser sur pied des arbres morts et des plantes de la Raquette.*

Enfin le Conseil Supérieur par arrêt du 27 juin 1764 va réglementer la profession d'huissier. Nous reprendrons cet arrêt à l'occasion de l'étude des auxiliaires de justice.

Ce rapide survol des arrêts des Conseils de l'île permet de se rendre compte que les attributions judiciaires et législatives étaient réunies dans la même main.

Cependant la notion de séparation des pouvoirs commençait à être perçue. En effet, il résulte des Lettres de Provision en date du 23 janvier 1733 au profit de *François Morel, de religion catholique et romaine pour remplir la place de Procureur Général* que ce dernier avait séance et voie délibérative au Conseil Supérieur, toutes les fois qu'il ne faisait pas fonction de Procureur Général.

Le Conseil Supérieur conservera toutes ses attributions jusqu'au 13 Novembre 1767 date de la promulgation de l'ordonnance du roi du 25 Septembre 1766 dont l'article 32 disposait que :

Les Conseils Supérieurs ne pourront s'immiscer directement dans les affaires qui regarderont le gouvernement. Ils se renfermeront à rendre la justice aux sujets de sa majesté.

Enfin pour clore ce chapitre, il suffira de rappeler que la procédure criminelle était réglée aux Iles de France et de Bourbon par l'Ordonnance Royale de 1670.

Toutefois, pour donner suite à la déclaration de Louis XVI du 24 Août 1780, l'usage de la question préparatoire, dont l'objet était de tirer de la bouche de l'accusé l'aveu du crime dont il était accusé, avait été abolie par un arrêt du Règlement du Conseil Supérieur de l'Ile de France du 11 Août 1781 et rendu exécutoire à Bourbon.

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 7

L'organisation judiciaire de 1793 à 1827

Sous la Révolution

[Retour à la table des matières](#)

Le 4 décembre 1789, les administrateurs de Bourbon firent savoir aux commandants de quartiers que, sur instructions reçues des administrateurs généraux de l'Ile de France, ils autorisaient la réunion des habitants en une assemblée générale de chaque quartier pour leur demander s'ils désiraient ou non l'établissement d'une Assemblée Coloniale à Bourbon. Le 27 décembre 1789, les habitants de la paroisse St-Denis réclamèrent la réunion d'une Assemblée générale unique pour toute l'île. Les administrateurs généraux ayant autorisé le 10 mars 1790 la réunion d'une telle assemblée, celle-ci se réunit le 25 mai 1790. Dès le 27, elle se déclara *permanente et inviolable* et, le 23 juillet, s'empara du pouvoir législatif, supprima la commune générale et la remplaça par des communes particulières à chaque paroisse ou municipalité. Cependant, le 14 juillet 1790, était parvenu à Bourbon le texte du décret de la Constituante du 8 mars 1790, accompagné des instructions du 28 mars, prévoyant la création dans la colonie, d'une Assemblée Coloniale. L'Assemblée générale se sépara le 5 octobre 1790.

L'Assemblée Coloniale se réunit le 28 octobre 1790. Elle était composée de députés élus à raison de un pour cinquante électeurs, puis, à partir de 1793, de un député pour cent citoyens actifs. Etaient citoyens actifs les habitants majeurs de

vingt-cinq ans, domiciliés depuis deux ans dans la colonie et n'étant pas en état de domesticité.

Les institutions judiciaires furent, sous la Révolution, des plus fluctuantes. Jusqu'en 1793 le Conseil Supérieur et la Juridiction Royale continuèrent à fonctionner sur le même pied. La seule innovation fut la création, par un règlement de l'Assemblée Coloniale du 15 décembre 1790, de tribunaux de conciliation dont les juges étaient élus au 1er degré d'abord, au 2ème degré à partir du 20 mai 1791.

En effet, dès le mois d'août 1790, M. Thauvel, en présentant à l'assemblée constituante la loi organique des justices de paix, spécialement instaurées pour maintenir la paix, soit en décidant sommairement sur les contestations, soit en essayant de concilier les parties, tenait les propos suivants :

Il faut que tout homme de bien, pour peu qu'il ait d'expérience et d'usage puisse être juge de paix.. La justice de paix sera dégagée des formes qui obscurcissent tellement les procès que le juge le plus expérimenté ne sait pas qui a tort ou raison.

La compétence de ces juges doit être bornée aux choses de convention très simple et de la plus petite valeur, et aux choses de fait qui ne peuvent être bien jugées que par l'homme des champs, qui vérifie sur les lieux mêmes l'objet du litige et qui trouve, dans son expérience, des règles de décision plus sûres que la science des formes et des lois n'en peut fournir aux tribunaux..

L'institution est encore mieux décrite par le propos suivant tenu à l'Assemblée à la même époque :

« Représentez-vous un magistrat qui ne pense, qui n'existe que pour ses concitoyens. Les mineurs, les absents, les interdits sont l'objet particulier de ses sollicitudes. C'est un père au milieu de ses enfants. Il dit un mot, les injustices se séparent, les divisions s'éteignent, les plaintes cessent : ses soins constants assurent le bonheur de tous, voilà le juge de paix ».

Cette institution fut adoptée par la colonie avant d'organiser le pouvoir judiciaire. Le 15 décembre 1790 l'Assemblée Coloniale décréta :

- Qu'il serait nommé un juge de conciliation dans toutes les paroisses par voie de scrutin, à la pluralité absolue.

- Que nulle personne ne serait admise à plaider dans un aucun tribunal sur toutes affaires quelconques, qu'après avoir constaté par le certificat du juge conciliateur qu'il n'a pas été possible d'amener les parties contestataires à des voies de conciliation.

- Que la durée des fonctions du juge conciliateur serait de deux ans et qu'il serait procédé à une nouvelle élection de ce juge dans la même assemblée où il serait procédé au remplacement des officiers municipaux, sauf aux paroisses à les continuer dans ses fonctions si elle le jugeaient convenable.

Gouverneur Consulaire du 3 germinal an XI qui ordonna que les tribunaux de la Colonie seraient rétablis sur le même pied qu'en 1789.

Par ailleurs, par décret du 10 décembre 1790, l'Assemblée Coloniale fit l'application à Bourbon, avec quelques modifications, des décrets de la Constituante des 8 et 9 octobre 1789 et 22 avril 1790 sur la réformation provisoire de procédure criminelle.

Puis le code d'Instruction Criminelle de 1791, qui remplaçait l'ordonnance de 1670 et le décret du 10 décembre 1790, fut appliqué.

À ce Code succéda l'arrêté de 1791 rendu par l'assemblée coloniale.

Le Règlement de juin 1793

L'arrêté de l'Assemblée Coloniale du 3 avril 1793 supprima le Conseil Supérieur et la juridiction royale et leur substitua un Tribunal d'Appel et un Tribunal de Première Instance dont les juges étaient élus. Cette réforme fut éphémère car

dès juin 1793, l'Assemblée Coloniale réorganisait le service judiciaire par un règlement sanctionné par le gouverneur :

- 1) La justice, en général, consiste à rendre à chacun ce qui lui appartient suivant ses droits et ses actions.
- 2) Elle est exercée par le pouvoir judiciaire et divisée entre divers officiers suivant son espèce.

L'exercice de la justice se divise en justice civile, en police, en justice criminelle.

- 3) La justice sera rendue au nom de la République.
- 4) Les juges rendront gratuitement la justice et seront salariés par la colonie.
- 5) Les juges seront élus par les justiciables.
- 6) Les juges, les officiers chargés du Ministère Public et les greffiers ne pourront être destitués que pour forfaiture dûment jugée.
- 7) Les parents ou alliés jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ne pourront rester juges dans le même tribunal.
- 8) Les tribunaux ne pourront prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, ni suspendre l'exécution tant des décrets du corps législatif suprême que des arrêtés de l'assemblée coloniale approuvée par les gouverneurs, à peine de forfaiture.
- 9) Ils ne pourront point faire de règlement, mais ils s'adresseront à l'assemblée coloniale toutes les fois qu'ils croiront nécessaire d'interpréter une loi, soit d'en faire une nouvelle.
- 10) Ils seront tenus de faire transcrire purement et simplement dans un registre particulier et de publier dans la huitaine les lois qui leur seront adressées.
- 11) Les fonctions judiciaires seront distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives ; les juges ne pourront, à peine

de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leur fonction.

Monsieur Delabarre de Nanteuil fit observer que les principes rapportés aux N° 8, 9 et 11 avaient été précédemment consacrés par un décret de l'Assemblée Coloniale du 1er mars 1791. Ce n'est qu'à cette époque que les trois pouvoirs ont été séparés et les tribunaux réduits aux seules fonctions judiciaires.

- 12) En toute matière civile ou criminelle, les plaidoiries, rapports et jugements seront publiés ; tout citoyen défendra lui même sa cause, soit verbalement, soit par écrit, il pourra néanmoins se faire représenter.
- 13) La procédure par jurés aura lieu en matière criminelle.
- 14) Tout privilège en matière de juridiction est aboli, tous les citoyens sans distinction plaideront en la même forme et devant les mêmes juges dans les mêmes cas.
- 15) L'ordre constitutionnel des juridictions ne pourra être troublé, ni les justiciables distraits de leurs juges naturels par aucune commission ni par d'autres attributions ou évocations que celles qui seront déterminées par la loi.
- 16) Tous les citoyens étant égaux devant la loi et toute préférence pour le rang et le tour d'être jugé étant une injustice, toutes les affaires, suivant leur nature, seront jugées lorsqu'elles seront instruites dans l'ordre selon lequel le jugement en aura été requis par les parties.
- 17) Les décrets rendus par l'assemblée nationale pour la réforme des lois civiles, du Code Pénal et de la Procédure civile seront appliqués à la colonie avec les modifications qui pourront être nécessaires à raison des localités.

Les lois anciennes seront provisoirement exécutées jusqu'à ce qu'elles aient été abrogées ou réformées.

- 18) Provisoirement, il sera fait un règlement sur la procédure civile, de manière qu'elle soit rendue plus simple, plus expéditive et moins coûteuse.
- 19) Il sera également fait des règlements pour assurer les intérêts des mineurs ; par l'établissement d'un bureau des hypothèques dans chacun des deux districts ; pour assurer l'authenticité des actes soit par le contrôle, soit autrement.
- 20) Il y aura dans chaque district un curateur aux successions vacantes ; lequel sera nommé par les électeurs du district suivant les formes qui seront déterminées par un règlement particulier.
- 21) Chaque curateur sera tenu de fournir un cautionnement en immeuble de la valeur libre de 30 000 livres, lequel sera reçu par le corps administratif contradictoirement avec le procureur général syndic.
- 22) L'assemblée coloniale déterminera par un règlement particulier la manière dont le curateur aux successions vacantes exercera ses fonctions et rendra ses comptes.
- 23) Les citoyens qui occuperont des places de juges de paix, prud'hommes et membres des tribunaux criminels ne pourront être en même temps membres des corps municipaux ni du Directoire.

Le Bureau de conciliation

L'arrêté du 10 août 1793 de l'assemblée coloniale institua dans chaque canton de la colonie un bureau de conciliation. Il se composait du maire et de deux officiers municipaux qui devaient exercer séparément ou conjointement.

Il était établi par le même texte que la justice serait exercée dans toute l'île par des tribunaux de paix composés de deux prud'hommes assesseurs et d'un greffier. Les juges de paix et leurs assesseurs étaient élus par les justiciables pour 2 ans.

Les tribunaux de paix étaient à la fois juges de première instance et juges d'appel.

Les parties pouvaient choisir le tribunal de paix qu'elles voulaient pour déférer la connaissance de leurs contestations ; si elles ne s'accordaient pas sur ce choix, l'appel était porté devant l'un des tribunaux les plus voisins.

Les deux degrés de juridiction s'appliquaient donc sans qu'il existât de juridiction souveraine pour le second degré : *« Innovation monstrueuse, qui dut être un sujet de censure, en ce que, supprimant tout ce qui rappelait la subordination dans la hiérarchie des institutions judiciaires et rendant les tribunaux égaux pouvaient être réciproques ; ainsi il pouvait arriver que les mêmes juges décident sur les appels d'un tribunal à la censure duquel leurs jugements étaient soumis ».*

Des bureaux de conciliation avaient été également institués et l'arbitrage volontaire avait été spécialement maintenu.

La justice civile et de répression

La justice civile également exercée par des tribunaux de famille - il faudra en métropole attendre 1945 pour voir les premières expériences en ce sens -. la justice criminelle, quant à elle fut exercée par les tribunaux criminels, avec le concours des jurés d'accusation et des jugements.

La « police » était composée de cinq classes différentes :

- la police constitutionnelle
- la police municipale
- la police correctionnelle
- la police rurale et la police de sûreté.

L'assemblée coloniale changea cette organisation en créant deux tribunaux de Première Instance et un tribunal d'appel et en supprimant un tribunal criminel sur deux.

La justice civile fut alors rendue par deux tribunaux de première instance : St-Denis et St-Paul. Ils étaient composés d'un juge, d'un suppléant et d'un commis-

saire national, tous élus pour trois ans et rééligibles indéfiniment. Les tribunaux de première instance jugeaient les affaires de toutes sortes. Le greffier était nommé par les trois membres du tribunal.

Les juridictions d'appel étaient composées de sept juges, un commissaire national et un substitut. On procédait à leur élection tous les cinq ans. Ils étaient rééligibles. Le greffier était nommé par les juges seuls.

La justice de répression de son côté était organisée :

- de juges de paix : 15 francs d'amende et (ou) trois jours d'emprisonnement en dernier ressort.
- de tribunaux de première instance : sauf appel devant les tribunaux criminels : deux années d'emprisonnement.
- de tribunaux criminels : il était composé de cinq membres choisis parmi ceux du Tribunal d'appel, du commissaire national, désigné pour la circonstance, sous le nom d'accusateur public et d'un greffier.

Les jurés

Un jury d'accusation existait dans chacun des deux districts et enfin un jury de jugement.

Les jurés étaient pris parmi les citoyens pouvant être électeurs.

Toutefois, les juges de paix, leurs prud'hommes, les greffiers, les présidents et les accusateurs publics, les greffiers des tribunaux criminels, le procureur général syndic et les membres du Directoire ne pouvaient être jurés.

Les curés et les personnes âgées de plus de 70 ans avaient la faculté de se dispenser de cette obligation à l'encontre de tous les autres qui ne pouvaient s'y soustraire.

Chaque année, avant le 15 décembre, tout citoyen ayant les qualités requises devait se faire inscrire pour servir de juré soit d'accusation, soit de jugement, sur un registre tenu dans chaque municipalité par le secrétaire greffier. Le maire de

chaque canton envoyait dans les 15 derniers jours de décembre copie des registres au Procureur Général Syndic de la colonie, qui envoyait copie du rôle général ainsi établi à chaque municipalité.

Ceux qui avaient omis de se faire inscrire dans les délais légaux étaient privés de leurs droits de suffrage et d'éligibilité à toutes les fonctions publiques pendant les deux années suivantes.

Le Procureur Général Syndic choisissait tous les 3 mois et pour chaque district 100 jurés pour l'accusation et 100 pour le jugement. La liste était approuvée par le Directoire et, après avoir été imprimée, envoyée à tous ceux qui y étaient inscrits.

Enfin, l'on ne pouvait faire partie dans la même affaire du jury de jugement si l'on avait siégé dans le jury d'accusation.

Le jury d'accusation était formé de huit citoyens, tirés au sort sur la liste de 100 par le président du tribunal criminel (exerçant l'office de directeur du jury), en présence de l'accusateur (remplissant les fonctions de commissaire national) et du public.

Le directeur du jury prévenait quatre jours à l'avance ceux qui avaient été choisis et qui étaient tenus de se rendre au jour fixé, sous peine de 30 livres d'amende et d'être privés d'éligibilité et de suffrage pendant 2 ans. Les excuses présentées deux jours à l'avance étaient jugées dans les 24 heures par le tribunal criminel. Dans tous les cas, le nombre de huit était immédiatement complété par tirage au sort des citoyens du canton.

Bien que composé par la même catégorie de citoyens que ceux du jury d'accusation, le jury de jugement était composé différemment.

Le premier jour de chaque mois, le président du tribunal criminel faisait former le tableau des douze jurés en présence de l'accusateur public et de deux officiers municipaux qui prêtaient le serment de garder le secret.

Le président présentait la liste des cent jurés à l'accusateur puis à l'accusé qui pouvait dans les 24 heures récuser. Les jurés recusés étaient remplacés par le sort.

Les peines prononcées contre les jurés d'accusation, pour le cas où ils ne remplissaient pas leurs fonctions lorsqu'ils n'étaient ni excusés ni légalement empêchés, étaient également encourues par les jurés de jugement.

Enfin les excuses devaient être, là aussi, présentées à l'avance et être jugées souverainement par le tribunal criminel.

L'institution du jury fut abolie après une existence de dix années par l'arrêté du 8 vendémiaire an XII et ne devait être rétablie que par l'ordonnance du 30 septembre 1827.

La justice criminelle fut alors exercée par la Cour Souveraine et le tribunal de première instance.

En cas de pourvoi en cassation contre les jugements du tribunal criminel, c'était à l'assemblée coloniale de décider si la demande en cassation devait être admise.

Il était établi :

Au civil, dans chacun des cantons de la colonie des bureaux de conciliation composés du maire et de deux officiers municipaux ; elle créait sept tribunaux de paix dont les juges étaient élus pour deux ans. Ces tribunaux jugeaient en première instance et en appel les uns envers les autres.

Au criminel deux tribunaux étaient créés, l'un dans l'arrondissement Sous-le-Vent, l'autre dans l'arrondissement au Vent.

Cette organisation de la justice fonctionna mal, ce qui amena l'Assemblée Coloniale à la réformer le 6 prairial an III (25 mai 1795). Elle institua alors des arbitres privés choisis par les parties, des tribunaux de conciliation, des juges de paix et des arbitres publics. Il n'y avait toujours pas de juridiction d'appel. Mais cette nouvelle organisation se révéla aussi défectueuse que la précédente, si bien que l'assemblée coloniale, le 4 germinal an V (24 mars 1797), simplifia l'organisation de la justice civile. Elle maintint les juges de paix, créa quatre tribunaux à St-Denis, St-Benoît, St-Paul et St-Pierre et institua à St-Denis un tribunal d'appel. La justice pénale fut à son tour supprimée et remplacée par le tribunal d'appel qui, lorsqu'il se transformait en tribunal criminel, se voyait adjoindre douze jurés. Enfin le 7 nivôse an IX (7 janvier 1801), le tribunal de première instance de l'arrondissement Sous-le-Vent fut supprimé.

Toutes ces institutions furent abrogées en l'an XII.

L'arrêté du 3 germinal de l'an XI

L'arrêté du gouvernement consulaire du 3 germinal an XI stipulait que :

- Les tribunaux des deux colonies seront rétablis sur le même pied qu'en 1789.
- Les dénominations de juridiction royale et de Conseil Supérieur seront remplacées par celles de Tribunal de Première Instance et de Tribunal d'Appel.
- Le ministère public sera exercé par des commissaires du Gouvernement et leurs substituts.
- Le Tribunal terrier sera rétabli.
- Tous autres Tribunaux créés dans les deux îles pendant la Révolution et non approuvés par le gouvernement seront supprimés.

Un Commissaire de justice fut nommé par l'arrêté consulaire du 13 pluviôse an XI. Ce commissaire était l'un des trois magistrats qui étaient appelés à régir les colonies de Bourbon et de l'Ile de France.

Le Tribunal d'appel et le Tribunal de première instance de Bourbon ont été organisés par arrêté du 10 vendémiaire an XII.

Le Tribunal d'appel était composé d'un président, d'un vice-président, de trois juges et de deux suppléants, d'un commissaire du gouvernement et d'un greffier. Il statuait en dernier ressort sur les appels de tous jugements de première Instance à savoir au nombre de sept dans les matières criminelles.

Le Tribunal de Première Instance se composait d'un président, d'un juge, d'un suppléant, d'un commissaire du gouvernement et d'un greffier.

Il était appelé à connaître de toutes les affaires civiles, criminelles, de commerce, d'amirauté et de police. Le préliminaire de la Conciliation fut aboli.

Il y eut enfin, au cours de cette période, un certain nombre de juridictions d'exception. Un Tribunal Criminel Révolutionnaire fut créé par les arrêtés de l'Assemblée Coloniale des 2 floréal an II (11 mars), du 4 messidor an II (2 juillet 1794) et du 5 ventôse an IV (24 février 1796). Il avait à connaître les crimes commis contre la sûreté de la colonie et des attentats contre la « *tranquillité générale* ». Ce tribunal fut réorganisé sous la forme de cinq commissions prévôtales par l'arrêté du cinquième jour complémentaire an VII (21 septembre 1799). De son côté, le Maréchal Decaen, par un arrêté du 11 frimaire an XII (3 décembre 1803), organisa un tribunal spécial chargé de connaître des crimes commis par les esclaves.

Le sénatus-consulte du 12 octobre 1807 concernant l'ordre judiciaire et le décret impérial du 30 mars 1808, contenant règlement pour la police et discipline des Cours et Tribunaux furent promulgués dans les deux colonies.

Le tribunal d'appel prit alors la dénomination de Cour d'Appel.

Comme on peut le constater, les conditions économiques et sociales prévalant dans l'Ile avaient eu une influence primordiale. Cependant, la législation à Bourbon n'était pas fondamentalement différente de celle de la Métropole. Le code civil fut promulgué le 1er brumaire an XIV (23 octobre 1805), et le code de procédure civile le 20 juillet 1808.

Pendant l'occupation anglaise, les tribunaux furent maintenus ; mais par une proclamation du 22 janvier 1814, presque tous les juges furent suspendus de leurs fonctions pour avoir refusé l'application d'un acte du parlement qui n'avait pas été publié à Bourbon.

De 1815 à 1827

Après la rétrocession de Bourbon à la France, le Conseil Supérieur et la juridiction royale furent rétablis, le 18 avril 1815, dans les formes où ils existaient en 1789 en vertu des ordonnances royales des 21 et 27 juillet 1814.

L'institution des justices de paix était rétablie. Le tribunal spécial et le tribunal terrier furent maintenus. Mais ce régime n'était que transitoire et fonctionna pendant un an seulement.

C'est l'ordonnance du 13 novembre 1816 qui réorganisa les Cours et Tribunaux de Bourbon. Elle fut promulguée dans l'île le 2 juillet 1817. La spécificité de celle-ci apparaît dans les lignes de son préambule : *sur le compte qui nous a été rendu de l'organisation judiciaire des Cours et Tribunaux de l'île Bourbon et sur les avantages qu'il y aurait à la rendre conforme, sans certaines modifications à l'organisation judiciaire qui est établie dans la métropole.*

Les justices de paix sont maintenues et sont situées à St-Denis, St-Benoît, St-Paul, St-Leu et St-Pierre. Cependant, quelques changements avaient été apportés à l'institution, puisqu'une partie de leurs attributions était enlevée aux juges de paix pour être confiée à un greffier assesseur.

En effet, la nouvelle ordonnance précisait les fonctions de juge de paix. Elles se bornaient :

- aux affaires qui étaient ci-devant attribuées aux bureaux de paix par l'article 10 de la loi du 24 août 1790.
- à ce qui concerne les divers intérêts de famille dans lesquels les juges de paix doivent intervenir d'après les titres V, VIII et X du livre Premier du code civil.

Toutes les autres fonctions que remplissent les juges de paix en France sont confiées, dans chacun des cantons de l'Ile Bourbon ci-dessus dénommée à un greffier assesseur.

Une dépêche ministérielle du 13 novembre 1816, prescrivait de ne mettre ces dispositions en application qu'après la nomination faite par le Roi des juges de paix et des greffiers assesseurs.

L'application à Bourbon de ce nouveau régime répondit à l'attente du gouvernement puisque, 3 ans après, il manifesta l'intention d'en faire jouir les autres colonies.

En effet, l'ordonnance royale du 12 novembre 1819 avait statué que :

Seront requis et complétés, sous le moindre délai possible, les travaux commencés relativement à la mise en vigueur, dans nos possessions au-delà

des mers, des modifications que peuvent exiger les circonstances propres à ces établissements ;

Une organisation judiciaire, aussi rapprochée que le permettra la différence des localités, de l'organisation judiciaire existant dans la Métropole sera établie, le plus tôt que se pourra, dans celle de nos colonies où cette partie des nouvelles institutions de la France n'aurait pas encore été introduite et serait susceptible de l'être avec avantage.

Il apparaît cependant que le système fonctionna mal.

Le ministre de la Marine souligna le mauvais fonctionnement. Les remarques faites devaient aboutir à l'ordonnance qui, une fois de plus, abrogerait la précédente.

Deux grands procès

Deux procès vont défrayer la chronique en cette période agitée. La mutilation de l'Arbre de l'Égalité à St-André va fournir matière au premier procès. Ce crime de lèse-nation, cette action contre le principe et la majesté de la République va faire beaucoup de bruit.

Le 27 vendémiaire an III, René Grosnier, juge de paix de l'arrondissement de l'est se rendit sur les lieux du « *crime* » accompagné du citoyen Jean Baptiste Bezier Mont Fleury (substitut de l'agent national) et de La Parantière (greffier) « *considérant qu'un délit aussi criminel doit être poursuivi pour en punir les auteurs* », afin de dresser procès verbal :

Nous nous sommes transportés au lieu où l'arbre d'égalité a été planté, devant le poste de brigade, où étant, nous avons reconnu que l'arbre de l'égalité avait été écorché en 3 endroits avec un instrument tranchant, ensuite déchiré de la longueur d'environ un pied et demi à deux reprises, et quatre branches cassées.

Sur quoi, nous avons mandé le citoyen Honoré Duquain, chef de ce poste, auquel nous avons demandé :

- A luy demandé si dans la consigne qui lui a été donnée, ne luy a pas été enjoint de veiller à la sûreté de l'arbre de l'égalité.

- A répondu, qu'il ne luy a pas été donné d'ordre par écrit pour veiller sur l'arbre et que le maire du canton luy a seulement donné ordre verbal d'y surveiller.

- A luy demandé s'il n'a pas eu connaissance de ceux qui ont écorché l'arbre de l'égalité et les branches.

- A répondu qu'il n'en a eu aucune connaissance.

- A luy demandé comment il a su que l'arbre d'égalité avait été écorché :

- A répondu que le citoyen Gigot, proche voisin du poste, et lui conversant s'en sont aperçus ce matin au soleil levant et qu'il en a fait part. C'est tout ce qu'il dit savoir.

Puis avons écouté et interrogé, l'homme du poste en faction de 6 à 10 heures qui a dit n'avoir rien vu, rien entendu.

Les interrogatoires se poursuivirent. L'affaire fit grand bruit si l'on en juge les deux missives envoyées l'une par les membres du Comité de Salut public du canton de St-Pierre et l'autre par celui de Ste-Suzanne.

Aux représentants de l'Isle de la Réunion

Salut et respect,

Pénétrés de la douleur la plus profonde et le cœur navré d'amertume, les membres de la chaumière du canton de St-Pierre vous dénoncent un attentat horrible, commis contre le principe et contre la majesté de la République Française.

Quoique, sans doute, vous êtes instruits de ce délit, et que déjà vous avez pris les mesures nécessaires pour en découvrir les auteurs et les punir, la chaumière du canton de St-Pierre croit qu'il est de son devoir, comme il entre dans ses principes de manifester à la colonie, à la France entière, toute l'horreur que lui inspire un crime aussi grave.

Dans la nuit du 26 au 27 vendémiaire, des téméraires, des frénétiques se sont portés au canton de St-André pour arracher l'arbre de l'Égalité, souiller le bonnet de la liberté, dont il était décoré. Ils ont jeté le tout par pièces et morceaux à la porte de la municipalité de ce canton.

Les ténèbres, à la vérité, ont couvert cette action horrible, mais l'oeuvre d'iniquité n'en a pas moins été consommée.

Nous nous la dénonçons donc et nous vous conjurons, au nom de la patrie outragée, d'employer tous les moyens que la loi a mis entre vos mains pour découvrir et punir les auteurs d'un pareil délit. Une conduite diamétralement opposée à la Révolution, des menées contraires à ses principes surgissent dans ce canton depuis le commencement de notre génération, un délit de la même espèce que celui que nous vous dénonçons s'y est déjà commis, des audacieux y ont déjà insulté le pavillon national.

Enchaînés et empêchés par une faction liberticide, nous n'avons pu dans le temps élever notre voix pour manifester notre opinion relativement à ce canton, nous nous contentions de gémir en secret de l'esprit d'égarement qui y régnait. Mais aujourd'hui, qu'affranchis de tout joug tyrannique, nous pouvons sans crainte faire entendre nos voix (...). Nous vous dénonçons les meneurs perfides qui influencent visiblement ce canton.

Le crime qui s'y est commis est d'une nature qui demande que l'assemblée coloniale s'en occupe toute autre affaire cessante, qui demande qu'elle prenne sans délais les mesures les plus vigoureuses pour en connaître et punir les auteurs.

Nous vous adjurons donc au nom de la patrie, dont la majesté se trouve offensée, de poursuivre sans relâche cette affaire et sans doute vous « croirez » que ce crime ne peut plus longtemps rester impuni, sans que l'éclat de la République n'en soit terni et le salut de la colonie compromis et exposé.

Aux citoyens représentants de la colonie,

Salut,

Un grand crime de lèse vient d'être commis dans le canton de St-André, l'arbre de l'Égalité vient d'être arraché, le bonnet de la liberté empli d'immondice, l'église profanée par des mains également sacrilèges (...). Nos frères de St-André viennent de nous en faire part, nous nous joignons à eux et à tous les bons citoyens qui doivent avoir le cœur navré pour vous dénoncer ces crimes et profanations. Nous avons juré de faire tout notre possible pour en découvrir les auteurs et les facilitateurs.

Nous nous reposons entièrement sur la justice de nos représentants pour être assurés que ces crimes soient punis avec la sévérité des lois.

Nous ne savons pas ce qui en advint.

Autre affaire intéressante, celle de la Révolte des Esclaves de St-Leu. Elle sera jugée alors que la Réunion est sous domination anglaise.

Le Tribunal prononça la peine de mort contre 30 accusés. Un grand nombre d'autres furent condamnés aux fers, à perpétuité ou à temps.

Enfin l'un des chefs de cette insurrection qui n'avait pas été pris se livra volontairement au gouvernement. Il fut condamné à la déportation.

Cependant l'autorité britannique avait pris les devants en faisant afficher la proclamation suivante reproduite dans certains ouvrages traitant de l'histoire de l'île :

PROCLAMATION, AU NOM DE SA MAJESTÉ GEORGE III, Roi des royaumes unis de la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Le Gouvernement de cette Isle, ayant été instruit que plusieurs esclaves s'étant faussement persuadés qu'en désertant de chez leurs maîtres, ils acquerraient par là le droit de l'impunité en allant prendre service, soit à bord des vaisseaux, soit dans les troupes de S.M. Britannique, prévient MM. les habitants que, si désormais quelques esclaves avaient la hardiesse de chercher à se soustraire à la puissance de leurs maîtres, ces derniers, à peine d'une punition très sévère, sont tenu d'en faire sur le champ leur déclaration au bureau de police de leurs cantons, afin que, sur le compte qui en sera rendu à l'agent général de police de l'île, celui-ci provoque du Gouvernement contre lesdits esclaves les peines que méritera leur rébellion ; et les coupables seront punis de manière à empêcher à l'avenir de semblables désordres. Port-Louis, île de France, le 5 décembre 1810. Le Gouverneur des Iles de France, Bourbon et Dépendances, R. T FARQUHAR.

Par ordre. Le secrétaire en chef du Gouvernement ;A. BARRY

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 8

L'Ordonnance Royale du 30 septembre 1827

L'ordonnance de Charles X

[Retour à la table des matières](#)

L'ordonnance royale du 30 septembre 1827 est déterminante pour la justice à Bourbon. Compte tenu de son importance nous la reproduisons intégralement.

ORDONNANCE DU ROI concernant l'organisation de l'Ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'Ile de Bourbon.

Au château de St-Cloud, le 30 septembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies, et de l'avis de notre Conseil,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I: Dispositions préliminaires

Article 1 : La justice sera administrée à l'Ile de Bourbon par des tribunaux de paix, un tribunal de Première Instance, une Cour Royale et des Cours d'Assises.

Les jugements en dernier ressort et les arrêts pourront être attaqués par voie d'annulation ou de cassation, dans les cas spécifiés en la présente ordonnance.

Article 2 : Le conseil privé, la commission des prises et les conseils de guerre continueront de connaître des matières qui leur sont spécialement attribuées par notre ordonnance du 21 août 1825, et par les lois, ordonnances et règlements en vigueur dans la colonie.

Article 3 : Nul ne sera, en conséquence, créé aucune commission extraordinaire. Toutefois une Cour Prévôtale pourra être établie dans les cas et suivant les formes déterminées par la présente ordonnance.

Article 4 : Les audiences seront publiques au civil et au criminel, excepté dans les affaires où la publicité sera jugée dangereuse pour l'ordre et les mœurs. Les jugements et arrêts seront motivés.

Article 5 : Les cours et tribunaux ne pourront, sous les peines portées par les lois, prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, ni s'immiscer dans les affaires administratives.

Ils ne pourront, sous aucun prétexte et sous les mêmes peines, refuser ni retarder l'enregistrement des lois, ordonnances, arrêtés et règlements, lorsqu'ils en seront requis par le ministère public.

Article 6 : Il leur est également interdit de poursuivre, hors les cas de flagrant délit, les agents du gouvernement pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, à moins d'une autorisation spéciale donnée de la manière prescrite par l'article 58 de notre ordonnance du 21 août 1825.

Article 7 : La colonie sera régie par le Code civil, le Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, modifiés et mis en rapport avec ses besoins.

Article : L'organisation judiciaire des établissements qui dépendent du gouvernement de l'île de Bourbon sera réglée par une ordonnance particulière.

TITRE II : Des tribunaux et des cours

CHAPITRE 1^{er} : Des tribunaux de paix

Article 9 : Il sera établi dans chacun des six cantons de la colonie un tribunal de paix dont le siège sera au chef-lieu de canton.

Article 10 : Chaque tribunal de paix sera composé d'un juge de paix, d'un suppléant et d'un greffier.

Les fonctions du ministère public seront remplies par le commissaire civil du canton ou par son adjoint, lorsque le tribunal aura à statuer sur les matières énoncées en l'article 16

Article 11 : Les tribunaux de paix connaîtront, sauf les exceptions déterminées par la loi, des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, savoir :

En premier et dernier ressort, lorsque la valeur principale de la demande n'excèdera pas deux cent cinquante francs ;

En premier ressort seulement, lorsque la valeur principale de la demande sera au-dessus de deux cent cinquante francs et n'excèdera pas cinq cents francs.

Article 12 : Ils connaîtront, en premier et dernier ressort jusqu'à la valeur de deux cent cinquante francs en principal, et en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter,

- 1) Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes.
- 2) Des déplacements de bornes ; des usurpations de terre, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année ; des entreprises sur les cours d'eau, pareillement commises dans l'année, et de toutes autres actions possessoires ;
- 3) Des réparations locatives des maisons et habitations affermées ;

- 4) Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non jouissance, lorsque le droit à l'indemnité ne sera pas contesté, ainsi que des dégradations alléguées par le propriétaire ;
- 5) De l'exécution des engagements entre le propriétaire et ses gérants ou économes, ou tous gens à gages ; entre les marchands et leurs commis ; entre les fabricants, entrepreneurs et maîtres ouvriers, et leurs compagnons ou apprentis ; entre les maîtres et leurs domestiques ou gens de travail ;
- 6) Des contestations relatives aux locations d'esclaves ;
- 7) Des fournitures faites par les bouchers et les boulangers
- 8) Des contestations entre les aubergistes et les voyageurs pour frais d'hôtellerie ;
- 9) Des actions en dommages et intérêts pour injures verbales et autres contraventions de police pour lesquelles les parties ne se seront point pourvues par la voie extraordinaire.

Article 13 : Toutes les fois que les parties y consentiront, le juges de paix connaîtront des actions énoncées aux deux articles précédents, soit en premier et dernier ressort, soit en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter, lors même qu'ils ne seraient pas les juges naturels des parties.

Article 14 : En matières civile et commerciale, les jugements des tribunaux de paix, jusqu'à concurrence de cinq cents francs, seront exécutoires par provision et nonobstant appel, sous les modifications portées au Code de procédure civile.

Article 15 : Dans les matières civiles qui excéderont leur compétence, les juges de paix rempliront les fonctions de conciliateur, ainsi qu'il est réglé par le Code de procédure civile.

Article 16 : Les tribunaux de paix connaîtront des contraventions de police, telles qu'elles sont définies par le Code pénal et par le Code d'instruction criminelle.

Les jugements seront rendus, savoir :

En premier ressort seulement, lorsqu'ils prononceront l'emprisonnement, ou lorsque le montant de l'amende et des condamnations civiles excédera la somme de cent francs outre les dépens...

Article 17 : Les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de paix, soit en matière civile, soit en matière de police, pourront être attaqués par voie d'annulation, dans les cas spécifiés aux articles 43 et 44 de la présente ordonnance.

Article 18 : Les tribunaux de paix se constitueront :

- En justice de paix, pour prononcer sur les matières civiles et commerciales énoncées aux articles 11, 12 et 13 ;
- En tribunal de police pour prononcer sur les contraventions énoncées en l'article 16,
- Et en bureau de conciliation, dans les cas prévus par l'article 15.

Article 19 : Indépendamment des fonctions qui sont attribuées aux juges de paix par le Code civil et par les Codes de procédure, de commerce et d'instruction criminelle, ils recevront l'affirmation des procès-verbaux dressés en matière de police, de grande voirie, de chasse, de pêche, de délits ruraux et forestiers, de douanes et de contributions indirectes, et en toutes autres matières lorsque les ordonnances, arrêtés et règlements leur en auront spécialement attribué le droit.

Ils délivreront des sauf-conduits aux individus cités devant eux qui se trouveraient exposés à l'exercice de la contrainte par corps.

Article 20 : Les suppléants remplaceront les juges de paix au besoin.

Ils pourront toujours assister aux audiences, et ils y auront voix consultative.

Article 21 : En cas d'empêchement du juge de paix et de son suppléant, les parties pourront être renvoyées devant l'un des juges de paix des cantons limitrophes, ainsi qu'il sera réglé par le Code de procédure civile.

CHAPITRE II : Du Tribunal de première instance.

Article 22 : il sera établi pour l'île de Bourbon un tribunal de première instance qui siègera à St-Denis.

Article 23 : Le Tribunal de première instance sera composé d'un juge royal, d'un lieutenant de juge, et de deux juges auditeurs.

Il y aura près ce tribunal un procureur du Roi, un substitut du procureur du Roi, un greffier et un commis assermenté.

Article 24 : Le tribunal de première instance connaîtra, sauf les exceptions déterminées par la loi, à savoir :

- En dernier ressort, des matières civiles et commerciales sur l'appel des jugements rendus par les justices de paix,

- En premier ressort et dernier ressort,

- 1) Des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, lorsque la valeur de la demande en principal sera au-dessus de cinq cents francs et n'excédera pas mille francs ;
- 2) Des actions civiles, soit réelles, soit mixtes, lorsque la valeur de la demande en principal n'excédera pas mille francs, à l'exception de celles réservées aux justices de paix par l'article 12 ;

Et en premier ressort seulement, des affaires civiles ou commerciales, lorsque la valeur de la demande en principal excédera mille francs, à l'exception de celles réservées aux justices de paix par l'article 12.

Article 25 : Le Tribunal de Première Instance connaîtra de l'appel des jugements des tribunaux de police.

Article 26 : Il reconnaîtra des contraventions aux lois, ordonnances, arrêtés et règlements sur le commerce étranger, sur les douanes et sur la ferme des guildives, sauf l'appel au Conseil Privé, ainsi qu'il est réglé par l'article 162 de notre

ordonnance du 21 août 1825, et sans avoir égard à la distinction qui s'y trouve établie pour les cas de fraude.

Article 27 : Le recours en cassation sera ouvert contre les jugements rendus en dernier ressort, dans les cas spécifiés en l'article 24.

Article 28 : Le recours en annulation sera ouvert contre les jugements en dernier rendus dans les cas prévus par l'article 25.

Ce recours sera exercé ainsi qu'il est réglé par l'article 44 ci-après.

Article 29 : Le Tribunal de Première Instance se constituera:

- En Tribunal Civil, pour prononcer sur les affaires civiles et commerciales indiquées en l'article 24 ;
- En Tribunal Correctionnel, pour prononcer sur l'appel des jugements de police mentionnés en l'article 25, ainsi que sur les contraventions énoncées en l'article 26.

Article 30 : Il pourra être formé dans le tribunal de première instance une section temporaire pour le jugement des affaires civiles arriérées.

Cette section sera tenue par le lieutenant de juge ou par un conseiller auditeur.

Elle ne pourra être établie qu'en vertu d'un arrêté pris par le Gouverneur en conseil.

Article 31 : Le juge royal rendra seul la justice dans les matières qui sont de la compétence du Tribunal de Première Instance.

Il remplira les fonctions attribuées aux présidents des Tribunaux de Première Instance par le Code et par les Codes de procédure civile, de commerce et d'instruction criminelle.

Il en sera chargé, au lieu de sa résidence, de la visite des navires, ainsi qu'il est réglé par les lois, ordonnances et règlements en vigueur dans la colonie.

Il visera, cotera et paraphera les répertoires des notaires, ceux des huissiers, ainsi que les registres du curateur aux successions vacantes.

Article 32 : Le lieutenant de juge remplira les fonctions attribuées au juge d'instruction par le Code d'instruction criminelle.

En cas d'empêchement du juge royal, il le remplacera dans ses fonctions.

Article 33 : Les juges auditeurs assisteront aux audiences.

Ils pourront être chargés, par le juge royal, des enquêtes, des interrogatoires, des ordres, des contributions et de tous les actes d'instruction civile, ainsi que des fonctions de juge commissaire, de juge rapporteur, et de celles indiquées aux derniers alinéas de l'article 31.

Dans tous les ras, ils n'auront que voix consultative.

Ils pourront en outre être chargés par le Procureur du Roi des fonctions du ministère public.

Article 34 : En cas d'empêchement du lieutenant de juge, le juge royal pourra remplir lui-même les fonctions de juge d'instruction, ou les déléguer à l'un des juges auditeurs.

CHAPITRE III : De la Cour Royale

Article 35 : Il sera établi pour l'Ile de Bourbon une Cour Royale dont le siège sera à Saint-Paul.

Article 36 : La Cour sera composée de cinq conseillers et de trois conseillers auditeurs.

Il y aura près de la Cour un Procureur Général, ou un avocat général chargé d'en remplir les fonctions, un substitut du procureur général, un greffier et un commis assermenté.

Article 37 : La Cour sera présidée par celui des conseillers que nous aurons désigné.

La durée de la présidence sera de trois années.

Le président ne pourra être nommé de nouveau qu'après un intervalle de trois années.

Article 38 : La justice sera rendue souverainement par la Cour Royale.

Article 39 : La Cour Royale connaîtra en dernier ressort des matières civiles et commerciales, sur l'appel des jugements du tribunal de Première Instance.

Article 40 : Elle statuera directement sur les instructions en matières criminelles, correctionnelle et de police, et prononcera le renvoi devant les juges compétents, ou déclarera qu'il y a lieu à suivre.

Dans l'un ou l'autre cas, elle ordonnera, s'il y a lieu, la mise en liberté des inculpés.

Article 41 : Elle connaîtra en premier et dernier ressort des matières correctionnelles autres que celles spécifiées dans l'article 26.

Article 42 : Les arrêts rendus sur les matières énoncées en l'article 39 pourront être attaqués par la voie de cassation.

Ceux rendus en exécution des dispositions des articles 40 et 41 ne seront sujets au recours en cassation que dans les cas prévus par les articles 440 et 442 du Code d'instruction criminelle.

Article 43 : En matière civile ou commerciale, la Cour Royale connaîtra des demandes formées par les parties en annulation des jugements en dernier ressort des justices de paix, pour incompétence ou excès de pouvoir.

En matière de police, elle connaîtra des demandes formées par le ministère public ou par les parties en annulation des jugements en dernier ressort des tribunaux de police, pour incompétence, excès de pouvoir ou contravention à la loi.

En cas d'annulation, elle prononcera le renvoi devant l'un des juges de paix des cantons limitrophes, lequel statuera définitivement.

Lorsque l'annulation sera prononcée pour cause d'incompétence, la Cour Royale, s'il y a lieu, renverra l'affaire devant les juges qui devront en connaître.

Article 44 : En matière civile ou commerciale, la Cour Royale connaîtra des demandes formées dans l'intérêt de la loi par le procureur général en annulation, pour incompétence, excès de pouvoir ou contravention à la loi, des jugements rendus en dernier ressort par les justices de paix, lorsqu'ils auront acquis force de chose jugée.

En matière de police, elle connaîtra des demandes formées, également dans l'intérêt de la loi et pour les mêmes causes, par le procureur général, en annulation soit des jugements en dernier ressort des tribunaux de police lorsqu'ils seront passés en force de chose jugée, soit des jugements rendus par le tribunal correctionnel sur l'appel de ceux des tribunaux de police.

L'annulation ne donnera lieu à aucun renvoi.

Article 45 : La Cour Royale connaîtra des faits de discipline, ainsi qu'il sera réglé au titre III, chapitre V, et au titre V, section III des chapitres 1er et II.

Article 46 : Elle pourra proposer au gouverneur des règlements soit pour la plus prompte expédition des affaires, soit pour la fixation du nombre et de la durée de ses audiences, de celles du tribunal de première instance et des tribunaux de paix.

Ces règlements ne seront exécutés qu'après avoir été arrêtés par le gouverneur en conseil privé, et ne deviendront définitifs que lorsqu'ils seront revêtus de l'approbation de notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies.

Article 47 : La Cour se constituera.

En chambre civile, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 39, et sur les demandes en annulation spécifiées au paragraphe premier des articles 43 et 44 ;

En chambre d'accusation, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 40 ;

En chambre correctionnelle, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 41, et sur les demandes en annulation spécifiées au second paragraphe des articles 43 et 44.

Article 48 : La chambre civile et la chambre correctionnelle seront composées de cinq conseillers, et ne pourront rendre arrêt qu'au nombre de cinq juges.

Article 49 : La chambre d'accusation sera composée de trois membres de la Cour, dont deux pourront être pris parmi les conseillers auditeurs.

Elle ne pourra rendre arrêt qu'au nombre de trois juges.

Article 50 : Le service de la chambre d'accusation ne dispensera point de celui des chambres civiles et correctionnelles.

Article 51 : Au commencement de chaque semestre, deux des membres de la chambre d'accusation en sortiront sur la désignation du président, qui nommera ceux qui devront les remplacer.

Chacun des membres de la Cour sera successivement appelé à cette chambre, autant que les besoins du service le permettront.

Article 52 : Le président de la Cour remplira les fonctions qui lui sont attribuées par le Code civil et par les Codes de procédure civile et d'instruction criminelle.

Article 53 : En cas d'empêchement, seront remplacés, savoir

Le Président, par le plus ancien des conseillers présents ;

Les conseillers, par les conseillers auditeurs, suivant l'ordre d'ancienneté.

Article 54 : Indépendamment des fonctions attribuées aux conseillers auditeurs par les articles 49 et 53, ils pourront,

Sur la désignation du président, être chargés des enquêtes et des interrogatoires ;

Sur la désignation du procureur général, remplir les fonctions du ministère public ;

Et sur un arrêté du gouverneur, remplacer, en cas d'empêchement, soit le juge royal, soit le lieutenant de juge, soit le procureur du Roi, dans leurs diverses attributions, ou former la section temporaire du tribunal de première instance qui pourrait être établie en vertu de l'article 30.

Article 55 : Les conseillers auditeurs auront voix délibérative lorsqu'ils siégeront à la chambre d'accusation, ou lorsqu'ils seront appelés à remplacer soit les conseillers, soit le juge royal.

Dans tous les cas, ils n'auront que voix consultative.

Article 56 : Si le nombre des magistrats nécessaire pour rendre arrêt est incomplet, le président y pourvoira, en appelant des magistrats honoraires ayant droit de siéger et suivant l'ordre de leur ancienneté, ou des avocats-avoués, suivant l'ordre du tableau.

CHAPITRE IV : Des Cours d'Assises

Article 57 : Il y aura deux Cours d'Assises à l' Ile de Bourbon, l'une pour l'arrondissement du Vent, et l'autre pour l'arrondissement Sous le Vent.

Elles siégeront, la première à St-Denis, et la seconde à St-Paul.

Article 58 : Les Cours d'Assises se composeront de trois conseillers de la Cour Royale, et de quatre membres du collège des assesseurs, dont il sera parlé au titre IV.

Le procureur général, ou son substitut, ou son commis assermenté, y tiendra la plume.

Article 59 : Dans les affaires qui paraîtront devoir se prolonger pendant plusieurs audiences, un conseiller auditeur et un assesseur seront en outre appelés par le président pour assister aux débats et remplacer, le conseiller, ou l'assesseur, qui ne pourrait continuer de siéger.

Article 60 : Les Cours d'Assises connaîtront de toutes les affaires où le fait est l'objet de la poursuite, est de nature à emporter peine afflictive ou infâmante.

Article 61 : Les arrêts des Cours d'Assises ne pourront être attaqués par voie de cassation, si ce n'est dans les cas prévus par les articles 440 et 442 du Code d'instruction criminelle.

Toutefois ils ne seront exécutés que conformément aux dispositions de l'article 47 de notre ordonnance du 21 août 1825, relatif au recours en grâce.

Article 62 : Dans le cas où il y aurait lieu de renvoyer d'une Cour d'Assises à une autre pour cause de suspicion légitime, ainsi qu'il est prévu au Code d'instruction criminelle, le renvoi sera prononcé par le conseil privé, composé de la manière prescrite par l'article 163 de notre ordonnance du 21 août 1825.

Article 63 : Chaque Cour d'Assises tiendra chaque année quatre sessions qui s'ouvriront, savoir :

À St-Denis, le 5 des mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre ;

À St-Paul, le 20 des mois de mars, juin, septembre et décembre.

Néanmoins, si les besoins du service le commandent, le gouverneur en conseil pourra changer l'époque de l'ouverture des assises, sans pouvoir en diminuer le nombre.

Article 64 : Le gouverneur en conseil pourra, lorsque les circonstances l'exigeront, convoquer des assises extraordinaires qui se tiendront dans telle commune de la colonie et à tel jour qu'il jugera convenable d'indiquer.

Article 65 : Le président de la Cour Royale désignera à chaque renouvellement de semestre les magistrats de la Cour qui devront composer chacune des Cours d'Assises du semestre, et celui des conseillers qui les présidera dans le cas où il ne jugerait pas à propos de les présider lui-même.

Article 66 : Pourront, en cas d'empêchement, être remplacés aux assises tenues dans l'arrondissement du vent, savoir :

L'un des conseillers, ou conseillers auditeurs, par le juge royal, ou le lieutenant de juge, lorsqu'il n'aura pas connu de l'affaire ;

Le procureur général, ou son substitut, par le procureur du Roi

Le greffier de la Cour, ou son commis assermenté, par le greffier du tribunal de première instance.

Article : Le président de chaque Cour d'Assises remplira les fonctions qui lui sont attribuées par le Code d'instruction criminelle.

Article 68 : Les membres de la Cour Royale et les assesseurs prononceront en commun :

sur la position des questions,

sur toutes les questions posées,

et sur l'application de la peine.

Article 69 : Les membres de la Cour Royale connaîtront exclusivement des incidents de droit ou de procédure qui s'élèveraient avant l'ouverture ou pendant le cours des débats.

CHAPITRE V : Du Ministère Public

Article 70 : Les fonctions du ministère public seront spécialement et personnellement confiées à notre procureur général. Il portera la parole aux audiences quand il le jugera convenable.

Article 71 : Il sera tenu de veiller, dans la limite de ses attributions, à l'exécution des lois, ordonnances, arrêtés et règlements en vigueur dans la colonie. Il fera en conséquence les actes et réquisitions nécessaires.

Article 72 : Dans les affaires civiles, il n'exercera son ministère par voie d'action que dans les cas déterminés par les lois et ordonnances, ou lorsqu'il s'agira de la rectification d'actes de l'état civil qui, par de fausses énonciations, attribueraient à un homme de couleur libre, ou à un esclave, une qualité autre que celle qui lui appartient.

Article 73 : Il poursuivra d'office l'exécution des jugements et arrêts dans les dispositions qui intéressent l'ordre public.

Article 74 : Il signalera au ministre de la Marine et des Colonies les arrêts et jugements en dernier ressort passés en force de chose jugée qui lui paraîtront susceptibles d'être attaqués par voie de cassation, dans l'intérêt de la loi.

Article 75 : Il aura la surveillance des officiers ministériels, et pourra, sur la demande des parties, leur enjoindre de prêter leur ministère.

Article 76 : Il pourra requérir la force publique dans les cas et suivant les formes déterminées par les lois et ordonnances.

Article 77 : Le procureur général exercera l'action de la justice criminelle dans toute l'étendue du ressort de la Cour. Tous les officiers de police judiciaire, même le juge d'instruction, sont soumis à sa surveillance.

Article 78 : Dans les affaires qui intéressent le gouvernement, le procureur général sera tenu, lorsqu'il en sera requis par le gouverneur, de faire, conformément aux instructions qu'il en recevra, les actes nécessaires pour saisir les tribunaux.

Il sera également tenu de requérir l'enregistrement des lois, ordonnances, arrêtés et règlements qui lui seront adressés à cet effet par le gouverneur.

Article 79 : Il aura la surveillance des prisons et des maisons d'arrêts, et veillera à ce que personne n'y soit détenu illégalement.

Article 80 : Il aura l'inspection des registres constatant l'état civil des blancs, celui des hommes libres et les affranchissements.

Il aura également l'inspection des registres qui contiennent les déclarations de naissances, de mariages et de décès des esclaves.

Article 81 : Il sera chargé de l'inspection des greffes et de tous dépôts d'actes publics autres que les dépôts des actes de l'administration.

Article 82 : Le substitut ne participera à l'exercice des fonctions du procureur général que sous sa direction.

Toutes les fois qu'il en sera requis par le procureur général, il sera tenu de lui communiquer les conclusions qu'il se proposera de donner. En cas de dissentiment, le procureur général portera la parole.

Article 83 : Le procureur du Roi remplira les fonctions du ministère public près le tribunal de grande instance, et participera, sous la direction du procureur général, à l'exercice des autres fonctions énoncées au présent chapitre. Il sera placé sous les ordres du procureur général.

CHAPITRE VI : Des Greffes de la Cour et des Tribunaux.

Article 84 : Les greffiers tiendront la plume aux audiences.

Article 85 : ils seront chargés de recueillir et de conserver les actes des délibérations de la Cour et des tribunaux.

Article 86 : Ils seront chargés de tenir en bon ordre les rôles et les différents registres prescrits par les codes, les ordonnances et les règlements, et de conserver avec soin les collections et la bibliothèque à l'usage de la Cour ou du tribunal auquel ils seront attachés.

Article 87 : Ils auront la garde du sceau de la Cour ou du Tribunal près duquel ils exerceront leurs fonctions.

Article 88 : Il leur est interdit, sous peine de destitution, de recevoir sur leurs registres aucune protestation, soit de la Cour ou du Tribunal, soit d'aucun magistrat en particulier.

Article 89 : Les greffiers seront tenus d'établir de doubles minutes des actes destinés au dépôt des chartes coloniales, ainsi qu'il leur est prescrit par l'édit du mois de juin 1776, et de se conformer aux autres dispositions du même édit qui les concernent.

Ils seront tenus également d'établir de doubles minutes des jugements et arrêts rendus en matières civile, criminelle et correctionnelle.

Dans les huit premiers jours de chaque trimestre, ils déposeront ces pièces au parquet de la Cour ou du Tribunal auquel ils seront attachés, ainsi que les états prescrits par les articles 247 et 248 de la présente ordonnance.

Article 90 : Le greffier de la Cour assistera aux assemblées générales et y tiendra la plume.

Article 91 : Le greffier du tribunal de Première Instance sera chargé, sous sa responsabilité, de la garde et de la conservation des anciennes minutes de notaires, et de toutes les pièces et actes dont les lois, ordonnances et règlements prescrivent le dépôt au greffe.

TITRE III. Des Membres de l' ordre judiciaire.

CHAPITRE PREMIER : Des conditions d'âge et de capacité,

Article 92 : Devront être âgés, savoir :

Les juges auditeurs et le substitut du procureur du Roi, de vingt-deux ans ;

Le substitut du procureur général et les suppléants des juges de paix, de vingt-cinq ans ;

Les conseillers auditeurs, le lieutenant de juge, le procureur du Roi et les juges de paix, de vingt-sept ans ;

Les conseillers, le procureur général, ou l'avocat général chargé d'en remplir les fonctions, et le juge royal, de trente ans

La condition d'âge ne sera réputée accomplie qu'après la dernière année révolue.

Article 93 : Nul ne pourra être juge auditeur ou substitut du procureur du Roi s'il n'a été reçu avocat.

Les juges auditeurs devront en outre justifier d'un revenu annuel de deux mille francs.

Article 94 : Nul ne pourra être conseiller auditeur, ou substitut du procureur général, s'il n'a rempli les fonctions de juge ou d'officier du ministère public pendant un an au moins, ou celles de juge auditeur pendant deux années.

Article 95 : Nul ne pourra être lieutenant de juge, ou procureur du Roi, s'il n'a été conseiller auditeur pendant deux ans, ou s'il n'a rempli durant le même temps les fonctions de juge ou celles d'officier du ministère public.

Article 96 : Nul ne pourra être juge royal, s'il n'a rempli pendant deux ans soit les fonctions de conseiller auditeur, substitut du procureur général, lieutenant de juge ou procureur du Roi dans les colonies, soit celles de juge ou de procureur du Roi en France.

Article 97 : Nul ne pourra être procureur général ou avocat général, s'il n'a été pendant deux ans conseiller, juge royal, président d'un tribunal de première instance, officier du ministère public près d'une Cour Royale, ou procureur du Roi.

Article 98 : Nul ne pourra être Procureur Général ou avocat général, s'il n'a été pendant deux ans conseiller, juge royal, président d'un tribunal de Première Instance, officier du ministère public près d'une Cour Royale, ou Procureur du Roi.

Article 99 : A défaut de l'accomplissement des conditions prescrites par les cinq articles précédents, les candidats seront tenus de justifier de l'exercice de la profession soit d'avocat près une Cour de France, soit d'avocat-avoué dans la colonie.

La durée de cet exercice est fixée, savoir :

À quatre ans, pour être conseiller auditeur, ou substitut du procureur général ;

À six ans, pour être lieutenant de juge, ou procureur du Roi ;

À huit ans, pour être juge royal, ou conseiller ;

Et à dix ans, pour être procureur général.

Dans le nombre de ces années d'exercice, seront comptés les trois ans de stage exigés pour l'inscription au tableau des avocats près l'une des Cours de France.

Article 100 : Les greffiers de la Cour Royale et des tribunaux devront être âgés de vingt-cinq ans ;

Les commis-greffiers, de vingt-et-un ans.

Les greffiers de la Cour et du tribunal de première instance ne pourront être choisis que parmi les licenciés en droit, à moins qu'ils n'aient précédemment exercé les fonctions d'avoué ou de greffier pendant trois ans au moins, soit en première instance, soit en appel.

CHAPITRE II : Des incompatibilités

Article 101 : Les parents et alliés jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement ne pourront être simultanément membres de la Cour, soit comme conseillers auditeurs, soit comme officiers du ministère public, soit comme greffiers.

Les mêmes causes d'incompatibilité s'appliqueront aux membres d'un même tribunal. Il y aura incompatibilité au même degré de parenté ou d'alliance entre les membres de la Cour Royale, le juge royal et le lieutenant de juge.

Article 102 : En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'aura contractée ne pourra continuer ses fonctions, et il sera pourvu à son remplacement.

Article 103 : Nul ne pourra être procureur général ou avocat général s'il est né dans la colonie, s'il y a contracté mariage avec une créole de l'île, ou s'il y possède des propriétés foncières, soit de son chef, soit de celui de sa femme.

Si le mariage était contracté ou la propriété acquise postérieurement à sa nomination, il sera pourvu à son remplacement.

Article 104 : Les conditions prescrites à l'égard du procureur général par l'article précédent seront applicables à trois des conseillers de la Cour désignés par nous, ainsi qu'au juge royal.

Article 105 : Les fonctions de conseiller, de conseiller auditeur, de juge royal, de lieutenant de juge, de juge auditeur, de juge de paix, d'officier du ministère public ou de greffier, seront incompatibles avec celles de conseiller colonial, d'avocat-avoué, de notaire, et avec toutes fonctions salariées,

Article 106 : Il ne pourra sous aucun prétexte être accordé de dispenses pour l'accomplissement des conditions prescrites par le présent chapitre et par le précédent.

CHAPITRE III : De la nomination, et de la prestation de serment.

Article 107 : Seront nommés par nous les magistrats et les greffiers de la Cour Royale et du tribunal de première instance, et les juges de paix.

Ils exerceront leurs fonctions dans la colonie tant que nous jugerons convenable au bien de notre service.

Article 108 : Les juges suppléants et les greffiers des tribunaux de paix seront nommés par notre ministère de la Marine et des Colonies.

Les commis-greffiers seront, sur la présentation des greffiers, agréés par la Cour ou le tribunal près lequel ils exerceront.

Article 109 : Les membres de l'ordre judiciaire nommés par nous ou par notre ministre de la Marine et des Colonies ne pourront être révoqués par le gouvernement, si ce n'est en cas de forfaiture.

Toutefois il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 76 de notre ordonnance du 21 août 1825.

Article 110 : Un an avant l'expiration du terme fixé pour la durée de la présidence de la Cour Royale, notre ministre de la Marine et des Colonies présentera des candidats à notre nomination.

Article 111 : Dans le cas où, à l'expiration de ce terme, notre choix ne serait pas connu, la présidence appartiendra provisoirement au plus ancien conseiller dans l'ordre de réception, le président sortant excepté.

Article 112 : Aussitôt que des places de l'ordre judiciaire viendront à vaquer, le procureur général présentera au gouverneur la liste des candidats réunissant les conditions mentionnées aux articles 92 à 105 inclusivement, et lui fera connaître son opinion sur chacun d'eux.

Article 113 : Dans le mois de la présentation, le procureur pourvoira au remplacement provisoire, dans les formes prescrites par notre ordonnance du 21 août 1825.

Il en rendra compte immédiatement à notre ministre de la Marine et des Colonies, en lui adressant les listes de candidats avec ses observations, afin qu'il soit par nous pourvu au remplacement définitif.

Article 114 : En cas de vacances de la place du procureur général, le gouverneur désignera provisoirement, pour en exercer les fonctions, un des magistrats soumis aux conditions prescrites par l'article 103.

Article 115 : Les membres de l'ordre judiciaire prêteront, avant d'entrer en fonctions, le serment dont la formule suit :

Je jure devant Dieu de bien et fidèlement servir le Roi et l'Etat, de garder et d'observer les lois, ordonnances et règlements en vigueur dans la colonie, et de m'acquitter de mes fonctions en mon âme et conscience.

Article 116 : Le président de la Cour Royale et le procureur général prêteront serment devant le gouverneur en conseil ; le procès-verbal en sera rapporté à la Cour, qui en fera mention sur ses registres.

Article 117 : Les autres membres de la Cour, le substitut du procureur général, le greffier de la Cour et le commis-greffier, les membres du tribunal prêteront serment à l'audience de la Cour.

Article 118 : Le tribunal de première instance recevra le serment de son greffier et du commis-greffier, ainsi que celui des juges de paix et de leurs suppléants.

Les juges de paix recevront le serment de leurs greffiers.

Ils pourront, en outre, être délégués par le tribunal de première instance pour recevoir le serment de leurs suppléants.

CHAPITRE V : De l'obligation de résider et des congés.

Article 119 : Les membres de la Cour et du tribunal, ainsi que les juges de paix seront tenus de résider, les premiers dans la ville même où siège la Cour ou le tribunal dont ils font partie ; les derniers, dans le chef-lieu du canton du tribunal de paix où ils exercent leurs fonctions.

Ils ne pourront s'absenter sans congé, si ce n'est pour cause de service.

Article 120 : Si le congé ne doit pas excéder cinq jours, il sera délivré savoir :

Aux membres de la Cour Royale, par le président ;

Aux membres du tribunal de première instance, par le juge royal ;

Aux officiers du ministère public, par le procureur général.

Article 121 : Si le congé doit excéder cinq jours, ou s'il est demandé par le président, le procureur général ou le juge royal ; il sera délivré par le gouverneur, après qu'il se sera assuré que le service n'en souffrira point.

Article 122 : Les congés, à l'effet de s'absenter de la colonie, seront délivrés par notre ministre de la Marine, sur l'avis du gouverneur en conseil.

En cas d'urgence, ou de nécessité absolue dûment constatée, le congé pourra être délivré par le gouverneur en conseil, qui en fixera provisoirement la durée.

Article 123 : Tout magistrat qui se sera absenté sans congé, mais sans sortir de la colonie, sera privé, pendant le double du temps qu'aura duré son absence, de la totalité de son traitement et de l'indemnité à laquelle il pourrait avoir droit en vertu des dispositions du chapitre VI du présent titre.

Si cette absence excède dix jours, il lui sera notifié par notre procureur général de se rendre à son poste. Faute par lui d'obtempérer à cette notification dans le même délai, il en sera rendu compte par le procureur général au gouverneur, qui, suivant les circonstances et de l'avis du conseil privé pourra déclarer ce magistrat démissionnaire, après toutefois l'avoir entendu ou dûment appelé.

Cette décision donnera lieu au remplacement provisoire, mais elle n'aura d'effet définitif qu'après qu'il y aura été statué par nous.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à tout magistrat qui n'aurait pas rempli ses fonctions à l'expiration de son congé, ou qui ne résiderait pas dans le lieu qui lui est assigné par ses fonctions.

L'absence sans congé hors de la colonie emportera démission. Dans ce cas, le magistrat sera déclaré démissionnaire par le gouverneur en conseil, et il sera par nous statué définitivement.

Article 124 : Tout congé qui excédera quinze jours entraînera la privation du traitement et de l'indemnité pendant sa durée.

Article 125 : Les congés accordés aux membres de la Cour seront visés par le procureur général et inscrits au greffe de la Cour sur un registre à ce destiné.

Ceux accordés aux membres du tribunal de première instance seront visés par le procureur du Roi et inscrits de la même manière au greffe de ce tribunal.

Article 126 : Lorsque les juges de paix voudront s'absenter de leurs cantons respectifs, ils devront en obtenir l'autorisation du procureur général.

Si leur absence devait excéder quinze jours, cette autorisation ne pourra leur être accordée que par le gouverneur.

Dans tous les cas l'autorité qui délivrera le congé s'assurera que le juge de paix sera remplacé par son suppléant,

CHAPITRE VI; Des peines de discipline, et de la manière de les infliger.

Article 127 : Le président de la Cour avertira d'office, ou sur la réquisition du procureur général, tout magistrat qui manquerait aux convenances de son état.

Article 128 : Si l'avertissement reste sans effet, ou si le fait reproché au magistrat est de nature à compromettre la dignité de son caractère, le président, ou le procureur général, provoquera contre ce magistrat, par forme de discipline, l'application de l'une des peines suivantes :

La censure simple,

La censure avec réprimande,

La suspension provisoire.

Article 129 : La censure avec réprimande emportera de droit la privation, pendant un mois, de la totalité du traitement et de l'indemnité.

La suspension provisoire emportera aussi pendant le temps de sa durée, la privation du traitement et de l'indemnité, sans que, dans aucun cas, la durée de cette privation puisse être moindre de deux mois.

Article 130 : L'application des peines déterminées par l'article 128 sera faite par la Cour en chambre du conseil, sur les conclusions écrites du procureur général, après toutefois que le magistrat inculpé aura été entendu ou dûment appelé.

Article 131 : Lorsque la censure avec réprimande, ou la suspension provisoire, auront été prononcées, ces mesures ne seront exécutées qu'autant qu'elles auront été approuvées par le gouverneur en conseil.

Néanmoins, en cas de suspension, le juge sera tenu de s'abstenir de ses fonctions jusqu'à ce que le gouverneur ait prononcé.

Le gouverneur rendra compte à notre ministre de la Marine et des Colonies des décisions prises à cet égard.

Article 132 : Les décisions de la Cour en matière de discipline ne pourront être attaquées par voie de cassation.

Article 133 : Le juge royal, d'office ou sur la réquisition du procureur du Roi, exercera à l'égard des magistrats qui composent le tribunal de première instance, et à l'égard des juges de paix, le droit accordé au président de la Cour Royale par l'article 127.

S'il avait négligé de le faire, le président de la Cour lui en intimerait l'ordre.

Article 134 : Dans les cas prévus par l'article précédent, le juge royal et le procureur du Roi seront tenus de déférer le magistrat inculpé le premier au président de la Cour, et le second au procureur général ; la Cour exercera à son égard le droit de discipline qui lui est accordé sur ses propres membres.

Article 135 : Les officiers du ministère public qui manqueraient aux convenances de leur état, ou qui compromettraient la dignité de leur caractère, seront rappelés à leur devoir par le procureur général. Il en sera rendu compte au gou-

verneur, qui, suivant la gravité des circonstances, leur fera par le procureur général les injonctions qu'il jugera nécessaires, on pourra leur appliquer en conseil l'une des peines de discipline indiquées en l'article 128, après toutefois que le magistrat inculqué aura été entendu ou dûment appelé,

Le gouverneur rendra compte à notre ministre de la Marine et des Colonies des décisions qui auront été prises à cet égard,

Article 136 : La Cour Royale et la Cour d'Assise seront tenues d'informer le gouverneur toutes les fois que les officiers du ministère public exerçant leurs fonctions près d'elles s'écarteront du devoir de leur état ou qu'ils en compromettront l'honneur et la dignité.

Article 137 : Le juge royal informera le procureur général des reproches qu'il se croirait en devoir de faire aux officiers du ministère public exerçant soit près du tribunal de première instance, soit près des tribunaux de police.

Article 138 : Tout magistrat qui se trouvera sous les liens d'un mandat d'arrêt, de dépôt, ou d'une ordonnance de prise de corps, sera suspendu de ses fonctions.

En cas de condamnation correctionnelle emportant emprisonnement, la suspension aura lieu à dater du jour de la condamnation jusqu'à celui où il aura subi sa peine, sans préjudice des mesures de discipline qui pourraient être prises contre lui, et même de la révocation s'il y a lieu.

Article 139 : Tout jugement de condamnation rendu contre un magistrat à une peine même de simple police sera transmis au gouverneur, qui pourra, s'il y a lieu, prononcer en conseil contre ce magistrat l'une des peines portées en l'article 128.

Dans ce cas, le conseil sera composé conformément aux dispositions de l'article 163 de notre ordonnance du 21 août 1825.

Article 140 : Il est interdit aux magistrats de souscrire des billets négociables, de se charger de procurations, ou de se livrer à des opérations de commerce, à peine d'être poursuivis par voie de discipline.

Article 141 : Le gouverneur pourra toujours, quand il le jugera convenable, mander devant lui les membres de l'ordre judiciaire, à l'effet de s'expliquer sur les faits qui leur seraient imputés, et les déférer à la Cour.

Article 142 : Les greffiers seront avertis ou réprimandés, savoir, celui de la Cour Royale par le président, celui de tribunal de première instance par le juge royal, et ceux des tribunaux de paix par le juge de paix du canton dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Le procureur général et ses substituts auront à l'égard des greffiers les mêmes droits d'avertissement et de réprimande.

Le procureur général les dénoncera, s'il y a lieu, au gouverneur.

Article 143 : Les commis-greffiers pourront être révoqués par le greffier, avec l'agrément de la Cour ou du tribunal auquel ils sont attachés.

Dans les cas de faute grave, la cour, ou le tribunal, pourra, d'office ou sur la réquisition du ministère public, ordonner que le commis-greffier, entendu ou dûment appelé, cessera sur le champ ses fonctions. Le greffier sera tenu de pourvoir au remplacement dans le délai qui aura été fixé par la Cour ou le tribunal.

Article 144 : En matière de discipline, les citations seront délivrées aux magistrats de la Cour et des tribunaux par les greffiers.

CHAPITRE VII : Des traitements.

Article 145 : Les membres de l'ordre judiciaire recevront des traitements annuels.

La moitié du traitement de chacun des membres de la Cour et du tribunal de première instance sera répartie en droits d'assistance, dont la quotité sera déterminée par le nombre d'audiences auxquelles il sera tenu de se trouver.

Article 146 : Le traitement des membres de la Cour Royale est fixé ainsi qu'il suit :

Pour chaque conseiller	8,000
Pour chaque conseiller auditeur	4,000
Pour le substitut du procureur général	5,000
Pour le greffier, indépendamment des droits de greffe	4,000
Pour le commis assermenté	1,500

Il n'est point dérogé à notre ordonnance du 12 février 1826, qui fixe à vingt mille francs la somme allouée annuellement à notre procureur général. Il la recevra, savoir : deux tiers à titre de paiement, et un tiers à titre d'indemnité. Lorsque les fonctions du procureur général seront remplies par un avocat général, le traitement de ce dernier sera de seize mille francs.

Article 147 : Le traitement des membres du tribunal de première instance est fixé ainsi qu'il suit :

Pour le juge royal	8,000
Pour le lieutenant de juge	6,000
Pour chaque auditeur	1,500
Pour le procureur du Roi	8,000
Pour le substitut du procureur du Roi	3,000
Pour le greffier, indépendamment des droits de greffe	3,000
Pour le commis assermenté	2,000

Article 148 : Le traitement des juges de paix est fixé ainsi qu'il suit :

Pour le juge de paix de St-Denis	4,000
Pour celui de St-Paul	3,500
Pour chacun de ceux de St-Pierre et de St-Benoît	3,000
Pour chacun de ceux de Ste-Suzanne et de St-Leu	2,500

Au moyen de ce traitement, il ne leur sera alloué ni vacations ni honoraires. Ils ne pourront réclamer que les frais de transport réglés par le tarif.

Il sera alloué à chacun des greffiers des tribunaux de paix, indépendamment des droits de greffe, un traitement de quinze cents francs.

Article 149 : Les magistrats soumis par notre ordonnance de nomination aux conditions énoncées en l'article 103 auront droit à une indemnité annuelle égale à la moitié de leur traitement.

Article 150 : Le président de la Cour Royale recevra pendant la durée de sa présidence, pour frais de représentation, une indemnité égale à la moitié de son traitement.

Cette indemnité sera cumulée avec celle à laquelle il pourrait avoir droit en vertu de l'article précédent.

Article 151 : Les magistrats envoyés de la métropole recevront, à titre de frais de déplacement, outre les frais de passage, auxquels il sera pourvu par notre ministre de la Marine, une somme égale à la moitié de leur traitement.

Ceux qui auront droit à l'indemnité annuelle fixée par l'article 149 recevront en outre la moitié de cette indemnité.

Au moyen de ces diverses allocations, il ne leur sera accordé aucune autre somme pour frais de route, ni pour frais de séjour dans le port d'embarquement ou dans les lieux de relâche, ni pour traitement jusqu'au jour de l'entrée en fonctions.

La moitié de la somme allouée leur sera payée en France, et l'autre moitié à leur arrivée dans la colonie.

Lorsque ces magistrats reviendront en France, le passage leur sera accordé aux frais du gouvernement. Ils n'auront droit à aucune autre allocation.

Article 152 : Les menues dépenses de la Cour et des tribunaux seront réglées annuellement dans les budgets de la colonie.

CHAPITRE VIII : Des pensions de retraite

Article 153 : Le traitement des membres de l'ordre judiciaire ainsi que leur indemnité annuelle seront soumis à une retenue de trois pour cent, qui sera versée dans la caisse des pensions et retraites.

Article 154 : Les magistrats auront droit, après un certain temps de service dans les tribunaux de la colonie, à une pension de retraite qui sera calculée sur le terme moyen du traitement pendant les trois dernières années de leur service, et acquittée par la caisse des pensions et retraites.

Article 155 : A dater de la promulgation de la présente ordonnance, la pension de retraite des magistrats mentionnés aux articles 103 et 104 sera réglée de la manière suivante :

Le minimum de cette pension sera d'un sixième du traitement, et le maximum de la moitié.

Le minimum ne pourra être acquis qu'après dix ans de service dans l'une des fonctions mentionnées aux susdits articles, et le maximum qu'après vingt ans.

Après dix années de service, la pension sera augmentée par chaque année d'un trentième du traitement, jusqu'à ce qu'elle ait atteint le maximum.

Les veuves des magistrats auxquels s'appliquent les dispositions de cet article recevront une pension égale au quart de la retraite qui aurait été accordée à leurs maris, ou à laquelle ils auraient eu droit à l'époque de leur décès.

Article 156 : Les magistrats qui ne sont point assujettis aux conditions prescrites par l'article 103 cumuleront leurs services dans la métropole avec ceux qu'ils auront rendus dans la colonie, et leur pension sera liquidée d'après les règles prescrites par les lois, ordonnances et règlements de la métropole.

Les magistrats soumis aux conditions prescrites par l'article 103 pourront opter, pour la liquidation de leur pension, entre le mode fixé par l'article précédent et celui fixé par le présent article.

Cette disposition s'appliquera à leurs veuves.

Article 157 : Lorsque les magistrats se trouveront atteints d'infirmités graves et permanentes qui les mettront dans l'impossibilité de faire habituellement leur service, ils pourront être remplacés et mis à la retraite, s'il y a lieu, sur la réquisition du procureur général.

Dans ce cas, la Cour nommera une commission qui constatera les faits, entendra les magistrats, recevra à cet égard les déclarations des témoins et des gens de l'art, et en fera son rapport dans le mois.

Si la Cour juge que les infirmités ou les empêchements sont de nature à motiver le remplacement, il sera statué à cet égard par le gouverneur en conseil, et sa décision sera exécutée provisoirement, sauf notre approbation.

CHAPITRE IX : Des Magistrats honoraires.

Article 158 : Les magistrats admis à la retraite pourront recevoir le titre de conseiller honoraire, comme une marque de notre satisfaction.

Article 159 : Ils jouiront alors du droit d'assister aux audiences de rentrée et aux cérémonies publiques avec les cours ou le tribunal dont ils auront fait partie.

Article 160 : Les magistrats honoraires ne pourront être appelés à siéger, conformément à l'article 56, que lorsque leur brevet en contiendra l'autorisation spéciale.

TITRE IV. Des Assesseurs.

Article 161 : Il sera établi pour l'île de Bourbon un collège d'assesseurs dont les membres seront appelés à faire partie des Cours d'Assises.

Article 162 : Ce collège sera composé de soixante membres et sera divisé en deux sections égales qui feront les services des assises, l'une dans l'arrondissement du vent, l'autre dans l'arrondissement sous le vent.

Article 163 : Nul ne pourra être appelé à faire le service des assises dans un arrondissement autre que celui dans lequel il est domicilié.

Néanmoins les fonctionnaires publics désignés dans l'article 166 ci-après, n° 3 et 4, seront attachés, sans égard à leur domicile, à l'une ou à l'autre section, et répartis, autant que possible, en nombre égal entre chacune d'elles.

Article 164 : Les assesseurs seront tirés au sort pour le service des récusations péremptoires.

Le mode du tirage, le nombre de récusations péremptoires et les cas de récusations ordinaires seront réglés par le Code d'instruction criminelle.

Article 165 : Les assesseurs devront être âgés au moins de trente ans révolus.

Article 166 : Seront aptes à faire partie du collège des assesseurs :

- I/ Les habitants et les négociants éligibles au conseil général
- 2/ Les membres de nos ordres royaux ;
- 3/ Les fonctionnaires publics et employés du gouvernement jouissant d'un traitement de quatre mille francs au moins, en y comprenant les allocations de diverses natures ;
- 4/ Les fonctionnaires publics et employés qui, ayant joui d'un traitement de pareille somme, ont été admis a la retraite ;
- 5/ Les juges de paix en retraite, les licenciés en droit non pourvus d'une commission d'avoué, les professeurs de sciences et belles-lettres, les médecins, les notaires et avoués retirés.

Article 167 : Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre de culte, et de militaire en activité de service dans les armées de terre ou de mer.

Article 168 : Les empêchements résultant pour les juges de leur parenté ou de leur alliance entre eux seront applicables aux assesseurs, soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

Article 169 : Le collège des assesseurs sera renouvelé tous les trois ans. Les membres qui le composent pourront être nommés de nouveau.

Article 170 : Un an avant l'époque du renouvellement de ce collège, le gouvernement arrêtera en conseil la liste générale de ceux qui réuniront les conditions exigées par la présente ordonnance pour remplir les fonctions d'assesseurs, avec indication de leurs noms, prénoms, âges, qualités. profession et demeure.

Il adressera cette liste à notre ministre de la Marine et des Colonies, avec ses observations et celles du conseil privé.

Article 171 : La nomination des assesseurs et leur répartition entre les deux sections du collège seront faites par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies.

Toutefois, lors de la première formation du collège, la nomination des membres qui devront le composer et leur répartition dans les deux sections seront faites par le gouverneur en conseil, sur la liste qui aura été dressée conformément à l'article précédent.

Ils exerceront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par nous à la composition définitive du collège.

Article 172 : Le gouverneur statuera en conseil sur les demandes à la fin d'exemption définitive du service d'assesseur, soit pour cause d'infirmité grave, soit pour toute autre cause.

Les sexagénaires seront exemptés de droit lorsqu'ils le requerront

Afin que le collège soit toujours tenu au complet, le gouverneur pourvoira, également en conseil, au remplacement provisoire des assesseurs, quelle que soit la cause de la vacance.

Article 173 : Avant d'entrer en fonctions, chaque assesseur appelé au service de la session prêtera, en présence du président de la Cour d'Assises et des deux autres magistrats qui en feront partie, le serment dont la formule suit :

« Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises pendant le cours de la présente session ; de ne trahir ni les intérêts des accusés, ni ceux de la société ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection, et de ne me décider que d'après les charges, les moyens de défense et les dispositions des lois, suivant ma conscience et mon intime conviction, »

Article 174 : d'assesseur seront gratuites. Il sera remis à chacun d'eux, par chaque session où il siègera ; une médaille d'argent à l'effigie du Roi, avec cette légende : Cour d'Assises de l'Ile de Bourbon.

TITRE V. Des Officiers ministériels

CHAPITRE PREMIER : Des Avoués

SECTION PREMIÈRE : Des fonctions des Avoués

Article 175 : Les avoués seront exclusivement chargés de représenter les parties devant la Cour Royale et le tribunal de première instance ; de faire les actes de forme nécessaires pour l'instruction des causes, l'obtention et l'exécution des jugements et arrêts.

Ils plaideront pour leurs parties tant en demandant qu'en défendant, et ils rédigeront, s'il y a lieu, toutes consultations, mémoires et écritures.

Article 176 : Le nombre des avoués est fixé à douze.

Le gouverneur en conseil en fera la répartition entre la Cour Royale et le tribunal de première instance, après avoir pris l'avis de la Cour.

Article 177 : Les avoués postuleront et plaideront exclusivement près de la Cour ou du tribunal auquel ils seront immatriculés.

Toutefois, si le nombre des avoués était insuffisant pour représenter les parties ayant des intérêts distincts dans une même cause, la Cour pourra autoriser les avoués du tribunal de première instance à occuper près d'elle, ou les avoués d'appel à occuper en première instance.

Article 178 : Les avoués de la Cour et du tribunal seront admis à plaider concurremment devant les Cours d'Assises.

Article 179 : Les avoués plaideront debout et découverts ; les avocats avoués seront autorisés à se couvrir en plaidant, excepté lorsqu'ils liront les conclusions.

Article 180 : Il sera établi à St-Denis, près du tribunal de première instance, et à St-Paul, près de la Cour royale, un bureau de consultation pour les pauvres.

Article 181 : Le procureur général nommera annuellement et à tour de rôle un avoué dans chacune des résidences pour tenir ce bureau.

Cet avoué sera chargé de défendre au civil les militaires et les marins absents, et de défendre, soit au civil, soit au criminel, les pauvres qui seraient porteurs de certificats d'indigence délivrés par le commissaire civil de leur canton ou par son adjoint.

Article 182 : En matière criminelle, les avoués des pauvres ne seront tenus de plaider que devant la Cour d'Assises de l'arrondissement dans lequel ils résident.

Cette disposition est applicable à tout autre avoué qui serait nommé d'office.

Article 183 : L'exercice de la profession d'avoué est incompatible avec les places de l'ordre judiciaire, avec des fonctions administratives salariales, avec celles de notaire, de greffier ou d'huissier, avec toute espèce de commerce.

SECTION II. De la Nomination des Avoués

Article 184 : Nul ne pourra être reçu avoué, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans révolus, s'il n'est licencié en droit, et s'il ne justifie de deux années de cléricature,

Article 185 : Pourront être néanmoins dispensés de la représentation du diplôme de licencié, ceux qui justifieront de cinq années de cléricature chez un avoué, soit en France, soit dans la colonie, dont trois en qualité de premier clerc ; mais alors ils seront soumis à un examen public devant l'un des membres de la Cour désigné par le président et en présence d'un officier du ministère public : Cet examen devra porter sur les cinq codes,

Article 186 : L'avoué postulant présentera requête au gouverneur, à l'effet d'être autorisé à se pourvoir devant la Cour. Sur cette autorisation, il fera viser ses pièces par le procureur général, et les déposera au greffe.

Le président désignera un rapporteur chargé de recueillir des renseignements sur la conduite du requérant ; extrait de la requête sera affiché dans l'auditoire pendant un mois avec le nom du rapporteur, et sera inséré, à trois reprises différentes et à huit jours d'intervalle, dans une des gazettes de la colonie.

Article 187 : les huit jours qui suivront l'expiration de ces délais, le juge désigné fera son rapport en chambre du conseil ; et la Cour, le procureur général entendu, émettra son avis.

Cet avis sera transmis par le procureur général au gouverneur, qui statuera en conseil sur la demande, et délivrera, s'il y a lieu, une commission provisoire qui ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par notre ministre de la Marine et des Colonies.

Article 188 : la nomination des avoués pourra être faite directement par notre ministre de la Marine et des Colonies, lorsque le postulant remplira les conditions prescrites par l'article 184.

Article 189 : d'entrer en fonctions, les avoués prêteront devant la Cour le serment suivant :

« Je jure d'être fidèle au roi, de ne rien dire ou publier de contraire aux lois, ordonnances, arrêtés et règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat et à la paix publique ; de ne jamais m'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques, et de ne plaider aucune cause que je ne croirai pas juste en mon âme et conscience..

Article 190 : avoués seront assujettis à un cautionnement de douze mille francs en immeubles, qui sera spécialement et par privilège affecté à la garantie des créances résultant d'abus et de prévarications qui pourraient être commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions

Ce cautionnement devra être reçu et discuté par le procureur du Roi concurrentement avec le contrôleur colonial, et l'inscription sera prise à la diligence de ce dernier.

Article 191 : Les avoués ne seront admis à prêter serment qu'après avoir rapporté le certificat de l'inscription prise en conformité de l'article précédent.

Article 192 : Lorsque les avoués seront licenciés en droit, ils prendront le titre d'avocat-avoué.

Article 193 : gouverneur en conseil, et d'après l'avis de la Cour, pourra autoriser deux licenciés en droit, postulant des places d'avoué, à plaider devant la Cour et devant le tribunal. Cette autorisation devra être renouvelée annuellement et pourra toujours être révoquée.

SECTION III. De la Discipline des Avoués

Article 194 : Les avoués exerceront librement leur ministère pour la défense de la justice et de la vérité ; mais ils devront s'abstenir de toute supposition dans les faits, de toute surprise dans les citations, et autres mauvaises voies, même de tous discours inutiles et superflus.

Article 195 : Il leur est défendu de se livrer à des injures et à des personnalités offensantes envers les parties ou leurs défenseurs ; d'avancer aucun fait contre l'honneur et la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige, et qu'ils n'en aient charge expresse de leurs clients.

Article 196 : Il leur est enjoint pareillement de ne jamais s'écarter, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, du respect dû à la religion et la justice ; de ne point attaquer les principes de la monarchie, le système constitutif du gouvernement colonial, les lois, ordonnances, arrêtés ou règlements de la colonie ; comme aussi de ne point manquer au respect dû aux magistrats devant lesquels ils exercent.

Article 197 : Il est expressément défendu aux avoués de recevoir aucune somme des parties sans en donner des reçus détaillés, et de signer des effets négociables ou de se livrer à des opérations de commerce,

Article 198 : Il est interdit aux avoués, sous peine de destitution, de faire des traités pour leurs honoraires, ou de forcer les parties à reconnaître leurs soins avant les plaidoiries, de faire entre eux aucune association, d'acheter aucune affaire litigieuse, ainsi qu'il est prescrit par les codes, et d'occuper sous le nom d'un autre pour les parties qui auraient des intérêts différents ou communs.

Article 199 : Les avoués seront placés sous la surveillance directe du ministère public, qui pourra procéder à leur égard conformément aux dispositions de l'article 117 de notre ordonnance du 21 août 1825.

Article 200 : Si les avoués s'écartaient, à l'audience ou dans les mémoires produits au procès, des devoirs qui leur sont prescrits, les tribunaux pourront, suivant l'exigence des cas, d'office ou à la réquisition du ministère public, leur appliquer sur le champ l'une des peines de discipline suivantes :

L'avertissement,

La réprimande,

L'interdiction.

Les tribunaux pourront en outre proposer au gouverneur la destitution des avoués contre lesquels ils auront prononcé l'interdiction.

L'interdiction temporaire ne pourra excéder le terme de deux années.

Ces peines seront prononcées sans préjudice de poursuites extraordinaires, s'il y a lieu.

Article 201 : Dans le cas où le jugement du tribunal de première instance prononcerait l'interdiction pour plus d'un mois, l'appel pourra en être porté à la Cour.

Article 202 : Le droit accordé aux tribunaux sur les avoués dans les cas prévus par l'article 200 n'est point exclusif des pouvoirs que le gouverneur pourrait exercer dans les mêmes cas, en se conformant aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 117 de notre ordonnance du 21 août 1825.

Article 203 : L'avoué qui se refuserait au service prescrit par l'article 180 sera passible de l'une des peines de discipline portées en l'article 200.

ARTICLE II : Des Huissiers

SECTION PREMIÈRE. Des Fonctions des Huissiers

Article 204 : Le nombre des huissiers pour le service de la Cour et des tribunaux de la colonie est fixé à douze : trois seront attachés à la Cour Royale, trois au tribunal de première instance, et un à chaque tribunal de paix.

Les huissiers seront tenus de résider dans le lieu où siège la Cour ou le tribunal auquel ils sont attachés.

Article 205 : Toutes citations autres que celles en conciliation, toutes notifications, assignations, significations, ainsi que tous actes et exploits nécessaires pour l'exploit nécessaire pour l'exécution des ordonnances de justice, jugements et ar-

rêts, seront faits par le ministère d'huissiers, sauf les exceptions portées par les lois, ordonnances, arrêtés et règlements.

Article 206 : Ils auront tous le même caractère, les mêmes attributions, et le droit d'exploiter concurremment dans toutes l'étendue de la colonie.

Néanmoins ils ne pourront faire le service de l'audience et les significations d'avoué à avoué que près de la Cour ou du tribunal où ils seront immatriculés. En cas d'empêchement, ils pourront être remplacés par un autre huissier.

Article 207 : Le service des audiences de la Cour d'Assises sera fait par ceux des huissiers de l'arrondissement dans lequel elle siégera que le président aura désignés.

Article 208 : Les huissiers seront en outre chargés de faire en matière criminelle tous les actes dont ils seront requis par le procureur général, le procureur du Roi, le juge d'instruction ou les parties.

Article 209 : Les huissiers seront tenus d'exercer leur ministère toutes les fois qu'ils en seront requis. Néanmoins il leur est défendu d'instrumenter à la requête des esclaves, à peine de destitution.

Article 210 : Les fonctions d'huissier sont incompatibles avec toute autre fonction publique salariée et avec toute espèce de commerce.

SECTION II. De la Nomination des Huissiers

Article 211 : Les conditions requises pour être huissier seront :

- 1/ D'être âgé de vingt-cinq ans accomplis ;
- 2/ D'avoir travaillé au moins pendant deux ans, soit au greffe d'une Cour Royale ou d'un tribunal de première instance, soit dans l'étude d'un notaire ou d'un avoué, ou chez un huissier ;
- 3/ D'avoir obtenu du juge royal et du procureur du Roi un certificat de bonne vie et mœurs et de capacité.

Article 212 : Les commissions d'huissier seront délivrées et les changements de résidence ordonnés, s'il y a lieu, par le gouverneur en conseil, sur la proposition du procureur général.

Article 213 : Avant d'entrer en fonctions, les huissiers du tribunal de première instance et des tribunaux de paix prêteront devant le tribunal de première instance le serment suivant :

« Je jure d'être fidèle au Roi, de me conformer aux lois, ordonnances et règlements concernant mon ministère, et de remplir mes fonctions avec exactitude et probité.

Les huissiers de la Cour prêteront le même serment devant elle.

Article 214 : Les huissiers seront assujettis à un cautionnement de quatre mille francs en immeubles, qui sera reçu de la même manière que celui des avoués et affecté au même genre de garantie.

Ils ne seront admis à prêter serment qu'après avoir justifié de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 190.

SECTION III De la Discipline des Huissiers.

Article 215 : Les huissiers seront placés, conformément à l'article 117 de notre ordonnance du 21 août 1825, sous la surveillance du procureur général, sans préjudice de celle des tribunaux, qui pourront aussi leur appliquer, s'il y a lieu, les peines énoncées en l'article 200.

TITRE VI. De l'Ordre du Service

CHAPITRE PREMIER : Du Rang de service aux Audiences.

Article 216 : Le rang de service à l'audience sera réglé ainsi qu'il suit :

COUR ROYALE

Le président, les conseillers, les conseillers auditeurs.

COUR D'ASSISES

Le président, les conseillers, les conseillers auditeurs, les assesseurs.

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

Le juge royal, le lieutenant de juge, les juges auditeurs.

TRIBUNAUX DE PAIX

Le juge de paix, le suppléant

Article 217 : Les conseillers, les conseillers auditeurs et les juges auditeurs prendront rang entre eux d'après la date et l'ordre de leur réception.

Les assesseurs prendront rang dans l'ordre de leur nomination.

CHAPITRE II : De la Police des Audiences

SECTION PREMIERE. De la Police des Audiences de la Cour Royale

Article 218 : La police de l'audience de la Cour Royale appartiendra au président. Le temps destiné aux audiences ne pourra être employé ni aux assemblées générales ni à aucun autre service.

Article 219 : Le président ouvrira l'audience à l'heure indiquée par le règlement. Si l'audience vient à manquer par défaut de juge, le président, ou en son absence le conseiller le plus ancien, en dressera un procès-verbal qui sera envoyé au gouverneur par le procureur général.

Article 220 : Il sera tenu par le greffier, et pour chaque chambre, un registre de pointe sur lequel les conseillers et les conseillers auditeurs seront tenus de s'inscrire.

Le président arrêtera ce registre avant l'ouverture de l'audience, et pointerá les absents.

Article 221 : Les droits d'assistance, ainsi qu'ils sont réglés par l'article 145, n'appartiendront qu'aux membres présents à l'ouverture de l'audience.

Néanmoins les absents n'en seront point privés lorsque leur absence aura pour cause une maladie dûment constatée.

Article 223 : Les absents, même pour congé, seront soumis à la retenue des droits d'assistance, à moins qu'ils ne soient absents pour service public.

Article 224 : Avant d'entrer à l'audience, le président fera prévenir par un huissier le procureur général en son parquet que la chambre est complète et qu'il est attendu.

Article 225 : Les membres du ministère public seront soumis à la pointe de la même manière et dans les mêmes cas que les autres magistrats, lorsque la Cour aura été obligée de les remplacer par un de ses membres.

Article 226 : Il sera dressé par le greffier, au commencement de chaque mois, un procès-verbal constatant les retenues à exercer, conformément au registre de pointe, sur la portion du traitement répartie en droits d'assistance.

Ce procès-verbal, signé et certifié par le président, sera visé par le procureur général.

Article 227 : En vertu de ce procès-verbal, les retenues seront faites, à la fin du mois, sur le traitement de chaque magistrat. et l'emploi du montant de ces retenues sera déterminé par un règlement de la Cour.

SECTION II. De la Police des Audiences de la Cour d'Assises

Article 228 : Les dispositions de la section précédente relatives à la police des audiences seront communes aux Cours d'Assises en ce qui concerne le président et les magistrats qui en feront partie.

Article 229 : A l'égard des assesseurs qui manqueraient à leur service, les trois magistrats appelés à siéger à la Cour d'Assises pourront prononcer contre eux les peines ci-après, savoir :

L'amende,

L'affiche de l'arrêt de condamnation,

L'exclusion du collège des assesseurs.

Les cas où ces diverses peines pourront être appliquées seront déterminés par le Code d'instruction criminelle.

SECTION III. De la Police des Audiences du Tribunal de première instance et des Tribunaux de paix

Article 230 : La police de l'audience du tribunal de première instance appartiendra au juge royal.

Article 231 : Dans le cas où l'audience viendrait à manquer par défaut de juge, le procès-verbal constatant le fait sera dressé par le procureur du Roi, et envoyé au procureur général, qui en rendra compte au gouvernement.

Article 232 : Les dispositions des articles 220, 222, 223, 225, 226 et 227 seront applicables aux membres du tribunal de première instance.

Article 233 : Le juge de paix aura la police de son audience.

CHAPITRE III : Des Assemblées générales

Article 234 : Les assemblées générales auront pour objet de délibérer sur les matières qui concernent l'ordre et le service intérieur ainsi que la discipline, et qui sont dans le cercle des attributions de la Cour.

Elles se tiendront en chambre du conseil et à huis clos, et n'auront lieu que sur la convocation du président, faite ou de son propre mouvement, ou sur la demande de deux conseillers, ou sur le réquisitoire du procureur général, ou sur l'ordre du gouvernement.

Le procureur général devra toujours être prévenu à l'avance, par le président, et de la convocation et de son objet. Il sera tenu d'en informer le gouverneur.

Lorsque l'assemblée sera formée, le procureur général y sera appelé et y assistera. Néanmoins il devra se retirer avant la délibération, lorsqu'il s'agira de l'application d'une peine de discipline.

Article 235 : L'assemblée générale se composera de tous les membres de la Cour.

Les conseillers auditeurs n'y auront que voix consultative, à moins qu'ils ne soient appelés à remplacer les conseillers.

La Cour ne pourra prendre de décision qu'au nombre de cinq conseillers. Ses décisions seront prises à la simple majorité

Le greffier de la Cour assistera aux assemblées générales et y tiendra la plume.

Article 236 : Le président ne permettra point qu'il soit mis en délibération d'autre objet que celui pour lequel la convocation aura été faite.

Le procureur général rendra compte au gouvernement du résultat de la délibération.

Article 237 : La Cour se réunira en assemblée générale le premier mercredi qui suivra la rentrée pour entendre le rapport que fera le procureur général sur la manière dont la justice civile et la justice criminelle auront été rendues pendant l'année précédente dans l'étendue du ressort.

Le procureur général signalera dans ce rapport les abus qu' il aurait remarqués, et fera, d'après les dispositions des lois, ordonnances et règlements, toutes réquisitions qu'il jugera convenables, et sur lesquelles la Cour sera tenue de délibérer.

Il adressera au gouverneur copie de son rapport, ainsi que de ses réquisitions, et des arrêts qui seront intervenus.

CHAPITRE IV : Des Vacations

Article 238 : Chaque année, la Cour et le tribunal de première instance prendront deux mois de vacances, dont l'époque sera fixée par un règlement pris dans la forme établie par l'article 46.

Article 239 : Pendant les vacances, la chambre civile de la Cour tiendra au moins une audience par mois pour l'expédition des affaires sommaires.

Le tribunal de première instance tiendra au moins une audience par semaine.

Article 240 : Le service des Cours d'Assises, celui de la chambre d'accusation, ainsi que l'instruction criminelle, ne seront point interrompus.

Le service du parquet, soit près la Cour, soit près le tribunal de première instance, sera réglé de manière qu'un de ses membres soit toujours présent.

Article 241 : Les juges de paix ne prendront point de vacances.

CHAPITRE V : De la Rentrée de la Cour Royale et du Tribunal.

Article 242 : Au jour fixé pour la rentrée de la Cour, le gouverneur et les diverses autorités seront invités par le président à assister à l'audience.

Article 243 : Le procureur général, ou son substitut, fera tous les ans, le jour de la rentrée, un discours sur le maintien des lois et les devoirs des magistrats ; il tracera aux avoués la conduite qu'ils ont à tenir dans l'exercice de leur profession ; il exprimera ses regrets sur les pertes que la magistrature et le barreau auraient faites, dans le courant de l'année, de membres distingués par leur savoir, leurs talents et leur probité.

Il lui est interdit de traiter de toutes autres matières.

Copie du discours de rentrée sera remise par le procureur général au gouverneur, pour être adressée à notre ministère de la Marine et des Colonies.

Article 244 : Le président, sur le réquisitoire du procureur général, recevra des avoués présents à l'audience le serment prescrit par l'article 189.

Article 245 : Le tribunal de première instance reprendra ses audiences ordinaires le jour de la rentrée de la Cour.

CHAPITRE VI : De l'envoi des états indicatifs des travaux des Cours et des Tribunaux.

Article 246 : Le procureur général sera tenu, dans les vingt premiers jours des mois de janvier et de juillet, de remettre au gouverneur, pour être adressés à notre

ministre de la Marine et des Colonies, deux états numériques relatifs au service de semestre précédent, l'un pour la partie civile et l'autre pour la justice criminelle.

Article 247 : L'état relatif à la justice civile comprendra, savoir :

Pour les justices de paix :

- 1/ Les demandes civiles et commerciales dont elles auront été saisies dans les limites de leur compétence,
- 2/ Les jugements rendus en premier ressort,
- 3/ Les jugements définitifs ;

Pour les bureaux de conciliation :

- 4/ Les demandes portées en conciliation, en indiquant celles sur lesquelles les parties auraient transigé ;

Pour le tribunal civil :

- 5/ Les causes inscrites au rôle,
- 6/ Les jugements par défaut,
- 7/ Les jugements préparatoires ou interlocutoires,
- 8/ Les jugements définitifs, en distinguant ceux rendus en matière commerciale,
- 9/ Les commencements de poursuites en saisies immobilières qui auraient été inscrites au greffe,
- 10/ Les jugements d'adjudication sur lesdites saisies,
- 11/ Les instances d'ordre ou de contributions ouvertes,
- 12/ Les procès-verbaux définitifs faits sur lesdites instances,
- 13/ Les affaires terminées par désistement de la demande ou par transaction,
- 14/ Les affaires restant à juger,

- 15/ Les affaires arriérées, en désignant par ordre de numéros chaque affaire en retard ainsi que l'année et le semestre auxquels elles appartiennent.

Il sera fait mention, dans la colonne d'observation, des motifs du retard apporté au jugement de ces affaires.

Seront réputées causes arriérées, celles d'audience qui seraient depuis plus de trois mois sur le rôle général, ainsi que les procès par écrit qui ne seraient pas vidés dans les quatre mois du premier appel de la cause.

Il en sera de même des ordres et contributions qui ne seraient point terminés dans les six mois de la date du procès-verbal d'ouverture.

Pour la Cour Royale :

- 16/ Les appels, en distinguant les arrêts infirmatifs des arrêts confirmatifs, les arrêts par défaut des arrêts définitifs,
17/ Les procès terminés par désistement ou transaction,
18/ Les affaires restant à juger,
19/ Les affaires arriérées et les causes du retard, dans la forme établie au n° 15,
20/ Les arrêts qui auraient été cassés,
21/ Les arrêts rendus en annulation de jugements en dernier ressort des justices de paix.

Article 248 : L'état relatif à la justice criminelle comprendra, savoir :

Pour les tribunaux de police :

- 1/ Les jugements définitifs, en distinguant ceux qui auront prononcé l'emprisonnement,

Pour le tribunal correctionnel :

- 2/ Les jugements de police rendus sur appel, en énonçant s'il y a eu confirmation ou infirmation,

Pour la Cour Royale :

- 3/ Les arrêts de la chambre d'accusation portant qu'il n'y a lieu à suivre, ou portant renvoi aux assises, avec mention pour chaque prévenu de l'intervalle écoulé entre la délivrance du mandat d'arrêt et de l'arrêt de la chambre d'accusation,
- 4/ Les arrêts rendus par la chambre correctionnelle avec mentions semblables à celles du numéro précédent,
- 5/ Les arrêts d'annulation des jugements en dernier ressort des tribunaux de police, et du tribunal correctionnel statuant sur appel en matière de simple police ;

Pour les Cours d'Assises :

- 6/ Les arrêts d'acquiescement ou de condamnation, avec mention pour chaque affaire du nom des accusés, de la nature du crime, et de la peine prononcée en cas de condamnation.

Il sera également fait mention de la durée de chaque session.

- 7/ Les nom, âge et sexe des détenus attendant jugement, et des détenus par suite de condamnation, en distinguant les blancs, les gens de couleur libres et les esclaves ;
- 8/ Les recours en grâce sur lesquels il aura été accordé un sursis à l'exécution de l'arrêt.

Article 249 : Ces états, dressés au greffe de la Cour sur les états particuliers, seront certifiés, par le greffier et visés par le procureur général.

Article 250 : Le contrôleur colonial transmettra à notre ministre de la Marine et des Colonies, dans les délais énoncés en l'article 246, un état contenant :

- 1/ Les jugements rendus correctionnellement par le tribunal de première instance sur chacune des matières énoncées en l'article 26 de la présente ordonnance ;
- 2/ Les arrêts rendus par la commission d'appel prononçant la confirmation ou l'infirmerie de ces jugements.

Cet état indiquera la nature du délit, les noms, professions et demeures des inculpés, et, s'il y a lieu condamnation, la peine prononcée.

Cet état sera dressé, pour les jugements rendus en première instance, par le greffier du tribunal, et pour ceux rendus en appel, par le secrétaire archiviste.

Article 251 : Les juges de paix seront tenus, dans les cinq premiers jours des mois indiqués par l'article 246, d'adresser au procureur du Roi, qui le transmettra de suite au procureur général, un état en cinq colonnes, contenant les énonciations prescrites par les n° 1, 2, 3 et 4 de l'article 247 et par le n° 1 de l'article 248.

Cet état devra être certifié par le greffier et visé par le juge de paix.

Article 252 : Le procureur du Roi, dans les dix premiers jours des mêmes mois, adressera au procureur général état en treize colonnes, contenant les énonciations prescrites par les n° 5 à 15 inclusivement de l'article 247 et par le n° 2 de l'article 248/

Cet état sera certifié par le greffier et visé par le procureur du Roi.

TITRE VII. Du Costume

Article 253 : Aux audiences ordinaires, les conseillers de la Cour Royale, les conseillers auditeurs et les membres du parquet porteront la toge et la simarre en étoffe de soie noire, la chausse de licencié sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire, large de quatre pouces, avec franges et une rosette sur le côté gauche, la cravate en batiste tombante et plissée, les cheveux courts, les bas noirs, la toque en velours noir.

Le président et le procureur général auront autour de leur toque deux galons d'or en haut, et deux galons d'or en bas. Les conseillers, l'avocat général et le substitut du procureur général en auront deux en bas. Les conseillers auditeurs n'en auront qu'un en bas.

Ces galons seront chacun de six lignes de large, et placés, soit en haut, soit en bas, à deux lignes de distance l'un de l'autre.

Article 254 : Aux audiences solennelles, savoir : celles de rentrée ; celles où le gouverneur a le droit d'assister aux termes de notre ordonnance du 21 août 1825 ; celles où il s'agit de questions d'état ou de prise de partie ; celles où la Cour exerce les attributions qui lui sont conférées par les articles 43 et 44 de la présente ordonnance, ainsi qu'aux assises et aux cérémonies publiques, les membres de la Cour porteront la toge et la chausse en étoffe de soie rouge.

La toge du président et celle du procureur général seront bordées, sur le devant, d'une fourrure d'hermine large de quatre pouces.

Article 255 : Le greffier de la Cour portera, soit aux audiences ordinaires, soit aux audiences solennelles et aux assises, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que celui des conseillers, à l'exception des galons d'or à la toque qui seront remplacés par deux galons de soie noire.

Article 256 : Le commis-greffier portera la robe fermée à grandes manches, en étamine noire, et la toque en étoffe de laine avec un galon de laine de la même couleur.

Article 257 : Les assesseurs siégeant aux assises seront vêtus en noir.

Article 258 : Les membres du tribunal de première instance auront, aux audiences ordinaires, le costume fixé par l'article 253, à l'exception des galons de la toge, qui seront en argent.

Le nombre de ces galons sera le même pour le juge royal et le procureur du Roi que pour le lieutenant de juge et le substitut du procureur du Roi, que pour les conseillers et l'avocat général, pour les juges auditeurs que pour les conseillers auditeurs.

Dans les cérémonies publiques, les membres du tribunal de première instance porteront la toge en soie noire.

Article 259 : Le greffier du tribunal de première instance aura soit aux audiences ordinaires, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que le lieutenant de juge, à l'exception des galons d'argent qui seront remplacés par des galons de soie noire.

Article 260 : Le commis-greffier aura le même costume que celui réglé pour le commis-greffier de la Cour.

Article 261 : Les juges de paix et leurs suppléants porteront aux audiences et dans les cérémonies publiques le costume fixé par le premier alinéa de l'article 258, à l'exception de la toque, où il n'y aura au bas qu'un galon d'argent.

Dans l'exercice de leurs autres fonctions, ils seront vêtus en noir, et porteront une écharpe en soie bleu-de-ciel avec des franges en soie de la même couleur.

Article 262 : Les greffiers de justices de paix seront vêtus en noir dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 263 : Les avoués porteront à l'audience la robe d'étamine noire fermée, et la toque en laine bordée d'un ruban de velours.

Lorsqu'ils seront licenciés, ils auront le droit de porter la chausse.

Article 264 : Les avoués ne pourront se présenter qu'en robe à l'audience, à la chambre du conseil, au parquet, et aux comparutions devant les juges commissaires.

Article 265 : Les huissiers de la Cour et des tribunaux seront vêtus en noir et porteront, soit à l'audience, soit dans les cérémonies publiques, une baguette noire de quinze pouces surmontée d'une boule d'ivoire.

CHAPITRE PREMIER : Des préséances.

Article 266 : Les corps judiciaires et les membres qui les composent prendront rang entre eux dans l'ordre ci-après :

COUR ROYALE

Le président,
Les conseillers,
Les magistrats honoraires,
Les conseillers auditeurs.

Parquet

Le procureur général,
Le substitut du procureur général

Greffé

Le greffier,
Le commis assermenté.

COUR D 'ASSISES

Le président,
Les conseillers,
Les assesseurs.

Parquet

Les officiers du ministère public

Greffé

Le greffier

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

Le juge royal,
Le lieutenant de juge,
Les juges honoraires,
Les juges auditeurs

Parquet

Le procureur du Roi,
Le substitut du procureur du Roi

Greffes

Le greffier,
Le commis assermenté.

TRIBUNAUX DE PAIX

Les juges de paix,
Les suppléants,
Les greffiers.

Article 267 : Lorsque la Cour et les tribunaux ne marcheront point en corps, le rang individuel des membres de l'ordre judiciaire sera réglé ainsi qu'il suit :

Le procureur général,
Le président,
Le juge royal,
Le procureur du Roi,
Le substitut du procureur général,

Les conseillers auditeurs,
Le lieutenant de juge,
Le greffier de la Cour,
Le substitut du procureur du Roi,
Les juges auditeurs,
Les juges de paix,
Le greffier du tribunal de première instance,
Les greffiers des tribunaux de paix

Article 268 : Les magistrats ayant parité de titre prendront rang entre eux d'après la date et l'ordre de leur prestation de serment.

CHAPITRE II : Du cérémonial à observer lorsque le Gouverneur se rend à la Cour Royale.

Article 269 : Le fauteuil du Roi sera placé dans la salle d'audience, au centre de l'estrade où siège la Cour.

Le Gouverneur aura seul le droit de l'occuper, dans les cas prévus par l'article 45 de notre ordonnance du 21 août 1825.

Article 270 : Dans toutes les occasions où le gouverneur se rendra au palais de justice pour prendre séance à la Cour, il en informera à l'avance le procureur général, qui en donnera aussitôt connaissance au président.

Article 271 : Le gouverneur sera attendu en avant de la porte extérieure du palais par une députation composée d'un conseiller, d'un conseiller auditeur et du substitut du procureur général, et sera conduit à l'estrade où siège la Cour pour y prendre place.

Article 272 : A l'entrée du gouverneur, les membres de la Cour se lèveront et se tiendront découverts : ils s'assiéront et pourront se couvrir lorsque le gouverneur aura pris place.

Article 273 : La présidence d'honneur appartiendra au gouverneur. Il parlera assis et couvert.

Article 274 : Le gouverneur aura à sa droite le président, à sa gauche le plus ancien des conseillers.

Article 275 : Lorsque le gouverneur se retirera, il sera reconduit jusqu'à la porte du palais par la députation qui l'aura reçu.

Article 276 : Les fonctionnaires publics qui accompagnent le gouverneur seront placés, dans l'ordre des préséances entre eux, sur les sièges, en dedans de la barre et au bas de l'estrade où siège la Cour.

Article 277 : Lorsque le gouverneur prendra séance à la Cour Royale, et dans toutes les occasions où il a le droit d'y siéger conformément aux dispositions de l'article 45 de notre ordonnance du 21 août 1825, il ne pourra être prononcé de discours qu'avec son autorisation et après qu'ils lui auront été communiqués.

CHAPITRE III : Des honneurs à rendre aux Cours et Tribunaux.

Article 278 : Dans les cérémonies qui auront lieu hors de l'enceinte du palais de justice, les corps judiciaires ne pourront être convoqués que par le gouverneur ; la lettre de convocation sera transmise par le procureur général.

Article 279 : Lorsque le gouverneur se trouvera dans le lieu de la résidence de la Cour, elle se rendra en corps à son hôtel à l'heure indiquée.

Dans tout autre cas, les autorités se réuniront au palais de justice, d'où partira le cortège.

Article 280 : Dans les églises, les cours et tribunaux occuperont les bancs de la nef les plus rapprochés du chœur, du côté de l'épître. Ils se placeront dans l'ordre des préséances déterminé par l'article 266.

Le pain bénit leur sera présenté après l'avoir été aux chefs d'administration.

Article 281 : Le commandant des troupes, sur la réquisition du procureur général, fournira à la Cour et au tribunal, lorsqu'ils marcheront en corps, une garde d'honneur, composée ainsi qu'il suit :

Pour la Cour Royale : trente hommes commandés par un capitaine,

Pour la Cour d'Assises : vingt hommes commandés par un lieutenant,

Pour le tribunal de première instance : dix hommes commandés par un sergent.

À défaut de troupes de ligne, la garde d'honneur sera fournie par le commandant des milices.

Article 282 : Les gardes devant lesquelles passeront les corps ci-dessus dénommés prendront les armes et les porteront pour la Cour Royale et pour la Cour d'Assises ; elles se reposeront dessus pour le tribunal de première instance.

Article 283 : Les tambours rappelleront pour la Cour Royale et pour la Cour d'Assises, et seront prêts à battre pour le tribunal de première instance.

CHANTRE IV : Des honneurs funèbres à rendre aux membres de l'ordre Judiciaire

Article 284 : Le convoi des magistrats qui décèderont dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que celui des magistrats honoraires, sera accompagné, savoir :

Celui du procureur général et du président de la Cour, par les membres de la Cour et du parquet ;

Celui d'un conseiller, par trois membres de la Cour et par un membre du parquet ;

Celui d'un conseiller auditeur, par les conseillers auditeurs et le substitut du procureur général ;

Celui du substitut du procureur général, par un conseiller et deux conseillers auditeurs ;

Celui du juge royal et du procureur du roi, par tous les membres du tribunal de première instance ;

Celui du lieutenant de juge et du substitut du procureur du Roi, par les membres du tribunal autres que le juge royal ;

Celui d'un juge auditeur, par un juge auditeur et par le substitut du procureur du Roi.

Article 285 : Les avoués assisteront au convoi des membres des tribunaux près lesquels ils exercent.

TITRE IX. De la Cour Prévôtale

Article 286 : Lorsque la colonie aura été déclarée en état de siège, ou lorsque sa sûreté intérieure sera menacée, il pourra être établi une Cour Prévôtale.

Article 287 : La Cour Prévôtale ne pourra être créée qu'en vertu d'un arrêté pris par le gouverneur en conseil privé et libéré dans les formes prescrites par l'article 164 de notre ordonnance du 21 août 1825.

L'arrêté énoncera les circonstances qui rendent nécessaire l'établissement de cette Cour, déterminera sa durée qui ne pourra excéder six mois, et fixera le lieu où elle devra siéger habituellement.

Article 288 : La Cour Prévôtale sera composée ainsi qu'il suit :

Un président,

Un prévôt,

Un adjoint du prévôt,

Trois juges, dont un militaire,

Deux juges suppléants, dont un militaire,

Un officier du parquet,

Un greffier.

Article 289 : Les membres de la Cour Prévôtale seront nommés par le gouverneur en conseil.

Article 290 : L'un des conseillers de la Cour Royale, ou le juge royal, remplira les fonctions de président.

Article 291 : Le prévôt sera choisi parmi les officiers de l'armée de terre ou de mer ayant le grade de capitaine au moins et âgés de trente ans accomplis.

L'adjoint du prévôt sera pris parmi les juges auditeurs ou les licenciés en droit.

Article 292 : Seront aptes à remplir les fonctions de juge ou de juge suppléant:

Les conseillers auditeurs,

Le lieutenant de juge,

Les juges auditeurs, s'ils ont vingt-cinq ans,

Et les magistrats honoraires.

Le juge militaire et son suppléant devront être pris parmi les officiers de l'armée de terre ou de mer ayant le grade de lieutenant au moins et âgés de vingt-sept ans accomplis.

Article 293 : Les fonctions du ministère public seront exercées près la Cour Prévôtale par le procureur général ou par celui de ses substituts qu'il aura délégué.

Article 294 : Les fonctions de greffier seront remplies par le greffier de la Cour ou du tribunal de première instance, et à leur défaut par leur commis assermentés.

Article 295 : Pourront être déclarés justiciables de la Cour Prévôtale, sans distinction de classes ni de profession civile ou militaire, ceux qui seront prévenus d'avoir commis l'un des crimes qualifiés au Code pénal par les articles 75 à 85 inclusivement, 91 à 108 inclusivement, 210, 211, Paragraphe 1er, 213 à 217 inclusivement, 219, 265 à 268 inclusivement, 301, 434 à 436 inclusivement, et 452.

Toutefois la compétence de la Cour Prévôtale sera restreinte à ceux des crimes ci-dessus énoncés dont la connaissance lui aura été spécialement attribuée par l'arrêté qui l'aura établie.

Article 296 : Dans chaque affaire qui lui sera soumise, et avant de décider s'il y a lieu ou non d'ordonner la mise en accusation des prévenus, la Cour Prévôtale statuera sur sa compétence.

Article 297 : Les arrêts de compétence ou d'incompétence rendus par la Cour Prévôtale ne pourront être attaqués par voie de cassation. Ils seront transmis dans

le plus bref délai au conseil privé, qui statuera définitivement sur la confirmation ou l'annulation de ces arrêts.

Dans le cas, le conseil sera composé et procédera de la manière prescrite par l'article 163 de notre ordonnance du 21 août 1825.

Article 298 : La Cour Prévôtale ne pourra rendre arrêt qu'au nombre de six juges.

L'officier du ministère public se retirera lors de la délibération.

Article 299 : Avant d'entrer en fonctions, les membres de la Cour Prévôtale prêteront devant le gouverneur, ou sur sa délégation, devant la Cour Royale, le serment dont la formule suit :

« Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises, et de remplir avec impartialité et fermeté les fonctions qui me sont confiées ».

Article 300 : La Cour Prévôtale pourra d'office, ou sur la réquisition du ministère public, déclarer qu'il y a lieu par elle à se transporter dans telle commune qu'elle aura indiquée.

La délibération ne sera exécutée que sur l'approbation du gouverneur en conseil.

Article 301 : La faculté accordée par l'article 178 de la présente ordonnance aux avoués de la Cour Royale et du tribunal de première instance, de plaider concurremment devant les Cours d'Assises, s'étend à la Cour Prévôtale.

Article 302 : Il sera tenu au greffe de la Cour Prévôtale un registre sur lequel seront inscrites les affaires qui seront portées devant elle.

Elles seront jugées dans l'ordre indiqué par le président.

Article 303 : Tout ce qui est relatif au mode d'instruction et au jugement des affaires soumises à la Cour Prévôtale sera réglé par le code d'instruction criminel.

Article 304 : Il sera tenu au secrétariat du conseil sur les arrêts de compétence ou d'incompétence rendus par la Cour Prévôtale.

Les décisions du conseil sur ces arrêts seront transmises au procureur général, à la diligence du contrôleur colonial.

Article 305 : Le greffier de la Cour Prévôtale transmettra mensuellement au procureur général l'état des arrêts rendus par cette Cour dans le mois précédent, en distinguant les arrêts de compétence ou d'incompétence, les arrêts qui déclareront n'y avoir lieu à suivre, ceux qui ordonneront la mise en accusation, et les arrêts définitifs.

Cet état indiquera en outre la nature de l'accusation, les noms et prénoms des accusés, avec distinction de sexe, d'âge, de classe et de couleur, et la mention des condamnations et des acquittements.

Article 306 : Au commencement de chaque mois, le procureur général transmettra à notre ministre de la Marine et des Colonies l'état prescrit par l'article précédent, ainsi que celui des décisions du conseil privé sur les arrêts de compétence de la Cour Prévôtale.

Il y joindra ses observations.

Article 307 : A l'expiration des fonctions de la Cour Prévôtale, les minutes de ses arrêts, ses registres, ainsi que toutes les pièces et procédures, seront déposés au greffe de la Cour Royale.

Article 308 : Les dispositions relatives aux honneurs et préséances dont jouiront les Cours d'Assises seront applicables à la Cour Prévôtale.

Dans le cas où la Cour Prévôtale siégerait dans le même lieu qu'une Cour d'Assises, elle prendra rang après celle-ci.

TITRE V. Dispositions générales

Article 309 : Toutes dispositions concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'Ile de Bourbon sont et demeurent abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

Article 310 : Notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 30ème jour du mois de septembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies,

Signé Comte DE CHABROL

Ses conséquences

Cette ordonnance fut publiée à Bourbon par arrêté du 18 juin 1829. Elle appelle plusieurs commentaires. Nous examinerons dans un premier temps la partie concernant l'organisation judiciaire et les magistrats ; puis la partie consacrée aux auxiliaires de la justice : greffiers, avocats, huissiers.

L'ordonnance institua à l'Ile Bourbon une sorte de régime d'exception qui fut par la suite étendu aux Antilles et forma la base de la législation et de l'organisation judiciaire française coloniale.

Elle a d'abord soumis la Colonie au régime des cinq codes modifiés en les mettant en rapport avec ses besoins. Mais bien plus elle a :

- supprimé l'inamovibilité des membres de l'ordre judiciaire,
- interdit le libre exercice de la profession d'avocat,
- rétabli l'unité de judicature en première instance et la juridiction royale,
- investi le tribunal de première instance du pouvoir de statuer sur les appels des tribunaux de paix,
- supprimé le premier degré de juridiction dans les matières de police correctionnelle,
- transféré le siège de la Cour Royale à St-Paul,

- conféré à la Cour le droit de juger les affaires de police correctionnelle en premier et en dernier ressort, sauf l'exception prévue par l'article 26 d'exercer les attributions que le code d'instruction criminelle confie aux chambres d'accusation ; enfin d'annuler en certains cas, les jugements rendus par les tribunaux de paix et même ceux rendus sur l'appel de ces mêmes jugements,
- établi à la Cour une présidence temporaire,
- institué des Cours d'Assises composées de magistrats de la Cour et d'assesseurs, qui apprécient concurremment les faits et appliquent concurremment la loi,
- autorisé dans certains cas l'établissement d'une Cour Prévôtale.

La pensée dominante se trouve dans l'article 107 de l'ordonnance qui déclare en substance que les magistrats exerceront leurs fonctions dans la Colonie, autant que le roi le jugera convenable au lieu de son service.

Ainsi l'on faisait certes déchoir l'Ile Bourbon du rang qu'on lui avait donné, celui de « Colonie Modèle », mais bien plus, par un acte solennel émanant du Souverain, les magistrats de Bourbon étaient mis en suspicion aux yeux de leurs collègues de France.

Pourquoi le roi s'était-il engagé dans cette voie et surtout pourquoi n'avait-il pas publié le -Rapport au Roi- qui devait précéder l'ordonnance ?

Cette exception au principe et à un usage constant ne pouvait être que perçue très défavorablement.

Toutefois les motifs de la suppression de l'inaéquivocité sont connus et consignés dans un rapport en date du 23 juillet 1826 fait au Ministre de la Marine et des Colonies, établi par une commission spéciale instituée à Paris.

Voici comment s'est exprimé à ce sujet le rapporteur de la commission :

Il est encore une autre disposition de la plus haute importance sur laquelle il est nécessaire d'attirer l'attention de votre Excellence - celle qui est relative à l'inaéquivocité résultant de l'Institution Royale.

La commission s'est trouvée placée entre deux écueils, le premier d'enlever aux magistrats, en les privant de l'inamovibilité, ce caractère indélébile, cette noble indépendance, sous laquelle il n'y a ni dignité pour le juge, ni garantie pour la Société ;

Le second d'exposer la colonie à tous les dangers qu'entraînerait avec elle une telle prérogative dans un tribunal composé d'un seul juge et dans une Cour restreinte à un petit nombre de magistrats ; si l'obsession contre laquelle il est difficile à tout gouvernement de se prémunir, venait à surprendre dans ses choix la religion du Prince.

Nous n'avons pas cru devoir, dans cette alternative, mettre à l'écart le grand principe de l'inamovibilité qui est la base de l'organisation judiciaire et sans le maintien de laquelle les tribunaux ordinaires dégénéraient en véritables commissions.

Cependant, comme il pourrait arriver que des magistrats européens, d'ailleurs intégrés et éclairés blessassent vivement certaines convenances coloniales (il s'agit ici de l'esclavage) et que des faits particuliers qui ne seraient pas assez graves pour attirer sur eux la déchéance, fussent de nature à présenter quelques dangers pour la colonie si ces magistrats continuaient à y exercer leurs fonctions ; comme ils pourraient, après un long séjour avoir contracté des liaisons qui leur fissent perdre cette impartialité à laquelle le gouvernement attache tant de prix ; comme il serait à craindre, aussi, que les magistrats colons placés au sein de leur famille et se faisant une égide de l'inamovibilité n'employassent leur influence à entretenir contre les actes de l'autorité une opposition sourde, d'autant plus dangereuse qu'elle s'appuierait sur un des premiers pouvoirs de la colonie ; comme enfin, les besoins du service pourraient exiger que l'on fit passer des juges instruits d'une colonie dans une autre, le projet d'ordonnance contient une disposition de laquelle il résulte que l'inamovibilité ne s'applique pas à la résidence et que les magistrats de l'Ile Bourbon pourront exercer alternativement leurs fonctions dans les établissements français au-delà du Cap de Bonne Espérance. Toutefois leur séjour sera au moins de cinq années dans chacun des lieux où ils seront envoyés et ne pourra être abrégé que de leur consentement.

Si on ajoute à cette disposition principale de la faculté réservée au chef de la colonie d'user des moyens que lui donne à l'égard de tous les fonctionnaires qui lui sont confiés par l'article 76 de l'ordonnance du 24 août 1825, on reconnaîtra que la colonie n'aura rien à redouter des écarts des magistrats ; qu'ils pourront être contenus dans de justes bornes, sans qu'il soit porté atteinte à la liberté que nos rois prescrivent aux gouverneurs de leur assurer.

Le pouvoir trancha donc en faveur de la position extrême : la peur des magistrats, la peur du pouvoir judiciaire avait fait rejeter le principe admis en 1816.

Cela devait être lourd de conséquence pour les magistrats d'outre-mer qui ne purent obtenir de garantie sur leur statut que par un décret du 22 août 1928, un siècle plus tard.

Autre point important de l'ordonnance de 1827 : la question du jury criminel.

En effet à l'époque les jurés ne se prononçaient que sur la culpabilité des accusés et ne faisaient qu'apprécier les faits. Les magistrats jugeaient les incidents de droit et appliquaient la loi.

À Bourbon, les magistrats et les assesseurs se prononçaient en commun sur toutes les questions posées et sur la position des questions. Cependant les magistrats connaissaient exclusivement des incidents de Droit et de procédure avant l'ouverture et pendant les débats. Plus d'un siècle avant que ce système ne soit appliqué en Métropole il entra en vigueur à Bourbon le 1er juin 1828 (date de la promulgation de l'ordonnance de 1827 à Bourbon) et effectivement le 26 juin 1828 (date d'installation de la Cour Royale).

Lors de l'installation de la Cour Royale à Saint-Denis le gouverneur devait déclarer :

Le collège des assesseurs a été créé d'après une proposition émanée de la Colonie elle-même.

Cette belle institution tiendra lieu, autant que possible, de jury dont l'établissement à Bourbon a été reconnu impraticable.

Les auteurs de l'époque ne voyaient point où était la nécessité de faire participer les magistrats aux fonctions de jurés et les assesseurs aux fonctions de magistrats.

Les assesseurs déclaraient :

Nous n'avons pas les connaissances nécessaires pour exécuter le mandat que la Loi nous a confié, car nous sommes privés de l'instruction et de la science qu'elle nous suppose ; enfin notre droiture et notre bonne foi ne nous suffisent pas pour remplir consciencieusement notre fonction d'assesseurs.

Cette humilité honorable n'a rien changé au cours des choses et force est de constater qu'un siècle plus tard en métropole ces honorables scrupules n'ont effleuré quiconque : chacun croyant, à tort ou à raison tout connaître et tout comprendre.

Le système, il est vrai, fonctionnait déjà la Martinique et à la Guadeloupe mais à cette différence énorme que les arrêts rendus par la Cour d'Assises pouvaient être attaqués par voie de cassation alors que cette garantie n'existait pas à Bourbon.

Pour quels motifs avait-on interdit le pourvoi en matière criminelle à Bourbon ?

Un ministre de la Marine et des Colonies le précisera :

Cette interdiction a été déterminée par le grand éloignement où se trouve cette île de la Métropole ; les délais considérables que de semblables pourvois eussent entraînés, auraient eu de fâcheuses conséquences pour les intérêts de l'ordre social et souvent pour ceux des condamnés eux-mêmes.

Ce problème s'étant posé à nouveau, nous en ferons plus tard une synthèse complète.

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 9

L'enseignement du Droit à Bourbon

L'École de jurisprudence

[Retour à la table des matières](#)

Les habitants de Bourbon, juges tôt dans l'histoire, appelés à être juges dans tous les procès pendant la Révolution se sont rendus compte que l'enseignement du droit était pour eux une nécessité vitale.

Il est bon dans ce chapitre de faire une parenthèse dans l'histoire de la justice. En effet hors la justice divine, n'est bon juge ou bon avocat que celui qui connaît le droit.

Le 1er octobre 1825 était rendue une ordonnance locale portant établissement d'une « Ecole de jurisprudence » à Bourbon. Lesueur, docteur en droit, en a été le fondateur et le Directeur. Le procureur général Frappier fut nommé Inspecteur.

Quels furent les motifs qui ont présidé à une telle décision ?

Pour assurer une bonne administration de la justice, la science du droit n'est pas moins nécessaire dans les hommes appelés à défendre les parties divisées que dans les magistrats chargés de prononcer.

Le besoin de cette science se fait également sentir dans le notariat, où il est plus grand ici qu'en France, en raison de ce que les affaires pour lesquelles on a recours aux notaires étant plus bornées dans leur

nombre, quoique plus importantes ne présentent pas les mêmes ressources d'instruction pratique.

L'Industrie agricole et commerciale, étant exercée par la presque totalité de la population y crée un mouvement perpétuel d'affaires qui rend nécessaire la connaissance des lois aux simples particuliers.

L'éloignement de la Métropole ne permet qu'à un très petit nombre d'individus d'aller y puiser l'instruction nécessaire en droit ; quoique l'ordonnance royale du 13 novembre 1816, que parmi les personnes qui, ayant fait un cours complet de Droit en France, y auront été reçues licenciées et auront suivi le barreau pendant deux années, il a été impossible jusqu'à ce jour de craindre pour longtemps encore ; que d'ailleurs, en fût-il autrement, il n'en est pas moins important de ne pas restreindre la science du Droit à ceux qui se destinent à la magistrature, et qu'il est notamment utile de l'ouvrir aux notaires et aux officiers ministériels.

Les notables différences qui subsistent entre les colonies et la Métropole y ont établi, y maintiennent et y rendront indispensable un régime de lois spéciales, dont la connaissance ne peut être bien acquise que sur les lieux.

Pour un contemporain, Delabarre de Nanteuil, les cours en furent suivis longtemps avec exactitude. Mais d'après la Constitution Coloniale, l'ordonnance du 1er octobre ne pouvait devenir définitive que si elle était confirmée par le Roi.

Pour le Docteur Henri Azéma, l'école avait des professeurs de talent. La durée des études était fixée à trois années. A l'issue de ces 3 ans le dernier examen conférait aux étudiants le diplôme de Licencié en Droit.

L'Ordonnance fatale

L'Ecole de jurisprudence jouissait de la confiance publique. Elle semblait installée pour toujours à Bourbon lorsque l'ordonnance royale du 30 septembre 1827 vint prononcer la prohibition du libre droit de plaidoirie. Cette ordonnance ne conférait le privilège d'exercer la profession qu'à deux avocats avec obligation de faire annuellement renouveler leur autorisation.

Le gouvernement local s'empara alors du problème. Sully Brunet, délégué de la colonie, s'opposa énergiquement à la proscription établie contre les avocats. Il obtint qu'ils fussent réintégrés dans la plénitude de leur droit.

L'arrivée à Bourbon du Procureur Général Barbaroux, qui fit publier l'article de la charte constitutionnelle promulguée par Louis Philippe qui rendait leur indépendance aux avocats, redonna à l'Ecole de jurisprudence sa raison d'être. L'école fut ré-ouverte. Elle prit le nom d'Ecole de Droit d'après l'arrêté du 27 février 1832 qui déclarait notamment : *Considérant que l'ordonnance du 15 février 1831, qui rend aux avocats le libre exercice de leur profession, permet de confirmer l'Ecole de jurisprudence fondée par l'ordonnance du 1er octobre 1825, institution qui n'a d'ailleurs jamais été abolie et qu'il convient de la consolider en l'assimilant aux écoles de Droit de la Métropole et en accordant aux professeurs un titre stable émané du gouvernement.*

Un rapport rédigé 5 ans plus tard mentionna que le nombre des étudiants s'est élevé de 30 à 40 dans la première année, mais bientôt le découragement s'empara des élèves et des professeurs.

Bientôt, des bruits et des menaces venant de la Métropole allaient lancer un nouveau tort à l'Ecole.

En effet, habituées au monopole de l'enseignement dans les colonies, les écoles métropolitaines avaient cru voir en l'Ecole de Droit une atteinte à leur privilège.

Le ministre de l'instruction publique, à l'instigation de l'Université et de certaines écoles de Droit, refusa de consentir aux démarches du gouverneur et des délégués de Bourbon. Mais cette résistance fut énergiquement combattue par le Ministre des Colonies.

Le débat se termina par une sorte de transaction : Bourbon serait pourvue d'une école où l'on commencerait des cours de Droit qui ne pourraient être achevés qu'en France.

Le Conseil Colonial dressa sur ordre du Gouverneur un projet d'ordonnance royale établissant une Ecole spéciale de Droit à Bourbon. L'exécution des principales dispositions de cette ordonnance fut prescrite par un arrêté du 23 décembre 1834.

L'espoir qu'avait eu la jeunesse créole d'être exemptée d'aller, à grands frais, au-delà des mers chercher l'instruction alors qu'elle pouvait sur place se procurer les connaissances de ses propres lois, fut vite déçu. L'Ecole ne possédait plus que quelques élèves vers le milieu de 1856.

Lors du vote du budget de 1837, le Conseil Colonial proposa la suppression de l'allocation votée pour le personnel de l'Ecole, en ajoutant toutefois au budget du Collège Royal une somme de 4 000 Frs pour l'entretien d'une chaire de jurisprudence.

Le Gouverneur Cuvillier, par arrêté du 23 avril, avait fixé au 2 mai l'ouverture de l'Ecole spéciale de Droit. Aucun élève ne s'y étant présenté, les appointements du professeur ont cessé d'être payés le 1er juin.

Enfin, la chaire prévue au Collège Royal ne sera donc pas occupée et sera supprimée le 28 juin 1837.

Tout cela au grand désarroi des habitants de Bourbon qui, sachant qu'ils pouvaient être appelé à débattre du Droit avec des magistrats, comme assesseurs à un procès criminel, continuaient à réclamer l'enseignement de cette discipline.

Ils ne pouvaient savoir qu'un siècle plus tard, cela ne choquerait personne, que les plus ignares croiraient tout savoir et qu'un jour dans le Dictionnaire des Idées Reçues, en face du mot « Justice », il serait écrit : « ne pas s'inquiéter ».

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 10

De 1827 à la deuxième République

L'installation de l'appareil judiciaire

[Retour à la table des matières](#)

C'est l'arrêté du Gouverneur en date du 26 juin 1828 qui installe la Cour Royale :

Nous, Gouverneur de l'Ile Bourbon et de ses dépendances,

Vu,

I/ L'ordonnance du roi du septembre 1827, concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'Île Bourbon ;

2/ La dépêche de Son Excellence le ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies, sous la date du 2 février 1828, n° 27

3/ Notre arrêté de ce jour, qui fixe la cessation des fonctions des tribunaux institués par l'ordonnance du roi du 13 novembre 1816,

Sur la proposition du procureur général du roi,

Et après avoir consulté le conseil privé,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1er : La Cour Royale sera installée à Saint-Paul, le 26 juin courant, et le tribunal civil à Saint-Denis, le 30 du même mois. L'ordonnance du 30 septembre 1827 y sera enregistrée le même jour.

Article 2 : Le procureur général du roi est chargé, etc...

Le roi continua, sur le rapport de son ministre de la Marine et des Colonies, à s'intéresser à Bourbon.

Le juillet une ordonnance royale prise après le rapport du Ministre de la Marine va diviser l'île en deux arrondissements judiciaires :

Charles, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, voulant déterminer la division territoriale de Ile Bourbon, en ce qui est relatif à l'administration de la justice ;

Vu les articles 9 et 57 de notre ordonnance du 30 septembre dernier,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article 1er : L'Île Bourbon sera divisée en deux arrondissements de Cour d'Assises :

Le premier arrondissement, dont le chef-lieu est St-Denis, prendra la dénomination d'arrondissement du Vent ;

Le second arrondissement, dont le chef-lieu est St-Paul, prendra la dénomination d'arrondissement Sous-le-Vent.

Article 2 : L'arrondissement du Vent comprendra trois cantons de justice de paix

Savoir :

Le premier, canton formé de la commune de St-Denis : chef-lieu, St Denis ;

Le second canton formé des communes de St-Benoît et Ste-Suzanne et St-André : chef-lieu, Ste-Suzanne ;

Le troisième canton formé des communes de St-Benoît et Ste-Rose chef-lieu, St-Benoît.

Article 3 : L'arrondissement Sous-le-Vent comprendra trois cantons de justice de paix,

Savoir :

Le premier canton formé de la commune de St-Paul

Le second canton formé des communes de St-Pierre et St-Joseph : chef-lieu, St-Pierre ;

Le troisième canton formé des communes de St-Leu et St-Louis.- chef-lieu, St-Louis.

Article 4 : Notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies est chargé, etc..

À peine trois ans après la promulgation de l'ordonnance du 30 septembre 1827 l'inflation se fera sentir.

Les salaires prévus par les articles 146, 147 et 148 seront alors réajustés grâce à l'ordonnance du 11 avril 1830 :

Charles, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies,

Article 1er : Les dispositions du troisième paragraphe de l'article 37, celles des articles 103, 104 et 149, et celles du deuxième paragraphe de l'article 151 de notre ordonnance du 30 septembre 1827, concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'Ile Bourbon, sont abrogées.

Article 2 : A compter du 1er octobre 1830, les fixations établies par les articles 146, 147 et 148 de ladite ordonnance seront modifiées et les traitements seront réglés ainsi qu'il suit :

Pour chaque conseiller	12 000 frs
Pour chaque conseiller auditeur	6 000 frs
Pour les substituts du procureur général	9 000 frs
Pour le greffier de la Cour Royale indépendamment des droits de greffe	8 000 frs
Pour le commis assermenté	2 500 frs
Pour le juge royal	12 000 frs
Pour le lieutenant de juge	7 500 frs
Pour chaque juge auditeur	2 250 frs
Pour le procureur du roi	12 000 frs
Pour le substitut du procureur du roi	4 500 frs
Pour le greffier du tribunal de première instance, indépendamment des droits de greffe	3 000 frs
Pour le commis assermenté	2 000 frs
Pour le juge de paix de St-Denis	6 000 frs
Pour celui de St-Paul	5 000 frs
Pour chacun de ceux de St-Pierre et de St-Benoît	4 580 frs
Pour chacun de ceux de Ste-Suzanne et de St-Leu	4 000 frs

Il sera alloué à chacun des greffiers des tribunaux de paix, indépendamment des droits de greffe, un traitement de 1 500 frs.

Article 3 : Notre ministre secrétaire d'Etat, de la Marine et des Colonies est chargé, etc...

Cette ordonnance enregistrée à la Cour le 3 août 1830 va être modifiée à nouveau par celle du 7 septembre 1830 :

Louis-Philippe, roi des Français, à tous présents et à venir salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article 1er : A compter du premier janvier 1834, pour la Martinique et pour la Guadeloupe, et du premier juillet suivant pour Bourbon et pour les établissements français dans l'Inde, les traitements attribués aux emplois de l'ordre judiciaire ci-après indiqués seront fixés ainsi qu'il suit,

Savoir :

À la Martinique, à la Guadeloupe et à Bourbon :	
Conseiller à la Cour Royale	40,000 frs
Juge royal et procureur du roi	
Substitut du procureur général	8, 000 fr
À Marie-Galante (dépendance de la Guadeloupe :)	
Juge royal et procureur du roi	6, 000 frs
À Pondichéry :	
Conseiller à la Cour Royale	6, 000 frs

Article 2 : L'indemnité annuelle allouée au conseiller appelé à la présidence de la Cour demeure fixée ainsi qu'il suit :

A la Martinique, la Guadeloupe et à Bourbon	4, 000 frs
A Pondichéry	2,500 frs

Article 3 : Notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies est chargé etc...

L'Institution judiciaire au quotidien...

L'Institution judiciaire, comme toute institution, est une entité qui vit. Elle a donc des règles de fonctionnement et, curieusement, ce sera un arrêté du Gouverneur, en date du 13 novembre 1830 qui les fixera. Les audiences de la Cour doivent s'ouvrir à 10 heures du matin quelle que soit la saison.

L'organisation quotidienne de l'Institution judiciaire aura à tenir compte d'une part des rapports de force entre différents ministères - ministère de la Justice, ministère de la Marine et des Colonies - et d'autre part des rapports de force internes à Bourbon.

La bataille pour le siège de la Cour Royale est un exemple saisissant.

Le 10 juillet 1831, par ordonnance royale, le siège de la Cour Royale est transféré de St-Paul à St-Denis. St-Paul devient tribunal de Première Instance :

Louis-Philippe, roi des Français,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article 1er : Le siège de la Cour Royale de l'Ile Bourbon fixé à St-Paul par l'ordonnance du 30 septembre 1827, sera transféré à St-Denis, chef-lieu de la colonie.

Article 2 : Il sera établi à l'Ile Bourbon, pour l'arrondissement Sous-le-Vent, un tribunal de première instance qui siégera à St-Paul.

Article 3 : Le tribunal de St-Paul sera composé d'un juge royal, d'un lieutenant déjuge et d'un juge auditeur.

Il y aura, près de ce tribunal, un procureur du roi, un greffier et un commis-greffier assermenté.

Article 4 : Le traitement des magistrats et des fonctionnaires composant le tribunal de St-Paul sera le même que celui qui a été fixé pour les magistrats et fonctionnaires du tribunal de St-Denis.

Article 5 : A compter du jour de l'installation du tribunal de St-Paul, le tribunal de St-Denis ne comprendra plus dans son ressort que l'arrondissement du Vent ; néanmoins il restera compétent pour vider les instances pendantes devant lui à cette époque, de quelque arrondissement qu'elles proviennent, jusqu'à apurement du rôle.

Article 6 : Parmi les douze avoués constitués à Bourbon par l'ordonnance du 30 septembre 1827, le Gouverneur, en conseil et après avoir pris l'avis de la Cour Royale, en désignera quatre pour exercer devant le tribunal de St-Paul.

Les huit avoués qui resteront à St-Denis occuperont indistinctement devant la Cour Royale et devant le tribunal de première instance.

Article 7 : La compétence et les attributions des tribunaux de première instance de l'Ile Bourbon dans leurs arrondissements respectifs, restent telles qu'elles ont été fixées pour le tribunal siégeant à St-Denis, par les articles 22 à 34 de l'ordonnance du 30 septembre 1827.

Article 8 . Notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies est chargé, etc..

Cette ordonnance sera promulguée dans l'île le 12 décembre 1831.

Au nom du Roi.

Nous, Gouverneur de l'Île Bourbon et de ses dépendances ;

Vu l'ordonnance du roi du 10 juillet 1831, qui transfère le siège de la Cour Royale de Bourbon dans la ville de St-Denis et qui institue à St-Paul un tribunal de première instance ;

Sur le rapport du procureur général du roi,

De l'avis du conseil privé.

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit ;

Article 1er : L'ordonnance du roi du 10 juillet 1831, relative au nouveau siège de la Cour Royale et à l'institution d'un tribunal de première instance à St-Paul, est promulguée à Bourbon et dépendances pour être exécutée selon sa forme et teneur.

Article 2 : La Cour Royale sera installée à St-Denis le 1er mars prochain, en séance solennelle. Jusqu'à cette époque, le service judiciaire se continuera comme par le passé. Un arrêté spécial fixera le jour de l'installation du tribunal de première instance de St-Paul.

Article 3 : Le procureur général est chargé, etc...

Le 30 avril 1831 une ordonnance royale supprime le poste de substitut du procureur du roi auprès du tribunal de première instance de St-Denis.

Ce poste sera rétabli - toujours par ordonnance royale - le 20 juin 1834.

Louis-Philippe, roi des Français,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies,

Nous avons ordonné et ordonnons-ce qui suit :

Article 1er, : L'emploi de substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance de St-Denis (Ile Bourbon), supprimé par notre ordonnance du 30 avril 1832, est rétabli.

Article 2 : Le traitement annuel du greffier du tribunal de première instance de St-Denis est fixé à quatre mille cinq cents francs.

Article 3 : Un commis assermenté sera attaché au greffe du tribunal de première instance de St-Paul (Ile Bourbon).

Le traitement annuel de ce commis est fixé à deux mille francs.

Article 5 : Notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Cependant, sur place, le gouverneur était appelé à fixer l'endroit où devaient être tenues les audiences. En effet il ne semble pas qu'un Palais de justice ait été jusqu'alors construit

Au nom du Roi

Nous, Gouverneur de l' Ile Bourbon et de ses dépendances,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833

Vu l'ordonnance

Vu notre arrêté du 18 mai dernier qui transférait la salle d'audience du tribunal de première instance de l'arrondissement Sous-le-Vent dans un local préparé dans la maison du sieur Olive Lemarcband ;

Considérant que les travaux qui avaient nécessité ce déplacement sont terminés ;

Sur le rapport du procureur général,

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1er: A dater de la publication du présent arrêté, le tribunal civil de première instance de l'arrondissement Sous-le-Vent reprendra la tenue de ses audiences dans le local ordinaire de ses séances.

Tous actes relatifs à la justice civile et correctionnelle devront y être faits et toutes assignations y recevoir leur exécution comme par le passé,

Article 3 : Le procureur général est chargé, etc..

Le tribunal sera transféré le 18 novembre 1836

Au nom du Roi

Nous, Gouverneur de l'Ile Bourbon et de ses dépendances,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'ordonnance judiciaire du 30 septembre 1827 ;

Vu les décrets de finance pour les exercices 1836 et 1837

Considérant que les travaux qui s'opèrent en ce moment pour l'agrandissement de la geôle de St-Denis, et qui viennent d'être exécutés dans l'emplacement contigu au local du tribunal, nécessitant la translation du siège du tribunal civil de première instance dans la nouvelle salle préparée pour le recevoir ;

Sur le rapport du procureur général,

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1er : A dater de l'enregistrement du présent, le tribunal de première instance de l'arrondissement du Vent est transféré dans la nouvelle salle ouverte près de la Cour Royale. En conséquence, la justice y sera désormais rendue en toutes matières de la compétence du même tribunal.

Article 2 : Le greffe du tribunal de première instance, le parquet et la chambre d'instruction seront pareillement transférés dans le local qui leur est assigné dans le même emplacement.

Article 3 : Le tribunal de paix tiendra provisoirement ses audiences en l'hôtel de M. le juge de paix

Article 4 : Le procureur général du roi est chargé, etc..

Un mois plus tard le Gouverneur devra intervenir à nouveau pour déterminer le lieu où seront tenues les audiences.

Le 23 décembre 1836

Au nom du Roi

Nous, Gouverneur de l'Île Bourbon et de ses dépendances,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'ordonnance judiciaire du 30 septembre 1827 ;

Considérant que le service des assises de l'arrondissement du Vent suspend habituellement le cours de la justice civile, et qu'il importe de faciliter autant que possible la tenue des audiences ordinaires de la Cour Royale ;

Considérant en outre que la nouvelle disposition du local affecté aux tribunaux et le règlement qui fixe respectivement les jours de la chambre civile de la Cour Royale siège dans la salle d'audience du tribunal de première instance de St-Denis.

Sur le rapport du procureur général,

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit

Article 1er : A l'avenir, et pendant la durée des assises de St-Denis, la chambre civile de la Cour Royale siègera dans la salle d'audience du tribunal civil de première instance, aux jours et heures fixés par le règlement.

Il ne pourra être donné d'audience extraordinaire par la Cour Royale, dans ce local, qu'au préalable le service du tribunal n'ait été assuré.

Article 3 : Le procureur général du roi est chargé, etc...

À raison d'un arrêté par mois changeant les affectations de local, il est à penser que le justiciable devait s'y perdre si ce n'est les avocats eux-mêmes...

La séparation des pouvoirs

La séparation des pouvoirs avait, elle, été abolie implicitement et l'histoire de Bourbon en fournit l'exemple.

Par arrêté du gouverneur en date du 28 décembre 1836 M. Benaist, conseiller auditeur, a été nommé pour remplacer le juge royal dans l'affaire Vauzeland contre ses créanciers.

Le 22 juin 1837 M. Perticoz, conseiller auditeur, est désigné pour remplacer le juge royal dans l'affaire Iahauche contre les héritiers Gillot l'Etang.

D'autres cas devaient avoir lieu et certaines des parties durent s'émouvoir de tels procédés. La Cour de Cassation fut peut-être saisie.

Aussi l'on comprend que l'arrêt du 25 mai 1841 de la Cour de Cassation et donnant raison au gouverneur ait été inséré au Bulletin Officiel de la Réunion bien que l'espèce se soit passée à Cayenne :

À l'audience publique de la chambre des requêtes de la Cour de Cassation ; tenue au palais de justice, à Paris, le 25 mai 1841,

Sur le pourvoi du sieur Auguste Barrat, négociant, demeurant à Nantes, en cassation de l'arrêt rendu par la Cour Royale de la Guyane Française, le 11 mars 1840, entre le susnommé et l° Me Sylvestre-François-Victor Lemaître, avocat au conseil privé et avoué près les cours et tribunaux à Cayenne, y demeurant, au nom comme exécuteur testamentaire du sieur Jean-Antoine-Alexandre Noyer et patron institué pour veiller à l'affranchissement des noirs dénommés dans le testament dudit Noyer ; M. le Procureur du roi près le tribunal de première instance de la Guyane française ; séant à Cayenne, y demeurant, poursuivant d'office l'affranchissement desdits esclaves ;

En présence de la veuve et des héritiers Noyer; des noms et qualités qu'ils procèdent,

Est intervenu l'arrêt suivant.

La Cour, ouï le rapport de M. le conseiller Boyeux, les observations de Me Scribe, avocat,

Et M Dupin, procureur général, en ses conclusions,

Après avoir délibéré.

Sur le premier moyen, relatif à la forme de l'arrêt :

Attendu que les colonies sont soumises à des règles spéciales, et notamment quant à l'organisation des tribunaux par les ordonnances du 27 août 1828 et 28 août 1833 ;

Attendu que ces ordonnances prévoient deux cas où il est nécessaire de pourvoir à la composition des Cours Royales :

- 1°/ S'il s'agit de remplacer un magistrat momentanément absent, il appartient à l'autorité judiciaire, par l'organe du président, de compléter la chambre, en appelant soit un conseiller honoraire, soit un avocat avoué ;
- 2°/ Si, au contraire, par suite de congés accordés pour sortir de la colonie en raison de maladies prolongées, la Cour ne se trouve plus composée d'un nombre de membres suffisant pour assurer le service, alors il appartient à l'autorité administrative, par l'organe du gouverneur, de nommer provisoirement des conseillers ;

Attendu que dans les colonies le petit nombre des personnes ayant l'instruction nécessaire pour remplir les places de magistrature force le gouverneur à appeler provisoirement à la Cour des magistrats d'un ordre inférieur sans qu'ils abandonnent, par ce choix, leurs fonctions principales ;

Attendu que c'est dans ce dernier cas que se trouvait la Cour Royale de la Guyane française lorsque le gouverneur a, sur la présentation du procureur général, rendu l'ordonnance qui a complété cette Cour ; que l'arrêt est donc inattaquable en la forme, ayant été rendu par une Cour régulièrement composée.

Une tentative d'uniformisation

Les vacances judiciaires vont commencer à poser des problèmes. Le gouverneur fixera les dates par l'arrêté du 29 mai 1839.

Au nom du Roi

Nous, Gouverneur de l'Ile Bourbon et de ses dépendances

Vu l'arrêté de la Cour Royale en date du 20 avril 1839, concernant l'époque des vacances des tribunaux de la colonie ;

Vu l'article 46 de l'ordonnance du roi du 30 septembre 1827 sur l'organisation judiciaire ;

Sur le rapport du procureur général du roi,

Le conseil privé entendu,

Et sauf l'approbation de M. le ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1er : L'arrêté de la Cour Royale en date du 20 avril 1839 sera exécuté provisoirement à compter de ce jour, selon sa forme et teneur.

En, conséquence, les vacances des tribunaux de la colonie auront lieu dorénavant aux mois de septembre et d'octobre de chaque année.

La volonté du Ministère de la Marine d'assimiler les colonies de la couronne à un régime identique apparaît à l'occasion de l'ordonnance du 16 janvier 1840 qui, créant un poste de second substitut à St-Denis et un de substitut à St-Paul, se présente ainsi

Louis-Philippe, roi des Français,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article 1er : Un second substitut sera attaché au parquet du procureur général, dans chacune des colonies de la Martinique et de la Guadeloupe

Le traitement de ce second substitut est fixé à sept mille francs et les frais de déplacement à quinze cents francs

Article 2 : Un second substitut sera attaché au parquet du procureur du Roi près les tribunaux de première instance du Port-Royal et de St-Pierre à la Martinique, de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, à la Guadeloupe ; de St-Denis, à Bourbon.

Le traitement et les frais de déplacement de ces substituts seront les mêmes que ceux qui ont été réglés pour les places de substituts actuels.

Article 3 : Il y aura un substitut de procureur du roi près les tribunaux de première instance de Marie-Galante (Guadeloupe), de Cayenne (Guyane française) et de St-Paul (Ile Bourbon).

Le traitement du substitut de Marie-Galante sera de trois mille francs et les frais de déplacement de mille francs.

Le traitement du substitut de Cayenne sera de deux mille cinq cents francs et les frais de déplacement de six cents francs.

Le traitement du substitut de St-Paul sera de trois mille francs, et ses frais de déplacement de nulle francs.

Article 4 : Notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies est chargé, etc

Cette ordonnance sera promulguée le 11 juin 1840 à Bourbon.

Le fait d'avoir étoffé les juridictions d'instance entraînait bien évidemment la nécessité d'en agir de même pour la Cour Royale. Le 5 avril 1840 un second subs-

titut du Procureur général du Roi à Bourbon est budgétairement prévu. Son salaire est fixé à six mille francs. Ce texte est promulgué dans l'île le 28 août 1840.

L'histoire du palais

La justice apparemment organisée sur le plan du droit et des hommes, il fallait trouver une demeure pour la Cour Royale à St-Denis.

Un décret colonial du 4 mars 1841 autorisera l'achat de l'immeuble de la maison Gillot :

Louis-Philippe, roi des Français, à tous présents et à venir, salut :

Vu la loi du 24 avril 1833, concernant le régime législatif des colonies ;

Vu le décret colonial dont la teneur suit :

Nous, Gouverneur de l'Ile Bourbon et des dépendances,

Avons proposé et le conseil colonial a adopté ce qui suit, sous la sanction du roi :

Article : L'administration est autorisée à acquérir, au compte du domaine colonial, l'immeuble situé dans la ville de St-Denis et connu sous le nom de Maison Gillot.

Article 2 : Il est, à cet effet, mis à sa disposition un crédit spécial de 154,639 francs.

Il est ouvert, en outre, un crédit de 33,000 fr aux dépenses qu'exigera la translation des services judiciaires dans le nouveau local.

Article 3 : Il sera pourvu à ces dépenses par les voies et moyens d'exercice 1841, et, en cas d'insuffisance par un prélèvement sur les fonds de la caisse de réserve.

Article 4 : Les portions de ces crédits qui ne seront pas employées dans le cours de l'exercice seront rattachées à l'exercice suivant, en conservant la spécialité de leur destination.

Les textes établis, les hommes en place, les locaux trouvés, la justice pouvait commencer à (bien) fonctionner comme l'atteste l'arrêté gubematorial du 10 septembre 1844 :

Au nom du Roi

Nous, Gouverneur de l'Ile Bourbon et de ses dépendances,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833 ; sanctionné le 14 août 1842 ;

Vu le règlement délibéré par la Cour Royale le 27 janvier 1844, et rendu exécutoire par notre arrêté du 3 février suivant ;

Considérant que l'avancement des travaux de la maison Gillot l'Etang permettra d'y transférer incessamment le service judiciaire ;

Considérant, en outre, que le jour désigné pour la rentrée des tribunaux, par le règlement de la Cour, est, pour la présente année, un jour férié ;

Sur le rapport du procureur général du roi,

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1^{er} : A l'avenir la justice sera rendue, par la Cour Royale et le tribunal de première instance, dans le nouveau palais sis rue Ste-Marie.

Article 2 : La rentrée solennelle des tribunaux, et leur installation dans le nouveau palais de justice, aura lieu le 8 novembre prochain.

En cas d'empêchement, elle sera remise au premier vendredi suivant.

Article 3 : Jusqu'à cette époque les audiences de vacation de la Cour Royale et du tribunal de première instance, ainsi que celles de la Cour d'Assises de l'arrondissement du Vent, seront tenues dans le local actuel du tribunal, place de l'Intendance.

Article 4 : Le procureur général du roi est chargé, etc..

Mais tout n'avait pas été aussi simple et, dans son discours prononcé le 5 mai 1964 à l'occasion de l'inauguration de l'actuel Palais de justice, Monsieur le Procureur Général Jonquères a ainsi raconté l'histoire du Palais :

Le vendredi 8 novembre 1844, rue de la Fontaine, sortant de la chapelle particulière du collège Ste-Marie, on eût pu rencontrer un cortège qui, aujourd'hui, semblerait bien étrange. Précédés d'un détachement en armes de la Compagnie de Bourbon, escortés par un escadron de gendarmerie, sabre au clair, les Magistrats de la Cour Royale, en robe rouge, ayant à leur tête M. le Procureur Général Barbaroux, chef des services judiciaires de la Colonie et M. le Président Mouginet, après avoir assisté à la messe rouge, messe du St-Esprit, se rendaient solennellement rue du Conseil, aujourd'hui rue Juliette Dodu, pour recevoir de M. Bazoche, Gouverneur, le nouveau Palais de Justice. C'était à l'époque, une vaste et magnifique demeure particulière, aux murs blancs, décorée par intervalles, de riches boiseries extérieures, protégée par un massif de tamariniers vénérables. A l'audience solennelle d'inauguration, où se pressaient de nombreux invités, M. le Président Mouginet évoqua en ces termes le palais : « Edifié d'abord par un honorable habitant de cette colonie qui, dans sa somptuosité de père de famille élevait, sans le savoir, un sanctuaire à la Justice, dont lui-même fut un si digne organe, aucune des améliorations nécessaires, dans la distribution et l'appropriation qui ont eu lieu pour chaque service, n'a été négligée, et jusqu'au renouvellement presque entier du mobilier, tout atteste qu'on a voulu que l'éclat de ce Palais réponde à la dignité de sa désignation ».

Bâtie en 1826 par M. le Procureur Général Gillot de l'Etang, déjà propriétaire d'un riche domaine à la Rivière des Pluies, cette magnifique résidence fut l'objet de traditions successives. La chronique libertine prétend même qu'elle fut un instant une « folie » au sens de la Régence, mais rien, dans les ouvrages pourtant nombreux à la Réunion, rien, croyez-moi, ne permet de l'affirmer. Mais ce qui est certain, c'est qu'en novembre 1836, Mme Granier l'acquit de M. Testard, dernier propriétaire, pour y transporter le pensionnat de jeunes filles qu'elle tenait dans la maison Ferry, entre les rues du Grand-Chemin (aujourd'hui Maréchal Leclerc) et de St-Denis (Félix Guyon).

L'édifice coûta 144 728 francs et son adaptation à sa nouvelle destination 33 000. Ce n'est qu'après de longues négociations que les magistrats avaient pu enfin être logés dignement. Le rapporteur au Conseil colonial, M. Ferry, était farouchement hostile au projet de translation, qui consistait à mettre le Palais sur ce qui était les hauts de St-Denis et les obligeait à rompre avec leurs habitudes et les facilités qu'ils trouvaient en restant près du Barachois. Le tribunal fut du même avis. Les

magistrats d'alors allèrent jusqu'à avancer des motifs d'économie pour continuer à se complaire dans leur routine au cadre éculé. Manifestation d'une certaine paresse d'esprit qui se cachait sous un prétexte d'indépendance. Puissent de tels réflexes avoir totalement disparu. Il fallut toute l'autorité du Gouverneur et toute l'opiniâtreté de mon prédécesseur pour obtenir un vote favorable. Au Procureur général Barbaroux, qui arguait de la nature de la construction de l'immeuble Gillot, l'avantage de placer les greffes, dont les archives sont si précieuses, dans des pavillons en pierre, beaucoup moins attaquables par le feu que les étroites cases en bois dans lesquelles ils étaient à l'époque, son adversaire redoutable, M. Ferry, dans la séance du 19 décembre 1840, répliqua : « L'Administration a exprimé la crainte de l'incendie des minutes des jugements, des arrêts et des registres hypothécaires. Cette sollicitude pour la conservation de la fortune et l'honneur des familles est sans doute fort honorable. Mais il ne faut pas exagérer ces appréhensions : le feu prend partout, à des constructions en pierres tout aussi bien qu'à celles en bois. Ne se rappelle-t-on pas l'incendie des bureaux occupés par M. Descombes ? Le feu n'est mis que par malveillance sur les édifices publics, et alors le crime sait vaincre les difficultés provenant des modes de constructions ».

Les discussions se poursuivirent, acharnées, de 1840 au 14 août 1842, date où le Conseil entérina enfin la translation. Malgré son ardeur, M. Ferry dut s'avouer vaincu, mais gageons, après ce que nous venons de lire, que si l'incendie allumé au Palais dans la nuit du 4 au 5 décembre 1958 est dû à une main criminelle, son âme torturée a dû s'apaiser. Sa prophétie, qui ressemblait à un sort jeté, venait de se réaliser. Ce n'est que le 19 juillet 1963, que l'information ouverte cinq ans plus tôt, du chef d'incendie volontaire, a été close par un non-lieu.

Les justices de paix

Nous terminons l'étude de cette période par l'organisation des justices de paix qui, elle aussi, avait fait l'objet des soins attentifs du Pouvoir Royal.

Une loi du 25 et 6 juin 1838 avait fixé la compétence *ratione materiae* de ces juridictions pour la Métropole.

Le Roi demanda au Ministre des Colonies de lui faire rapport sur la constitution des justices de paix dans les colonies. Le régime de l'esclavage résultant de la

loi du 18 juillet 1845 soumettait un plus grand nombre de justiciables à l'activité de celles-ci.

Les gouverneurs firent leurs rapports et l'administration centrale s'est empressée d'en communiquer la teneur aux délégués des colonies qui devaient fournir leur avis préalable.

Hasard de l'histoire, esprit civique plus développé, moins de problèmes d'éthique ou de conscience à régler, les délégués de Bourbon, parfaitement édifiés sur les besoins et convenances qui dérivent des localités, ont adhéré aux propositions délibérées par le Conseil de la colonie (à quelques détails près et reconnus fondés par le Ministre).

Les rapports des Antilles se firent attendre plus longtemps ; selon le Ministre « cela paraissait souffrir quelques difficultés ».

C'est pourquoi le Ministre proposa au Roi, sans plus attendre, de légiférer immédiatement pour Bourbon et d'augmenter le nombre des justices de paix auxquelles il entendait confier des missions auxiliaires, telles que celles des visites d'habitation et tournées de patronage jusqu'ici effectuées exclusivement par les officiers du Parquet...

Quant aux Antilles et à la Guyane... l'on verrait plus tard...

Le Roi prit donc une ordonnance le 23 août 1846 :

Article 1er : Le nombre des justices de paix de la colonie de Bourbon est porté de six à huit :

Pour l'arrondissement de St-Denis :

St-Denis (comprenant sa banlieue)

Ste-Suzanne (comprenant Ste-Marie)

St-André (comprenant Salazie)

St-Benoît (comprenant Ste-Rose)

Pour l'arrondissement de St-Paul :

St-Paul (comprenant la Possession)

St-Louis (comprenant St-Leu)

St-Pierre (comprenant sa banlieue)

St-Joseph (comprenant St-Philippe)

Article 2 : Les juges de paix sont appelés à concourir aux tournées et aux inspections prescrites pour le patronage des esclaves par ordonnance du 5 janvier 1840 ; ils participeront à ce service en exécution et dans la limite des délégations spéciales qui leur seront respectivement données par le procureur général a, nom de celui-ci par le Procureur du Roi.

Cette ordonnance était promulguée dans la Colonie par arrêté du 25 février 1847.

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 11

Droit et esclavage

La marche vers l'émancipation

[Retour à la table des matières](#)

L'ordonnance du 5 janvier 1840 a eu pour effet, selon des auteurs de l'époque, en établissant un antagonisme incessant entre le maître et l'esclave de détruire le prestige de la puissance dominicale.

En fait elle préparait la loi du 18 juillet 1845 sur l'Emancipation et mieux encore celle du 27 avril 1848 qui abolira purement et simplement l'esclavage.

Il est bon toutefois d'effectuer un léger retour en arrière.

Le traité de paix de 1814 avait restitué Bourbon à la France. Par un article additionnel et par le traité du 20 novembre 1815 la suppression entière et définitive de la traite fut stipulée : l'ordonnance du 25 avril 1827 consacrera la suppression de la traite.

On a accusé la Restauration d'avoir voulu revivifier les colonies par la traite. Ce reproche ne paraît pas fondé. Les procureurs généraux ont activement poursuivi ceux qui faisaient de la traite. Les tableaux officiels le prouvent. Mais il faut toutefois reconnaître que le plus souvent, les condamnations en cette matière n'étaient prononcées que dans les cas de flagrant délit.

Le gouvernement de 1830, poussé par l'opinion publique, par un retour naturel aux idées de 1789, s'attaqua à l'esclavage. La cause de l'émancipation trouva de nombreux partisans.

L'ordonnance royale du 24 février 1831 abrogea les arrêtés coloniaux portant restriction, à l'égard des personnes de couleur libres, de la jouissance des droits civils. La loi du 4 mars 1831 augmenta les pénalités pour fait de traite. Les ordonnances des 1er et 3 août 1831, 12 juillet 1832, 20 avril 1836 et 11 juin 1839 tendaient à faciliter les affranchissements volontaires. Enfin la loi du 24 avril 1832 attribuait la jouissance des droits politiques à tous les affranchis et devenait ainsi une véritable initiation à l'égalité sociale.

Il ne faut pas oublier que l'article 39 des lettres patentes de 1723 concernant les îles de France et de Bourbon précisait que les esclaves étaient des meubles et qu'ainsi l'esclavage était devenu de par la loi le fondement de la société coloniale.

On peut donc mesurer quel pas avait été franchi.

Cependant il y avait dans la colonie encore un bon nombre d'esclaves. Ils seront 60 000 le jour de l'Abolition. Ils échappaient à la justice royale quand il n'y avait point de crime et ressortaient essentiellement de la justice du maître qui pouvait les déférer à la justice. Ils avaient cependant le droit de porter plainte contre ceux-ci à raison de la non-application des ordonnances et règlements pris en leur faveur.

Mais si la plainte n'était pas fondée, châtiment était prononcé contre l'esclave.

Les rapports d'inspection

L'ordonnance du 5 janvier 1840 allait permettre aux magistrats du Parquet puis aux juges de paix, à partir de 1845, de contrôler en détail tous les aspects de la vie des esclaves.

L'étude des archives départementales permet de constater que les inspections d'une même habitation avaient lieu environ tous les trois mois. Celles-ci dureront jusqu'en 1848.

Les rapports d'inspection étaient établis à l'aide de formulaires imprimés en Métropole. Le magistrat inspecteur était tenu de vérifier et de répondre aux questions posées. Six grandes rubriques étaient prévues.

La première rubrique concernait la nourriture et les vêtements. Le rapport devait fournir des renseignements sur :

- Le nombre d'esclaves qui recevait en nature la ration réglementaire.
- La conformité de la distribution de vivres.
- Les réclamations dont aurait fait l'objet la distribution de vivres.
- Le nombre d'esclaves qui bénéficiaient d'un jour par semaine et l'utilisation qu'ils en faisaient.
- Le nombre d'esclaves privés de leur journée hebdomadaire par le juge de paix, à la demande de leur maître.
- La distribution de vêtements et l'état de ces vêtements.

La deuxième rubrique concernait les soins en santé et maladie et les hôpitaux. Le rapport devait fournir des renseignements sur :

- Le nombre d'esclaves traités ou malades depuis la dernière tournée d'inspection.
- Le nombre d'esclaves soignés à la maison du maître, dans les cases et à l'hôpital.
- La conformité du mobilier et de l'équipement des salles des hôpitaux.
- Le nombre de visites du médecin depuis la dernière inspection.
- Le nombre d'esclaves infirmes ou âgés abandonnés par le maître et que l'Administration aurait à recueillir.

La troisième rubrique concernait les cases et les jardins. Les renseignements devaient être fournis sur :

- Le respect des ordonnances et règlements sur le logement et mobilier que le maître devait fournir.
- Le nombre de cases, leur état, leur situation.
- Les jardins, leur surface, leur état, leur production et leur mode d'exploitation (individuelle ou collective).
- Les espèces et le nombre d'animaux domestiques.

Le travail était l'objet de la quatrième rubrique.

Les renseignements du rapport portaient sur :

- La durée du travail ordinaire et du travail extraordinaire.
- Le nombre de travailleurs employés.
- Le nombre d'esclaves loués en dehors de l'habitation.
- Le nombre de créoles libres loués pour les travaux d'habitation.
- Le nombre d'immigrants employés.
- Le nombre d'esclaves de l'habitant louant un service aux heures disponibles.
- Le taux des salaires.
- Le nombre d'esclaves exempts de travail pour cause d'âge, d'infirmité, de grossesse.
- Le nombre d'enfants, de vieillards malades, infirmes et invalides.
- La nature des travaux du dimanche et leur nombre.

La cinquième rubrique concernait le régime disciplinaire. Le rapport devait fournir des renseignements sur :

- Le nombre d'esclaves punis par le maître depuis la dernière inspection.
- Les causes et la nature des punitions infligées.
- La conformité de la salle de police de l'habitation.
- Le nombre d'esclaves marrons.
- Le nombre de plaintes portées par les esclaves contre les maîtres et leur résultat.

La sixième rubrique enfin concernait l'instruction religieuse. Le rapport devait fournir des renseignements sur :

- Les moments de prière.
- Le nombre d'esclaves qui assistent les dimanches et jours de fête aux offices et instructions religieuses.
- La fréquentation du catéchisme par les esclaves filles et femmes.

Surveillance d'une justice privée, inspection du travail avant la lettre, substitués et juges de paix exerçaient un travail que peu de chefs d'entreprise du 20ème siècle accepteraient de voir s'établir dans leur entreprise à l'heure actuelle.

M. Massot, substitut général qui devait terminer sa carrière de magistrat en qualité de procureur général chef du service judiciaire de la Réunion, fut l'un des rédacteurs d'un des rapports de patronage.

À la date du 6 janvier 1847 il s'exprimait ainsi :

La prenant, il y a six mois, la direction du Parquet du Tribunal de première instance de St-Denis, mon attention se porta tout d'abord sur la partie la plus importante et la plus difficile de mon service : je veux parler du patronage des esclaves.

Arrivé dans la colonie à un âge où les idées de l'homme sont à peu près arrêtées sur toutes choses, j'ai eu la satisfaction de n'avoir à revenir sur aucune des convictions que j'avais apportées d'Europe en matière d'esclavage : la pratique des hommes et des choses, l'année que j'ai passée dans les fonctions de juge d'instruction m'ont initié à beaucoup de détails que j'ignorais et dans lesquels il est indispensable de pénétrer pour se faire une juste idée de l'esclavage...

Le spectacle d'un ordre de chose nouveau pour moi, l'initiation des faits que l'aspect général du pays ne laisserait pas deviner à l'observateur superficiel ont fortifié une conviction déjà ancienne dans mon esprit, à savoir que quelque mitigé que l'esclavage puisse être à Bourbon et sans doute ailleurs pour l'adoucissement progressif des mœurs et aussi pour l'intérêt du Maître, les améliorations n'existent guère qu'à la surface, qu'en un mot l'esclavage est toujours l'esclavage...

La durée du travail, la distribution, la répartition suivant les forces de chacun constituent un des points les plus importants du patronage ; c'est là que doit se diriger principalement notre surveillance de tous les jours...

J'ai trouvé le régime disciplinaire dans l'état constaté par les dernières tournées de patronage : le fouet, abandonné sur quelques habitations, est, quoiqu'on puisse en dire, d'un usage général ; les propriétaires en font le fondement de leur discipline et proclament hautement que c'est le seul et unique moyen d'obtenir du travail.

Les fers étaient aussi d'un usage général... Depuis la promulgation de l'ordonnance du 4 juin 1846, je les ai fait enlever partout où j'en ai rencontrés. Ils ont maintenant disparu...

Les faits de maîtres à esclaves se passent presque tous dans l'intérieur de la famille de l'habitation hors la vue de tous témoins de condition libre ; les esclaves seuls pouvaient éclaircir la justice. Or l'article 322 du code d'instruction criminelle autorise seulement l'audition des esclaves à titre de renseignement pour ou contre leur maître dans les matières de grand criminel. Pourquoi ne pas étendre cette disposition aux matières de simple police et de police correctionnelle alors qu'il s'agit devant ces juridictions de peines beaucoup moins sévères que celles qui sont dans le domaine des Cours d'Assises...

Nous sommes à une époque de transformation et de rénovation progressive : les moyens d'actions que nous sommes chargé de mettre en oeuvre contrarient des habitudes acquises et intéressées, froissent des intérêts importants, et l'autorité des chefs de Parquet de l'instance n'est pas de trop pour réprimer la mauvaise volonté, stimuler l'indifférence, et assurer à l'esclave la somme de protection et de bien être à laquelle il a droit comme homme et comme travailleur.

Cet épais rapport dont nous avons extrait quelques passages se termine ainsi :

Je fais entendre ici le cri de tous les magistrats du Parquet. Puisse-t-il être entendu et compris.

Nous avons voulu souligner le rôle éminent qu'avaient pris les magistrats dans l'acheminement vers l'abolition de l'esclavage.

En effet ces rapports étaient expédiés régulièrement en Métropole. Le pouvoir central pouvait suivre l'évolution. Et sur place, la tracasserie des tournées limitait les abus.

La promulgation des droits civils

Dans le même trait de temps la loi du 24 avril 1833 concernant l'exercice des droits civils avait été promulguée :

Article : Toute personne née libre ou ayant acquis légalement la liberté jouit, dans les colonies françaises : 1° des droits civils, 2° des droits politiques, sous les conditions prescrites par les lois.

Article 2 : Sont abrogés toutes dispositions de lois, édits, déclarations du roi, ordonnances royales ou autres actes contraires à la présente loi, et notamment toutes restrictions ou exclusions qui avaient été prononcées, quant à l'exercice des droits civils et des droits politiques à l'égard des hommes de couleur libres et des affranchis.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des pairs, et par celle des députés, et sanctionnée par nous aujourd'hui, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Donnons en mandement à nos cours et tribunaux, préfets, corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder,

observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

L'article avait donné lieu aux observations suivantes

La commission, a dit M. le rapporteur de la chambre des députés, s'est informée avec scrupule du sens et de l'étendue des restrictions que le Gouvernement peut donner à cette acquisition, à cette constatation de la liberté. Aussi longtemps qu'il existera des esclaves dans les colonies, l'homme libre, pour exercer ses droits de citoyen, aura besoin d'un acte légal qui constate sa liberté. S'il est né libre, ce sera son acte de naissance, s'il est né affranchi, ce sera son acte d'affranchissement, inscrit sur les registres de l'état civil. Avant la révolution de juillet 1830, tout homme de couleur qui ne pouvait pas prouver son affranchissement était réputé non libre. Aujourd'hui, l'homme libre de fait est appelé par l'autorité publique à faire constater légalement son état d'homme libre : état dont il ne peut être privé que par preuves contraires, soumises au prononcé de l'autorité judiciaire. (Moniteur, 5 avril 1833).

La situation successorale sera fixée en 1845. L'enfant naturel (homme de couleur) qui a été reconnu par son père (de population blanche) en France, lieu d'ouverture de la succession de ce dernier, a qualité pour réclamer la portion de biens en dépendant qui seraient situés à Bourbon. On ne saurait lui opposer un défaut de capacité résultant des articles 67 et 68, etc.... de l'arrêté supplémentaire au Code civil du 1er brumaire an XIV, qui prohibe toute libéralité entre les personnes de la population blanche et celle de couleur libre.

Dans tous les cas, les dispositions de ces articles ne sont pas applicables aux hommes de couleur de la colonie qui ont fixé leur domicile en France.

Le fidéicomis peut être constaté par la preuve testimoniale et même par des présomptions graves, précises et concordantes.

L'affaire Gallibert

Une affaire, opposant un enfant naturel à deux mandataires choisis par son père, va faire jurisprudence en matière de situation successorale. Son importance est telle qu'elle mérite d'être reprise intégralement

Antoine Gallibert, C Dorge et Chauvet,

Faits : Le sieur Antoine Gallibert, ancien commerçant à St-Paul, est parti pour la France le 4 avril 1825, laissant pour ses mandataires, à Bourbon, les sieurs Dorge et Chauvet, et n'emportant avec lui qu'une partie de sa fortune.

Après son départ, ses mandataires vendirent tous les biens qu'il possédait à Bourbon.

Le 30 septembre 1826, un an environ après son départ de la Colonie, le sieur Gallibert mourut à Marseille n'ayant ni ascendants ni descendants, ni frères, ni sœurs, et laissant seulement pour héritier un enfant naturel, reconnu, appartenant à la population de couleur, nommé Joseph Casimir-Antoine Gallibert. Ce dernier qui avait accompagné son père, recueillit en France la portion de biens qui lui revenait en vertu des articles 756 et 757 du Code Civil ; ce fait est constaté par divers actes authentiques produits au procès.

Ultérieurement, en 1844, le sieur Antoine Gallibert fils, vint à Bourbon et demandant compte aux sieurs Dorge et Chauvet du mandant qui leur avait été laissé par son père.

À cette demande, les sieurs Dorge et Chauvet opposèrent un testament olographe, par lequel le sieur Gallibert père, leur léguait la totalité des biens situés à Bourbon, et qui leur appartiendrait le jour de son décès.

Le sieur Gallibert porta alors en justice sa demande en reddition de comptes ; et comme les mandataires de son père persistaient à lui opposer le testa-

ment sus-relaté il soutint que l'institution d'hérédité n'était pas sérieuse, et que le testament contenait un fidéicomis déguisé, fait en fraude de la loi *.

Les sieurs Dorge et Chauve prétendirent d'abord que le sieur Gallibert était sans droit ni qualité, aux termes des articles 67 et 68 de l'arrêté du général Decaen, du premier brumaire an quatorze, pour prétendre à la succession par lui réclamée ; en second lieu, que le testament était sérieux, et qu'il ne renfermait pas un fidéicomis.

Enfin le sieur Gallibert demanda au tribunal des dommages-intérêts pour réparation du dommage à lui causé par suite d'une qualification injurieuse que les sieurs Dorge et Chauvet lui avaient donnée dans leurs conclusions, dont l'intitulé était ainsi conçu :

Pour les sieurs Dorge et Chauvet, contre le nommé Antoine, se disant le naturel de Gallibert :

Jugement du tribunal civil de première instance de St-Paul MM Aubert, juge royal et procureur du Roi.

Du 29 août 1844

Le tribunal, sur l'incident élevé à l'audience par la partie de Me Jules Hoarau,

Attendu que la qualification de nommé donnée par Me Le Sueur à Antoine Gallibert, dans ses conclusions, signifiées, n'a rien d'injurieux en soi ; que seulement elle servait, dans un autre ordre de choses à établir la différence des deux populations ; que d'ailleurs l'avocat a déclaré à l'audience que son intention n'avait jamais été de blesser le dit Antoine Gallibert, que dès lors il ne saurait être dû des dommages-intérêts à ce dernier pour raison de cette prétendue injure ;

Attendu néanmoins que depuis la confusion des deux populations il est défendu de donner dans les actes publics la qualification de nommé à toute per-

* Le droit colonial, ainsi qu'on le sait, aux libéralités entre les deux populations Ainsi le demandeur prétendait-il que son père, ne pouvant lui transmettre directement sa succession, avait secrètement chargé ses mandataires de recueillir ses biens pour en faire la remise à son fils.

sonne libre, que par conséquent cette qualification donnée à Antoine Gallibert dans les conclusions, doit disparaître du procès ;

Au fond : attendu que Antoine Gallibert est né à Bourbon qu'il appartient à la population alors dite de couleur ; que l'acte de reconnaissance faite en sa faveur par son père naturel n'a jamais pu avoir pour effet de le soustraire aux dispositions des lois locales, qui régissent les rapports des diverses populations coloniales entre elles ;

Attendu que l'arrêté du capitaine général Decaen en date du premier brumaire an XIV, prohibe toute libéralité d'un blanc en faveur d'un individu appartenant à la population de couleur ;

Attendu que le sieur Gallibert père est décédé à Marseille le 30 septembre 1926 ; que c'est à cette époque que la succession s'est ouverte et que la position de tous ceux qui y prétendent droit, s'est trouvée irrévocablement fixée ;

Attendu que si depuis 1830 l'incapacité d'Antoine Gallibert a entièrement disparu par la promulgation dans la Colonie des lois et ordonnances qui ont opéré la fusion des deux populations, toujours est-il bien constant que lors de l'ouverture de la succession qu'il réclame, il était par l'arrêté précité incapable de recueillir ;

Attendu que le défaut de qualité du demandeur une fois établi, ainsi qu'il vient de l'être, il est désormais superflu d'entrer dans l'examen de la discussion des autres questions du procès.

Par ces motifs, le tribunal après en avoir délibéré ; faisant droit sur les conclusions respectives des parties, tant sur l'incident qu'au fond :

Ordonnons que la qualification de nommé, donnée à Antoine Gallibert dans les conclusions, à lui signifiées le 24 août 1844, sera biffée sur l'original et sur la copie ;

Déclare Antoine Gallibert sans qualité pour recueillir à Bourbon la succession de Gallibert père, en conséquence le déboute de toutes ses fonctions, fins et conclusions contre Cbauvet et Dorge et le condamne aux dépens.

Le sieur Gallibert a immédiatement interjeté appel de ce jugement.

La Cour Royale de Bourbon : MM Monginet, président, et Jules Gestin, 1^{er} substitut du procureur général rendit l'arrêt suivant le 27 décembre 1845 :

La Cour, attendu que feu Antoine Gallibert, d'origine française, après avoir longtemps exercé l'état de commerçant à l'Ile Bourbon, est reparti pour la France au mois d'avril 1825 , avec l'intention d'y rester et de vivre sous la loi française ;

Attendu que le premier acte d'Antoine Gallibert, en arrivant en France, fut la reconnaissance qu'il fit, à Bordeaux, par acte authentique du 13 septembre 1825, d'un enfant naturel de l'âge de sept ans qu'il avait emmené avec lui, et qu'il avait eu de la cohabitation avec la nommée Grâce de l'Ile Bourbon, et auquel il entendait donner son nom et tous les droits attachés à la qualité d'enfant naturel ;

Attendu qu'Antoine Gallibert étant décédé à Marseille au mois de Septembre 1826, il fut nommé un tuteur à Antoine Gallibert, son fils reconnu, qui après l'accomplissement des formalités de la loi, figura avec les héritiers légitimes du défunt dans le partage qui eut lieu des biens laissés en France par son père naturel, et obtint pour sa part les trois quarts de ces biens, conformément à l'article 757 du Code Civil ;

Attendu que les efforts du tuteur d'Antoine Gallibert pour obtenir les biens délaissés à Bourbon par son père décédé, étant demeurés infructueux, ce n'est qu'au mois de juillet 1844, qu' Antoine Gallibert introduisit une demande en compte de ses biens contre les sieurs Philibert Chauvet et Emile Dorge, l'un notaire et l'autre négociant à St-Paul, auxquels feu Antoine Gallibert père, avant son départ de Bourbon, avait fait un testament olographe, qu'Antoine Gallibert fils ne considérait que comme fidéicommiss, et auxquels aussi et en même temps, par acte notarié du même jour que le testament, feu Gallibert avait ordonné mandat de gérer et administrer les mêmes biens par lui laissés à l'Ile Bourbon ;

Attendu que Chauvet et Dorge ont soutenu Gallibert sans titre et sans qualité pour les actionner et subsidiairement l'ont déclaré non recevable et en tout cas mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions et que ces conclusions ont été accueillies par les premiers juges en s'appuyant sur ce que Antoi-

ne Gallibert fils, né à Bourbon et appartenant à la population de couleur, l'arrêté du capitaine général Decaen du premier brumaire an XIV, proscrivait toute libéralité d'un blanc en faveur d'un individu appartenant à la population de couleur ;

Attendu que la décision des premiers juges ne pourrait se soutenir, que s'il était vrai que l'arrêté du général Decaen précité dût continuer de régir les colons qui sortent de la Colonie pour aller se réintégrer sur le sol français et se replacer sous la loi commune à tous les individus d'origine française ; qu'évidemment quant à Antoine Gallibert père, par son retour en France, il s'est trouvé rétabli dans la jouissance de tous les droits civils attachés à la qualité de français auxquels il n'a jamais renoncé, bien que certains de ces droits aient pu se trouver suspendus pendant son séjour dans la Colonie ; et quant à l'enfant naturel d'Antoine Gallibert, il est évident aussi qu'à son entrée en France, il s'est trouvé régi par la maxime de l'ancien droit public français sanctionné par la loi du 28 septembre 1791, portant, que tout individu est libre, aussitôt qu'il est entré en France, et que tout homme, de quelque couleur qu'il soit, jouit en France de tous les droits de citoyen, s'il a les qualités prescrites par la constitution pour les exercer ;

Attendu qu'il ne saurait être douteux qu'en conduisant son fils en France, Gallibert entendait ne se conformer qu'aux lois qui lui assuraient la liberté, et non à celles qui avaient tracé les formalités à prendre par les maîtres pour ramener de France leurs esclaves dans la Colonie, sans changement d'état.

Attendu que le droit de reconnaître son enfant naturel en France n'étant pas contesté à Gallibert père, il faut bien admettre les conséquences qui en résultent au profit de l'enfant reconnu que vouloir la reconnaissance sans l'hérédité, c'est admettre le principal sans les accessoires ;

Attendu que l'ouverture de la succession de feu Gallibert a eu lieu à Marseille, lieu de son domicile ;

Attendu que le statut réel qui défend, à Bourbon, les libéralités des blancs au profit des gens de couleur affranchis, n'a été créé que pour Bourbon et qu'il n'est applicable qu'à ceux qui habitent la colonie ;

Attendu que les motifs de prohibition de l'arrêté du capitaine général De-caen, qui tendait à prévenir la confusion des races et à conserver entre elles la hiérarchie nécessaire au maintien de la société coloniale, cesse d'exister à l'égard des colons qui ont cessé d'habiter la Colonie ; que, pour ceux-ci, ils sont incontestablement sortis du régime exceptionnel sous lequel ils vivaient pour jouir de tous les droits attachés à la qualité de Français ;

Attendu que, sans qu'il soit besoin d'examiner si l'individu devenu libre, par son entrée sur le sol français, est affranchi différemment, ou de la même manière que l'esclave qui a reçu la liberté dans la Colonie, il suffit de dire qu'établi en France, la loi française en le rendant libre, le soustrait à toutes les prohibitions attachées par la loi coloniale à son premier état ; que supposer qu'alors il n'a pas cessé de conserver l'empreinte du statut colonial, c'est donner à une loi d'exception plus d'autorité qu'à la loi générale, c'est intervertir, pour certains colons devenus Français, l'ordre de succéder, c'est mettre en état d'hostilité la loi coloniale et la loi française ;

Attendu que l'argument tiré de la facilité pour l'esclave d'éluder la loi coloniale en venant en France doit rester sans force, puisqu'il appartient toujours à la prudence des magistrats d'apprécier à sa juste valeur la position des individus qui réclament les droits d'homme libre, et de déjouer les manœuvres qu'ils auraient pu employer pour se soustraire aux dispositions de la loi coloniale et tromper la justice ;

Attendu qu'il répugne d'admettre que Gallibert fils, soit qu'il ait été affranchi à Bourbon, soit qu'il l'ait été en arrivant en France, ait dû rester indéfiniment, quoique vivant sous la loi française, sous le coup des prohibitions qui le frapperaient à Bourbon ; qu'évidemment tous les actes interdits aux hommes de couleur, même libres dans les colonies, tels que le mariage entre personnes de condition libre, la reconnaissance d'enfants naturels entre personnes de condition différente, deviennent permis en France, où les prohibitions coloniales, qui font exception à la loi commune, cessent d'avoir effet ;

Attendu que Gallibert fils a le droit, comme tout Français, de posséder des biens à Bourbon et, par conséquent, de recueillir ceux que son père a pu laisser ;

Attendu qu'évidemment le testament fait par Gallibert père au profit de Chauvet et Dorge n'est qu'un fidéicommis au profit de son fils ; que cela résulte de la nature des relations qui existaient entre lui et les légataires ; des dispositions du testament par lesquelles il donne d'abord à deux tout ce qui lui appartiendra à Bourbon au jour de son décès, puis à un seul en cas de mort de l'autre, et nomme exécuteur testamentaire Vallon Jullienne, que la confiance publique avait déjà plusieurs fois appelé à des actes de cette nature ; que le fidéicommis résulte aussi de la procuration donnée le jour même aux légataires de gérer et administrer les mêmes biens de Bourbon ; des instructions à eux données ensuite, et qui ont été en partie exécutées par les mandataires, d'affranchir certains esclaves, de vendre tout ce qu'avait Gallibert à Bourbon, d'en faire le paiement à courte échéance, et de s'en servir selon leurs besoins ; qu'il n'est pas jusqu'à l'absence totale des lettres des légataires et mandataires dans les papiers de la succession, dont on ne puisse tirer les présomptions à l'appui du fideicommis qu'on voit enfin que le mode de disposition employé par Gallibert ne venait que de l'embarras où il se trouvait pour parvenir à régulariser la position de son enfant ;

Que ce sont précisément les précautions minutieuses qu'il prend, les efforts qu'il fait pour lui assurer un état, une bonne éducation, et une position élevée dans le monde, qui font induire qu'il n'a jamais eu l'intention de s'en détacher de sa fortune au préjudice de son fils, en faveur de qui que ce soit ; que cela résulte surtout de sa correspondance ou respire une sollicitude toute paternelle pour l'appelant ;

Attendu que le fidéicommis est une œuvre de vol et de fraude à la loi, qui peut être établi par la preuve testimoniale, ou par les présomptions graves, précises et concordantes et telles qu'elles se présentent dans la cause ;

Attendu qu'à l'époque de la confection du testament, Gallibert fils était incapable de recevoir même à Bourbon ; mais que la capacité de recueillir la succession de son père décédé en 1826, et résultant de son domicile en France et de sa reconnaissance comme enfant naturel, l'a ensuite autorisé à demander compte à ceux qui n'étaient que les dépositaires de ses biens à Bourbon ;

Attendu que quand il serait vrai que frappé par un statut personnel ou réel, Gallibert ait pu être dans l'origine sans droit dans son action contre Chauvet et

Dorge, il a aujourd'hui qualité pour réclamer en vertu des lois rendues depuis 1830, par lesquelles les personnes de couleur affranchies ont été investies de tous les droits civils et aucun héritier apparent, n'ayant appréhendé la succession de feu Gallibert, Dorge et Chauvet sont sans qualité pour repousser l'action de Gallibert fils ; que le principe de la liberté a un effet rétroactif qui permet à Gallibert de saisir la succession de son père là où elle se trouve, et, par conséquent, de prouver à ceux qui la détiennent illégalement qu'ils n'en sont que les dépositaires ;

Attendu que la qualification de nommé, employée dans les conclusions et dont s'est plaint l'appelant, n'a rien d'injurieux en soi, qu'elle est seulement inconvenante à l'égard d'une personne.

Attendu qu'il y a eu conclusions posées, et que le fond est en état de recevoir une décision définitive ;

Par ces motifs :

La Cour dit qu'il a mal jugé par le jugement contradictoire du 29 août 1844 ; bien appelé à celui, met l'appellation et ce dont est appel au néant, réformant, évoquant le fond et statuant au principal, dit que Gallibert a qualité pour intenter l'action contre Chauvet et Dorge ;

Déclare nul et de nul effet comme n'étant qu'un fidéicommis le testament olographe du 22 mars 1825.

Ordonne, en conséquence, que Dorge et Chauvet seront tenus de rendre à l'appelant dans le délai d'un mois, à partir de la signification du présent arrêt, de la gestion et administration qu'ils ont eues des biens du sieur Antoine Gallibert père décédé ainsi que du produit des ventes faites avant la mort de Gallibert père ; sinon et faute par eux de ce faire, et qu'ils y seront contraints par toutes les voies de droit ;

Déclare Gallibert non recevable et mal fondé dans sa demande en dommages-intérêts, et néanmoins ordonne que la qualification de nommé donnée à Gallibert dans les conclusions à lui signifiées, le 24 août 1844, dont la copie seule est présentée, sera biffée sur l'original et sur la copie, etc..

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 12

Sous la 2^e République et le Second Empire

La magistrature coloniale

[Retour à la table des matières](#)

La République proclamée, le premier texte promulgué fut le décret du 25 février 1848 stipulant que les Tribunaux rendront la justice au nom du peuple français.

Le 23 avril 1848, le titre du Procureur de la République est substitué à celui du Procureur du Roi. Ce décret sera promulgué à la Réunion le 18 octobre 1848.

Enfin les salaires des magistrats et greffier sont réglés par arrêté du président du Conseil chargé du pouvoir exécutif en date du 27 octobre 1848.

Cour d'Appel Réunion :/

Procureur général : sur le pied colonie	15 000F
Chef du service judiciaire : sur le pied métropole	6 000F
Président : sur le pied colonie	9 000F
Président : sur le pied métropole	4 000F
Conseillers : sur le pied colonie	5 000F
Conseillers : sur le pied métropole	2 500F
Conseillers auditeurs : sur le pied colonie	5 000F
Conseillers auditeurs : sur le pied métropole	2 500F
1 ^{er} Substitut du Procureur général : sur le pied colonie	9 000F

1er Substitut du Procureur général : sur le pied métropole	5 000F
2ème Substitut du Procureur général : sur le pied colonie	7 000F
2ème Substitut du Procureur général : sur le pied métropole	3 000F

Tribunaux de Première

Juges	Saint-Denis	9 000 F Métropole	4 000F
Juges	Saint-Paul	7 000 F Métropole	3 500F
Lieutenant de juge	Saint-Denis	6 000 F Métropole	3 000F
Lieutenant de juge	Saint-Paul	5 000 F Métropole	2 500F
Juge auditeur	Saint-Paul	3 000 F Métropole	1 500F
Procureur de la	Saint-Denis	9 000 F Métropole	4 000F
République	Saint-Paul	7 000 F Métropole	3 500F
Substitut	Saint-Denis	4 000 F Métropole	2 000F
Substitut	Saint-Paul	3 500 F Métropole	1 750F
Frais de réparation au Conseiller Président la Cour d'Appel			3 000F

Le souci de la 2e République est d'organiser de la manière la plus parfaite la magistrature coloniale, aussi un arrêté du Président de la République en date du 4 février 1849 règle également le traitement des magistrats intérimaires et pendant leur période de congé.

Un mois plus tard, le 28 mars 1849, le règlement des pensions de retraite et de la parité d'office entre les magistrats coloniaux et les magistrats métropolitains est établi. Le tableau suivant est annexé :

COURS D'APPEL ET TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE

TABLERAU d'assimilation annexé à l'arrêté du président de la République, en date du 28 mars 1849, pour la fixation des pensions de retraite des magistrats coloniaux, par application de l'article 24 de la loi du 18 avril 1831.

La Cour d'Appel

Le 8 août 1849, l'assemblée coloniale adoptait d'urgence la loi relative à l'organisation judiciaire.

Il était stipulé à l'article 3 du titre premier :

Les membres des cours et tribunaux prêteront individuellement le serment suivant :

« en présence de Dieu et devant les hommes, je jure et promets, en mon âme et conscience, de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat. »

Cependant la justice restait soumise à l'autorité administrative puisque les procureurs généraux et les présidents des Cours d'Appel devaient, au terme du décret du 28 septembre 1849, prêter serment entre les mains du Gouverneur.

Forte de tous ces nouveaux textes d'ordre général, la Cour d'Appel de Saint-Denis allait s'organiser et établir son règlement intérieur le 5 mars 1850 :

COURS D'APPEL ET TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE

TABLEAU d'assimilation annexé à l'arrêté du Président de la République, en date du 28 mars 1849, pour la fixation des pensions de retraite des magistrats coloniaux, par application de l'article 24 de la loi du 18 avril 1831.

Désignation des Magistrats coloniaux		Traitement		Désignation des offices de la magistrature métropolitaine où sont assimilés les emplois de la magistrature coloniale	Quotité	Classe
		Colonial	inter-médiaire ou d'Europe			
Cours d'Appel		Fr	fr		fr	
Procureur général	Réunion	15,000	6,000	Procureur général	12,500	3e
Conseillers	Réunion	19,000	4,000	Conseillers	5,000	3e
Conseillers-auditeurs	Réunion	5,000	2,500	Juges d'instruction de première instance	3,000	3e
1ers substituts des Proc. génér.	Réunion	9,000	4,000	Substituts des procureurs généraux	4,500	2e
2e subst. des Proc. génér.	Réunion	7,000	3,500	Substituts des procureurs généraux		3d
Tribunaux de première instance						
Juges présidents	Réunion - St-Denis-St-Paul	9,000	4,000	Président	5,000	4e
Juges présidents	Réunion - St-Paul	7,000	3,500	Président	3,500	6e
Lieutenants de juge	Réunion - St-Denis	6,000	3,000	Juges d'instruction	3,000	4e
Lieutenants de juge	Réunion - St-Paul	5,000	2,500	Juges d'instruction	2,520	5e
Juges-auditeurs	Réunion - St-Denis	3,000	4,500	Substituts du Procureur de la République	1,800	6e
Juges-auditeurs	Réunion - St-Paul	3,000	4,500	Substituts du Procureur de la République		6e
Procureurs de la République	Réunion - St-Denis	9,000	4,000	Procureur de la République	5,000	4e

Désignation des Magistrats coloniaux		Traitement		Désignation des offices de la magistrature métropolitaine où sont assimilés les emplois de la magistrature coloniale	Quotité	Classe
		Colonial	inter-médiaire ou d'Europe			
Procureurs de la République	Réunion - St-Paul	7,000	3,500	Procureur de la République	3,500	6e
Substituts des Procureurs de la Rép	Réunion - St-Denis	4,000	2,000	Substitut du Procureur de la République	2,500	4e
	Réunion - St-Paul	3,500	4,750	Substitut du Procureur de la République	2,500	5e
Greffes - Cours d'Appel						
Greffiers	Réunion	7,000	3,500	Greffiers de Cour d'Appel	3,600	3e
Commis assermentés	Réunion	2,400	1,200	Commis assermentés de trib. de 1re inst.	1,250	4e
Tribunaux de première instance						
Greffiers	Réunion - St-Denis	5,000	2,500	Greffiers	2,400	2e
Greffiers	Réunion - St-Paul	3,000	1,500	Greffiers	1,500	4e
Commis assermentés	Réunion - St-Denis	2,000	1,500	Commis assermentés	1,050	5 ^e
Commis assermentés	Réunion - St-Paul	1,500	750	Commis assermentés	900	6e

JUSTICE DE PAIX

TABLEAU d'assimilation annexé à l'arrêté du Président de la République, en date du 26 mars 1849, pour la fixation des pensions de retraite des juges et greffiers des tribunaux de paix des colonies, par application de l'article 24 de la loi du 18 avril 1831, et pour le règlement de leur traitement intermédiaire ou d'Europe.

Désignations des sièges	Traitement		Désignation des offices de la magistrature métropolitaine où sont assimilés les emplois de la magistrature coloniale		
	colonial	intermédiaire ou d'Europe	Office	Traitement Quotité	Classe
Juges				fr	
REUNION	Fr	Fr			
Saint-Denis	4,000	2,000	Juges de paix	2,160	6e
Saint-Paul	4,000	2,000	Juges de paix	2,160	6e
Saint-Pierre	3,500	1,750	Juges de paix	1,800	8e
Saint-Benoît	3,500	1,750	Juges de paix	1,800	8e
Saint-Louis	3,000	1,500			
Sainte-Suzanne	3,000	1,500	Juges de paix	1,440	9e
Saint-André	3,000	1,500	Juges de paix	1,440	9e
Saint-Joseph	3,000	1,500			
Greffiers					
MARTINIQUE					
Guadeloupe 25 à	2,000	1,000	Greffiers	800	1er
Guyane et Réunion 7 à	1,500	750	Greffiers	800	1er

Approuvé le présent tableau, Paris, le 28 mars 1849

Vu pour l'enregistrement à la Cour d'appel : le Commissaire général de la République, SARDA GARRIGA

Enregistré à la Cour d'Appel le 10 août 1849

Le Président de la République : LOUS NAPOLÉON BONAPARTE

Le Ministre de la marine et des colonies : V. TRACY

Par le Commissaire de la République,

Le Procureur Général, A. MASSOT

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'Appel de l'Ile de la Réunion, séant à Saint-Denis :

L'an mil huit cent cinquante, le mardi 5 mars, à 11 heures du matin, la Cour d'Appel de l'Ile de la Réunion s'est réunie en assemblée générale sur la convocation de son président.

Étaient présents : MM Bellier Villendroy, chevalier de la Légion d'Honneur, président Jules Bédier, Jules Geslin, Ouchard, Goubert, de Montplagua et Ruyneau de St-Georges, ce dernier aussi chevalier de la Légion d'Honneur, conseillers ; Pontet, Debar et Hurtrel, conseillers-auditeurs ; Me Jules Delestac, greffier en chef, tenant la plume.

MM. les membres du Parquet ayant été avertis de la réunion de la Cour, M. Joseph Alexandre Massot, chevalier de la Légion d'Honneur, procureur général de la République, et MM. Préaux Locré et Sully Leiris, ses substituts, sont entrés et ont pris place.

M. le président a déclaré que la réunion de la Cour avait pour objet la modification de son règlement par suite de la proposition faite par M. le procureur général d'abroger le 3^{ème} paragraphe de l'article 10 du règlement délibéré le 28 décembre 1848, qui fixe à 7 heures du matin l'ouverture des audiences civiles de la Cour pendant les mois de décembre, janvier, février et mars et encore de fixer à nouveau l'heure de l'ouverture de l'audience des criées des Tribunaux de Première Instance, et de régler le service correctionnel pendant les vacances de la Cour.

La Cour, après avoir entendu M. le procureur général et en avoir délibéré, a arrêté ce qui suit :

Article 1er : La Cour tiendra trois audiences par semaine, dont deux seront destinées aux affaires civiles et une à la police correctionnelle.

Ces audiences demeureront fixées comme suit :

Jeudi : Police correctionnelle

Vendredi et samedi : Affaires civiles.

L'audience du vendredi sera toujours consacrée aux affaires sommaires, commerciales ou autres ; à moins qu'en raison de leur urgence, ou de leur importance, il ne soit reconnu convenable de les proroger à l'audience du samedi, sans préjudice des affaires ordinaires dans le cas où celles sommaires laisseraient disponibles tout ou partie de cette audience.

Le premier vendredi de chaque mois, il sera tenu, s'il y a lieu, une audience solennelle.

Article 2 : La Cour pourra, suivant l'état du rôle, l'urgence ou la nature des affaires, accorder une audience extraordinaire pour la plus prompt expédition des affaires civiles, commerciales ou correctionnelles.

Article 3 : La chambre des mises en accusation tiendra ses séances le mercredi et autres jours qui seront jugés nécessaires pour le prompt écoulement des affaires.

Son service sera toujours combiné de manière à ne point gêner ou entraver celui des autres chambres de la Cour.

Article 4 : Les audiences des juges de première instance de St-Denis et de St-Paul demeurent fixées aux lundi, mardi et mercredi de chaque semaine.

Le lundi et le mardi seront consacrés aux audiences civiles et le mercredi aux audiences correctionnelles et commerciales, après lesquelles, s'il y a lieu, le rôle des affaires civiles sera repris et continué.

L'audience des criées aura lieu le mardi.

Article 5 : Le lieutenant déjuge donnera audience le jeudi pour les affaires qui auraient été renvoyées devant lui, pour cause d'empêchement du juge de première instance.

Article 6 : Les audiences qui pourraient être rendues nécessaires en exécution des articles 30 et 54, paragraphe 4, de l'ordonnance du 30 septembre 1827, se tiendront dans le local du tribunal le vendredi et le samedi, à 7 heures du matin, à moins que l'arrêté de nomination ne l'ait autrement réglé

Article 7 : Sont et demeurent indépendantes des fixations qui précèdent, toutes les audiences dont l'indication a été laissée au pouvoir du président, par un texte spécial, ou qui seraient reconnues être la conséquence nécessaire d'une disposition précise de la loi.

Article 8 : La disposition de l'article 2 est commune aux tribunaux de première instance.

Article 9 : Les audiences de toutes les justices de paix de la colonie, celles de St-Denis exceptées, seront au nombre de trois par semaine ; savoir : le lundi pour les affaires civiles et commerciales, le mardi pour les affaires de simple police, et le mercredi pour les affaires de la compétence du jury cantonal.

Le tribunal de paix de St-Denis tiendra quatre audiences par semaine ; savoir : le lundi pour les affaires de la compétence du jury cantonal, les mardi et jeudi pour les affaires civiles et commerciales, et le mercredi pour les affaires de simple police.

L'audience de conciliation se tiendra dans tous les tribunaux de paix, le lundi de huit heures à dix heures du matin, excepté à St-Paul où elle se tiendra le mercredi aux mêmes heures.

Il est loisible aux juges de paix de se transporter sans frais, une fois la semaine, dans les communes autres que celles du chef-lieu de leur canton, à l'effet de tenir dans les mairies des bureaux de conciliation et des conseils de famille.

Article 10 : Toutes les audiences de la Cour, des tribunaux de première instance et des justices de paix, celles des chambres d'accusation et des cours d'assises continueront à s'ouvrir à onze heures du matin.

Néanmoins, les audiences des tribunaux de paix de St-Denis et de St-Paul s'ouvriront à sept heures précises le matin ; à l'exception toutefois des audiences consacrées aux affaires de la compétence des jurys cantonaux, et aux affaires de simple police, qui ne s'ouvriront qu'à onze heures du matin.

Les audiences civiles auront une durée de trois heures au moins.

L'audience de criées, fixée au mardi, s'ouvrira toujours à midi : le rôle des affaires civiles sera révisé et continué, s'il y a lieu, après cette audience.

Il est loisible au président, en se concertant avec le procureur général, d'avancer lors de la fixation du rôle, ou même pendant la session, l'ouverture des audiences des Cours d'Assises, fixées ci-dessus à onze heures.

Il n'est pas dérogé, par cette disposition, au droit du président de fixer l'ouverture des audiences dans les affaires continuées au lendemain ou le jour suivant.

Article 11 : Conformément à l'article 63 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, les assises de St-Denis s'ouvriront le 5 du mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre ;

Celles de St-Paul, le 20 des mois de mars, juin, septembre et décembre.

Article 12 : Les vacances de la Cour et des tribunaux de première instance auront lieu chaque année pendant les mois de septembre et octobre.

Pendant les vacations et pour satisfaire au vœu de l'article 239 de l'ordonnance d'organisation judiciaire, la cour tiendra une audience le deuxième vendredi de chaque mois pour l'édition des affaires civiles et correctionnelles.

Les tribunaux de première instance tiendront une audience le mardi de chaque semaine.

Sauf la faculté, pour la Cour et les tribunaux, d'indiquer aux jours suivants la continuation de ladite audience, soit pour les plaidoiries à entendre, soit pour les décisions à prononcer.

Article 13 : La rentrée de la Cour et des tribunaux aura toujours lieu le premier vendredi de novembre, après la messe du St-Esprit

Article 14 : Sera le présent règlement soumis, à la diligence de M. le procureur général, à l'approbation de M. le commissaire général de la République, conformément à l'article 46 de l'ordonnance du 30 septembre 1827.

Il est d'ailleurs curieux de constater qu'on fasse référence à l'ordonnance de 1827, que l'on transmette à l'agrément du Gouverneur et que ce dernier par arrêté en date du 6 mars 1850 le rende exécutoire.

Cependant les meilleurs rapports existaient entre la justice et le Gouverneur : ce dernier a d'ailleurs réglé dans un arrêté du 7 décembre 1850 les honneurs dus

aux magistrats comparant la Cour d'Assises de l'arrondissement Sous-le-Vent lors de leur arrivée à St-Paul

Nous, Gouverneur de l'Ile de La Réunion

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833

Considérant que rien jusqu'à présent n'a réglé les honneurs dus aux membres de la Cour d'Appel qui se rendent à St-Paul pour y tenir les assises ;

Que cette lacune peut amener des difficultés préjudiciables aux règles de la hiérarchie et au bien du service ;

Sur le rapport du procureur général,

Avons décidé et décidons ce qui suit :

Article 1er : Les magistrats composant la Cour d'Assises de l'arrondissement Sous-le-Vent recevront, à leur arrivée à St-Paul, la visite des membres du tribunal de première instance de cette résidence, et des membres du Parquet du même tribunal.

Ils recevront également la visite des membres du tribunal de paix, ainsi que celles du commissaire d'arrondissement et du commissaire de police.

Ces visites seront faites individuellement.

Elles seront rendues par le président de la Cour d'Assises et par le procureur général.

Elles seront rendues par les conseillers faisant partie de la Cour d'Assises, et par le substitut du procureur général, et cependant la durée de la session.

Le tout sans préjudice de l'exécution de l'article 42 de l'arrêté local du 19 novembre 1841, portant instruction sur le service de la gendarmerie.

Les changements du Second Empire

Le Second Empire succédait à la Deuxième République. Les dénominations allaient changer, en effet, le 2 décembre 1852, Napoléon III prenait le décret suivant :

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut -

Sur le rapport de notre Garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1er : Les Cours d'Appel prendront le titre de Cours Impériales.

Article 2 : Les procureurs généraux près lesdites Cours prendront le titre de procureur général impérial.

Leurs substituts près les tribunaux de première instance porteront le titre de procureur impérial.

Article 3 : Notre Garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice, est chargé, etc..

Le 9 décembre 1852, le Ministre des Colonies s'adressait au gouverneur de la Réunion :

Monsieur le Gouverneur,

Je vous ai notifié, par ma circulaire du 2 décembre, no 529, le décret impérial qui a réglé les dénominations à donner désormais aux Cours d'Appel et aux officiers du ministère public.

Par application de cet acte, l'intention de Sa Majesté est que le juge unique des tribunaux de première instance, qui, d'après les ordonnances d'organisation judiciaire de nos colonies, avait, antérieurement à 1848, le titre de juge royal, prenne à l'avenir celui de juge impérial qui corres-

pond à la dénomination donnée aujourd'hui au chef du parquet du même ressort.

Vous voudrez bien, monsieur le gouverneur, pourvoir à cette disposition et faire enregistrer la présente dépêche à la Cour Impériale.

Recevez, etc...

Ces instructions devinrent rapidement caduques.

En effet un arrêté du 22 août 1853 conféra aux maires ou à leurs adjoints dans les communes qui ne sont pas des chefs-lieux de cantons et dans les sections qui ont un adjoint spécial les attributions dévolues aux juges de paix.

De plus le décret du 14 août 1854 substitua à l'institution des juges de paix celle d'un président et de deux juges. Napoléon III était conscient de la vétusté des institutions régissant la justice Outre-Mer, il s'entoura de conseil. Il reçut notamment le rapport suivant du Ministre des Colonies :

Sire,

L'organisation judiciaire en vigueur à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion date de 1827 et 1828. Les trois colonies ont recueilli d'incontestables avantages du régime établi par les ordonnances de cette époque : la justice civile et la justice répressive ont reçu de ces actes une impulsion et une régularité très profitables aux intérêts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, à l'ordre public et au bien-être des populations coloniales. Le cours du temps ne pouvait cependant manquer de provoquer un examen utile de certaines parties du service judiciaire, qui auraient à réclamer des modifications. Le département de la Marine, saisi à diverses époques, de propositions de cette nature, les a soumises aux délibérations de plusieurs commissions dont j'ai eu à me faire représenter les travaux. J'ai eu notamment à étudier à fond le projet préparé, en 1851, par la commission des affaires coloniales.

Parmi les questions soulevées, quelques unes m'ont paru ne pouvoir aboutir qu'à des solutions négatives ou à un ajournement indéfini, tandis que d'autres impliquaient des améliorations sérieuses, susceptibles de réalisation immédiate.

Dans la première catégorie se trouvent particulièrement les propositions qui tendraient soit à faire participer la magistrature coloniale au principe de l'immovibilité, soit à substituer le jury au système d'asses-

sorat aujourd'hui en vigueur aux colonies pour la justice criminelle, soit enfin à créer des cours criminelles exclusivement composées de magistrats. Je regarde comme préférables pour nos colonies le maintien du régime actuel sur ces deux points essentiels.

J'ai été, au contraire, conduit, par la concordance des avis exprimés de toutes parts, à regarder comme très utile pour les trois colonies intéressées le changement de l'organisation de leurs tribunaux de première instance et de leur juridiction correctionnelle. D'après le système établi par les ordonnances de 1827 et 1828, les tribunaux de premières instances ne se composent que d'un seul juge, assisté de juges auditeurs qui ne prennent point part aux décisions judiciaires, le lieutenant déjuge est exclusivement affecté au service de juge d'instruction.

La juridiction correctionnelle appartient aux Cours Impériales qui siègent au chef-lieu de chaque colonie. De cette organisation, il est résulté d'abord que la confiance des justiciables dans les sentences du juge civil en premier ressort ne s'est jamais qu'imparfaitement établie ; il est arrivé surtout que la répression des délits correctionnels a été lente, laborieuse et dispendieuse, parce que la Cour chargée de statuer se trouvait à une trop grande distance de la plupart des localités où les faits réclamaient l'intervention de la justice. Il y a eu, la plupart du temps, une disproportion choquante entre le peu de gravité des faits livrés à la juridiction correctionnelle et la solennité du tribunal appelé à les juger.

Ces inconvénients sont devenus de plus en plus manifestes depuis que l'abolition de l'esclavage a fait tomber sous l'application de la loi beaucoup de méfaits qui, dans le régime de la servitude, n'étaient la plupart du temps, atteints que par l'arbitraire de la discipline domestique.

En assignant aux tribunaux de première instance des colonies une composition moins restreinte, on réalise le double avantage de donner aux litiges en matière civile un premier degré de juridiction semblable à celui que rencontrent les justiciables dans la métropole, et de ramener la juridiction correctionnelle dans son véritable élément. La répression se trouve ainsi plus près des faits qu'elle doit atteindre ; les faits de justice sont sensiblement amoindris, et cette économie vient se joindre à celle de la réduction numérique des cours et de la suppression des juges auditeurs, en sorte que, malgré la création d'un certain nombre de sièges de juges, cette réforme utile aboutit, en définitive, à un soulagement pour le trésor.

Telles sont, sire, les considérations qui m'ont déterminé, avec l'approbation de Votre Majesté ;

I/ À écarter du projet que j'ai soumis aux délibérations du conseil d'Etat, tout changement de quelque importance en ce qui touche à l'état des magistrats coloniaux et à l'organisation de la justice criminelle ;

2/ À consacrer une nouvelle organisation des tribunaux de première instance et de la juridiction correctionnelle.

Le Conseil d'Etat s'est complètement associé à ces vues, et je viens aujourd'hui, sire, après m'être concerté avec M. le Garde des Sceaux, soumettre à Votre Majesté le projet de décret qui est sorti de cette élaboration et qui, aux termes de l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 sur les colonies, constituera, si Votre Majesté l'accueille, un règlement d'administration publique.

En ce qui concerne l'état des magistrats, le projet n'apporte au régime actuel qu'un léger changement : il rend applicable aux colonies les conditions générales d'aptitude établies en France pour l'admission aux fonctions judiciaires, et fait tomber ainsi quelques exceptions qu'on avait cru, en 1827, devoir apporter à ces règles. Le décret ne prononce pas la même assimilation quant aux conditions d'incompatibilité. L'organisation en vigueur aux colonies ajoute un degré de parenté (celui de cousin germain) à ceux qui, en France, déterminent l'incompatibilité. Je n'ai pas cru pouvoir proposer à Votre Majesté de faire tomber cette restriction, motivée sur la situation particulière de nos colonies, où les liens de famille sont beaucoup plus nombreux et plus étendus que dans nos départements.

La juridiction des juges de paix coloniaux ne peut que gagner à être placée sous le régime de la loi du 25 mai 1838, qui a déterminé en France la compétence et le mode de procéder de ces tribunaux. Le décret réalise cette amélioration tout en maintenant, quant aux sommes qui forment les limites de la compétence, l'échelle plus élevée qu'avait déjà motivée, dans les ordonnances de 1827 et 1828, la différence de valeur des capitaux aux colonies.

Quant aux tribunaux de première instance, le décret substitue à l'institution actuelle d'un juge unique celle d'un président et de deux ou trois juges, suivant l'importance des sièges. Le lieutenant déjuge qui, dans l'organisation en vigueur, remplit uniquement les fonctions de juge d'instruction, disparaît, et le projet attribue l'office des instructions à celui des juges qui sera désigné à cet effet par un décret de l'empereur. Cette composition, avec la faculté d'adjoindre aux juges des juges suppléants, comme en France, paraît devoir suffire aux divers soins qui incombent aux tribunaux de première instance de nos colonies, quelque charge que puisse imposer à ceux d'entre eux qui siègent dans les villes de commerce la juridiction consulaire dont ils sont simultanément investis.

Les Tribunaux de Première Instance sont chargés de connaître en premier ressort de tous les délits dont la peine excède la compétence des juges de paix en matière correctionnelle. J'ai dit plus haut que c'est là la disposition capitale du décret, et j'en ai indiqué les avantages. Je ne

reproduirai pas ici ce que j'ai exposé à cet égard à Votre Majesté au commencement de ce rapport.

La création des tribunaux à trois juges fournit un moyen de replacer aussi les colonies dans le droit commun, dont l'institution d'un juge unique avait exigé qu'on s'écartât pour le mode de procéder à l'égard des mises en accusation.

Le décret contient une disposition particulière depuis longtemps réclamée dans l'intérêt du service judiciaire de la partie française de St-Martin, dépendance située à plus de cinquante lieues de la Guadeloupe. Il confère la juridiction correctionnelle au juge de paix de cette localité, trop peu importante pour comporter un tribunal de première instance. Je n'ai pas besoin d'insister sur les avantages de cette mesure, qui, en faisant cesser des délais très fâcheux dans la répression des délits, épargne en même temps aux justiciables et au gouvernement lui-même les frais qu'entraînait le transport des accusés et des témoins de la Guadeloupe.

Quant au personnel des Cours Impériales, le projet y touche par deux points. Il retranche de chacune des Cours des Antilles un conseiller, et deux conseillers auditeurs de ces mêmes Cours et de celle de la Réunion. Cette réduction est motivée sur l'amoindrissement d'activité qui résultera pour cette partie de la magistrature coloniale du déplacement de la juridiction correctionnelle. Le décret rend, en même temps, permanente la présidence qui, dans le système actuel, n'est conférée à un des conseillers que pour trois ans, sauf renouvellement.

Cette innovation satisfait à l'un des vœux les plus généralement exprimés parmi ceux qui se sont fait entendre sur les diverses réformes à introduire dans l'organisation actuelle. Il y a tout avantage à rendre stable la position du président et à lui donner, ainsi sur sa compagnie, une influence qui lui permet rarement d'acquérir le principe du renouvellement triennal, source de luttes sourdes et de rivalités périodiques. Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette mesure, qui tend à donner une plus grande consistance aux présidents des Cours Impériales de nos colonies, n'emporte aucune exception au principe général de l'amovibilité.

À ces changements, j'étais disposé à proposer à Votre Majesté d'en ajouter un autre que déjà vient de consacrer, pour la Guyane le décret spécial sur l'organisation judiciaire de cette colonie : je veux parler de la modification du rôle respectif des magistrats et des assesseurs dans les affaires de justice criminelle. Aujourd'hui les assesseurs délibèrent en commun avec les magistrats de la Cour d'Assises sur les questions de droit et sur l'application de la peine ou bien que sur la solution des questions de culpabilité. Toutes les opinions semblent d'accord pour faire restreindre, à ce dernier ordre de questions, l'intervention des assesseurs. J'étais donc, je le répète, disposé à proposer à Votre Majesté de consacrer cette réforme par le présent décret, mais j'ai dû m'arrêter,

avec le Conseil d'Etat, devant un scrupule de légalité constitutionnelle. Le sénatus-consulte du 3 mai, en l'organisation judiciaire des colonies dans le domaine des règlements d'administration publique, réserve au Sénat le soin d'effectuer les changements que pourrait réclamer, dans les colonies, la législation criminelle. La mesure dont je viens de parler, étant mixte dans ses effets, est mixte aussi quant à la question de compétence législative. Je ne propose donc pas à l'empereur d'y pourvoir par le règlement d'administration publique aujourd'hui soumis à son approbation. Je me réserve de soumettre à Votre Majesté, avec l'avis du Conseil d'Etat, un projet spécial destiné à être présenté au Sénat lors de sa première réunion.

J'applique la même observation et la même réserve éventuelle à une autre disposition que consacre aussi le décret sur la Guyane (colonie exclusivement soumise au régime des décrets). Il s'agit d'attribuer à la juridiction correctionnelle certains faits de vols qualifiés, aujourd'hui dévolus au jugement des Cours d'Assises. Le Sénat sera saisi, à ce sujet, d'une proposition régulière.

Enfin, et par les motifs que j'ai déjà déposés à Votre Majesté dans mon rapport sur le régime judiciaire de la Guyane, le décret pour les Antilles et la Réunion comprend la faculté générale pour le gouvernement de convertir en journées de travail toutes les amendes non recouvrées dans la quinzaine des premières poursuites : c'est l'extension du principe établi dans le décret du 13 février 1852, en ce qui concerne les amendes prononcées pour infractions aux prescriptions sur le travail colonial.

Cette extension se justifie par les nécessités du recouvrement et la spécialité des populations.

Après cet exposé spécial des dispositions du projet que je sou mets à l'Empereur, je dois présenter ici à Votre Majesté la récapitulation des effets que produiront, au point de vue de la dépense générale du service judiciaire des colonies, les trois actes par lesquels ce service va se trouver ainsi constitué sur des bases nouvelles.

En réunissant tout ce qui s'applique au Sénégal et à la Guyane, à ce que je viens d'exposer quant aux Antilles et à la Réunion, il y aura suppression de 34 sièges et création de 10 sièges d'une autre sorte.

La réorganisation judiciaire du Sénégal produira une économie de	18,000F
Celle de la Guyane donne une réduction de dépense de	56,000F
Les changements que le présent décret apporte à l'organisation des Antilles et de la Réunion aboutissant à	47,500 F

une diminution de

C'est donc, sur l'ensemble du personnel, une réduction de 121,500F. A cette économie s'en ajoutera une autre, par suite de diminution des frais de justice criminelle, et je dois pouvoir l'évaluer à environ 75,000 F.

L'économie totale à inscrire au budget de 1856 sera donc de 196,500 F. Je me réserve d'observer la marche et les effets de ces organisations nouvelles, et je rechercherai, avec le concours éclairé de MM. les gouverneurs, les nouvelles réformes que pourrait encore comporter, par la suite, cette partie du service colonial. Nous devons reconnaître toute l'importance que présente, pour les intérêts métropolitains eux-mêmes, une sérieuse organisation de la justice aux colonies ; mais je crois que son efficacité est moins attachée à sa composition numérique qu'au choix scrupuleux de son personnel et à la simplification des lois et règlements en vigueur dans nos départements d'Outre-Mer. Ce sera toujours sous l'influence de cette pensée que seront préparées toutes les propositions que j'aurai à soumettre à Votre Majesté.

La réforme de l'ordonnance de 1827

Le décret du 16 août 1854 légiférant pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion précisait spécifiquement pour chacune des colonies l'organisation judiciaire réformant ainsi l'ordonnance de 1827 :

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français à tous présents et à venir, salut :

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies ;

Notre conseil d'Etat entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

TITRE Ier

Des justice de paix

Article 1er : La compétence des juges de paix en matière civile est réglée conformément aux dispositions de la loi du 25 mai 1838. Toutefois, ils connaissent : 1° en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 250 francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 500 francs, des actions indiquées dans l'article 1er de cette loi ; 2° en dernier ressort jusqu'à la valeur de 250 francs, des actions indiquées dans les articles 2, 3, 4 et 5 de ladite loi.

TITRE II. Des tribunaux de première instance

Article 2 : Les tribunaux de première instance de St-Pierre (Martinique), de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et de St-Denis (Réunion), sont composés :

D'un président,

De trois juges,

D'un procureur impérial et d'un ou deux substitués au plus

D'un greffier et de commis-greffiers

Les autres tribunaux de première instance sont composés

D'un président,

De deux juges,

D'un procureur impérial et d'un substitut,

D'un greffier et de commis-greffiers,

Un ou deux juges suppléants peuvent être attachés à chacun de ces tribunaux.

Article 3 : Les tribunaux de première instance connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix en matière civile et commerciale, et de toutes actions civiles et commerciales, en premier et dernier ressort, jusqu'à concurrence de 2, 000 francs en principal ou de 200 francs de revenu déterminé soit en rentes, soit par prix de bail, et, à la charge d'appel, au dessus de ces sommes.

En matière correctionnelle, ils connaissent, en premier ressort, de tous les délits et de toutes les infractions aux lois dont la peine excède la compétence des juges de paix, et ils procèdent comme les tribunaux correctionnels en France.

Toutefois, le juge de paix de la partie française de l'Île St-Martin (dépendance de la Guadeloupe) est chargé de connaître, en premier ressort, des affaires correctionnelles dévolues, dans les autres localités, aux tribunaux de première instance.

Les tribunaux de première instance connaissent, en outre de l'appel des jugements de simple police, et, en premier ressort seulement, des contraventions aux lois douanes et les contributions indirectes.

Ils se conforment aux dispositions de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838 ;

Article 4 : Les tribunaux de première instance exercent les attributions déléguées, en France, aux chambres du conseil par le chapitre IX du livre du Code d'instruction criminelle.

Un membre du tribunal, désigné pour trois ans par décret impérial, est désigné pour fonctions de juge d'instruction.

TITRE III. Des Cours Impériales

Article 5 : Les Cours Impériales des trois colonies sont composées chacune :

D'un président

De sept conseillers à la Guadeloupe et à la Martinique, et de six à la Réunion,

D'un conseiller auditeur,

D'un procureur général et de deux substitués,

D'un greffier et de commis-greffiers.

Article 6 : Les Cours Impériales des colonies connaissent de l'appel des jugements correctionnels rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance.

Elles procèdent comme les chambres correctionnelles des Cours Impériales de France.

Celle de la Guadeloupe connaît de l'appel des jugements correctionnels rendus par le juge de paix de St-Martin.

Les Cours Impériales des colonies statuent sur les mises en accusation, conformément au chapitre 1er du titre II du livre II du Code d'instruction criminelle, et connaissent des oppositions aux ordonnances des chambres du conseil, conformément au chapitre IX du livre 1er du même code.

La juridiction d'appel, en matière de commerce étranger, de douanes et de contributions indirectes, demeure réglée conformément à la législation existante.

Article 7: En audience solennelle, les arrêts doivent être rendus par sept magistrats au moins.

TITRE IV. Dispositions générales

Article 8 : Les conditions d'âge et d'aptitude déterminées par les lois pour la magistrature continentale sont applicables aux magistrats des colonies.

Article 9 :Aucune Cour Prévôtale ne peut être créée dans les colonies.

Article 10 : A défaut de paiement dans la quinzaine des premières poursuites, les condamnations à l'amende et aux frais prononcées par les tribunaux de police sont, de droit, converties en journées de travail pour le compte et sur les ateliers de la colonie ou des communes, d'après le taux et les conditions réglés par arrêtés des gouverneurs en conseil.

Faute de satisfaire à cette obligation, les délinquants sont contraints à acquitter leurs journées de travail sur les ateliers de discipline.

Article 11 : Il n'est pas dérogé aux dispositions de la législation coloniale non contraires à celles du présent décret, notamment aux dispositions qui fixent la compétence des juges de paix en matière commerciale, et à celles qui ont modifié ou étendu la compétence de certaines justices de paix, à raison de circonstances purement locales ou de la distance qui les sépare des autres établissements.

Article 12 : La réduction du personnel des Cours Impériales et des tribunaux de première instance devra être opérée dans l'année de la promulgation du présent décret,

Article 13 : Notre ministre de la Marine et des Colonies, et notre Garde des Sceaux, ministre de la Justice, sont chargés, etc...

Pour la première fois apparaît la volonté de l'Empereur d'associer le Garde des Sceaux à la justice Outre-Mer, domaine réservé jusqu'alors au Ministre de la Marine.

Récession économique et organisation judiciaire

Les deux décrets que nous rapportons maintenant font découvrir un autre problème, toujours d'actualité malheureusement. Les gouvernements de toutes tendances réclament la justice et ils comptent sur elle pour faire régner au sein de la société l'état de droit. Mais dès que la situation économique de la nation devient délicate, l'on ampute le service judiciaire d'une partie de son personnel :

Décret impérial qui proroge le délai fixé pour la réalisation des réductions de personnel résultat de la nouvelle organisation judiciaire des colonies.

Du 21 juillet 1855

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français.
à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies ;

Vu les décrets des 9 et 16 août 1854, concernant l'organisation judiciaire des colonies ;

Vu les articles 12 et 24 des deux décrets du 16 août, fixant un délai d'une année pour réaliser dans les cadres du personnel judiciaire de ces colonies les réductions résultant de la nouvelle organisation ;

Vu l'article 6, paragraphe 2, du sénatus-consulte organique du 3 mai 1854,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1er' : Le délai d'un an fixé par les décrets précités du 16 août 1854 pour réaliser les réductions de personnel résultant du 16 août 1854 pour la nouvelle organisation judiciaire de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française, est prorogé jusqu'au 16 août 1856

Article 2 : Notre ministre, etc..

Le décret du 15 novembre 1856 accordera un nouveau délai d'une année pour réaliser les réductions du personnel résultant de la nouvelle organisation judiciaire des colonies :

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies ;

Vu les décrets des 9 et 16 août 1854, concernant l'organisation judiciaire des colonies ;

Vu les articles 12 et 14 des deux décrets du 16 août fixant un délai d'une année pour réaliser, dans les cadres du personnel judiciaire de ces colonies, les réductions résultant de la nouvelle organisation ;

Vu le décret du 21 juillet 1855, qui a prorogé ce délai jusqu'au 16 août 1856 ;

Vu l'article 6, paragraphe 2 du sénatus-consulte organique du 3 mai 1854

Notre Conseil d'Etat entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1er: Un nouveau délai d'un an, à compter du 16 août 1856, est accordé pour réaliser les réductions du personnel, résultant de la nouvelle organisation judiciaire des colonies, réglée par les décrets précités des 9 et 16 août 1854,

Article 2 : Notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies et notre Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont chargés, etc..

La suppression de personnel à l'intérieur d'un service judiciaire ne veut pas dire baisse du nombre des Affaires ou population en diminution.

L'affaire du transfert du tribunal de première instance et de la Cour d'Assises de St-Paul à St-Pierre est exemplaire.

Après enquête, le Ministre des Colonies faisait parvenir le rapport suivant à l'Empereur :

Sire,

Je viens soumettre à Votre Majesté, conformément à l'article 6 de la constitution coloniale, un décret qui a pour objet :

1° de transférer dans la ville de St-Pierre le siège du tribunal de première instance et la Cour d'Assises établis dans la ville de St-Paul (île de la Réunion) ; 2° de créer dans la commune de St-Leu (même colonie) un nouveau canton de justice de paix.

Ce projet, qui avait été préalablement examiné par la comité consultatif des colonies institué près de mon département, et qui vient d'être voté par le Conseil d'Etat, est destiné, ainsi que le constate l'administration locale elle-même, à donner une satisfaction nécessaire aux intérêts des justiciables de la Réunion.

Cette colonie est divisée en deux arrondissements judiciaires. Le premier, dit arrondissement du Vent, a pour chef-lieu la ville de St-Denis qui est en même temps le chef-lieu de la colonie. Là, siègent la Cour Impériale et un tribunal de première instance, et c'est dans la même ville que se réunit la Cour d'Assises de l'arrondissement du Vent. Le siège du second tribunal de première instance, de la seconde Cour d'Assises et le chef-lieu de l'arrondissement Sous-le-Vent, sont à St-Paul,

qui n'est situé qu'à 30 kilomètres de St-Denis, quand la circonférence totale de la colonie est de 207 kilomètres.

La ville de St-Pierre, située sur le littoral, à l'extrémité de l'île, diamétralement opposée à St-Denis, joint à cet avantage de position géographique pour servir le chef-lieu à l'arrondissement Sous-le-Vent et présente une supériorité croissante sur St-Paul, sous le rapport du développement agricole, industriel et commercial.

Pendant que l'importance de St-Pierre et de tout le quartier environnant va sans cesse en augmentant, une décroissance non moins sensible atteint le quartier et la ville de St-Paul ; tout se réunit donc pour réclamer le déplacement du siège du tribunal de première instance et de la Cour d'Assises Sous-le-Vent ; C'est une conséquence inévitable du déplacement de population et d'activité qui se manifeste depuis longtemps. Il faut même aller plus loin et rattacher à la circonscription de l'arrondissement du Vent le canton et la commune de St-Paul, plus rapprochés de St-Denis que de St-Pierre et qui trouveront leur avantage naturel dans ce changement.

Votre Majesté n'ignore pas que des tolérances consignées dans une adresse à l'empereur ont été exprimées par des habitants de St-Paul, à l'occasion de cette mesure. Ces doléances se fondent sur ce que St-Paul offre peu de ressources aujourd'hui ; que ses anciens habitants riches l'ont abandonné et que le retrait du tribunal fera perdre à beaucoup de jeunes gens, pour lesquels il n'y a pas sur les lieux d'autre avenir, les faibles appointements qu'ils gagnent en travaillant dans les greffes et dans les études des officiers ministériels dépendant du tribunal, appointements bien faibles, mais qui suffisent pour les faire vivre, parce qu'ils sont réunis à leur famille. Les réclamants représentent d'un autre côté que « St-Pierre, au contraire, est une ville riche d'agriculture et de commerce ... »

Tout en appréciant des souffrances prises auxquelles on ne peut refuser un juste intérêt, il est néanmoins de mon devoir de faire remarquer que les raisons invoquées contre le projet de déplacement du tribunal viennent au contraire à l'appui de cette mesure, ou plutôt, que ces motifs mêmes sont au nombre des raisons qui la déterminent.

Sans préjuger quels adoucissements pourra suggérer à l'administration locale la sollicitude en faveur des intérêts publics, il est impossible de les mettre en balance vers les considérations de nécessité publique, qui sont la base du projet soumis à Votre Majesté.

Le projet de décret a pour but également de créer dans la colonie une neuvième justice de paix qui aura son siège à St-Leu. Cette mesure, demandée dans le passé par l'administration de la colonie, est justifiée par l'importance de la localité et par l'intérêt qui s'attache à rapprocher des justiciables de ce quartier peuplé et agricole la juridiction qui rè-

gle notamment les contestations entre les propriétaires et les travailleurs ruraux.

J'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté d'accorder son approbation à l'acte que je sou mets ici à la signature de l'Empereur.

Je suis, etc... etc...

Le décret du 6 janvier 1857 donna satisfaction aux Réunionnais.

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

À tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies ;

Vu l'avis de notre Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;

Vu l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies ;

Vu les ordonnances des 30 septembre 1827, 6 juillet 1828, 10 juillet 1831, 23 août 1846, et le décret du 16 août 1854 concernant l'organisation judiciaire de la Réunion ;

Vu les avis du comité consultatif des colonies des 21 juillet et 29 novembre 1856 ;

Notre conseil d'Etat entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1er : Le siège du tribunal de première instance, établi à St-Paul (île de La Réunion), est transféré à St-Pierre, qui devient le chef-lieu judiciaire de l'arrondissement Sous-le-Vent, et siège de la Cour d'Assises.

Article 2 : La ville et le territoire de St-Paul sont annexés à l'arrondissement judiciaire de St-Denis.

Article 3 : Une neuvième justice de paix sera instituée à la Réunion ; son siège sera à St-Leu.

Le territoire de la commune de St-Leu sera distrait du canton de St-Louis. Et formera la circonscription de la nouvelle justice de paix.

Il sera statué ultérieurement sur les moyens de pourvoir à la dépense nécessaire par la création de cette justice de paix

Article 4 : Notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies est chargé, etc.. etc..

La nouvelle juridiction de St-Pierre devait commencer à fonctionner à partir du 6 janvier 1862.

Les affaires de quartier augmentant, après avoir prévu de réduire le personnel, l'Empereur sera néanmoins contraint d'augmenter de six à sept le nombre de conseillers de la Cour Impériale par décret en date du 12 avril 1862.

Faut-il rappeler qu'aujourd'hui, la population ayant triplé dans l'île, il n'y a que 6 conseillers à la Cour ?

Le décret impérial du 1er décembre 1858

Il n'a pas échappé au lecteur que le rapport fait à l'Empereur pour le transfert de St-Paul à St-Pierre émanait du Ministre de l'Algérie et des Colonies et non du Garde des Sceaux.

C'est que, le 30 novembre 1858, le Ministre de l'Algérie avait fait parvenir le rapport suivant à Napoléon III :

Sire,

Les magistrats de l'Algérie ont toujours fait partie du corps judiciaire de la métropole ; en vertu du principe posé dans l'ordonnance du 26 septembre 1855 et consacré par un décret récent, ils sont considérés comme détachés du département de la justice ; Votre Majesté, en plaçant sous mon autorité l'administration de la justice en Algérie, a maintenu cette disposition.

Les magistrats des colonies, au contraire, bien que de tout temps l'administration de la justice ait été dans les attributions du ministère auquel ressortissaient ces établissements, forment en quelque sorte un

corps à part, et n'ont que la faculté de solliciter leur entrée éventuelle dans la magistrature métropolitaine, après un séjour aux colonies d'une durée déterminée.

Si, à une autre époque, la constitution toute spéciale du service judiciaire aux colonies a pu justifier cette situation exceptionnelle, le temps me paraît venu de la faire disparaître.

Les magistrats coloniaux remplissent les conditions d'âge et d'aptitude déterminées pour la magistrature continentale, et il importe de leur accorder des garanties d'avenir, dont l'absence, dans l'état actuel des choses, constitue, pour le recrutement du corps, une sérieuse difficulté.

Je viens, en conséquence, proposer à Votre Majesté d'appliquer à la magistrature des colonies les dispositions du décret du 29 juillet dernier, relatif à la magistrature de l'Algérie.

Cette mesure, favorable aux intérêts des magistrats, serait, pour le service en général, une amélioration plus importante encore.

Je n'ai pas pensé qu'il y eût, pour le moment, lieu de l'étendre aux juges de paix, qui ont été, jusqu'à ce jour, nommés sur la seule proposition du ministre auquel appartient l'administration des colonies. Cette disposition, consacrée par l'ordonnance du 28 juillet 1841, se justifie suffisamment par les motifs que le recrutement des sujets appelés à exercer les fonctions modestes et peu rétribuées dont il s'agit, s'effectue presque exclusivement sur les lieux, et que le roulement, pour des magistrats de cet ordre, entre les colonies et la métropole, entraverait plutôt le recrutement qu'il ne le faciliterait.

À leur égard, les règles en vigueur dans les colonies continueraient à voir leur effet, et le droit de proposition exclusive pour la nomination ou la révocation des juges de paix serait maintenu dans mes attributions.

Aux termes du sénatus-consulte du 3 mai 1854, il ne peut être statué sur l'organisation de la magistrature dans les colonies que par décret rendu dans la forme de règlement d'administration publique.

Le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté a été préparé de concert avec M. le Garde des Sceaux, et le Conseil d'État l'a adopté dans sa séance du 18 novembre...

Le 1er décembre 1858 l'Empereur prenait un décret qui réglait la situation de la magistrature dans la colonie :

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
à tous présents et à venir, salut :

Vu les articles 3, 6 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854

Vu l'ordonnance du 28 juillet 1841 ;

Vu notre décret du 24 juin 1858 qui crée un ministère de l'Algérie et des Colonies ;

Sur le rapport du prince chargé du ministère de l'Algérie et des Colonies, et de
notre Garde des Sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la Justice,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1er : Les magistrats des Cours Impériales et des tribunaux de première instance des colonies françaises sont considérés comme détachés du ministère de la Justice pour un service public, et placés sous l'autorité du ministre de l'Algérie et des Colonies.

Article 2 : Toutefois, les mesures disciplinaires qu'il y aurait lieu de prendre à leur égard seront arrêtées de concert entre les ministre d'Algérie et des Colonies et le Garde des Sceaux ; Ministre de la Justice, sans préjudice des pouvoirs et attributions conférés aux gouverneurs, ainsi qu'aux Cours et tribunaux, par les ordonnances organiques concernant l'administration de la justice aux colonies.

Article 3 : Les décrets portant nomination ou révocation des membres des Cours Impériales et des tribunaux de première instance sont rendus sur la proposition collective du ministre de l'Algérie et des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, qui les contre-signent.

Article 4 : Les décrets ayant pour objet de modifier, dans les colonies, soit la législation civile, correctionnelle et de simple police, soit l'organisation judiciaire, sont rendus sur le rapport de ministre de l'Algérie et des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dans les formes et dans les limites déterminées par les articles 3, 6 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

Les procureurs généraux ou chefs de service judiciaire adresseront, tous les six mois, au ministre de l'Algérie et des Colonies et au Garde des Sceaux, Minis-

tre de la Justice, un rapport sur l'administration de la justice et sur la marche de la législation dans les colonies.

Article 5 : Sont abrogées l'ordonnance du 28 juillet 1841 et toutes autres dispositions contraires au présent décret

Article 6 : Le prince chargé du ministère de l'Algérie et des Colonies et notre Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont chargés, etc..

Ce décret fut promulgué à la Réunion le 19 mars 1859.

Ainsi les magistrats passaient localement sous la haute surveillance du gouverneur. Cette surveillance étant exercée par l'intermédiaire du chef de service judiciaire.

N'oublions pas que les magistrats étaient toujours sous le coup de l'ordonnance de 1827 dont l'article 103 stipulait que : *Nul ne pourra être procureur général ou avocat général s'il est né dans la colonie, s'il y a contracté mariage avec une créole, ou s'il y possède des propriétés foncières, soit de son chef soit de celui de sa femme.*

Si le mariage était contracté ou la propriété acquise postérieurement à sa nomination, il sera procédé à son remplacement. Cet article était complété par l'article 104 qui précisait : Les conditions présentées à l'égard du procureur général par l'article précédent seront applicables à trois des conseillers de la Cour désignés par nous ainsi qu'un juge royal.

La justice au quotidien fut donc ainsi rendue par des magistrats qui n'avaient pas les garanties d'indépendance qu'ils ont acquises d'abord (d'une manière relative) en 1928 et surtout depuis 1946. la départementalisation ayant supprimé pour la Réunion la magistrature coloniale.

Ainsi donc s'est établie autour des magistrats qui ont cependant rempli leur devoir avec intégrité dans le passé, une sorte de légende, qui malheureusement s'est perpétuée jusqu'à nos jours, de magistrats sinon corrompus, du moins à la solde du pouvoir exécutif où d'une idéologie.

Si en 1840 le Premier Président Portalis écrivait : *On attaque les opinions, les mœurs ou les capacités mais jamais l'intégrité des juges*, cette phrase s'appliquait à nos collègues de la Métropole.

La Réunion semblait n'avoir retenu, éloignée d'une tradition d'honneur par 10 000 km ,que les boutades et les sarcasmes de certaines littératures ou ceux des plus mauvais épistoliers.

Deuxième partie :
L'organisation judiciaire

Chapitre 13

La cassation

La Cour de Cassation

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons volontairement réservé ce délicat problème à travers les institutions judiciaires de l'Ile pour en faire une seule et unique synthèse, après avoir rappelé dans notre introduction quel était le rôle de la plus haute juridiction de France.

Statuant en droit en dehors des intérêts privés, la mission de la Cour de Cassation est de ramener l'unité de jurisprudence à l'unité de la législation.

En matière civile et commerciale le règlement du 28 juin 1738 autorisa le recours en Cassation contre les jugements et arrêts rendus en dernier ressort par le Conseil Supérieur et les autres Tribunaux de la Colonie.

Les ordonnances du 13 novembre 1816 et 30 septembre 1827 ont maintenu ce droit. Par contre les jugements rendus en dernier ressort par les Tribunaux de Paix (Civil et Police) étaient attaqués par la voie de l'annulation. La Cour Royale puis Impériale remplissait l'office de la Cour de Cassation.

Le délai du pourvoi était de deux ans pour l'Ile, à compter de la signification à domicile du jugement ou de l'arrêt.

En 1852 les juristes de la Réunion faisaient remarquer que les pourvois n'étaient pas jugés avant cinq ans et que tant étaient longs les délais à observer pour mettre une affaire en état, que les pourvois étaient très rares.

Pour mémoire, rappelons que l'article 74 de l'ordonnance de 1827 prescrivait au Procureur Général de signaler au Ministre de la Marine et des Colonies les arrêts et jugements en dernier ressort, passés en force de chose jugée qui pourront faire l'objet d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi.

Le grand débat eut lieu surtout en matière criminelle. Certes, l'article 8 du règlement du 28 juin 1738 disait qu'aucune requête en cassation ne pourrait être reçue, soit en matière civile, soit en matière criminelle, si elle n'avait pas été présentée dans un délai fixé à deux ans pour celles des parties qui étaient domiciliées dans l'étendue du ressort des Conseils Supérieurs des Iles de France et de Bourbon.

Cependant les magistrats de ces deux territoires étaient persuadés que la voie du recours en cassation n'était pas autorisée.

La même erreur était d'ailleurs partagée jusqu'en 1828 par les magistrats de la Martinique. Ce fait nous a été rapporté par une lettre du Ministre de la Marine et des Colonies au Procureur Général près la Cour de Cassation en date du 18 avril 1825, par un arrêt de la Chambre Suprême du 18 avril 1825 et par les conclusions de l'avocat général Tarbi en date du 26 mai 1827 : *Le pourvoi en cassation est recevable même en matière criminelle, quel que fut à cet égard le préjugé contraire. Mais cette erreur commune ne pourrait nuire aux condamnés dont les magistrats coloniaux avaient refusé d'accueillir le pourvoi.*

Il faut préciser toutefois que le recours en cassation n'aurait pas profité à l'accusé qui aurait été condamné à la peine de mort s'il n'avait pas obtenu un sursis, car sous l'empire de l'ordonnance de 1670 et de l'Édit du 28 juin 1738, les arrêts de condamnation devaient être exécutés dans les 24 heures.

Sous la Révolution

Par la suite, sous le régime révolutionnaire, l'arrêté de 1793 sur l'organisation judiciaire à la Réunion renfermait les dispositions suivantes :

Article 15 : Le condamné aura le droit de se pourvoir en cassation contre le jugement du tribunal criminel de la manière ci-après déterminée.

Article 16 : Le condamné aura trois jours pour déclarer qu'il entend se pourvoir en cassation ; du jour de cette déclaration, il aura quinzaine pour présenter sa requête et faire statuer sur son admission, qui sera prononcée (s'il y a lieu) par l'assemblée coloniale, qui fera, en cette occasion, les fonctions de grand jury.

Ce temps sera augmenté de deux jours par canton, tant pour l'aller que pour le retour, en faveur des condamnés détenus ou domiciliés hors du lieu où l'assemblée coloniale tient ses séances.

Pendant ces différents délais et ceux dont il sera mention ci-après, il sera sursis à l'exécution ; mais le condamné restera en état d'arrestation, à moins qu'il n'ait été reçu à caution.

Article 17 : Le commissaire national pourra également demander, au nom de la loi, la cassation du jugement. Il sera tenu, dans le même délai de trois jours, d'en passer la déclaration au greffe et d'y mettre sa requête en cassation.

Article 18 : Néanmoins, dans le cas d'absolution par un jugement, le commissaire national n'aura que vingt-quatre heures pour se pourvoir, pendant lequel temps, il sera sursis à l'élargissement du prisonnier.

Article 19 : Les requêtes en cassation présentées par le condamné seront remises au greffier, lequel lui en délivrera reconnaissance ; celui-ci remettra la requête au commissaire national, qui sera tenu de l'envoyer aussitôt (après en avoir délivré reconnaissance au greffier) au président de l'assemblée coloniale ou de la commission intermédiaire, qui agiront ainsi qu'il sera dit ci-après.

Article 20 : Si l'assemblée coloniale n'est pas séante, le président de la commission intermédiaire convoquera tous les membres de l'assemblée pour se réunir, au plus tard, dans la huitaine.

Article 21 : L'un et l'autre des présidents sera tenu dans les trois jours, au plus tard, qu'il aura reçu la requête en cassation, d'en donner avis au président du tribunal criminel qui aura rendu le jugement et d'en accuser réception au commissaire national, qui en donnera connaissance au condamné et à son conseil.

Article 22 : Aussitôt que l'assemblée coloniale sera composée du nombre de ses membres prescrit pour qu'elle puisse délibérer, elle procédera à l'examen de la requête en cassation de la manière suivante, à l'effet seulement de décider provisoirement si elle peut être admise ou si elle doit être rejetée.

Article 23 : Le président du tribunal criminel qui a rendu le jugement, le commissaire national attaché à ce tribunal, le conseil du condamné et la partie civile, s'il y en a, ou son conseil, seront présents à cet examen, et seront appelés en conséquence au jour qui sera indiqué pour y procéder.

Article 24 : Le président du tribunal criminel fera un rapport sommaire de l'affaire, donnera connaissance de la déclaration du jury de jugement, de la loi d'après l'application de laquelle le jugement du tribunal a été rendu.

Article 25 : Le commissaire national, le conseil du condamné et la partie civile ou son conseil, pourront ensuite faire les observations qu'ils croiront nécessaires pour ou contre l'admission de la requête en cassation.

Article 26 : L'assemblée pourra se retirer en comité général pour délibérer sur le rapport et les observations ; mais l'arrêté sera prononcé en séance publique et expédition remise, dans tous les cas, au commissaire national.

Article 27 : L'arrêté pour rejeter la requête en cassation ne pourra être pris qu'aux trois quarts de voix ; si ce nombre ne se trouve pas, elle sera admise.

Article 28 : Si la requête en cassation n'est pas admise, le jugement de condamnation sera exécuté dans les vingt-quatre heures après la réception de la décision qui l'aura rejetée. Il en sera de même si, dans les délais prescrits aux articles 16 et 17 précédents, il n'y a point eu de demande en cassation.

Article 29 : Si la requête en cassation est provisoirement admise par l'assemblée coloniale, le commissaire national l'enverra directement, avec expédition de

toutes les pièces de la procédure, au ministre de la Justice, lequel sera tenu d'en donner avis et d'en accuser réception au commissaire national, qui en donnera connaissance au condamné et à son conseil.

Article 30 : Dans le cas où la demande en cassation aura été présentée par le condamné, elle ne pourra être jugée qu'après un an révolu, à compter du jour de l'admission définitive de la requête par le tribunal de cassation établi en France ; et pendant ce délai, le condamné pourra faire parvenir au tribunal de cassation, par le ministre de la Justice, les moyens qu'il voudra employer.

Article 31 : Le tribunal de cassation rejettera la requête ou annulera le jugement ; dans ce dernier cas, il exprimera sa décision, le motif de cassation, et renverra le procès à un autre tribunal criminel.

L'assemblée nationale est suppliée de statuer que ce soit de droit, ou le tribunal de l'autre district de la colonie de l' Ile Bourbon, ou un de ceux de la colonie de l'Ile de France.

Article 32 : Le ministre de la Justice enverra, sans délai la décision du tribunal de cassation au président du tribunal criminel qui aura rendu le jugement et au commissaire national, lequel en donnera connaissance à l'accusé et à son conseil.

Article 33 : Lorsque le jugement aura été annulé, l'accusé sera toujours renvoyé en personne devant le tribunal criminel indiqué par le tribunal de cassation.

Article 34 : Dans le cas où le jugement aura été annulé à raison de fausse application de la loi, le tribunal criminel rendra son jugement sur la déclaration déjà faite par le jury, après avoir entendu l'accusé ou ses conseils, ainsi que le commissaire national.

Article 35 : Dans le cas où le jugement aura été annulé à raison de violation ou d'omission de formes essentielles dans l'instruction du procès, l'accusé et les témoins seront présentés à l'examen d'un nouveau jury qui sera assemblé à cet effet.

Article 36 : Si la requête en cassation n'est pas définitivement admise par le tribunal de cassation, vingt-quatre heures après la réception de la décision qui aura rejeté cette demande (d'après l'envoi qui en aura été fait par le ministre de la Justice, conformément à l'article 32), la condamnation sera exécutée.

En introduisant le pourvoi en cassation en matière criminelle l'Assemblée Coloniale n'avait pas innové puisque le règlement de 1738 permettait ce recours. Ce qui était modifié, c'était les dispositions relatives aux effets du pourvoi. Il n'était que dévolutif et non pas suspensif. Dès lors, il était quasiment illusoire et dépourvu de tout effet dans les affaires où la peine capitale était prononcée.

C'est pourquoi l'institution de l'Assemblée Coloniale, par sa simplicité, tenait compte d'une part de l'éloignement de la métropole et d'autre part de la sauvegarde du droit des accusés. Cette sauvegarde sera maintenue pendant 10 ans jusqu'à la publication de l'arrêté du gouvernement consulaire du 24 mars 1803 qui ordonna que les Tribunaux de l'Ile de France et de Bourbon seraient rétablis sur le même pied qu'en 1789 jugeant suivant les formes des lois et règlements en vigueur.

La suppression du pourvoi en cassation

C'est de l'Ile de France que partit l'erreur de Droit que nous rapportons ici :

À l'Ile de France, le 29 février 1808.

L. -R CRESPIN, Commissaire de justice, etc..

En vertu de l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement de la République du 13 pluviôse an XI ;

Vu différentes adresses sur la question de savoir si l'exécution d'un jugement en matière correctionnelle ou criminelle est suspendue par la déclaration du condamné qu'il se pourvoit en cassation ;

Attendu que l'arrêté du 3 germinal an XI rétablit les tribunaux des îles de France et de la Réunion sur le même pied qu'en 1789, et ordonne l'observance, tant au civil qu'au criminel, des formes de procéder des lois et règlements alors observés sans qu'il soit innové à l'organisation, au ressort et à la compétence desdits tribunaux ; qu'en conformité dudit arrêté, l'institution des jurés a été, par le règlement du 6 vendémiaire an XII, abolie auxdites îles, et l'ordonnance de 1670 remise en vigueur ; qu'aucun règlement postérieur ne s'exprime sur le pourvoi en cassation ni sur son effet ; qu'en conséquence, l'article 21 du titre 25 de l'ordon-

nance de 1670 pour l'exécution des jugements est maintenu en son entier, sauf les cas de sursis prévus par ladite ordonnance et par les dispositions publiées avant 1789 aux îles de France et Bonaparte sur les accusés condamnés en dernier ressort dans les colonies;

Déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

C'est ainsi que le pourvoi en cassation fut aboli de fait dans les deux colonies.

Ce n'est seulement qu'en juillet 1817 que les articles 8 et 12 du règlement de 1738 ont été abrogés (article 6 de l'ordonnance du 13 novembre 1816 publiée à Bourbon le 2 juillet 1817).

Il n'y a de recours en cassation que pour les affaires civiles.

Les jugements en matière criminelle seront communiqués dans les vingt quatre heures aux administrateurs de la Colonie, qui, réunis au procureur général, décideront, à la majorité des voix, s'il y a lieu au recours en grâce.

Si la décision est affirmative, l'exécution sera suspendue, et il en sera rendu compte au ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies ; dans le cas contraire, le jugement sera immédiatement exécuté.

Les jugements en matière correctionnelle et simple police ne seront susceptibles d'aucun recours.

L'ordonnance du 30 septembre 1827 reproduisit le même système :

Les arrêts des Cours d'Assises ne pourront être attaqués par voie de cassation, si ce n'est dans les cas prévus par les articles 440 et 442 du Code d'instruction criminelle ; toutefois, ils ne seront exécutés que conformément aux dispositions de l'article 47 de notre ordonnance du 21 août 1825, relatif au recours en grâce.

Or les articles 440 et 442 du Code d'instruction criminelle étaient ainsi conçus :

Il y aura lieu à cassation dans l'intérêt de la loi contre tous les arrêts et jugements rendus en matière criminelle et correctionnelle pour violation de l'article 4 de notre ordonnance du 30 septembre 1827 sur l'organisation judiciaire, en ce qui concerne la publicité et l'obligation de motiver les jugements et arrêts, ainsi que pour violation ou fausse application des lois pénales.

Il y aura également lieu à cassation dans l'intérêt de la loi, savoir :

En matière correctionnelle, pour violation des formes prescrites par les articles 154, 155, 163, 184 et 190 du présent Code ;

En matière criminelle, pour violation des dispositions des articles 234 et 271 du présent code sur la mise en accusation ; des articles 253 et 257 sur la composition des Cours d'Assises ; de l'article 387 sur la notification de la liste des assesseurs aux accusés ; des articles 398 et 401 sur l'exercice du droit de récusation ; de l'article 294 sur le choix d'un défenseur, et, à défaut de choix, sur la nomination d'un défenseur d'office ; de l'article 317 sur le serment à exiger des témoins ; de l'article 332 sur la nomination d'un interprète, et de l'article 369 sur l'insertion au jugement des termes de la loi appliquée (Article 440).

Lorsque, sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le Ministre de la Marine, le Procureur Général près la Cour de Cassation dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugements pourront être annulés et les officiers de police ou les juges poursuivis, s'il y a lieu, de la manière exprimée au chapitre III du titre V du présent livre (Article 442).

Les seules garanties qu'avaient les accusés étaient donc le seul recours en grâce.

La différence était grande, car si la grâce remet la peine, elle n'efface pas la condamnation.

Alors que si une décision est cassée à la suite d'un pourvoi, la condamnation est anéantie à tout jamais ; l'accusé est réjugé et pourrait être acquitté.

La législation de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane a autorisé le pourvoi en cassation dans les matières criminelles et correctionnelles. Pour quel motif l'a-t-on donc défendu à la Réunion ? La restriction dont cette colonie a été l'objet, à l'égard du pourvoi en matière correctionnelle et criminelle, a dit le Mi-

nistre de la Marine et des Colonies, a été déterminée par le grand éloignement où cette île se trouve de la Métropole ; les délais considérables que de semblables pourvois eussent entraînés, auraient eu de fâcheuses conséquences pour les intérêts de l'ordre social et souvent pour ceux des condamnés eux-mêmes.

Le pourvoi en matière criminelle

Consultée par le gouvernement de la Métropole sur la question de savoir s'il conviendrait d'accorder, sous certaines conditions, aux condamnés en matière criminelle la faculté de se pourvoir en cassation, la Cour Impériale de la Réunion, dans sa séance du 6 décembre 1855, a donné son adhésion au rapport de son président, et en adopte sa conclusion. L'importance de la question nous détermine à la reproduire in extenso :

Messieurs,

L'île de la Réunion est la colonie dont la législation civile et criminelle se rapproche le plus des lois de la France, et toujours elle s'est montrée jalouse d'avoir des institutions, et notamment une organisation judiciaire, aussi conformes que possible à celles de la Métropole. Sans doute, le danger des innovations est tel que les changements les plus utiles ne doivent être opérés parmi nous qu'avec une certaine hésitation et une sage lenteur. Mais depuis longtemps les habitants de la Réunion sont préparés à recevoir toutes les mesures qui puisent leur mérite et leur force dans leur analogie avec les lois de la Métropole. Les idées généreuses, les doctrines conservatrices, les seules vraiment favorables au progrès et à la civilisation, sont accueillies par eux avec empressement et ils sont disposés à accepter toutes les réformes qui, sans affaiblir les principes d'ordre et d'autorité, peuvent concilier les rigueurs de la loi locale avec les égards qui sont dus à l'humanité et à la religion. Ils voudraient que leurs frères de la France, en quittant leur belle patrie, pussent retrouver dans les possessions coloniales les mêmes tribunaux, les mêmes formes protectrices des personnes et des propriétés, toutes les précieuses garanties enfin dont ils jouissent dans la Métropole. Cependant, Messieurs, les colons comprennent aussi que, sur certains points, les intérêts et les besoins de leur pays diffèrent essentiellement de ceux de la France et, par cela même, nécessitent de rigoureuses exceptions qui doivent être appropriées aux convenances locales et parti-

culières. La grande distance qui sépare notre île de la mère patrie, les éléments hétérogènes de nos populations et surtout l'état encore abrupt des hommes nouvellement émancipés ou introduits dans notre colonie exigent impérieusement que l'autorité y soit forte et puissante, et que l'action efficace et salutaire de la justice s'y fasse sentir avec promptitude et énergie. En conséquence, toute disposition législative qui tend à amoindrir les pouvoirs du Gouverneur et à suspendre trop longtemps les décisions répressives des tribunaux préoccupe les esprits sérieux de notre pays et excite d'autant plus leur inquiète susceptibilité dans la circonstance actuelle, que le Gouvernement lui-même, toujours bienveillant et tutélaire, éprouve le besoin d'être éclairé sur la portée et les effets du changement qu'on provoque de sa part dans notre législation criminelle. C'est donc en m'inspirant de ces justes craintes et des pensées de protection et de haute prudence dont le ministre de la Marine est animé, que j'ai entrepris l'examen de la proposition sur laquelle vous êtes appelé à donner votre avis, et le rapport que j'ai l'honneur de vous soumettre aujourd'hui.

On vous demande s'il convient d'adopter une proposition tendant à introduire dans le Code d'Instruction Criminelle de la Réunion, sous certaines réserves, le recours en cassation en matière capitale. La disposition dont il s'agit se formulerait ainsi : Article 373. « L'individu condamné à la peine capitale aura, s'il n'en est autrement ordonné par le Gouverneur, dans la forme déterminée par l'article 375, trois jours après celui où son arrêt lui aura été prononcé, pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation ».

Cette disposition est extrêmement grave ; elle soulève que question délicate qui intéresse l'humanité et touche essentiellement à l'ordre intérieur et à la sécurité du pays. Sous ce double rapport, elle est digne de vos profondes méditations... Les législateurs des colonies, en lui donnant à certaines époques une solution contraire, se sont accordés pour reconnaître à l'autorité locale le droit d'ordonner l'exécution immédiate des arrêts prononçant la peine de mort. Il importe donc, avant tout, de mettre sous vos yeux les différents textes des lois qui, à la Réunion, ont successivement régi le recours en cassation en matière criminelle contre les jugements ou arrêts rendus en dernier ressort, et de rechercher, en même temps, la raison politique et sociale qui a présidé à leur rédaction.

Avant l'ordonnance de 1670, on connaissait deux voies pour être restitué contre les arrêts ou jugements rendus en dernier ressort. L'article 92 de l'ordonnance de Blois qui les autorisait dans la Métropole était ainsi conçu : Les arrêts des Cours Souveraines ne pourront être cassés ou réfractés, sinon par les voies de droit qui sont : requête civile et proposition d'erreur.

La voie la plus en usage en matière criminelle, la proposition d'erreur, était une concession faite par le Prince sur la requête d'une partie, pour raison d'une erreur de fait, contre un jugement qui ne pouvait plus être rétracté par la voie d'appel ou de nullité.

Ce n'était pas une voie de justice fondée sur le dol ou la violation des formes, mais bien une ressource contre le fond même du jugement, laquelle n'était accordée que comme une grâce.

Les lettres de proposition d'erreur devaient être délibérées en conseil du Roi sur le rapport des maîtres des requêtes et ne pouvaient être admises qu'une seule fois.

L'obtention de ces lettres n'empêchait pas l'exécution du jugement qu'on attaquait et, sous ce rapport, un pareil mode de pourvoi contre les décisions en dernier ressort n'avait nul effet dans les affaires où la peine capitale était prononcée, du moins pour la personne du condamné.

Il ne pouvait servir qu'à réhabiliter sa mémoire ou à faire rentrer ses héritiers dans les biens dont le jugement avait prononcé la confiscation. Si rien n'indique que l'ordonnance de Blois ait été promulguée dans la Colonie, en ce qui concerne cette voie extraordinaire contre les arrêts et jugements en dernier ressort, tout fait présumer qu'elle y a été observée pour tout ce qui réglait leur prompt exécution et que, dès les premiers temps, on avait compris qu'il y avait du danger à ne pas laisser aux décisions de la justice toute leur force et leur influence.

L'ordonnance de 1670, qui a été en vigueur dans la Colonie jusqu'en 1789 et même depuis l'arrêté du 13 germinal an XI jusqu'à la promulgation du Code d'instruction criminelle, permettait de se pourvoir par la requête ou révision contre les jugements rendus en dernier ressort en matière criminelle.

Les lettres de révision ont succédé à celles de la proposition d'erreur. Elles étaient accordées par le Souverain pour recevoir et examiner de nouveau le procès d'une personne condamnée contradictoirement par arrêt ou jugement en dernier ressort, afin de révoquer la condamnation s'il y avait lieu et de renvoyer la ou le condamné ou sa mémoire absous des cas qui lui étaient imposés avec restitution ou rétablissement dans ses biens confisqués et sa réputation et bonne renommée. Cette révision n'était admise contre un pareil jugement ou arrêt que lorsqu'il prononçait une peine afflictive ou qu'il en résultait une infamie tant contre l'accusé que contre sa veuve, ses enfants ou héritiers.

Comme les lettres de proposition d'erreur, celles de révision, aux termes de l'article 9 du titre XVI de l'ordonnance de 1670, n'étaient aussi accordées que par le Prince et sur l'avis des maîtres des requêtes.

L'erreur de fait était considérée comme le seul et véritable motif des lettres de révision ; cependant elles pouvaient être admises sur une er-

reur de droit, sur l'impéritie et la prévarication du juge, et, en général, sur tous les moyens qui pouvaient servir à établir l'innocence du condamné.

Certainement, cette facilité donnée aux condamnés et à leurs héritiers d'attaquer les jugements en dernier ressort devait ouvrir la voie à de graves abus ; mais on y voyait un remède dans le pouvoir illimité qu'avait le Roi de refuser les lettres de révision, et dans la connaissance que le parlement prenait de la cause avant de procéder à leur entérinement. Du reste, dit Lacombe, ces lettres ne s'obtenaient pas aisément ; il fallait de grands et puissants moyens, soit dans la forme, soit dans le fond : dans la forme, des nullités essentielles de la procédure ; au fond, une univité évidente dans la condamnation par l'innocence du condamné sur le crime qui lui était imputé.

D'un autre côté, cette même ordonnance de 1670 voulait que les jugements ou arrêts reçussent leur exécution le jour même où ils avaient été prononcés ; ce qui empêchait les condamnés à la peine de mort de profiter de la voie de révision.

Pour y obvier dans les îles, ce sont les expressions de l'époque, le Roi a ordonné que, dans les cas d'homicides involontaires ou forces, il serait sursis aux jugements des procès jusqu'à la réception des ordres que Sa Majesté jugerait à propos de donner sur le compte qui lui serait rendu par information à remettre par les procureurs généraux, aux administrateurs qui les enverraient au secrétaire d'Etat du département de la Marine (Merlin). Mais cette sorte de révision d'une procédure faite à quatre mille cinq cents lieues de la Métropole ne pouvait guère garantir les accusés contre les erreurs d'une sentence judiciaire et, le premier février 1766, une ordonnance royale leur permit de se pourvoir par devant le chef de la colonie pour obtenir leur grâce et autorisa celui-ci, après délibération à la pluralité des voix avec l'intendant et le procureur général, à surseoir à la lecture et à l'exécution de l'arrêt jusqu'à ce qui eût été statué définitivement par Sa Majesté.

Avant 1670, et depuis cette époque, aucune loi de la Métropole n'a expressément permis de demander la cassation des jugements et arrêts rendus par les tribunaux criminels de notre île. Merlin dit bien qu'en cette matière il y avait dans les colonies deux voies de se pourvoir : la demande en cassation et la requête en révision du procès ; mais sans indiquer un seul texte pour justifier son assertion, il se hâte d'ajouter que, sous l'empire de l'ordonnance de 1670 qui exigeait l'exécution immédiate des jugements et arrêts, ces deux voies de destitution ne pouvaient être employées utilement par les accusés. M. de Nanteuil, au contraire, déclare explicitement que le recours en cassation, dans les matières criminelles, était autorisé aux îles de France et de Bourbon par les articles huit et douze, titre quatre du règlement du vingt-huit juin 1738.

Son opinion à cet égard et sur la possibilité de rendre dans notre colonie ce pourvoi suspensif se trouve parfaitement développé dans l'ouvrage dont nous apprécions tous les jours l'utilité.

Examinons, cependant, ces deux articles du règlement de 1738 qui sont ainsi conçus :

Art. 8 Aucune requête en cassation ne pourra être reçue si elle n'a été présentée et le rapport commis dans le délai qui sera marqué par les articles suivants, et, ce soit la matière civile ou criminelle.

Art. 12. A l'égard des parties qui seront domiciliées dans les colonies françaises, le délai pour se pourvoir en cassation contre les jugements et arrêts qui seront signifiés à leur domicile dans lesdites colonies sera d'un an, pour celles qui seront domiciliées dans l'étendue des ressorts des conseils supérieurs de Pondichéry et des îles de Bourbon et de France, sauf, en cas d'insuffisance desdits délais eu égard aux circonstances particulières, à être lesdites parties relevées du laps de temps ainsi qu'il appartiendra.

Il semble, en effet, résulter du rapprochement de ces dispositions que la voie de cassation était ouverte tant au civil qu'au criminel aux îles de France et de Bourbon, et l'on conçoit très bien la force du raisonnement par induction qui a déterminé l'opinion si prononcée de M. de Nanteuil. Toutefois, il faut avouer que les articles 8 et 12 que je viens de citer sont rédigés de manière à laisser quelque doute sur l'interprétation de cet honorable commentateur.

Et d'abord, ce qui est facile à reconnaître, c'est que le règlement de 1738 ne crée aucune attribution et n'a trait qu'à la procédure qui devait être suivie devant le conseil du Roi. L'article 1er du même titre quatre de ce règlement porte ce qui suit : Les demandes en cassation d'arrêts ou de jugements rendus en dernier ressort seront formées par une requête en forme de vue d'arrêt qui contiendra les moyens de cassation.

Cet article ne règle que la manière de se pourvoir en cassation, et l'article 8 se borne à indiquer sous quelles conditions les requêtes en pourvoi seront reçues. Ces deux articles admettent donc implicitement que les demandes en cassation étaient autorisées par une loi antérieure ; et, cependant, je l'ai déjà dit, aucune disposition spéciale n'a permis le recours en matière criminelle contre les jugements et arrêts rendus à, l'Ile Bourbon. Quant à l'article 12, il suppose évidemment aussi un droit préexistant ou tout au moins un usage qui a nécessité la fixation des délais des distances, pour mettre les colonies à même de se conformer aux prescriptions de l'article 8. D'un autre côté, comme à toutes les époques, les voies extraordinaires de pourvoi en matière civile ont été suivies aux îles de France et de Bourbon, et que les dispositions de ces articles 8 et 12 s'appliquaient indistinctement à tous les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, ne pourrait-on pas en induire qu'elles ont eu pour but

de régler, par rapport aux procès civils, l'exercice d'un droit dont ces colonies étaient depuis longtemps en possession ? Ce qu'il y a de certain, c'est que le commissaire de justice Crespin, saisi de plusieurs adresses sur la question de savoir si l'exécution d'un jugement en matière criminelle ou correctionnelle serait suspendue par la déclaration du condamné s'il se pourvoit en cassation, a répondu, dans une décision motivée, qu'il ne connaissait aucun règlement qui s'expliquât sur le pourvoi en cassation et sur son effet. Ce magistrat supérieur ne pouvait ignorer les dispositions du règlement de 1738 dont l'application au civil était assez fréquente aux îles de France et de Bourbon, et son silence sur les articles 8 et 12 de cette loi, donnerait naturellement à penser qu'ils ne pouvaient servir à plus. En admettant que le commissaire de justice Crespin se soit trompé, ne doit-on pas s'étonner de la conduite des avocats et autres praticiens de l'époque ? Il a dû se présenter dans les deux colonies des affaires assez importantes pour leur inspirer la pensée de se pourvoir en cassation, et, cependant, M. de Nanteuil reconnaît lui-même que cette voie juridique n'y a jamais exercé en matière criminelle. Faut-il encore expliquer l'inaction des avocats par leur ignorance du règlement de 1738 ? Ne l'ont-ils pas plutôt interprété d'une autre manière que M. de Nanteuil ? Car ils ont dû recourir à ce règlement toutes les fois qu'il fallait faire leur procédure pour les pourvois en matière civile, et, si les articles 8 et 12 leur avaient réellement fourni un dernier moyen pour sauver la tête de leurs clients ou du moins pour les soustraire à l'infamie, il est présumable qu'ils ne l'auraient pas négligé.

Au surplus, Messieurs, en me rattachant à l'opinion de M. de Nanteuil, que plusieurs arrêts de la Cour Suprême, statuant sur des pourvois de la Martinique et de la Guadeloupe, semblent implicitement confirmer, je vous dirai que le recours en cassation qui résultait des articles 8 et 12 du règlement de 1738, se trouvait, dans les cas les plus graves, dépourvu d'effet aux îles de France et de Bourbon. On lit dans l'article 29 de ce même règlement : Les demandes en cassation, ni même les arrêts qui interviendront pour demander les motifs ou pour ordonner que la requête sera communiquée à la partie, ne pourront empêcher l'exécution des arrêts ou jugements en dernier ressort dont la cassation sera demandée, et ne seront données aucune défense ni surséance en aucun cas, si ce n'est de l'ordre exprès de Sa Majesté.

Ainsi, le pourvoi en cassation qu'on pouvait former dans notre colonie, n'était pas suspensif, mais seulement dévolutif. Si l'autorité locale jugeait nécessaire d'ordonner de suite l'exécution d'une sentence capitale, cette nouvelle voie de recours était aussi illusoire que celle des lettres de révision ou de proposition d'erreur.

Constatons donc dès ici que, sous les anciennes lois, l'exécution des arrêts et jugements en matière criminelle ne pouvait être suspendue que par la volonté du souverain. On pourrait dire que, sous ce rapport, cette

volonté concentrait en elle-même toute la puissance politique et judiciaire des gouvernements qui ont précédé la révolution de 1789. Non seulement il appartenait à elle seule de décider, par le droit de grâce, qu'il était sans danger pour l'ordre public ou tout autre intérêt social de ne pas exécuter ces sortes de décisions mais encore en elle seule résidait l'extraordinaire prérogative d'en paralyser les effets immédiats, pour permettre de revoir de nouveau les procès criminels et d'examiner si les condamnations n'étaient pas contraires aux dispositions des lois, irrégulières en la forme et même injustes au fond.

Si le droit de suspendre l'exécution des jugements et arrêts criminels a été transmis aux représentants de l'autorité royale dans la colonie, il ne leur donnait que le moyen de recourir à la clémence du souverain, et n'ouvrait aucune voie aux condamnés pour faire anéantir la sentence qui les avait injustement frappés. Aussi, Messieurs, tout en usant largement de ce droit précieux, les gouverneurs de notre île étaient à même d'imprimer à l'action de la justice toute la célérité dont elle a quelquefois besoin pour assurer le repos des familles et la tranquillité du pays.

Depuis 1789 jusqu'en 1793, la législation criminelle n'a éprouvé aucun changement dans notre pays. A cette dernière époque, l'assemblée coloniale de Bourbon entreprit de réformer ou d'abolir entièrement les lois anciennes et finit par appliquer à la Colonie, sauf quelques modifications, toutes les institutions judiciaires qui existaient alors en France. Par un décret, notamment, qui est rapporté tout entier dans le recueil de M. de Nanteuil, elle autorisa le pourvoi en cassation en matière criminelle et, pour qu'il pût être suspensif, elle voulut qu'il fût provisoirement admis par un tribunal supérieur constitué dans l'île. Ce tribunal était l'assemblée coloniale elle-même.

Je ne sais s'il était rationnel et sage de confier une pareille mission à un corps politique, et si ce décret a été approuvé dans la Métropole. Je ne sais non plus s'il a reçu son exécution dans la colonie ; j'en doute fort ; car M. de Nanteuil n'aura pas manqué de nous en fournir la preuve, en exhumant certains documents de l'époque. Ce qu'il importe de faire remarquer, c'est que l'assemblée coloniale, malgré les sentiments libéraux et philanthropiques dont elles devait être animée, a parfaitement compris que déclarer le pourvoi suspensif en toute circonstance était s'exposer à des inconvénients extrêmement graves et qu'il y avait telle nature de crime, tel état de désordre et de perturbation qui, dans une colonie si éloignée, pouvait exiger l'intervention soudaine de la justice et la plus prompte exécution de ses arrêts.

Le trois germinal an II, toutes les institutions de l'assemblée coloniale furent abrogées par un arrêté des consuls qui rétablit les tribunaux sur le même pied qu'en 1789, en leur donnant des dénominations différentes, et leur imposa l'obligation de juger, tant au civil qu'au criminel,

suivant les formes de procéder, les lois, règlements et tarifs alors observés dans la Colonie.

Certainement, Messieurs, il n'est pas étonnant que le Gouvernement consulaire ait supprimé surtout en 1803, toutes les oeuvres opérées dans notre île pendant la Révolution. Essentiellement conservateur et prévoyant, il a préféré recourir aux institutions et aux lois qui pouvaient assurer le maintien de ses principes d'ordre et d'autorité et lui donner le temps de procéder avec prudence à des améliorations plus conformes à son esprit et à ses tendances. Mais comment se fait-il qu'il n'ait point respecté le pourvoi en cassation rendu suspensif par l'assemblée coloniale ? Pouvait-il redouter les conséquences d'une innovation qui tendait à rapprocher notre législation de celle de la France ? Ne lui aurait-il pas été facile de créer un tribunal qui lui présentât plus de garanties que cette assemblée agitée par les passions politiques ? Je n'en doute pas, Messieurs, si ce Gouvernement imbu de principes de 1789 a reculé devant la conservation d'une mesure favorable à l'humanité, c'est qu'il a craint qu'en énervant l'action des tribunaux, elle n'affaiblît aussi celle de l'autorité locale et n'entravât la marche de l'administration dans les moments les plus critiques. Nous devons croire qu'il a été déterminé par les inconvénients des distances et le dérangement des témoins qui, appelés en France ou dans d'autres colonies, auraient donné lieu à des frais de transport très considérables. Mais la raison prédominante a été, sans aucun doute, le danger suspendu sur les coupables. Cette sorte d'impunité qui les enhardit au crime, devait être alors considérée comme étant de nature à fomenter les troubles et à rendre moins efficace le plus puissant moyen de les réprimer ; car il est une vérité qui ne saurait être méconnue et sans laquelle il n'y a point d'ordre social possible, c'est que la justice, qui est la mise en action de la loi, doit assistance à l'autorité, en échange d'un utile et indispensable concours. Lorsque la justice marche à côté de la force, l'emploi de la force est moins nécessaire et plus rare, et l'humanité gagne elle-même au déploiement d'une prompte sévérité exercée par les tribunaux.

Ce sont de pareilles considérations, Messieurs, qui ont évidemment dicté la conduite du Consulat et des différents Gouvernements qui se sont succédés jusqu'à nos jours.

Durant l'occupation de notre île par les Anglais, les lois du capitaine général Decaen et celles qu'il avait notifiées continuèrent d'y recevoir leur exécution.

À la reprise de possession de la colonie, le roi Louis XVIII, ne tarda pas à s'apercevoir qu'elles n'étaient plus en harmonie avec les progrès et les besoins de notre pays, et, par une ordonnance du 13 novembre 1816, il y établit une organisation judiciaire qui était aussi rapprochée que possible de celle de la France et, néanmoins, en ce qui concerne le

pourvoi en cassation en matière criminelle, s'écarterait radicalement des lois du royaume dans les dispositions suivantes :

Article 6 : Il n'y a de recours en cassation que pour les affaires civiles.

Les jugements en matière criminelle seront communiqués dans les vingt-quatre heures aux administrateurs de la Colonie, qui, réunis au procureur général, décideront, à la majorité des voix, s'il y a lieu au recours en grâce.

Si la décision est affirmative, l'exécution sera suspendue et il en sera rendu compte au ministre d'Etat de la Marine et des Colonies, dans le cas contraire, le jugement sera immédiatement exécuté.

Les jugements en matière correctionnelle et de simple police ne seront susceptibles d'aucun recours.

Cet article, pour ce qui concerne l'exécution des jugements et arrêts, n'a fait, en quelque sorte, que reproduire les dispositions de l'ordonnance du 1^{er} février 1766.

L'ordonnance du 30 septembre 1827, en détruisant l'inamovibilité des juges et l'assimilation de nos tribunaux à ceux de la Métropole, nous a donné le Code d'Instruction Criminelle avec de profondes modifications, et notamment avec le maintien des dispositions de l'ordonnance du 13 novembre 1816 relatives au pourvoi en cassation ; toutefois elle a réservé au Gouvernement seul, ainsi que l'avait fait l'ordonnance du 21 août 1825, le droit d'ordonner l'exécution immédiate des arrêts de condamnation ou de prononcer les sursis pour recourir à la clémence du souverain.

Le même système a été adopté par le Gouvernement de juillet. Après avoir reconnu pour la France les avantages de l'adoucissement des peines, il a étendu à notre Colonie les bienfaits de la loi du 20 avril 1832, et s'est dispensé de lui donner les garanties du recours en cassation. Cette réserve, dans le moment même où les idées de progrès et les sentiments humanitaires semblaient exalter tous les esprits, indique clairement, Messieurs, que ce Gouvernement a, comme les autres, redouté pour notre île les conséquences du pourvoi en matière criminelle ; il a, du reste, à cet égard, exprimé toute sa pensée dans un rapport du ministre de la Marine sous la date du 26 mars 1842.

La nouvelle organisation judiciaire du 16 août 1854 est également muette sur le pourvoi en cassation. Si le gouvernement de Napoléon III a adopté sur ce point l'opinion des Gouvernements précédents, c'est qu'il a aussi pensé qu'il y avait quelque danger dans la concession de cette voie juridique à nos possessions lointaines ; mais comme il s'attache incessamment à répandre dans toutes les parties de l'Empire les bienfaits de l'ordre et d'une bonne législation, il n'est point resté indiffé-

rent à l'expression du besoin qu'on lui a manifesté pour notre Colonie, et il a voulu être éclairé sur les avantages ou les désavantages d'une disposition qui donnerait au Gouvernement le droit de surseoir à l'exécution d'une sentence capitale, pour autoriser le recours en cassation, de même qu'il peut le faire pour demander la grâce du condamné.

Après ces réflexions sur les lois anciennes et sur celles qui nous régissent aujourd'hui, je suis naturellement amené à l'examen de la question sur laquelle vous devez donner votre avis. Je tâcherai de le faire, Messieurs, avec toute la réserve que réclame un pareil sujet. Et d'abord il est une chose qui a dû vous frapper et sur laquelle j'ai rappelé votre attention dès le début de mon rapport, c'est que les gouvernements, avant, pendant et après la révolution de 1789, ont reconnu la nécessité de conférer aux autorités locales le droit d'ordonner l'exécution immédiate des jugements et arrêts en matière criminelle, toutes les fois que les circonstances l'exigeraient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité du pays. Aussi, n'entre-il pas dans la pensée du ministre qu'on puisse enlever au Gouvernement une prérogative aussi importante, et fait-il dépendre la faculté du pourvoi en cassation de la décision favorable du chef de la Colonie. S'il était besoin de corroborer cette opinion du ministre, il me suffirait de vous rappeler les motifs qui ont donné lieu, dans notre île, à la création d'une Cour Extraordinaire de justice criminelle. L'arrêté du commandant administrateur pour le roi, en date du 21 août 1823, porte ce qui suit :

Considérant que des actes d'une malveillance manifeste se multiplient depuis quelque temps dans la Colonie et surtout à St-Denis ;

Vu les pourvois à nous conférés pour le salut de la chose publique dans les occasions extraordinaires ;

Après en avoir délibéré en conseil du gouvernement et d'administration et sauf l'approbation de Sa Majesté, avons ordonné, etc...

Article 1er : Il est créé à Bourbon une Cour Extraordinaire de justice criminelle pour juger les crimes et tentatives de crimes spécifiés par l'article 6, titre 2, de la présente ordonnance.

C'étaient des incendies, des empoisonnements, des assassinats, des vols audacieux commis en même temps que ces crimes, qui se multipliaient de tous côtés et portaient l'épouvante et la désolation dans les familles et les communes ! Eh bien, les tribunaux ordinaires, avec l'effroi de leurs arrêts exécutés dans les vingt-quatre heures, n'ont point paru suffisants pour arrêter ce débordement des crimes les plus atroces ; si le Gouvernement d'alors a été obligé d'organiser une véritable Cour Prévôtale pour jeter la terreur dans l'âme des pervers et les contraindre au respect des personnes et des propriétés, à, quels expédients ne lui aurait-il pas fallu recourir pour remplacer cette action si efficace de la justice qui aurait été suspendue par le pourvoi en cassation ! Le déploie-

ment de la force est toujours fâcheux ; les résultats qu'il obtient ne sont que momentanés, et ils pourraient être impuissants pour rétablir l'ordre, si les mauvaises passions, les actes criminels n'étaient sévèrement réprimés par les tribunaux. Avec un pourvoi toujours suspensif, cette répression dans la Colonie serait trop tardive et ne produirait aucun effet. Admettons donc avec le ministre que, dans tous les cas, le droit de faire exécuter de suite la condamnation appartiendra à l'autorité locale.

Il est ensuite un autre point, Messieurs, sur lequel vous partagerez encore l'opinion du ministre, c'est qu'une fois le pourvoi admis pour les sentences capitales, il n'y aurait pas de raison pour ne pas accorder le même droit de révision en faveur des condamnations aux travaux forcés et de celles qui entraînent. On pourrait même dire que, dans notre situation exceptionnelle, le sursis pour ces dernières peines n'aurait pas les mêmes conséquences que pour une condamnation à mort. L'exécution dans ce dernier cas, je l'ai déjà dit, peut être commandée par le besoin actuel de terrifier les méchants et d'assurer la tranquillité publique ; elle se manifeste en face de la population, par les terreurs du supplice. Dans les autres cas au contraire, l'exécution de l'arrêt a ordinairement lieu dans l'intérieur des prisons, et si elle se produit au dehors pour les condamnés aux travaux forcés à temps qui ne sont pas envoyés en France où à Cayenne, elle impressionne rarement la population qui, une fois le verdict prononcé, ne se préoccupe plus des suites de ces sortes de condamnations. Aussi les décisions judiciaires qui les contiennent ne pourraient être fâcheusement énervées par des pourvois qui, dans certaines circonstances, donneraient lieu à des sursis de plusieurs mois et même de plusieurs années. Les condamnés seraient gardés dans l'intérieur des geôles et cette détention, que les chaleurs de notre île rendent souvent très pénible, sans porter une trop grande atteinte à l'influence de nos arrêts, servirait par sa durée à constater leur puissance et leur force. Je m'occuperai donc du pourvoi en matière criminelle en général, et la solution de la question s'appliquera tout aussi bien aux condamnations à des peines afflictives ou infamantes qu'aux sentences capitales.

Au premier abord, Messieurs, j'ai cru qu'il serait assez téméraire de ma part de proposer une modification à un système qui remonte à de longues années et que les Gouvernements les plus éclairés ont successivement adopté ; j'ai aussi craint de me mettre en opposition avec les divers raisonnements que j'ai déjà développés pour faire comprendre la profonde sagesse dont ils ont fait preuve, en investissant l'autorité locale d'un pouvoir assez puissant pour imprimer à l'action de la justice la célérité la plus efficace et la plus salutaire ; mais après un examen très approfondi, je me suis convaincu que je pouvais, sans être en contradiction avec moi-même, me rattacher à une proposition qui concilierait le vœu manifesté au Ministre avec les exigences de nos nécessités coloniales et particulières. Je m'associe donc à tout ce qui a été dit par M. de

Nanteuil, pour démontrer qu'il n'y aurait pas impossibilité d'établir un mode de pourvoi en matière criminelle pour l'île de la Réunion. Je ne reproduirai pas ici tous les arguments dont il s'est servi pour faire ressortir le besoin d'une voie de restitution contre ces erreurs qui désolent la société et que la justice est la première à déplorer. Ils me paraissent assez concluants pour faire surmonter les grandes difficultés que présente notre éloignement de la Métropole, et en signalant moi-même à votre attention celles qui me paraissent les plus ardues, je vous exposerai consciencieusement les moyens qui vous permettront peut-être de les aplanir et d'atteindre un but que toutes les âmes honnêtes doivent désirer.

Certainement vous reconnaîtrez, avec l'honorable commentateur de nos lois locales, que le recours en grâce ne suffit pas pour remédier aux immenses inconvénients de l'absence absolue d'une voie de cassation, et vous apprécierez aussi la justesse des paroles de M. de Peyronnet, que je me fais un devoir de reproduire ici : « La grâce n'est que pitié et pardon, la grâce suppose le crime, une condamnation légale ; elle ne s'accorde qu'à celui qui est certainement coupable ; enfin, la grâce remet la peine et n'efface jamais la condamnation. »

Si, par malheur, un homme honorable venait à être frappé dans cette Colonie par un arrêt semblable à ceux qui ont condamné deux fois un sieur Dehors à la peine capitale, il n'aurait que la ressource de la grâce pour préserver sa tête, et, pour toujours, sa réputation resterait sous le coup de l'infamie qui d'ordinaire rejaillit malheureusement aussi sur la famille ! Mais avons-nous besoin de cette supposition sur la famille ! Mais avons-nous besoin de cette supposition ? N'a-t-il pas été juridiquement constaté qu'une de nos Cours tout à fait innocents du crime d'incendie dont ils étaient accusés ? Sur la déposition de plusieurs faux témoins, elle avait prononcé contre ces malheureux les travaux forcés à temps, et ils avaient déjà commencé à subir cette peine, lorsqu'il fut heureusement reconnu, peu de temps après, que les véritables auteurs du crime étaient ces témoins eux-mêmes, qui en firent l'aveu, et qu'une nouvelle Cour d'Assises, ayant réuni toutes les preuves de leur culpabilité, leur infligea, par un arrêt du 11 novembre 1851, la même nature de peine, en augmentant le temps de sa durée. S'il n'y avait pas eu contrariété d'arrêts qui permit au procureur général de recourir aux dispositions de l'article 443 du Code d'Instruction Criminelle, ces quatre indiens n'auraient pu échapper aux effets de la condamnation que par la grâce, et, quoiqu'en général ces étrangers paraissent peu sensibles aux flétrissures morales qui résultent de nos sentences, la justice coloniale aurait eu vivement à regretter de ne pouvoir en affranchir ceux qu'elle avait erronément frappés. Sans doute il peut être objecté que la Cour de Cassation n'est appelée qu'à examiner si les formules ont été régulièrement observées, s'il a été fait une juste application de la loi, et qu'une

décision judiciaire, inattaquable sous ce double rapport, peut encore infliger à un innocent une peine criminelle, et même la plus terrible. Mais au moins, en déplorant cette fatale erreur, aurait-on la certitude, par l'examen de la Cour Régulatrice, que rien n'a été négligé pour découvrir la vérité, que les formalités essentielles n'ont pas été violées et que le crime, parfaitement qualifié, a subi la peine édictée par la loi. Pourrait-on d'ailleurs contester toutes les garanties que présente l'observation des formes ? Ne suffit-il pas d'ajouter que les immenses avantages de la Cour de Cassation sont universellement reconnus et proclamés et qu'il serait très heureux pour notre Colonie, dans certaines circonstances, de ne pas en être totalement privée en matière criminelle ?

Les Antilles jouissent, comme en France, du recours en cassation contre les jugements et arrêts en dernier ressort. Quoiqu'il faille plusieurs mois pour obtenir une décision de la Cour Suprême, l'usage du pourvoi au criminel est fréquent et sans danger à la Martinique et à la Guadeloupe. En étendant, avec quelques modifications, la même faculté à notre île, n'aurait-il pas des résultats analogues ? Certainement la grande distance qui nous sépare de la Métropole, distance qui, à l'égard d'un tel pourvoi, a motivé la restriction sévère dont notre Colonie a été l'objet, présente de nombreux et graves inconvénients ; mais elle ne saurait être un obstacle, aujourd'hui surtout que les moyens de communication entre la France et la Réunion sont plus rapides et paraissent devoir le devenir encore davantage dans un avenir peu éloigné. Déjà une exception a été faite à la loi commune par l'article 47 de l'ordonnance du 24 août 1825. J'applaudirai toujours aux raisons puissantes qui l'ont dictée. Je l'ai déjà dit. Il est des cas où la prompte exécution de nos arrêts est indispensable dans cette île placée à plus de quatre mille lieues de la Métropole, et l'on conçoit très bien que le Gouverneur puisse et doive ordonner sans retard. Mais si l'intérêt colonial ne commande pas cette mesure suprême, si les particularités du procès militent en faveur du condamné et réclament l'atténuation de sa peine ou sa grâce entière, n'est-ce pas aussi un devoir pour le chef de la Colonie de prononcer les sursis, afin de recourir à la clémence du souverain ? Eh bien, Messieurs, c'est précisément dans cette exception créée pour remédier à l'absence du pourvoi en matière criminelle que je cherche un moyen de l'organiser en faveur de la Réunion ; c'est dans l'alternative laissée au Gouverneur par l'article 47 de l'ordonnance du 21 août 1825 que je trouve la possibilité de l'établir dans notre Colonie.

Ou l'intérêt colonial exigera l'exécution immédiate de l'arrêt de condamnation, ou le sursis pourra être prononcé sans le moindre inconvénient. Dans le premier cas, le pourvoi en cassation sera rejeté , dans le second, il sera admis.

Du moment, en effet, que l'autorité locale aura décidé qu'il n'est pas nécessaire pour l'ordre ou la sécurité du pays d'ordonner sans retard le supplice du condamné, rien n'empêche que celui-ci ait la faculté de dénoncer le procès à la Cour Suprême. Atteint dans sa liberté et surtout dans son honneur, il ne saurait se contenter d'un recours en grâce qui n'aurait jamais pour l'effet d'effacer les traces d'une condamnation infamante et qui le plus souvent ne remettrait pas la totalité de la peine. Et pourquoi, d'ailleurs, l priverait-on, dans une pareille circonstance, de cette voie de restitution si appréciée en France ? Pourrait-on dire que les délais du pourvoi seraient trop considérables et qu'ils pourraient avoir de fâcheuses conséquences ? mais il a déjà été établi que le retard dans l'exécution de l'arrêt ne pouvait être nuisible à l'ordre social que dans le seul cas de la peine de mort, et, par conséquent, une fois qu'il aurait été ordonné de surseoir à l'exécution d'une sentence capitale, on ne s'explique pas pour quel motif les conséquences de ces délais seraient plus funestes que celle du temps obligé pour recourir à la clémence du souverain. Aurait-on la crainte de voir cette nouvelle voie juridique énerver dans notre île l'action de la justice et y amoindrir le prestige de son autorité ? Cette crainte serait sans fondement ; car cette fâcheuse influence ne résulterait pas d'une disposition de loi ou d'un acte de l'autorité administrative, mais bien de leur effet ; or, si elle n'a jamais été produite par le sursis dont le pouvoir des Gouverneurs a fait souvent usage, il n'y a pas de raison de croire qu'elle provienne à l'avenir du délai que la loi accordera pour le pourvoi en cassation, après que ce même sursis aura déjà été prononcé. Quoi qu'il en soit, il appartiendra toujours à l'autorité locale de prévenir les dangers et même les inconvénients quelconques que pourraient entraîner le défaut d'exécution immédiate ou les délais du recours en cassation ; c'est elle qui décidera préalablement de l'opportunité et du mérite du pourvoi et par cela même, elle préservera de tout abus cette nouvelle garantie donnée aux accusés. Mais, me dira-t-on avec quelque force de raison, trouverez-vous un chef assez énergique pour faire tomber la tête d'un coupable, lorsqu'une disposition de la loi enlèvera à vos arrêts leur caractère définitif et autorisera leur révision par la Cour Suprême ?

Cette objection est puissante ; mais elle peut être combattue. Remarquez que, sous l'empire de la législation actuelle, le Gouvernement fut obligé de s'entourer de l'avis du Conseil privé pour ordonner l'exécution de l'arrêt de condamnation ou pour prononcer le sursis. Rien ne serait changé quant à l'exercice de ses droits sous ce rapport, et même en augmentant le nombre des membres de son conseil, toute latitude lui serait laissée de ne pas s'arrêter à, leur opinion lorsqu'il jugerait lui-même convenable d'ordonner le supplice du condamné ou de demander sa grâce. Comme aujourd'hui une puissante influence s'exercerait sur lui dans un moment de crise ou de péril, et, suivant toute probabilité, il la subirait pour déployer toute énergie profitable à l'intérêt du pays. Mais

il aurait toujours la responsabilité de la mesure, afin de ne pas diviser l'action administrative et de lui laisser liberté complète de mouvement ; et il serait aussi difficile de restreindre sa noble prérogative de recourir à la clémence de l'Empereur. Cependant lorsqu'il s'agira d'un nouvel ordre de choses, c'est-à-dire de la constitution d'un tribunal pour examiner si le recours en cassation sera autorisé, je proposerais que d'autres précautions entourent et limitent ses pouvoirs. En déclarant alors obligatoire la participation du Conseil privé auquel seraient adjoints deux magistrats d'un rang supérieur, et en imposant la nécessité de la majorité absolue des voix pour admettre provisoirement le pourvoi ou le rejeter définitivement, il me semble qu'on établirait des conditions dans lesquelles l'intérêt réel de la Colonie, comme celui de la justice et de l'humanité, trouverait les plus solides garanties contre cette voie extraordinaire et inusitée pour attaquer les arrêts de nos Cours d'Assises.

Ce Conseil, constitué comme je viens de le dire, serait une sorte de chambre de requêtes et j'y verrais tous les éléments propres à rassurer le pays sur l'exercice des hautes fonctions qui lui seraient confiées. Les deux habitants, conseillers privés, feraient connaître au conseil l'impression que le crime ou l'arrêt de condamnation auraient faite sur la population coloniale, les administrateurs signaleraient tout ce qui pourrait mettre obstacle à l'action gouvernementale et entraîner des désordres ou la perturbation dans le pays ; les magistrats à leur tour, en portant la lumière sur la nature et les circonstances de l'affaire, dénonceraient la violation des formalités essentielles ou la fausse application de la loi et, dans tous les cas, appelleraient l'attention du Conseil sur la décision qui concilierait les besoins de la justice avec les droits toujours sacrés de la défense et de l'humanité. Aussi cette réunion des premiers fonctionnaires et magistrats de la Colonie serait-elle bien placée pour écarter tous les pourvois qui, relatifs aux travaux forcés ou autres peines afflictives ou infamantes, n'auraient d'autre but que de retarder l'exécution des arrêts. Toutes les fois, par exemple, qu'il y aurait aveu complet de l'accusé et certitude que le crime a été bien qualifié et puni conformément à la loi, elle pourrait ne pas se préoccuper de l'inobservation des formalités qui n'auraient aucune influence sur l'issue d'un nouvel examen, sauf au procureur général à user de la faculté que lui donne l'article 440 du Code d'Instruction Criminelle.

C'est un pouvoir immense, Messieurs, que je veux conférer à ce Conseil, mais vous en comprendrez facilement l'absolue nécessité. En cherchant le moyen d'ouvrir une voie de restitution au malheureux condamné qui serait victime d'une erreur et voudrait s'affranchir des atteintes flétrissantes de la condamnation, je désire aussi ne pas priver l'autorité locale de cette prompte et énergique assistance qu'elle doit attendre des décisions judiciaires. Ce but ne serait jamais atteint, s'il n'existait un tribunal local pour statuer sur les requêtes en pourvoi ; tous

les condamnés, afin d'ajourner le plus souvent, ne serait fondé sur aucun moyen sérieux, et par les longs délais du pourvoi, de véritables entraves seraient apportées au cours régulier de la justice. Une telle conséquence serait certainement dangereuse, et, s'il n'était possible de la conjurer par l'institution que je vous propose, il vaudrait mieux s'abstenir de tout changement à la loi qui régit actuellement la Colonie. Mais j'aime à croire, Messieurs, que vous donnerez votre assentiment à la création de cette véritable chambre des requêtes. Si les attributions que j'entends lui conférer vous paraissent exorbitantes, n'oubliez pas qu'elles doivent servir à abroger une disposition d'autant plus rigoureuse qu'elle est dérogatoire au droit commun de la France et qu'il y aurait imprudence et même danger à ne pas soumettre à certaines conditions restrictives l'exercice d'une prérogative inaccoutumée et dont il serait facile d'abuser.

Il est cependant une difficulté qui, après le décret impérial du 16 août 1854, peut être considérée comme très grande, c'est de trouver assez de magistrats pour la formation de ce tribunal spécial, sans gêner le service de la chambre d'accusation et des Cours d'Assises. Mais nous devons espérer que la métropole augmentera les membres de la Cour Impériale. M. le Procureur Général a déjà exposé au ministre l'insuffisance de notre personnel pour faire face aux exigences d'une bonne administration de la justice et vous-mêmes, Messieurs, vous émettrez avec moi le vœu que notre Cour soit composée comme elle l'a été par l'ordonnance du 2 juillet 1847 ou tout au moins comme elle l'était avant le décret que je viens de citer, et qu'elle soit tenue, comme en 1847, de juger au nombre de sept conseillers les affaires civiles et commerciales. A cette époque, la colonie n'avait pas l'importance qu'elle a aujourd'hui ; les habitants de notre île, alors très paisibles, s'élevaient à peine au quart de ceux qui maintenant la fécondent et l'agitent.

Les productions de ses terres, de son commerce et de son industrie étaient alors très restreintes et les contestations auxquelles elles donnaient lieu ne sauraient être comparées, par leur nombre et leur gravité, aux affaires qui occupent actuellement nos tribunaux. Une dépense de dix mille à dix-huit mille francs par an, pour deux conseillers-auditeurs, ne saurait arrêter un gouvernement comme celui de l'Empereur lorsqu'il s'agira d'assimiler sur deux points importants notre organisation judiciaire à celle qui porte l'empreinte du génie des Napoléon et de faire cesser un état de choses qui prive environ quatre-vingt-mille français du droit précieux que leurs frères de la métropole et des colonies de l'ouest se félicitent de posséder.

Avec cette augmentation de deux conseillers ou de deux conseillers-auditeurs, il serait possible à la Cour Impériale de juger toujours à sept au civil et d'offrir ainsi une garantie de plus aux colons de la Réunion et aux négociants de France qui sont obligés de s'adresser à nos tribunaux.

Dans la crainte de supporter les frais énormes qu'occasionne notre éloignement, les justiciables s'abstiennent d'appeler en cassation et, la plupart du temps, ils considèrent nos arrêts comme définitifs ; il serait donc à désirer qu'un nombre de juges semblable à celui de la Métropole leur assurât la solidité et la force de nos décisions judiciaires. D'un autre côté, si, avec deux ou trois magistrats de plus, on maintenait le nombre de cinq pour juger au civil, la Cour Impériale n'appellerait plus, pour se compléter, les avocats et avoués qui militent auprès d'elle. Dans l'état d'exiguïté de son personnel, elle a été souvent forcée d'avoir recours aux membres du barreau pour rendre la justice ; mais elle en a signalé les graves inconvénients au procureur général, et elle se fera toujours un devoir d'élever la voix pour tâcher de les faire cesser. Les avocats et avoués sont constamment mêlés à toutes les affaires du pays ; il peut souvent se trouver des contestations qui aient quelque analogie avec celles qu'ils sont chargés de soutenir, et, par la suite, ils sont exposés à apporter sur le siège les préventions de la défense qu'ils ont entreprise. Aussi ont-ils été les premiers à révéler la fausseté de leurs positions et à faire connaître que leur conscience est toujours mal à l'aise, lorsqu'on les appelle à remplacer les conseillers.

Avec dix membres, tels qu'elle les avait avant le décret du 16 août 1854, la Cour pourra aussi satisfaire à tous les besoins de la chambre d'accusation et des Cours d'Assises des arrondissements du Vent et Sous-le-Vent, et tenir en réserve quatre conseillers pour les éventualités du pourvoi en cassation. Un ou deux d'entre eux serviraient à former le tribunal spécial dit chambre des requêtes, et les autres constitueraient une troisième Cour d'Assises qui aurait mission de prononcer sur les renvois de la Cour Suprême. Dans l'un et l'autre cas, ils auraient pour assesseurs ou suppléants les présidents des tribunaux de première instance et même les simples juges. Les premiers pourraient contribuer à former le tribunal spécial, et tous pourraient être appelés à la Cour d'Assises, toutes les fois qu'ils ne seraient pas empêchés par certains actes de leurs fonctions. Ajoutons enfin, Messieurs que le pourvoi, pour ne pas donner lieu aux grandes difficultés que présenteraient la composition de ce tribunal spécial et des Cours d'Assises, pourrait n'être accordé qu'une seule fois pour le même procès, ainsi que cela se faisait pour la proposition d'erreur.

L'arrêt de renvoi désignerait l'une des deux Cours d'Assises de la Réunion qui n'aurait pas rendu l'arrêt dont la cassation aurait été prononcée et toute autre Cour d'Assises qui serait composée suivant les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 443 du Code d'Instruction Criminelle. Du moment que la possibilité de juger à la Réunion le cas prévu dans cet article du Code Colonial a été admise par le législateur, il me semble qu'on pourrait employer le même moyen pour l'examen à nouveau des affaires criminelles dont les arrêts seraient cassés. En

France, la Cour de Cassation, en brisant les deux décisions qui ne peuvent se concilier, renvoie les accusés, pour être procédé sur les actes d'accusation subsistants, devant une autre Cour Impériale de la Métropole. Ici la loi prescrit au Conseil privé de renvoyer des accusés devant une Cour d'Assises autrement composée que celles qui auraient rendu les deux arrêts. Elle admet donc nécessairement que cette Cour sera formée, dans l'île, avec les éléments que la magistrature coloniale pourra fournir. C'est un système qui est bien propre à aplanir les obstacles et qu'on doit adopter avec confiance. Car il ne faudrait songer à faire juger nos procès par une Cour d'Assises de la France ou d'une autre colonie. Depuis longtemps, l'examen du procès sur les lieux mêmes est généralement apprécié. Il présente cet avantage que la personne de l'accusé, sa vie et ses mœurs sont mieux connues de ceux qui le jugent et que tous renseignements utiles peuvent être apportés à l'heure même sur la moralité des témoins et les particuliers de l'endroit où le crime a été commis. En transportant ailleurs le jugement d'une affaire de l'île de la Réunion, il serait difficile d'initier les magistrats et les jurés de la France, de l'Inde ou des Antilles aux habitudes et aux instincts de nos créoles, de nos affranchis et des immigrants qui nous viennent de l'Afrique et de l'Asie. Ils ont dans le caractère et les défauts quelque chose d'original et de particulier qui, bien apprécié, porte souvent le juge local à atténuer ou à aggraver la peine, et même aussi quelquefois à discerner le vrai là où il paraissait impossible de le découvrir. En second lieu, vous ne donneriez pas à ces Cours d'Assises choisies en France ou dans d'autres contrées le droit de juger sur les dépositions écrites qui auraient été reçues dans notre Colonie. Sans doute, de grandes précautions seraient prises pour constater l'authenticité de chaque témoignage et lui conserver sa valeur et sa portée. Mais l'expérience a prouvé que ce mode d'instruction était vicieux sous bien des rapports et que les débats oraux conduisaient plus sûrement à la découverte de la vérité. Dès lors, il serait nécessaire d'appeler devant ces Cours d'Assises tous les témoins de notre Colonie ; et, sans parler des frais excessifs auxquels leur transport donnerait lieu, serait-il rationnel, serait-il juste, si des causes légitimes les retenaient dans notre île, de priver le juge des lumières qu'il pourrait acquérir par leur audition, et l'accusé des ressources qu'il pourrait en tirer pour sa défense ? Or, comme notre éloignement de la Métropole produirait chez les témoins de fréquents empêchements, la justice manquerait souvent des éléments indispensables pour opérer la conviction, et elle deviendrait insuffisante ou impossible. Ne craignons donc pas de le dire, Messieurs, on trouverait de grands avantages à organiser dans l'île même les moyens de juger les affaires renvoyées sur pourvoi par la Cour de Cassation, et il y aurait de graves inconvénients et même une sorte d'impossibilité à en attribuer la connaissance aux Cours d'Assises de France ou à une autre Colonie.

Après ce long exposé, je crois utile, Messieurs, de résumer toute ma pensée sur la proposition qu'on a soumise au ministre et qui a été l'objet de vos sérieuses méditations.

Depuis la naissance de cette Colonie jusqu'à nos jours, tous les Gouvernements qui se sont succédés, en France, ont jugé indispensable d'armer l'autorité locale du droit d'ordonner l'exécution immédiate des arrêts en matière criminelle. Il faut bien se garder de la priver de ce droit si nécessaire au maintien de l'ordre et à la sécurité publique.

Le pourvoi en cassation contre les arrêts criminels et correctionnels rendus en dernier ressort, s'il a été autorisé par le règlement de 1738, n'a jamais existé de fait dans cette Colonie, et y a même été formellement interdit par les ordonnances des 13 novembre et 30 septembre 1827. Cette interdiction d'un droit dont les Français de la Métropole et ceux des colonies de l'Ouest sont en possession me semble trop absolu. Il serait heureux qu'on pût apporter à cet égard quelques modifications aux lois qui nous régissent, sans qu'il en résultât quelque atteinte aux intérêts bien compris de notre Colonie.

Pour réaliser ce vœu et, par conséquent, pour ouvrir une dernière voie juridique aux malheureux qui auraient été injustement condamnés en matière criminelle, j'ai l'honneur de vous proposer les résolutions suivantes : le pourvoi en cassation contre les arrêts des Cours d'Assises de La Réunion qui prononcent soit la peine de mort, soit une peine afflictive ou infamante, est autorisé dans la Colonie aux conditions qui seront ci-après spécifiées :

Article 373 du Code d'Instruction Criminelle : L'individu condamné à la peine capitale ou à une peine afflictive ou infamante aura, s'il n'en est autrement ordonné par le Gouverneur et le Conseil privé, dans la forme déterminée par l'article 375, trois jours francs, après celui où son arrêt lui aura été prononcé, pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation.

Article 375 : Lorsqu'il s'agit d'une sentence capitale, le Gouverneur, en prenant l'avis du Conseil privé auquel sont adjoints deux magistrats d'un rang supérieur et sans être tenu de se conformer à cet avis, décide, que la condamnation sera exécutée dans les vingt-quatre heures, ou prononce le sursis pour recourir à la clémence de l'Empereur.

Si le sursis est prononcé, le même Conseil privé, sur le rapport d'un de ses membres désigné par le Gouverneur, examine le pourvoi et, à la majorité absolue des voix, l'admet provisoirement ou le rejette définitivement. Dans le premier cas, l'accusé est autorisé à porter son pourvoi devant la Cour suprême qui le juge définitivement. Dans le second cas, l'exécution de la sentence reste subordonnée à la décision de l'Empereur sur le recours en grâce.

Lorsqu'il s'agit d'une condamnation à une peine afflictive ou infamante, autre que la peine capitale, le Conseil privé, constitué de la même manière, examine le pourvoi, sur le rapport d'un de ses membres désigné par le Gouverneur et, à la majorité absolue des voix, l'admet provisoirement ou le rejette définitivement. Dans le premier cas, le condamné est autorisé à porter son pourvoi devant la Cour de Cassation qui le juge définitivement ; dans le second cas, le Conseil ordonne l'exécution de l'arrêt dans les vingt-quatre heures de la décision, à moins que le Gouverneur n'en prononce le sursis pour recourir à la clémence de l'Empereur.

Dans tous les cas, la faculté du pourvoi ne pourra être exercée qu'une seule fois.

Ces dispositions, ainsi que je l'ai déjà dit, supposent nécessairement un nombre de magistrats suffisant pour faire face aux nouvelles fonctions qui leur sont confiées ; elles admettent également que, par un décret ou un senatus-consulte, des règles seront établies pour faire juger à la Réunion même les affaires que la Cour de Cassation reverrait devant une autre Cour d'Assises. Mais si le ministre, dont le nom devenu célèbre dans nos mers est resté cher à nos populations, approuve les résolutions que je vous propose, s'il y voit un bienfait certain pour notre Colonie, il pourvoira, n'en doutez pas, à toutes les mesures qui devront assurer leur exécution. Il me semble d'ailleurs avoir vu, dans la dépêche qui a accompagné le décret du 16 août 1854, que M. Ducos se réservait de provoquer des modifications à cette nouvelle organisation judiciaire, s'il lui était démontré plus tard qu'elles seraient utiles aux véritables intérêts du pays. Son successeur, mieux instruit sur nos besoins, ne serait-il pas heureux de trouver l'occasion de réaliser les espérances qui nous ont été données ?

Je ne sais, Messieurs, si mon travail aura votre approbation et si vous l'adopterez comme réponse à la demande du ministre. Mais j'aime à espérer que vous rendrez toujours justice aux intentions qui m'ont guidé dans l'étude des questions délicates dont nous avons été saisis. En donnant à ce rapport des développements aussi étendus, j'ai voulu que mes recherches vous missent à même de bien apprécier les véritables besoins du pays, et vous indiquassent, en même temps, les moyens qui paraissent propres à les satisfaire. J'ai également désiré qu'elles pussent vous fournir des documents assez complets pour éclairer votre religion sur la grave matière qui nous préoccupe et vous permette d'asseoir votre avis sur de solides fondements.

Heureusement que ce grave problème de droit ne se pose plus mais il méritait d'être rapporté.

Troisième partie

Les acteurs

[Retour à la table des matières](#)

Troisième partie : Les acteurs

Chapitre 14

Les avoués

À l'origine

[Retour à la table des matières](#)

Aux Iles de France et de Bourbon, les fonctions conférées aux avoués ne furent pas exercées comme en Métropole par des « procureurs » mais par des praticiens postulants.

Supprimés à l'Ile de France par un arrêt de règlement du Conseil Supérieur en date du 14 août 1778, ils le furent à Bourbon par un arrêt du Conseil en date du 8 décembre de la même année.

Ces arrêts ordonnaient que les parties plaideraient elles-mêmes leur cause sans pouvoir se servir du ministère d'avocats, ni de celui de praticiens postulants et qu'elles pouvaient seulement se faire représenter par un mandataire spécial.

Deux années plus tard, le 8 décembre 1780 le Conseil Supérieur de Bourbon ordonna que les affaires seraient dorénavant poursuivies par quatre procureurs postulants en titre sans préjudicier néanmoins aux gradués.

L'Ile de France ce n'est que 9 ans plus tard qu'un arrêt de règlement, en date du 9 mai 1789, du Conseil Supérieur reconstitua l'ordre des avocats et accorda à ceux inscrits au tableau la faculté de plaider et de faire tous les actes de la procédure. C'est de cette époque que date le barreau colonial.

Il faudra, rappelons-le, attendre 1958 en Métropole pour parvenir au même résultat.

L'existence de ce barreau fut cependant de courte durée puisqu'il disparut avec les conseils supérieurs lorsque ces derniers furent supprimés en 1793.

C'est à cette époque qu'apparurent les défenseurs officieux puis, avec la loi du 27 ventôse an VIII, les avoués qui furent nommés dans les deux colonies.

Les avoués n'ont été d'ailleurs définitivement organisés que par un arrêté de Decaen en date du 14 nivôse an XII :

CHAPITRE II

Section Première. Chambre des avoués et ses attributions.

Article 16 : Il sera établi auprès des tribunaux des Iles de France et de La Réunion une chambre des avoués pour leur discipline intérieure ; elle sera composée de membres pris dans leur sein et nommés par eux.

Cette chambre prononce par voie de décision, lorsqu'il s'agit de police ou de discipline intérieure, et par forme de simple avis dans les autres cas.

Article 17 : Les attributions de la chambre suivent :

- 1/ De maintenir la discipline intérieure entre les avoués et de prononcer l'application des censures de discipline ci-après établies ;*
- 2/ De prévenir ou concilier tous différends entre avoués sur des communications, remises ou rétentions de pièces, sur des questions de préférence ou concurrence dans les poursuites ou dans l'assistance aux levées de scellés et inventaires ; et en cas de non-renonciation, émettre son opinion, par forme de simple avis, sur lesdites questions ou différends ;*
- 3/ De prévenir toutes plaintes et réclamations de la part de tiers contre des avoués, à raison de leurs fonctions ; concilier celles qui pourraient avoir lieu ; émettre son opinion, par forme de simple avis, sur les réparations civiles qui pourraient en résulter, et réprimer par voie de discipline et de*

censure, les infractions qui en seraient l'objet, sans préjudice de l'action publique devant les tribunaux, s'il y a lieu ;

- 4/ De donner son avis, comme tiers, sur les difficultés qui peuvent s'élever lors de la taxe de tous frais et dépens et même de tous les articles soumis à la taxe, lorsqu'elle poursuit contrepartie, ou lorsque l'avoué fait défaut ; cet avis pourra être donné par un des membres commis par la chambre à cet effet ;*
- 5/ De former ans son sein un bureau de consultation gratuite pour les personnes indigentes, dont la chambre distribue les affaires aux divers avoués, pour les suivre, quand il y a lieu ;*
- 6/ De délivrer les certificats prescrits par l'article 12 aux candidats qui se présenteront en remplacement des avoués morts ou démissionnaires ;*
- 7/ Enfin, de représenter tous les avoués du tribunal, collectivement, sous le rapport de leurs droits et intérêts communs.*

Article 18 : Tous avis de la chambre seront sujets à homologation, à l'exception des décisions sur les cas de police et de discipline intérieure, déterminées en l'article 22.

Section II. Organisation de la Chambre.

Article 19 : La chambre des avoués est composée de quatre membres, et néanmoins la chambre peut délibérer valablement quand les membres présents et votants sont au nombre de trois.

Article 20 : Ces quatre membres sont :

- 1/ Un président, qui a voix prépondérante en cas de partage d'opinions ; il convoque extraordinairement quand il le juge à propos ou sur la réquisition motivée de deux autres membres ; il a la police d'ordre dans la chambre ;*

- 2/ *Un syndic, lequel est partie poursuivante contre les avoués inculpés ; il est entendu préalablement à toutes délibérations de la chambre, qui est tenue de délibérer sur tous ses réquisitoires. Il a, comme le président, le droit de la convoquer ; il poursuit l'exécution de ses déterminés, et agit pour la chambre dans tous les cas, et conformément à ce qu'elle a délibéré ;*
- 3/ *Un rapporteur, qui recueille les renseignements sur les affaires contre les avoués inculpés, et en fait le rapport à la chambre ;*
- 4/ *Un secrétaire. qui rédige les délibérations de la chambre, est le gardien des archives et délivre toutes expéditions ;*

Indépendamment des attributions particulières données aux membres désignés dans le présent article ; chacun d'eux a voix délibérative ; et néanmoins, lorsqu'il s'agit d'affaires où le syndic est partie contre un avoué inculpé, le syndic n'a que voix consultative, et n'est point compté parmi les votants, à moins que son opinion ne soit à décharge.

Article 21 : Outre les fonctions spéciales ci-dessus attribuées à quelques membres et celles communes à tous dans les délibérations, chacun des membres de la chambre est sous-délégué ;

- 1/ *Pour faire les taxes des frais qui lui sont réparties par le président de la chambre ;*
- 2/ *Pour l'examen et consultation des affaires des indigents, qui lui sont aussi réparties par le président de la chambre, à laquelle il les renvoie, avec son avis, pour, s'il y a lieu de les suivre, être par le président distribuées aux divers avoués.*

SECTION III. *Pourvoi de la chambre dans les moyens de discipline*

Article 22 : *La chambre prononce contre les avoués, par forme de discipline et suivant la gravité des cas, celles des dispositions suivantes qu'elle croit devoir leur appliquer savoir :*

- 1/ Le rappel à l'ordre ;*
- 2/ La censure simple, par la décision même ;*
- 3/ La censure avec réprimande, par le président, à l'avoué en personne, dans la chambre assemblée ;*
- 4/ L'interdiction de l'entrée de la chambre.*

Article 23 : *Si l'inculpation portée à la chambre contre un avoué inculqué, la chambre s'adjoit les autres avoués, et ainsi formée émet son opinion aux deux tiers des voix des membres présents sur la suspension et sa durée, par forme de simple avis.*

Les voix seront recueillies, en ce cas, au scrutin, par oui ou par non ; et l'avis ne peut être formé si les deux tiers au moins des membres appelés à l'assemblée n'y sont présents.

Article 24 : *Quand l'avis émis par la chambre sera sur la suspension, il sera déposé au greffe du tribunal ; expédition en sera remise au commissaire du Gouvernement, qui en fera l'usage voulu par la loi.*

SECTION IV. *Mode de procéder en la chambre*

Article 25 : *Le syndic défère à la chambre les faits relatifs à la discipline, et il est tenu de les lui dénoncer, soit d'office, quand il en a eu connaissance, soit sur*

la provocation des parties intéressées, soit sur celle de l'un des membres de la chambre.

Les avoués inculpés sont cités à la chambre, avec délai suffisant, qui ne peut être au-dessous de cinq jours, à la diligence du syndic par une simple lettre indicative de l'objet, signée de lui, et envoyée par le secrétaire, qui en tient note.

Article 26 : Quant aux différends entre avoués et aux difficultés sur lesquelles la chambre est chargée d'émettre son avis, les avoués peuvent se présenter contradictoirement, et sans citation préalable, aux séances de la chambre ; ils peuvent également y être cités, soit par simples lettres indicatives des objets, signées des avoués provoquants, et renvoyées par le secrétaire, auquel ils laissent des doubles, soit par des citations ordinaires, dont ils déposent les originaux au secrétariat.

Ces citations officielles, ou par lettres, sont données avec les mêmes délais que celles du syndic, après avoir été préalablement soumises au visa du président de la chambre.

Article 27 : La chambre prend ses délibérations dans les affaires particulières après avoir entendu ou dûment appelé, dans la forme ci-dessus prescrite, les avoués inculpés ou intéressés, ensemble les tierces parties qui voudront être entendues, et qui, dans tous les cas, pourront se faire représenter ou assister par un avoué.

Les délibérations de la chambre seront motivées et signées, sur la minute, par la majorité des membres présents ; les expéditions ne le sont que par le président et le secrétaire.

Ces délibérations n'étant que de simples actes d'administration d'ordre et de discipline intérieure, ou de simples avis, ne sont, dans aucun cas, sujettes au droit d'enregistrement, non plus que les pièces relatives.

Les délibérations de la chambre sont notifiées, quand il y a lieu, dans la même forme que les citations ; et il en est fait mention par le secrétaire en marge desdites délibérations

SECTION V. Nomination des membres de la chambre, et durée de leurs fonctions

Article 28 : Les membres de la chambre sont nommés par l'assemblée générale des avoués qui se réunissent, à cet effet, dans le lieu où siège le tribunal,

Le bureau est présidé par le doyen d'âge des avoués présents, les deux plus âgés après lui font les fonctions de scrutateurs, et le plus jeune, celles de secrétaire.

La nomination se fait au scrutin secret, par bulletin de liste, contenant un nombre de noms qui ne peut excéder celui des membres à nommer.

La majorité absolue des voix de l'assemblée générale est nécessaire pour la nomination.

Article 29 : Les membres de la chambre sont renouvelés tous les ans par moitié, de manière qu'aucun membre ne puisse rester en fonction plus de deux ans consécutifs.

Le sort indique ceux des membres qui doivent sortir la première année, et ensuite ils sortent par ancienneté de nomination.

Les membres sortants ne peuvent être réélus qu'après une année d'intervalle.

Article 30 : Les membres choisis pour composer la chambre, ou qui en sont membres de droit, nomment entre eux au scrutin secret, à la majorité absolue, le président, le syndic, le rapporteur et le secrétaire.

Cette nomination se renouvelle tous les ans, et les mêmes peuvent être réélus.

En cas de partage des voix, le scrutin est recommencé ; et si le résultat est le même, le plus âgé des deux membres qui sont l'objet de ce partage est nommé de droit, à moins qu'il n'ait rempli pendant les deux années précédentes la place à laquelle il s'agit de nommer ; auquel cas, la nomination de droit s'avère en faveur de son concurrent.

Les certificats prescrits par l'article 13, et que la Chambre doit délivrer, aux termes du numéro 6 de l'article 17, sont ceux de capacité et de bonnes moeurs.

Cet arrêté fut complété par un arrêté du 3 juillet 1806 qui conférait aux avoués le droit de plaider concurremment avec les avocats.

Cette législation subsista jusqu'en 1828, date de promulgation de l'ordonnance de 1827. Les avoués eurent alors le droit exclusif d'instruire les affaires et de plaider devant les tribunaux et la Cour Royale.

Etait cependant maintenue l'interdiction de former une association entre avoués pour l'exercice de leur fonction résultant de l'ordonnance royale de 1816.

L'exercice de la profession d'avocat ayant été rétabli en 1831, la fonction des avoués était exclusivement de représenter les parties devant les tribunaux et la Cour - Royale puis Impériale - de faire tous les actes de forme nécessaires au développement des causes, l'obtention et l'exécution des jugements des avocats.

Toutefois une faveur fut accordée aux avoués en exercice qui furent autorisés à exercer légalement la profession d'avocat tant qu'ils seraient en fonction.

Les avoués de St-Paul

Une exception était de plus faite en faveur des avoués de St-Paul par arrêté du 27 février 1832 :

AU NOM DU ROI

Nous, Gouverneur de l'Ile Bourbon et de ses dépendances,

Vu l'article 6 de l'ordonnance du Roi du 10 juillet dernier et la dépêche du Ministre de la Marine et des Colonies du 9 août 1831, numéro 204 ;

Vu les articles 59 paragraphes 2, 65, 69, 116 paragraphes 8 et 164 de l'ordonnance du Roi du 21 août 1825 ;

Vu l'avis conforme émis par la Cour Royale le 14 du mois courant ;

Considérant que la mesure prescrite par l'article 6 de l'ordonnance du 10 juillet dernier est purement réglementaire, ce qui résulte de la dépêche précitée ;

Qu'en se réservant de statuer ultérieurement soit sur la répartition définitive des avoués entre les divers sièges de la colonie, soit sur la création de nouvelles charges, si les besoins du service le réclament, le ministre n'a pu vouloir prescrire actuellement une mesure qui ne pourrait être exécutée qu'au préjudice du service ;

Considérant que le nombre de douze avoués actuellement en exercice n'a pu suffire que rigoureusement jusqu'ici aux divers besoins de la Cour Royale, des deux sections du tribunal civil de St-Denis et du conseil privé ;

Que si quatre de ces avoués étaient désignés pour exercer près le tribunal de St-Paul, il serait tout à fait impossible que les huit autres puissent suffire aux exigences du service judiciaire à St-Denis ;

Qu'il y a conséquemment lieu de créer à St-Paul un nombre de charges d'avoué suffisant aux besoins du tribunal de première instance et de la Cour d'Assises ;

Considérant que, vu le petit nombre de licenciés en droit dans la colonie, il est indispensable d'accorder à ces avoués la faculté de plaider tant devant le tribunal de St-Paul que devant la Cour d'Assises du même arrondissement ;

Sur le rapport du Procureur Général du Roi,

De l'avis du conseil privé,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit, pour être exécuté pendant une année, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par Sa Majesté :

Article 1er : il est créé trois nouvelles charges d'avoué près le tribunal de St-Paul,

Article 2 : Sont nommés avoués près le tribunal de St-Paul, les sieurs Kanval-Aimé, avocat ; Lenoël, avocat, actuellement juge de paix à StBenoît, et Corties.

Article 3 : Au moyen de cette nomination, la répartition des avoués entre les tribunaux de la colonie est réglée ainsi qu'il suit :

Exerceront près la Cour Royale et le tribunal de première instance de St-Denis :

*Mes Conil Pierre-Antoine ;
Delabarre de Nanteuil Théodore ;
Montalant Grégoire Auguste ;
Béranger Joseph Ferdinand ;
Le Golf Adolphe ;
de Greslan Jean-Baptiste Pierre Prosper ;
Brunet Joseph Auguste ;
Le Sueur Antoine Augustin Louis ;
Orsat Théophile Joseph ;
Féry Desclands Louis Zacharie Fortuné Charles ; Murat.*

Exerceront près le tribunal de première instance de St-Paul ;

*Mes Kanval-Aimé Jacques Jean-Baptiste François Théodore ;
Kanval-Aimé Jean-Baptiste Augustin ;
Lenoël ;
Corlies*

Article 4 : Le Procureur Général du Roi est chargé, etc...

Cet arrêté a eu pour effet d'abroger ceux du 17 juin et du 5 juillet 1828.

Cependant il y avait difficulté d'application : les avoués, on le comprend, argumentaient... Les textes n'avaient point été promulgués à Bourbon.

Vide juridique

Ainsi le Ministre de la Marine et des Colonies prescrit-il la promulgation à Bourbon de l'ordonnance Royale du 27 février 1822 relative à la plaidoirie par lettre au Gouverneur en date du 25 août 1843 :

Monsieur le Gouverneur, le numéro des annales maritimes de juin dernier contient le texte de la Cour de Cassation rendu sur un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour Royale de la Martinique en matière de plaidoirie des avoués. L'arrêt attaqué a été cassé sur le moyen tiré du défaut de promulgation textuelle à la Martinique de l'ordonnance du 27 février 1822, sur la plaidoirie en France, ordonnance à laquelle renvoie implicitement celle du 15 février 1831 qui a rétabli le libre exercice de la profession d'avocat dans les colonies.

En notifiant à Monsieur le Gouverneur de la Martinique l'arrêt de cassation, mon prédécesseur l'a invité à faire compléter par la promulgation immédiate de l'ordonnance de 1822, l'effet de celle du 15 février 1831, qui n'a maintenu, en faveur des avoués, qu'un droit transitoire en ce qui concerne la plaidoirie.

Afin de prévenir toute difficulté de même nature qui pourrait s'élever à Bourbon entre les avocats et les avoués, je vous charge d'y faire promulguer l'ordonnance de février 1822, si cela n'avait eu lieu, lors de la réception de celle du 15 février 1831.

Veillez me rendre compte de ce que vous aurez été dans le cas de prescrire à cet égard.

Ce texte sera promulgué le 26 février 1844

Nous, Gouverneur de l'île Bourbon et de ses dépendances,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833 sur le régime législatif des colonies ;

Vu la dépêche ministérielle du 25 août 1843, numéro 350 ;

Considérant qu'il importe de compléter par la promulgation de l'ordonnance royale du 27 février 1822, qui a modifié le décret impérial du 2 juillet 1812, relatif à la plaidoirie en France, l'effet de l'ordonnance du 15 février 1831 qui a rétabli le libre exercice de la profession d'avocat dans les colonies.

Sur le rapport du Procureur Général du Roi,

Le Conseil Privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1 : L'ordonnance royale du 27 février 1822 dont suivent les dispositions, est promulguée à l'Ile Bourbon, pour y être exécutée selon sa forme et teneur.

- 1/ Les avoués qui, en vertu de la loi du 22 ventôse an XII, jusqu'à la publication du décret du 2 juillet 1812, ont obtenu le grade de licencié, continueront de jouir de la faculté qui leur est accordée par l'article 9 du susdit décret.*
- 2/ Les avoués non licenciés et ceux qui ne l'ont été que depuis la publication du décret du 2 juillet 1812, ne pourront plaider les causes dans lesquelles ils occuperont que dans les tribunaux où le nombre des avocats inscrits sur le tableau, ou stagiaires exerçant et résidant dans le chef-lieu, sera jugé insuffisant pour la plaidoirie et l'expédition des affaires.*
- 3/ Chaque année, dans la première quinzaine du mois de novembre, nos Cours Royales arrêteront l'état des tribunaux de première instance de leur ressort où les avoués pourront jouir de la faculté énoncée en l'article précédent.*
- 4/ Les délibérations de nos Cours, en exécution de l'article ci-dessus seront prises à la diligence de nos procureurs généraux, sur l'avis motivé des tribunaux de première instance. Elles seront soumises à l'approbation de notre Garde des Sceaux et recevront provisoirement leur exécution.*
- 5/ Il n'est pas dérogé par la présente au droit qu'ont les avoués de plaider dans les affaires où ils occupent devant nos Cours ou tribunaux, les de-*

mandes incidentes qui sont de nature à être jugées sommairement et tous les incidents relatifs à la procédure.

Article 2 : Le Procureur Général du Roi est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera lu, publié et enregistré partout où besoin sera.

L'affaire était d'importance et la justice dut trancher et fixer les domaines respectifs de chacun des deux ordres par le jugement du 21 mai 1844 :

Attendu que les ordonnances du 15 février 1831 et du 22 novembre 1822 ont été promulguées à Bourbon, suivant le mode établi par l'article 3 de l'arrêté supplémentaire au Code Civil du 1er brumaire an XIV, et qu'il est constant que le législateur, en les rendant exécutoires dans la colonie, a eu en vue d'y accorder aux avocats le libre et entier exercice de leur profession. Attendu que les lois nouvelles abrogent nécessairement, lors même qu'elles ne l'expriment pas, les lois précédentes dont elles contrarient les dispositions ;

Attendu que toutes les lois doivent être étendues à ce qui est essentiel, à l'objet qu'elles ont en vue, et que celles dont les dispositions sont en faveur de quelques personnes doivent s'interpréter conformément à la nature des raisons qui les ont déterminées, et ne doivent pas s'appliquer d'une manière qui puisse préjudicier à ces personnes qu'elles ont voulu favoriser ;

Attendu qu'en faisant l'application de ces principes au cas du procès, l'on reconnaîtra facilement que le droit de plaider accordé aux avoués par l'article 175 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, leur a été enlevé par l'ordonnance du 15 février 1831, que si, en conférant aux avocats toutes les prérogatives dont ils jouissent en France, le législateur du 15 février 1831 avait entendu laisser intacts les droits que les avoués tenaient de l'article 175 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, il se serait d'abord abstenu de formuler, dans l'article de l'ordonnance du 15 février 1831, une exception en faveur des titulaires des offices d'avoués au moment de sa promulgation, et n'aurait pas ensuite déclaré dans l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1822, que la profession d'avocat était incompatible avec les fonctions d'avoué ; qu'effectivement il eût été inutile d'établir cette excep-

tion que commandait le respect des droits acquis, si les successeurs des susdits titulaires des offices d'avoués avaient dû exercer comme eux la profession d'avocat ; que, d'un autre côté, il n'eût pas été rationnel de déclarer la profession d'avocat incompatible avec les fonctions d'avoué, si les avoués avaient dû continuer à jouir des prérogatives qui appartiennent aux avocats, c'est-à-dire s'ils avaient dû être tout à la fois avocats et avoués ; qu'il s'ensuit donc que les articles 41 et 2 de l'ordonnance du 15 février 1831, combinés avec l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1822, contiennent une abrogation sinon formelle, du moins tacite, de toutes les dispositions de l'article 175 de l'ordonnance du 31 septembre 1827 ;

Attendu qu'il est en vain allégué que les dispositions de l'ordonnance du 15 février 1831 et celles de l'article 175 de l'ordonnance du 30 septembre 1827 ne sont pas incompatibles, et qu'elles peuvent être exécutées l'une et l'autre sans se contrarier mutuellement puisque le législateur du 15 février 1831 a maintenu le double droit de postuler et de plaider en faveur des avoués qui seraient en fonction au moment de la promulgation de l'ordonnance du 15 février 1831 ; qu'on ne peut, en effet, argumenter d'une disposition transitoire qu'ont nécessairement le respect des droits acquis et le principe de la non-rétroactivité des lois pour établir qu'il y a que d'incompatibilité entre la loi qui rend aux avoués le libre exercice de leur profession, et la loi qui réserverait aux avoués le droit de plaider, c'est-à-dire le droit qui constitue, en quelque sorte à lui seul, la profession d'avocat ; qu'évidemment, si les avoués avaient pu conserver le double droit de plaider et de postuler, il leur aurait été facile de rendre vaine l'ordonnance du 15 février 1831, en s'entendant pour refuser aux avocats leur constitution, et ne la leur accorder que forcés, contraints, et par conséquent, en gênant et paralysant l'exercice d'un droit que cette ordonnance a entendu restituer auxdits avocats ; qu'il faut donc reconnaître que l'existence de la disposition de l'article 175 précité, concernant le droit de plaidoirie, contrarie essentiellement à jamais l'exécution de l'ordonnance du 15 février 1831, et que, par suite, cette disposition a été abrogée par l'article 2 de cette ordonnance du 15 février 1831.

Attendu que vainement aussi l'on invoquerait en faveur des avoués l'arrêt de la Cour de Cassation du 12 février 1843 ; que sans qu'il soit besoin de rechercher si, par la seule force de l'ordonnance du 15 février 1831, légalement promulguée à Bourbon, il n'était pas permis de recourir, pour l'exécution d'icelle, aux lois et

règlements relatifs à la profession d'avocat dans la métropole, toujours est-il que la Cour Suprême n'a cassé l'arrêt de la Cour Royale de la Martinique que parce que cette dernière Cour s'était appuyée, pour rendre sa décision, sur l'ordonnance du 27 février 1822, qui n'avait pas été légalement promulguée dans cette colonie que, dès le moment où elle a reconnu la violation des lois concernant la promulgation, ladite Cour Suprême s'est arrêtée à ce moyen de cassation, et il n'apparaît pas qu'elle ait examiné si, par ses propres dispositions, l'ordonnance du 15 février 1831 avait abrogé celles qui conféraient aux avoués le droit de plaider ; que, conséquemment, cet arrêt du 12 février 1843 n'a pas définitivement statué sur le point en litige, et ne peut servir de base aux réclamations de l'avoué Charles Brunet ;

Attendu que Me Charles Brunet ne se trouve pas dans le cas d'exception prévu par l'ordonnance du 15 février 1831 ;

Le tribunal déclare Me Charles Brunet, avoué, mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute ; en conséquence ; lui fait défense de plaider l'affaire en séparation de corps dans laquelle il est constitué, et néanmoins compense les dépens.

Me Charles Brunet fit appel. Les moyens développés devant le 1er juge furent repris devant la Cour Royale qui, par arrêt du 28 décembre 1844 - sous la présidence de Mr Monginet Président - sur les conclusions du Procureur Général Barbaroux, adoptant les motifs des premiers juges, confirma le jugement.

Cependant en matière criminelle le droit de plaider accordé aux avoués par l'article 295 du Code d'Instruction Criminelle n'a pas été abrogé ni modifié par aucune loi.

Tous les ans un avoué était délégué par la corporation et ordinairement agréé par la Procureur Général pour donner des consultations gratuites aux personnes indigentes.

Assistance, aide judiciaire, ARAJUFA, ces services sont loin d'être nouveaux ! On aurait pu s'en douter.

Les fonctions d'avoué étaient incompatibles avec les fonctions de l'ordre administratif (salarié) de notaire, de greffier ou d'huissier et enfin avec toute espèce de commerce.

Les avoués appelés à compléter les tribunaux devaient avoir deux années d'exercice dans la Colonie.

Fixé d'abord à douze, le nombre des avoués fut porté à quinze.

Il fallait, pour être reçu avoué, avoir 25 ans révolus, être licencié en droit et justifier de deux années de cléricature.

Pouvaient être dispensés de la licence en droit ceux qui pouvaient justifier de cinq années de cléricature chez un avoué, soit dans la colonie, soit en France dont 3 en qualité de premier clerc. Ils étaient alors soumis à un examen portant sur les 5 codes devant un membre de la Cour désigné par le Président en présence d'un officier du Ministère Public.

Après avis du Gouvernement et du Procureur Général, les avoués étaient nommés par le Ministre de la Marine et des Colonies.

À St-Denis, les avoués près du Tribunal et de la Cour Royale ont pris le 23 mars 1830 une délibération qui avait pour objet la discipline intérieure des avoués.

Le 20 mars 1840 le Procureur Général Barbaroux, dans une lettre adressée au Président de Chambre des avoués déclarait *l'existence de la Chambre des avoués est un fait adopté reconnu par l'ordre judiciaire, par les parquets et par l'administration.*

Le Gouverneur, conformément à cette idée inséra dans un arrêté local du 13 janvier 1844 la disposition suivante :

Un registre spécial destiné à recevoir les inscriptions des stagiaires, sera tenu non seulement au greffe du tribunal de première instance, mais encore à la chambre des avoués. Les inscriptions devront être signalées par le greffier ou le secrétaire de la chambre ; enfin, le postulant ne pourra être admis à s'inscrire que sur le vu des certificats établissant.. qu'il est de bonne conduite et que sa moralité ne donne lieu à aucun reproche. Ces certificats seront préalablement soumis à la

chambre des avoués, qui donnera son avis. Si cet avis est défavorable, le président du tribunal statuera par simple décision, inscrite au bas des certificats.

Malheureusement, alors que l'idée était admise depuis plus de 15 années, le pouvoir central, par dépêche ministérielle du 27 décembre 1844, décida de supprimer la chambre des avoués... Le Gouverneur reprenait tous ses droits sur une autre partie de la justice...

L'histoire se répètera puisqu'en 1958 les avoués seront à nouveau supprimés et Avocats et Avoués constitueront la nouvelle profession d'avocats.

Troisième partie : Les acteurs

Chapitre 15

Les avocats

La gestation

[Retour à la table des matières](#)

L'ordre des avocats disparut en même temps que les conseils supérieurs en 1790. Ceux qui furent chargés de l'exercice de la plaidoirie prirent le titre de défenseurs officiels jusqu'au rétablissement de l'ordre par la loi du 22 ventôse an XII.

Ces dispositions furent promulguées à l'Ile de France et à Bourbon par arrêté du Gouverneur Général Decaen le 3 juillet 1806.

Le décret du 14 décembre 1810 qui créait des conseils de discipline ne fut pas promulgué à Bourbon en raison de l'occupation anglaise.

Néanmoins le Barreau continua de s'assembler et de prendre des délibérations sur l'intérêt commun.

Mais l'ordonnance royale du 30 septembre 1827 - déjà signalée - promulguée en juin 1828 supprima d'un trait de plume la profession d'avocat.

Elle conférait aux avoués le droit de postuler et de plaider, exclusivement pour leur partie devant la Cour et le Tribunal. De plus, l'article 193 stipulait que « le Gouverneur en conseil, et l'avis de la Cour pourraient autoriser deux licenciés en droit, postulant des places d'avoués à plaider devant la Cour et le Tribunal ». Cette autorisation devrait être renouvelée annuellement et pouvait être révoquée.

Sans oublier les dispositions de l'article 107 qui dépouillait les juges de leur inamovibilité : *seront nommés par nous les instances et les juges de paix. Ils exerceront leurs fonctions dans la colonie tant que nous le jugerons convenable.*

Avocats, magistrats, les textes étaient en parfaite harmonie.

Cet état de choses dura jusqu'en septembre 1831 date à laquelle fut *promulguée à Bourbon l'ordonnance royale rétablissant la profession d'avocat.*

En effet Louis Philippe s'était déjà intéressé à cette profession. Il avait réglé le sort des conseils de discipline et l'ordre en Métropole :

Ordonnance du Roi concernant l'exercice de la profession d'avocat et la formation des conseils de discipline et l'ordre.

Louis-Philippe, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre Garde des Sceaux, Ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice ;

Vu la loi du 22 ventôse an XII, le décret du 14 décembre 1810 et l'ordonnance du 20 novembre 1822 ;

Considérant que de justes et nombreuses réclamations se sont élevées, depuis longtemps, contre les dispositions réglementaires qui régissent l'exercice de la profession d'avocat ;

Qu'une organisation définitive exige nécessairement quelques délais ;

Que néanmoins il importe de faire cesser, dès ce moment, par des dispositions provisoires, les abus les plus graves et les plus universellement sentis ;

Prenant en considération, à cet égard les vœux exprimés par un grand nombre de barreaux de France,

Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article 1 : À compter de la publication de la présente ordonnance, les conseils de discipline seront élus directement par l'assemblée de l'ordre, composée de tous les avocats inscrits au tableau. L'élection aura lieu par scrutin de liste et à la majorité relative des membres présents.

Article 2 : Les conseils de discipline seront provisoirement composés de cinq membres dans les sièges où le nombre des avocats inscrits sera inférieur à trente, y compris ceux où les fonctions desdits conseils ont été jusqu'à ce jour exercées par les tribunaux ; de sept, si le nombre des avocats inscrits est de trente à cinquante ; de neuf, si ce nombre est de cinquante à cent, de quinze, s'il est de cent ou au-dessus, de vingt-et-un à Paris.

Article 3 : Le bâtonnier de l'ordre sera élu par la même assemblée et par scrutin séparé à la majorité absolue, avant l'élection du conseil de discipline.

Article 4 : A compter de la même époque, tout avocat inscrit au tableau pourra plaider devant toutes les Cours Royales et tous les tribunaux du royaume, sans avoir besoin d'aucune autorisation, sauf les dispositions de l'article 295 du Code d'Instruction Criminelle.

Article 5 : Il sera procédé, dans le plus court délai possible, à la révision définitive des lois et règlements concernant l'exercice de la profession d'avocat.

Notre Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat au département de la Justice, est chargé, etc..

L'organisation de la profession

L'ordonnance du Roi relative à l'exercice de la profession d'avocat dans les colonies devait être prise le 15 février 1831.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français,

Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article 1er : A dater de la promulgation de la présente ordonnance, la profession d'avocat sera librement exercée aux colonies françaises, selon ce qui est réglé par les lois et règlements en vigueur dans la métropole.

Toutefois, les titulaires actuels des offices d'avoués à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane et à l'île Bourbon, conserveront, tant qu'ils demeureront en fonction, la faculté d'exercer légalement la profession d'avocat, conformément aux dispositions des ordonnances organiques de l'ordonnance judiciaire de ces colonies, en date du 30 septembre 1827, 24 septembre et 12 décembre 1828.

Article 2 : Toutes les dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

Article 3 : Notre Ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies, est chargé, etc...

L'arrêté portant promulgation de l'ordonnance royale du 15 février 1831, relative à l'exercice de la profession d'avocat dans les colonies est pris le 4 septembre 1831 :

AU NOM DU ROI

Nous, Gouverneur de l'île Bourbon et de ses dépendances,

Vu l'ordonnance du Roi du 15 février 1831, relative au libre exercice de la profession d'avocat dans les colonies, et la dépêche ministérielle du 1er mars 1831, numéro 49 ;

Vu l'ordonnance du Roi du 27 août 1830 et celle du 20 novembre 1822 ;

Vu l'article 64 de l'ordonnance du Roi du 24 août 1825, l'article 142, paragraphe 2, de la même ordonnance ;

Considérant qu'il est d'un pressant intérêt de rétablir dans ses droits la profession d'avocat ;

Qu'aucune disposition n'ayant réglé l'exercice de cette profession dans la colonie, et les lois en vigueur dans la métropole n'ayant pu prévoir tout ce qui se rattache à la profession d'avocat dans les colonies, il est nécessaire de régler certaines attributions par des mesures combinées avec les lois de la métropole et les nécessités que les localités imposent ;

Sur le rapport du Procureur Général,

De l'avis du Conseil Privé

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit ;

Article 1er : L'ordonnance du Roi du 15 février 1831, relative au libre exercice de la profession d'avocat dans les colonies, celle du 27 août 1830 et les titres II, article 12 et suivants titre III et titre IV, article 41 et suivants de l'ordonnance du Roi du 20 novembre 1822, sont promulgués à Bourbon et dépendances pour être exécutés selon leur forme et teneur.

Article 2 : Immédiatement après la publication du présent arrêté, et pour cette fois seulement, il sera formé un tableau des avocats par le président du tribunal de première instance.

Les licenciés en droit porteurs d'un diplôme délivré par l'université de France, et résidant dans la colonie, seront inscrits sur ce tableau d'après l'ordre des dates des diplômes, et après que ces diplômes auront été visés par le procureur général.

Article 3 : Le tableau sera communiqué au président de la Cour Royale, qui le transmettra avec ses observations au procureur général, par lequel il sera définitivement arrêté et rendu public.

Le tableau sera renouvelé chaque année.

Article 4 : Ceux qui seront inscrits sur ce tableau formeront seuls l'ordre des avocats pour toute la colonie ; ils auront la faculté de plaider devant tous les tribunaux de la colonie, sans préjudice des droits consacrés par l'article 4 de l'ordonnance du Roi du 27 août 1830.

Article 5 : Après la publication du tableau et à l'audience de la Cour Royale qui sera indiquée par le président, les personnes inscrites, sur les conclusions du ministère public seront admises à prêter le serment prescrit par l'ordonnance du 31 août 1830.

Article 6 : Avant la publication du tableau indiqué par les articles 2 et 3, l'ordre des avocats se réunira en assemblée générale pour nommer les membres du conseil de discipline et le bâtonnier, conformément au vœu de l'ordonnance du 27 août 1830 ;

Article 7 : *Si le nombre des avocats inscrits au tableau est inférieur à celui des membres du conseil de discipline plus le bâtonnier, ainsi qu'il est indiqué aux articles 2 et 3 de ladite ordonnance, ou s'il est inférieur à ce nombre, l'ordre choisira un bâtonnier et se constituera en conseil de discipline.*

Article 8 : *Il sera donné connaissance au ministère des jugements rendus en matière disciplinaire.*

Article 9 : *Le temps du stage fait dans les autres colonies françaises depuis la promulgation de l'ordonnance du Roi du 15 février 1831, et celui fait en France, seront précomptés sur les trois années du stage.*

Le délai d'interruption du stage mentionné en l'article 31 de l'ordonnance du Roi du 20 novembre 1822 sera augmenté de tout le temps nécessaire pour les déplacements d'un pays à l'autre,

Article 10 : *Le temps de la postulation commencé en exécution de l'article 193 de l'ordonnance judiciaire du 30 novembre 1827 sera compté comme stage.*

Article 11 : *Les licenciés en droit actuellement pourvus d'offices d'avoué qui quitteront leurs fonctions après trois années d'exercice, ne seront pas soumis au stage et seront inscrits au tableau à la date de leur entrée au barreau. S'ils ont moins de trois années d'exercice, ce temps sera précompté sur la durée du stage.*

Article 12 : *les avocats qui auront deux ans d'exercice pourront être appelés, concurremment avec les avoués, à suppléer les juges et officiers du ministère public et ne pourront s'y refuser sans motif d'excuse ou d'empêchement.*

Le temps du stage n'est pas compris dans les deux années exigées ci-dessus.

Article 13 : *La consultation prescrite par l'article 26 de l'ordonnance du Roi du 26 décembre 1827 sur le mode de procéder en matière civile, et par l'article 495 du Code de procédure, pourra être donnée par deux avocats inscrits au tableau et non stagiaires.*

Article 14 : *Sont et demeurent abrogées les ordonnances locales des 17 janvier, 18 avril et 26 juillet, dans toutes leurs dispositions contraires au présent.*

Toutefois, sont déclarées applicables aux avocats toutes les dispositions des lois, ordonnances et arrêtés en vigueur dans la colonie, et relatifs aux avocats et aux avoués, qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 15 : *Le Procureur Général est chargé, etc..*

Les difficultés de l'ordre des avocats

Mais à l'intérieur d'un ordre comme celui-là des difficultés apparurent, par exemple l'affaire des cotisations.

Le conseil de discipline de l'ordre des avocats à la Cour Royale de Bourbon avait, par un arrêté, soumis tous les membres du barreau colonial au paiement d'une cotisation annuelle, pour subvenir à différentes dépenses.

Dans le courant de l'année 1844, les avocats du barreau de St-Paul, refusèrent de payer leur cotisation, bien qu'ils fussent inscrits sur le tableau des avocats de la Cour Royale.

Le conseil de discipline, après plusieurs avertissements, prit, le 24 octobre 1844, un arrêté portant que les noms de ces avocats seraient omis sur le tableau de l'année judiciaire 1844-1845, sauf à les y rétablir, ultérieurement, au cas de paiement de la cotisation.

L'un de ces avocats, Me Brulon, interjeta appel de cet arrêté. La cause fut, en conséquence, portée devant la Cour Royale, réunie en assemblée générale dans la chambre du conseil, conformément à l'article 27 de l'ordonnance du 20 novembre 1822.

Le bâtonnier de l'ordre, Me Ménardière, se présenta, sans avoir consulté le conseil, pour défendre l'arrêté attaqué. Il opposa à l'appelant une fin de non recevoir tirée de l'ordonnance précitée qui ne confère le droit d'appeler des décisions du conseil de discipline que dans les cas où elles prononcent l'interdiction à temps ou la radiation, et non lorsqu'il s'agit d'un refus d'admission ou d'une simple omission.

M. le Procureur Général Barbaroux a conclu à la recevabilité de l'appel, et à l'annulation de l'arrêté attaqué.

La Cour fut appelée à rendre l'arrêt suivant le 14 décembre 1844, M. Monginet, président :

La Cour, vu l'arrêté du gouverneur en date du 4 septembre 1831, portant promulgation à Bourbon, des ordonnances royales des 15 février 1831, 27 août 1830 et 20 novembre 1822 sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau ;

Vu les articles 12 et suivants de l'ordonnance du 20 novembre 1822 précitée.

Attendu, en fait, que Me Brulon était inscrit au tableau des avocats de la colonie de Bourbon pour l'exercice 1843, et que, la même année, il a prêté serment comme avocat devant la Cour ;

Qu'il n'a pas été porté sur le tableau formé pour l'année judiciaire de 1844 à 1845, conformément à un arrêté du conseil de discipline de l'ordre du 24 octobre dernier.

Que Me Brulon, averti le 20 novembre que son omission sur le tableau avait pour cause le non paiement de la cotisation annuelle des membres de l'ordre, a fait remettre, le lendemain 21, au secrétaire du conseil, le montant de cette cotisation ;

Qu'il s'est pourvu, le 26 du même mois, par appel devant la Cour, en chambre de conseil de discipline sus-daté en nullité de cet arrêté et en réintégration sur le tableau ;

Qu'en même temps, le lendemain 27 novembre, Me Brulon adressa directement et par lettre, au bâtonnier de l'ordre, une demande en rétablissement de son nom sur le tableau ;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 24 de l'ordonnance royale du 20 novembre 1822, dans le cas de radiation du tableau, l'avocat condamné peut interjeter appel devant la Cour du ressort ;

Attendu que l'omission au tableau, quelles qu'en soient les causes, ayant les mêmes effets et des conséquences aussi préjudiciables pour l'avocat ; que la radiation doit être confondue avec cette dernière et ne fait avec elle qu'une seule et même peine disciplinaire prononcée par le dernier paragraphe de l'article 18 de l'ordonnance précitée ; que, dès lors, la compétence de la Cour est également certaine, soit qu'il s'agisse de l'omission ou de la radiation du tableau ;

Attendu que, sans examiner jusqu'où peut s'étendre le droit du conseil de discipline, relativement à la formation du tableau, il s'agit ici d'un avocat précédemment inscrit en possession de son état, et qu'il ne serait pas convenable qu'en présence de pareilles circonstances le conseil de discipline d'un ordre, soumis à la surveillance de la Cour Royale, pût se considérer comme une juridiction tellement indépendante de cette Cour, qu'il puisse prononcer sans appel des décisions, dont l'effet serait de priver un avocat de son état, ne fut-ce que temporairement ;

Attendu que, si les conseils de discipline ont le droit de faire des règlements d'intérieur qui obligent les membres de l'ordre pour l'avenir, ils n'ont pas celui d'y apposer des clauses pénales qui ne sont autorisées ni par le texte, ni par l'esprit des ordonnances précitées ; qu'il s'agit, en effet, dans l'arrêt du 24 octobre dernier, de la radiation du tableau pour des causes tout à fait autres que celles prévues par l'article 18 de l'ordonnance de novembre et créées par la seule volonté du conseil de discipline ; que c'est là évidemment mettre à l'exercice de la profession d'avocat, qui, de sa nature, doit rester si indépendante des entraves que l'ordonnance du 20 novembre n'a pas entendu y apporter, que ce serait effectivement et en réalité ajouter aux clauses pénales établies par cette ordonnance que d'en étendre aussi arbitrairement l'application ;

Attendu que s'il appartient aux conseils de discipline de prononcer sur les difficultés relatives à l'inscription sur le tableau des avocats, il ne peut pas leur appartenir de créer par de simples arrêtés, directement ou indirectement, des conditions pour cette inscription : qu'en effet, d'après l'article 38 de la loi du 22 ventôse an XII, c'était par des règlements d'administration publique qu'il devait être pourvu à ce qui concernait la formation du tableau des avocats et la discipline du barreau, et que ces points ont depuis fait l'objet de l'ordonnance royale du 22 novembre qui règle aujourd'hui la matière ;

Attendu, d'ailleurs, que la radiation du tableau arrêtée contre Me BruIon l'a été sans citation préalable, et sans aucune des garanties prescrites par l'ordonnance précitée ; et qu'enfin au premier avis à lui donné, Me Brulon a versé sa cotisation.

Par ces motifs, et sans avoir égard à l'exception d'incompétence proposée par le bâtonnier de l'ordre, de laquelle il est débouté, la Cour déclare nul, comme renfermant une clause illégale et ayant été rendu sans citation préalable, l'arrêt

du 24 octobre dernier rendu par le conseil de discipline, ordonne que le nom de Me Brulon sera rétabli sur le tableau des avocats de la colonie au rang qui lui appartient ; que le tableau avec la rectification ordonnée sera réimprimé aux frais de l'ordre ; que mention du présent arrêté sera faite sur les registres du conseil de l'ordre, en marge de l'arrêté du 24 octobre, dépens supportés par la caisse de l'ordre.

Statuant ainsi la Cour s'était faite l'écho d'un grand juriste de l'époque, le professeur Demolombe qui déclarait :

Si on accorde au conseil de discipline l'omnipotence d'exclusion, craignez qu'il ne fasse de la profession d'avocat, qui doit être libre, un privilège et un monopole. Elle est ouverte à quiconque, riche ou pauvre, obscur ou illustre, s'y présente avec les conditions légales et la probité personnelle, et cependant le conseil de discipline pourrait limiter le nombre des avocats, recevoir l'un, refuser l'autre, par des considérations personnelles de naissance, de fortune et de protection.

Par suite de la décision du 25 octobre 1844, Me Brulon, avocat, ne fut pas inscrit au tableau formé pour l'année judiciaire 1844-1845. Cet avocat se présenta cependant à l'une des audiences du tribunal, pour plaider. Le bâtonnier se leva et fit observer que Me Brulon n'étant pas inscrit au tableau, n'avait pas le droit de plaider. il s'opposa, en conséquence, à ce que la parole lui fut accordée. Me Brulon objecta que la prétention du bâtonnier n'était pas fondée, parce que la décision dont ce dernier se prévalait ne lui avait pas été notifiée.

Le tribunal le 20 novembre 1844 avec Mr Bellier de Villendroy comme président, prononça alors le jugement suivant :

Attendu que s'il est nécessaire, pour exécuter une décision contre un simple particulier, de la lui faire notifier ; rien dans la loi et les usages ne pouvait dispenser le bâtonnier de l'ordre de faire remplir cette formalité vis-à-vis d'un avocat envers qui une mesure sévère avait été prise.

Et attendu que Me Brulon déclare que la décision de l'ordre, d'après laquelle il ne se trouve pas porté sur le tableau, ne lui a point été notifiée, le tribunal l'autorise à plaider en sa qualité d'avocat.

Le bâtonnier a interjeté appel de ce jugement sans avoir consulté le conseil, M. le Procureur Général Barbaroux par l'arrêt de la Cour Royale de Bourbon du 14 décembre 1844 conclut à sa confirmation :

En ce qui concerne les exceptions proposées par Me Brulon ;

Attendu que l'opposition du bâtonnier à ce que Me Brulon plaide comme avocat devant le tribunal de commerce, à l'audience du 20 novembre dernier, ne peut être considérée comme une reconnaissance de la juridiction du tribunal, en ce qui concerne la formation du tableau des avocats, pas plus que cette opposition ne pourrait constituer cette juridiction ;

Attendu qu'une décision qui statue contradictoirement et en audience publique, non sur une question purement disciplinaire, mais sur le droit contesté, n'est pas un simple jugement de police d'audience, et que l'appel doit en être porté devant la Cour, en audience publique, comme de toute décision ordinaire ;

Qu'il n'y a rien à induire de l'exécution donnée par Me Brulon seul à la décision qui lui a permis de plaider ; qu'elle doit être réputée contrainte et forcée de la part du bâtonnier ;

En ce qui touche le défaut d'intérêt, qu'indépendamment de la question de dépens auxquels les parties concluent réciproquement et qui entraînerait seule, pour la Cour, la nécessité d'évaluer leurs droits respectifs, il y existe encore pour l'ordre des avocats un intérêt d'un ordre relevé, celui du maintien de droits et de privilèges qu'ils tiennent de la loi, et qui auraient reçu une atteinte de la décision du 20 novembre .

Attendu, au fond, que l'absence du nom de Me Brulon sur le tableau des avocats, formé et connu, était un obstacle à son admission à plaider comme avocat ; que les difficultés relatives à la formation du tableau, au refus d'y porter, aux

radiations qui en sont faites, n'appartenant pas à la juridiction du tribunal, toutes décisions qui se rattachent à ces difficultés sortent nécessairement de sa compétence ; qu'en décidant que Me Brulon n'avait pas reçu la notification de la décision qui prononçait sa radiation, le tribunal a implicitement tracé une voie de procédure dont il a fait dépendre l'efficacité du tableau, mais qu'alors le tribunal a ainsi tranché une question vivement contestée par le bâtonnier et sur laquelle il n'appartenait qu'à la Cour Royale de statuer ;

Attendu que depuis la décision attaquée, la Cour Royale ayant, sur le pourvoi de Me Brulon, ordonné le rétablissement de son nom sur le tableau, il n'y a plus lieu de statuer sur le chef de conclusions du bâtonnier tendant à ce qu'il soit fait défense à Me Brulon de plaider comme avocat ;

Par ces motifs, la Cour, sans avoir égard aux exceptions, fins de non-recevoir et moyens de nullité dont il est débouté, dit qu'il a été incompétemment jugé par le jugement du 20 novembre dernier, rendu contradictoirement par le tribunal de première instance de St-Denis ; déclare, en conséquence, ledit jugement nul et de nul effet, déclare le bâtonnier non-recevable dans le chef de ses conclusions relatives à la défense de plaider, ordonne la restitution de l'amende, et condamne Me Brulon aux deux tiers des dépens, l'autre tiers supporté par l'appelant ès-noms qu'il s'agit.

Troisième partie : Les acteurs

Chapitre 16

Les huissiers et greffiers

L'arrêt du 27 juin 1764

[Retour à la table des matières](#)

Tout porte à penser que les huissiers, officiers ministériels institués dans chaque canton de la colonie et nommés par le Gouverneur pour faire : citation, notification et signification requises pour l'instruction des procès, ont dû être établis en même temps que les tribunaux.

Un arrêt du Conseil Supérieur de Bourbon en date du 27 juin 1764 a fixé leurs droits et leurs devoirs.

Chaque huissier du XXe siècle y trouvera les principes de rigueur et d'humanité, de prudence et de modération qui doivent régir la profession.

(..) *Ordonnons :*

1/ Que les huissiers de la Cour assisteront les juges dans leurs fonctions : les accompagneront dans les cérémonies pour exécuter les ordres de la justice et en garderont l'entrée de la chambre du conseil.

2/ Qu'ils feront les significations requises pour l'instruction des procès ainsi que les actes et exploits nécessaires pour mettre les jugements à exécution et qu'ils contraindront ceux qui seront condamnés par des voies convenables.

3/ Qu'ils donneront à ceux à qui leurs significations doivent être faites des copies lisibles des actes qu'ils leur servent.

4/ Qu'ils donneront les significations aux personnes même ou en leur absence à quelqu'un de leur domicile et en marqueront la date fidèlement, même l'heure dans les cas nécessaires.

5/ Qu'ils exerceront les saisies, exécutions et emprisonnements avec la force nécessaire ; mais sans violence et avec la modération et l'humanité que demandent le ministère et la justice, à peine de tous dommages intérêts.

6/ Qu'ils laisseront, en faisant les saisies mobilières, les meubles et ustensiles que les ordonnances ne permettent pas d'y comprendre.

7/ Qu'ils spécifieront dans leurs procès verbaux les effets qu'ils saisiront et ne chargeront les gardiens que de ce qui est commis à leur garde en effet.

8/ Qu'ils feront fidèlement mention dans leurs rapports et exploits sans rien ajouter à la vérité de la rébellion ou de la résistance à leur ministère soit de la part des parties ou autres.

9/ Qu'ils feront les exécutions et exploits dont ils seront chargés sans différer, à peine de tous dommages intérêts.

10/ Qu'ils ne retiendront point l'argent qu'ils reçoivent des débiteurs de leurs parties sous prétexte de ce qu'ils prétendent leur être dû, à peine de privation de leur charge et de tous dépens, dommages et intérêts et d'être contraints par corps à la restitution desdites sommes.

11/ Qu'ils obéiront aux juges dans ce qui concerne le fait de leurs charges et leur rendront le respect qui leur est dû.

12/ Enjoint aux huissiers de la Cour de se conformer maintenant au présent règlement à peine de privation de leurs charges, de tous dépens, dommages et intérêts et d'amende suivant l'exigence des cas et afin qu'ils n'en puissent prétendre cause d'ignorance leur en sera délibérée à chacun séparément une expédition en forme par le Greffier de la Cour,

À l'Ile de France un arrêté de règlement du Conseil Supérieur en date du 5 mai 1786 leur prescrivait :

- d'avoir chacun un registre coté et paraphé pour y enregistrer jour par jour tous les titres, papiers, sentences et arrêts qui leur seraient remis par les parties.
- de faire mention au bas de tous leurs exploits, des droits et salaires qui leur seraient dus.

Les arrêts du Conseil Supérieur de Bourbon du 4 mai 1784 et du 6 septembre 1786 plaçaient les huissiers sous la surveillance spéciale du Procureur Général qui avait le droit de les faire emprisonner, pendant le temps qu'il jugeait nécessaire lorsqu'il les croyait coupables de quelques délits relatifs à la fonction, sauf à en rendre ultérieurement compte au Conseil Supérieur - arrêt du 4 mai 1784 et 6 septembre 1786.

Comme en toute manière Decaen, par arrêté du 15 nivôse an XIII, régla la nomination, le nombre, la résidence, le service et le costume des huissiers. Ils devaient fournir un cautionnement.

L'ordonnance de 1827, à laquelle l'on pourra se référer, déterminait le nombre des huissiers pour le service de la Cour et des tribunaux, la limite des fonctions d'huissiers, les conditions requises pour accéder à la profession et la discipline.

N'ayant pas comme en Métropole de Chambre de discipline propre, les huissiers étaient soumis au pouvoir disciplinaire des Cours et tribunaux, du Procureur Général et du Gouverneur de Bourbon.

Le décret du 22 janvier 1852

Enfin les articles 36 et 45 du décret impérial du 14 juin 1813 sur l'organisation et le service des huissiers, dont l'application à la Réunion a été prescrite par le décret du 22 janvier 1852 et promulguée par arrêté du 6 mai de la même année (Bo. 1852.193.404) sont ainsi conçus :

TITRE II. Des attributions des huissiers et de leurs devoirs.

Article 36 : Tout huissier qui chargera un huissier d'une autre résidence d'instrumenter pour lui, à l'effet de se procurer un droit de transport qui ne lui aurait pas été alloué s'il eût instrumenté lui-même, sera puni d'une amende de cent francs. L'huissier qui aura prêté sa signature sera puni de la même peine.

En cas de récidive, l'amende sera doublée et l'huissier sera de plus destitué,

Dans tous les cas, le droit de transport indûment alloué ou perçu sera rejeté de la taxe, ou restitué à la partie.

Article 45 : Tout huissier qui ne remettra pas lui-même, à personne ou domicile, l'exploit et les copies de pièces qu'il aura été chargé de signer, sera condamné, par voie de police correctionnelle, à une suspension de trois mois, à une amende qui ne pourra être moindre de deux cents francs ni excéder deux mille francs, et aux dommages et intérêts des parties.

Si néanmoins, il résulte de l'instruction qu'il a agi frauduleusement, il sera poursuivi criminellement et puni d'après l'article 146 du code pénal.

La vénalité des offices fut reconnue par la promulgation de la loi de Finances du 19 mai 1848.

Loi d'importance, puisqu'il avait été jugé par le tribunal civil de St-Denis le 12 janvier 1847 dans l'affaire que la vénalité des offices n'étant pas admise dans la législation coloniale, la charge d'huissier n'étant pas dans le commerce, la vente n'en était pas valable.

Les droits dus aux huissiers pour leurs actes ont été successivement établis par un tarif du 18 juin 1768 (arrêt du Conseil Supérieur de Bourbon) ensuite par un arrêté de Decaen du 12 brumaire an XIV, enfin par les décrets des 16 février 1807 et 18 juin 1811 rendus applicables à la colonie.

Comme les avocats, les huissiers aussi ont plaidé.

Le problème était d'importance, les huissiers des justices de paix avaient-ils le droit exclusif de notifier les citations données en ces justices ? Ces significations pouvaient-elles être faites concurremment par les huissiers attachés au tribunal ou

à la Cour impériale ? Ces questions seront au centre de l'affaire Reyland c/ Méhaignery.

L'affaire Méhaignery

Par exploit du 4 novembre 1846, le sieur Reybaud, huissier de la justice de paix de St-Denis, a fait assigner le sieur Méhaignery, huissier au tribunal de première instance de la même ville devant cette juridiction aux fins suivantes :

Il plaira au tribunal condamner l'huissier Méhaignery à payer au demandeur, à titre de dommages-intérêts la somme de 1,000 francs, et lui faire défense très expresse de notifier à l'avenir les citations et assignations en justice de paix et les jugements qui en émanent, sous peine de payer au demandeur cinquante francs par chaque exploit, et ce à titre de dommages-intérêts.

Condamner le sieur Méhaignery aux dépens.

Cette demande était fondée sur les articles 4, 16 et 20 du Code de procédure civile appliqués, sans aucune modification, à la Colonie par l'ordonnance royale du 26 décembre 1827 sur le mode de procéder en matière civile à l'île de Bourbon.

Le défenseur a contesté le privilège réclamé par son confrère et a prétendu que les articles sur lesquels il reposait avaient été modifiés par l'article 206 de l'ordonnance du 30 septembre 1827 ainsi conçu :

Ils (les huissiers) auront tous le même caractère, les mêmes attributions et le droit d'exploiter concurremment dans toute l'étendue de la colonie.

Néanmoins ils ne pourront faire le service de l'audience et les significations d'avoué à avoué que près de la Cour ou du tribunal où ils seront immatriculés ; en cas d'empêchement. Ils pourront être remplacés par un autre huissier.

Le tribunal civil de première instance de St-Denis (MM. Kanval aîné, juge royal, et Dupré, substitut du Procureur du Roi) devait rendre le 20 janvier 1847 le jugement suivant

Le tribunal,

Attendu que la demande du sieur Reybaud tend à faire déclarer un privilège au profit des huissiers des justices de paix ;

Attendu que les privilèges sont de droit étroit, ne se présument jamais, et pour exister doivent être établis clairement et formellement par le législateur ;

Attendu que les prétentions du demandeur ne sauraient se justifier, soit qu'on prenne pour règle de décision l'article 206 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, où il est dit que tous les huissiers auront le même caractère, les mêmes attributions, et le droit d'exploiter concurremment dans toute l'étendue de la colonie, soit qu'on se détermine d'après les dispositions de Code de procédure civile, et d'après ce qui se passait dans la Métropole avant la promulgation de la loi de 1838 ; en effet, si des doutes s'étaient élevés sur l'existence du privilège réclamé, et si la jurisprudence était divisée sur cette question ; la loi nouvelle est venue fixer les esprits, étant de principe, quand il s'agit d'interpréter la loi, de leur donner le sens que leur supposent les dispositions nouvelles du pouvoir législatif. Vainement argumente-t-on des articles 4, 16 et 20, dans lesquels on remarque ces expressions : La signification sera faite par huissier du juge de paix ou tel autre qu'il aura commis. Comment concilier ces dispositions avec l'idée d'un droit exclusif. La preuve en résulte pour ce qui concerne l'article 4. Implicitement des prescriptions du décret du 14 juin 1813, invoqué par le demandeur. En effet, si le principe avait existé, le décret eût été sans objet ;

Du reste il n'a pas d'application à l'espèce, faute d'avoir été promulgué dans la Colonie ;

Attendu que c'est sans raison qu'on soutient qu'il y aurait économie pour les justiciables à ce que le privilège réclamé fut consacré puisque les états de frais par le juge, non d'après la qualité de l'huissier, mais suivant le tarif de la juridiction devant laquelle il a instrumenté ; qu'en outre, la concurrence, loin d'être désavantageuse, doit avoir pour résultat inévitable d'exciter le zèle des officiers ministériels dont il s'agit, et d'offrir aux plaideurs la garantie d'un choix fait dans un nombre plus considérable de ces fonctionnaires ;

Par ces motifs le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en premier ressort, déclare le sieur Reybaud purement et simplement ressort recevable en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens.

L'huissier Reybaud a interjeté appel de ce jugement : il demanda à la Cour Royale l'infirmer pour les motifs suivants :

L'appelant reconnaît avec le jugement, d'une part qu'il réclame un privilège en sa qualité d'huissier de la justice de paix de St-Denis ; d'autre part, qu'en principe, les privilèges sont de droit étroit, et qu'ils doivent résulter de la loi. La question est donc de savoir si celui qui est revendiqué par l'appelant est consacré par la loi.

Les articles 4, 16 et 20 du Code de procédure civile le consacrent d'une manière formelle ; c'est à tort que le tribunal vise, dans son jugement, le décret de 1813 qui établit également ce privilège ; l'appelant ne l'invoque pas parce qu'il n'est pas en vigueur à l'Ile Bourbon.

Pour écarter l'application des trois articles précités, le premier juge fait valoir différents motifs qui vont être successivement examinés.

Il est objecté d'abord, implicitement, il est vrai, par le tribunal, mais d'une manière formelle par l'intimé, que les trois articles précités auraient été modifiés par l'article 206 de l'ordonnance judiciaire du 30 septembre 1827. Cette proposition est évidemment erronée : car l'ordonnance précitée n'a pas pu modifier le Code de procédure civile parce qu'elle lui est tout à fait étrangère ; elle ne concerne, en effet que l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice. C'est par une autre ordonnance spéciale sur la matière, celle du 26 décembre 1827, que le mode de procéder en matière civile a été réglé. On ne saurait donc invoquer l'article 206 de l'ordonnance judiciaire pour soutenir qu'il a eu pour effet de modifier le Code de procédure civile.

Au surplus, les dispositions du paragraphe 1er de l'article 206 précité ont été empruntées au décret impérial du 14 juin 1813, et il n'est venu à l'idée de personne, en France, de prétendre que les articles 4, 16 et 20 du Code de procédure civile avaient été modifiés par le susdit décret ;

1° L'ordonnance du 26 décembre 1827 est postérieure à celle du 30 septembre même année ; elle applique purement et simplement à la Colonie les trois articles invoqués par l'appelant puisqu'elle ne les modifie pas ; alors donc qu'on admettrait que l'ordonnance judiciaire aurait modifié par son article 206 les articles 4, 16 et 20 du Code de procédure civile en vigueur au moment de sa promulgation, il faudrait reconnaître que ce même article 206 aurait lui-même implicitement par l'effet de l'application pure et simple à Bourbon des articles 4, 16 et 20 du Code de procédure métropolitaine. Il suit de là que les trois articles précités régissent la Colonie.

Devant sa juridiction on peut voir cependant la différence de rédaction qui existe entre l'article 145 précité et l'article 4 du Code de procédure civile.

Enfin une instruction ministérielle a même consacré que c'est aux huissiers des justices de paix qu'appartient la notification des contraintes qui doivent être visées et rendues exécutoires par les juges de paix, ainsi que celle de tous autres actes dépendant de ces contraintes, tant qu'une opposition de la part des redevables n'a pas saisi le tribunal de première instance (Syrey, t 3-2-154).

Le tribunal a mal apprécié la loi du 25 mai 1838. En effet elle n'a pas interprété les articles 4, 16 et 20 du Code de procédure civile, en ce sens qu'elle aurait fixé les esprits, ainsi que le dit le tribunal ; la loi a entendu rétablir la concurrence en privant les huissiers des justices de paix du privilège que le Code de procédure leur accordait. C'est ce que prouve la discussion qui a eu lieu dans les chambres et une circulaire du ministre de la justice, à la date du 6 juin 1838. Cette loi, qui est introductive d'un droit nouveau, ne saurait être observée à Bourbon puisqu'elle n'y a pas été promulguée. Enfin le privilège qui a été réclamé par l'appelant est on ne peut plus équitable ; en effet l'huissier de justice de paix n'ayant pas de rétribution fixe (appels de cause, lecture de cahier de charge, adjudication), il se trouve indemnisé du service d'audience par le droit exclusif de faire les notifications concernant les actes émanés du tribunal de paix (Réquisitoire de M le Procureur Général Mourm, qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour de Cassation précité, du 5 décembre 1822).

Me Brulon, avocat de l'intimé, a développé les motifs du jugement frappé d'appel et le ministère public en a demandé la confirmation par les considérations suivantes :

L'examen de la question que soulève le procès soumis à la Cour, exige que l'on compare les législations de la Métropole et de Bourbon sur l'exercice de la profession des huissiers.

Les huissiers des justices de paix à Bourbon ont-ils, à l'exclusion de tous autres, le droit de faire tous les actes du ministère d'huissier, près les tribunaux auxquels ils sont attachés ? Telle est l'unique question à juger.

En France où elle a été souvent débattue, elle s'est trouvée rarement séparée de cette autre question : les actes faits près les justices de paix par huissiers autres que ceux de ces justices, sont-ils nuls ?

2° Enfin le tribunal a mal interprété l'article 206 de l'ordonnance judiciaire. Il a isolé la deuxième disposition de cet article de la première, Cette deuxième disposition confirme, par analogie, les articles 4, 16 et 20 du Code de procédure civile, loin d'y déroger.

Il est encore objecté que ces trois articles sont énonciatifs et non restrictifs, limitatifs, parce que l'article 16 dispose que le juge pourra commettre un autre huissier que celui qui est attaché à son tribunal, ce qui est répété dans l'article 20. A cela on répond d'abord que l'article 4 ne contient pas la disposition dont on argumente ; cet article n'autorise le juge de paix à commettre un huissier que dans le cas d'empêchements de celui attaché près de son tribunal, ensuite de ce que le juge de paix peut commettre tel huissier qui lui conviendra ; dans le cas prévu par les articles 16 et 20 il ne s'ensuit pas que les huissiers, autres que ceux attachés à la justice de paix, aient le droit de signifier les jugements émanés d'elle. Enfin on doit inférer, au contraire de la loi, que toutes les fois que le juge de paix n'a pas usé de la faculté que lui accordent les articles 16 et 20, à l'huissier de la justice de paix qui a rendu le jugement, appartient exclusivement le droit de le signifier.

D'après le tribunal, des doutes se sont élevés sur l'existence du privilège réclamé ; la jurisprudence était divisée sur cette question, et la loi sur les justices

de paix, du 25 mai 1838, est venue fixer les esprits en proclamant la concurrence ; or on doit se laisser diriger par cette loi ; car il est de principe, en matière d'interprétation des lois, qu'il faut leur donner le sens que leur supposent les dispositions nouvelles du pouvoir législatif.

Le tribunal a commis ici une double erreur : d'abord il est inexact de dire qu'en France et avant la promulgation de la loi du 25 mai 1838, il y avait du doute sur la question de savoir s'il existait un privilège en faveur des huissiers des justices de paix. Ce privilège était reconnu par la doctrine et la jurisprudence. Pour s'en convaincre, il suffira de renvoyer aux ouvrages de Carré-Favart, Augier, Levasseur, Pfgéau, Delaporte, Demicau, Crouzilbac, Thomines, Desmazures, etc..., et de consulter la jurisprudence et notamment deux arrêts de la Cour Royale de Rennes, l'un du 2 septembre 1808, l'autre du 16 août 1811 et un arrêt de la Cour de Cassation de Bruxelles du 9 juillet 1831. Cela faisait si peu question que la Cour de Cassation a étendu ce privilège en le consacrant pour les matières de simple police ; car elle a jugé que l'article 145 du Code d'instruction criminelle n'a pas dérogé pour les matières de simple police au droit exclusif qu'ont les huissiers du juge de paix de délivrer les citations.

Sur ce dernier point quelques tribunaux se sont évidemment égarés et ont jugé l'affirmative. Tous les auteurs ayant de l'autorité et un grand nombre de tribunaux de première instance et d'appel se sont prononcés pour la négative, et avec raison, car la nullité de ces actes n'est point prononcée par la loi (1030) et les nullités sont de droit étroit.

Sur le premier point il y a eu également quelques divergences d'opinion dans la métropole ; mais il faut le reconnaître, le privilège n'a été dénié aux huissiers que par des décisions et des doctrines plus ou moins obscures ; le désir de voir disparaître le privilège, désir qui a été satisfait par la loi du 25 mai 1838, parce qu'il était devenu très populaire, n'avait pas été étranger aux décisions et aux opinions qui, avant 1838, avaient repoussé le privilège ; ces décisions sont en effet basées sur une faible augmentation.

L'organisation régulière de l'exercice de la profession des huissiers ne date guère que de 1790 ; on a perfectionné, modifié jusqu'en 1838 : jusqu'en 1838 aucune atteinte n'avait été portée, depuis 1790, au privilège des huissiers des justices de paix (Article 29 de la loi du 29 vendémiaire an IV) Arrêté du conseil

des cinq-cents, 18 pluviôse an V, ventôse thermidor, an VIII, floréal an X, Code procédure 1806, décret du 14 juin 1813.

On comprend difficilement comment en présence d'une suite non interrompue de dispositions conservatrices du privilège la controverse ait pu naître.

À Bourbon le temps n'a apporté aucun changement à la question ; nous sommes aujourd'hui comme nous l'étions en 1827, en présence de deux ordonnances royales, celle d'organisation du 30 septembre 1827, celle d'application du Code de procédure civile modifié à la Colonie, du 26 décembre, même année ; cependant il ne faut pas perdre de vue que ces deux ordonnances ne sont que les lois de France modifiées.

Le chapitre qui dans l'ordonnance du 30 septembre est relatif aux huissiers, contient des dispositions dont la plus grande partie sont le texte même de certains articles du décret du 14 juin 1813 ; ce qu'il y a de remarquable, c'est que pas une des dispositions du décret où le privilège des huissiers se trouve formellement établi, n'a été reproduite par l'ordonnance du 30 septembre. Le décret disait bien, article 2, que tous les huissiers pouvaient concurremment exercer dans l'étendue du ressort du tribunal, mais à côté de cette règle se trouvait l'exception (article 25, 26, 27 et 28).

L'ordonnance du 30 septembre pose la règle et ne dit pas un mot de l'exception faite en faveur des huissiers des justices de paix par l'article 28 du décret. Ce silence est significatif ; on en peut tirer, on en doit tirer un argument puissant, quand on se rappelle que les privilèges sont comme les nullités de droit étroit.

Les privilégiés dans les corporations ont de tout temps occasionné des conflits ; la loi de 1838, outre qu'elle a eu en vue de ne pas gêner la confiance publique, a voulu aussi mettre un terme à la controverse élevée sur la question dont il s'agit. Cette controverse existait en 1827 ; le législateur de 1827 a dû vouloir l'étendre en ce qui regardait l'exercice de la profession d'huissier à Bourbon.

Ainsi, en ne consultant que l'ordonnance du 30 septembre 1827, le privilège réclamé par l'huissier Reybaud, doit être repoussé ; sa demande est aussi étrange que le serait celle formée par un huissier de justice de paix de France, depuis la loi du 25 mai 1838. En définitive l'ordonnance du 30 septembre est à Bourbon ce qu'est en France la loi de 1838, c'est-à-dire exclusive du privilège.

L'ordonnance du 26 décembre qui a rendu le Code de procédure applicable à la Colonie a modifié plusieurs dispositions de ce Code ; elle n'a pas modifié les articles 4, 16 et 20 qui, avant 1838, maintenaient les huissiers des justices de paix dans leur privilège. On en a inféré que le privilège existait à Bourbon, bien qu'il n'ait point été établi par l'ordonnance d'organisation du 30 septembre. En raisonnant ainsi, on s'écarte évidemment du principe qui domine la matière ; c'est qu'en organisant à Bourbon le corps des huissiers, le législateur n'a pas voulu de privilège ; qu'il s'en est expliqué clairement lorsqu'il a proclamé, par l'article 206, la concurrence dans toute la Colonie sans exception. Il est de principe qu'entre une loi organique et une loi d'exécution ou d'application, on doit choisir le sens des termes de la loi organique dans tout embarras d'interprétation. Est-il bien vrai d'ailleurs que les articles 4, 16 et 20 n'aient point été modifiés ; ils l'avaient été par l'ordonnance du 30 septembre 1827, ou plutôt ils avaient été abrogés en même temps que l'article 52 sur lequel l'ordonnance du 26 décembre a gardé le plus complet silence. L'article 52 du code de procédure faisait rentrer les citations en conciliation dans le ministère des huissiers ; l'article 205 de l'ordonnance du 30 septembre les en a fait sortir ; l'ordonnance du 26 décembre a respecté cette disposition ; l'article 206 avait abrogé les articles 4, 16 et 20 ; l'ordonnance du 26 décembre a également respecté cet article n'oublions pas que ces deux ordonnances ont été faites en même temps, dirigées par le même esprit, combinées nécessairement entre elles et promulguées le même jour. Il y a donc lieu par la Cour de confirmer le jugement qui a été déféré à sa censure.

La Cour Royale de Bourbon : MM. Michel, président, et Mahyet substitut du procureur général rendait le 3 juillet 1847 l'arrêt suivant :

La Cour adoptant les motifs du premier juge, confirme le jugement du 20 janvier 1847, etc..

Les greffiers

Rappelons que le Sieur De Vauboulon notamment Firelin Procureur du Roi avait également nommé le greffier.

En effet dans tous les parlements de l'ancienne France les greffiers étaient expressément chargés d'écrire, de conserver, d'authentifier et d'expédier les actes du juge lequel devait toujours être assisté de cet officier ministériel, à moins qu'il ne s'agisse d'acte de juridiction volontaire et non contentieux.

Domat disait des greffiers :

De toutes les fonctions qui entrent dans l'ordre de l'administration de la justice, il n'y en a point qui aient autant de liaison aux fonctions des juges que celles de greffiers ; car ils doivent écrire ce qui est dicté ou prononcé par les juges et demeurer dépositaires des arrêts, jugements et autres actes qui doivent subsister et en délivrer des expéditions aux parties : c'est leur seing qui fait la preuve de la vérité de ce qu'ils signent.

L'Edit de juin 1776, les lois du 30 janvier, du 20 mars, du 19 octobre 1791, du 25 ventôse an 11, du 24 vendémiaire an III, du 24 messidor an V ; l'ordonnance - décret du 30 mars 1808- locale du 20 juillet 1819, du 20 novembre 1822, l'ordonnance du 30 septembre 1827 et l'arrêté local du 31 décembre 1855 sont les textes qui ont fixé les conditions de l'exercice de cette charge et ses limites.

Les greffiers de la Cour, des tribunaux et des justices de paix devaient être âgés de 25 ans.

Ceux de la Cour et des tribunaux devaient être choisis parmi les licenciés en droit à moins qu'ils n'aient exercé antérieurement pendant 3 ans au moins les fonctions d'avoués ou de commis greffier, soit en première instance soit en appel.

Ils ne pouvaient entrer en fonction sans avoir préalablement prêté serment devant la Cour ou le tribunal près lequel ils exerçaient.

Ils étaient sous la discipline du Président de la juridiction qui avait droit de réprimande ou d'avertissement.

Cependant le Procureur Général avait le droit de les dénoncer au Gouverneur.

Les greffiers faisaient partie de la juridiction, et comme tels, exemptés du service de la Milice.

Leurs fonctions étaient incompatibles avec toutes les autres fonctions, soit judiciaires, soit administratives, soit notariales.

Les greffes de la Cour et ceux des tribunaux de première instance devaient être ouverts tous les jours, excepté le dimanche, aux heures réglées par la Cour et le tribunal, de manière qu'ils soient ouverts au moins huit heures par jour.

La vénalité des offices a été pendant longtemps interdite à la Réunion parce que l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 n'y était pas exécutoire, mais la vente en était tolérée par le Gouvernement.

La promulgation de la loi du 19 mai 1849 a mis fin à cet état de fait.

Troisième partie : Les acteurs

Chapitre 17

Les notaires

La loi orgtanique

[Retour à la table des matières](#)

La loi organique du notariat définissait ainsi les notaires : ce sont des fonctionnaires publics établis pour recevoir les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et pour en assurer la date, en conserver le dépôt et en délivrer des grosses et expéditions.

Il n'y a eu jamais à Bourbon qu'une seule classe de notaires, celle des notaires royaux.

Ils étaient nommés par le Conseil Provincial institué par l'Edit de 1711. Ceci en est attesté par un acte public du 1er septembre 1713 déposé aux archives départementales :

Le présent registre contenant quarante huit feuillets a été coté et paraphé par nous Henri Justamond, Procureur Fiscal et secrétaire de Messieurs les Directeurs Généraux de la Compagnie des Indes Orientales et remis l'ordre de Mr Pierre Antoine Parat, écuyer sieur de Chailleret, chevalier de l'ordre royal militaire, hospitalier de Notre Dame du Mont Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, Gouverneur de cette Ile Bourbon pour le Roi et Messieurs les Directeurs Généraux de la Compagnie Royale des Indes Orientales, à François Ricquebourg

qui est nommé par le Conseil pour notaire du Conseil Provincial de Bourbon pour passer tous contrats et actes aux habitants libres de ladite Ile. Commencé le septembre 1713.

Signé Justamond.

Cependant, il est certain qu'à la même époque le Gouverneur de Bourbon remplissait également les fonctions de notaire : comme en témoigne cet acte : *« Acte de partage du 10 avril 1717 : Par devant nous Henri Justamond, Commandant l'Ile Bourbon pour le Roi et la Royale Compagnie des Indes Orientales de France, faisant seul les fonctions de notaire au quartier de St-Paul, avons été requis par Mr. Jacques Auber, capitaine de ce quartier pour procéder à l'inventaire et partage des biens dépendant de la succession...*

Un acte public du 10 janvier 1719 précise que les notaires exerçaient en vertu de provisions expédiées par les directeurs généraux de la Royale Compagnie des Indes Orientales, Seigneurs à perpétuité en toute propriété, justice et seigneurie de l'Ile Bourbon et de ses dépendances.

La profession était régie par des arrêts de règlements du Conseil Supérieur.

Les arrêts des 18 juillet 1768, 12 et 16 janvier 1799 fixaient les droits et honoraires.

Celui du 23 juin 1774 les autorisait à procéder aux inventaires à l'amiable et aux ventes volontaires mais seulement après permission du juge, au bas de la requête des parties.

Ceux du 8 décembre 1778 et 16 janvier 1779 imposèrent aux notaires l'obligation de tenir un registre de toutes les minutes de leurs actes et également de tenir répertoire et inventaire où devaient être rapportés en abrégé, tous les actes, même ceux en brevet (16 avril 1779).

L'assemblée coloniale, par un règlement provisoire du 15 décembre 1790, adopta certains de ces règlements ; mais le 5 mars 1791 elle accorda aux notaires la liberté d'instrumenter dans toute l'île et enleva à l'ordonnateur (l'intendant) le droit de délivrer des commissions de notaire.

Le mai 1791, elle défendit aux notaires de recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés au 2ème degré seraient parties.

L'organisation du notariat

C'est l'arrêté du 14 pluviôse an XII qui organise le notariat aux Iles de France et de Bourbon.

Sur la représentation faite par le commissaire de justice, qu'il est de l'intérêt public, aux îles de France, de la Réunion et dépendances, de régler les importantes fonctions des notaires résidant en ces colonies, et de fixer les conditions d'admission à les exercer ;

Que la loi de la République du 25 ventôse an XI, portant organisation du notariat, comprend à cet égard les dispositions les plus précises et les plus sages ;

Que les changements à en raison des localités ne touchent en rien à l'esprit dans lequel elle a été conçue, et qu'elle est, dans ses points essentiels, applicable aux colonies orientales ;

décide que :

La loi de la République du 25 ventôse an XI, concernant l'organisation du notariat sera promulguée aux îles de France et de la Réunion, ainsi qu'il suit :

DECRET

Titre premier. Des notaires et des actes notariés

SECTION PREMIERE. Des fonctions, ressort et devoirs des notaires.

Article 1er : Les notaires sont les fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le

caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions.

Article 2 : Ils sont institués à vie.

Article 3 : ,Ils sont tenus de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont requis.

Article 4 : Chaque notaire devra résider dans le lieu qui lui sera fixé En cas de contravention, le notaire sera considéré comme démissionnaire : en conséquence, le commissaire de justice pourra proposer au capitaine général, le remplacement.

Article 5 : Les fonctions de notaires sont incompatibles avec celles de juges, commissaires du Gouvernement près les tribunaux, leurs substituts, commissaires civils, leurs suppléants, greffiers, avoués, huissiers, préposés à la recette des contributions directes et indirectes, officiers de police et curateurs aux biens vacants.

Les notaires continueront de faire les ventes.

Article 25 : Chaque notaire sera tenu d'avoir un cachet ou sceau particulier ; portant ses noms, qualités et résidence, et d'après un modèle uniforme, le type de la République Française.

Les grosses et expéditions des actes porteront l'empreinte de ce cachet.

Article 26 : Les actes notariés seront légalisés par le président du tribunal de première instance.

Article 27 : Les notaires tiendront répertoire de tous les actes qu'ils recevront.

Article 28 : Les répertoires seront visés, cotés et paraphés par le président, ou à son défaut, par un autre juge du tribunal civil ; ils contiendront la date, la nature et l'espèce de l'acte, les noms des parties et la relation de l'enregistrement.

TITRE II. Régime du notariat

SECTION PREMIERE. Nombre, placement et cautionnement des notaires.

Article 29 : Le nombre des notaires pour chacune des colonies, leur placement et résidence, seront déterminés ainsi qu'il suit :

Il y en aura douze à l' Ile de France,

Savoir :

<i>Au Port Nord-Ouest</i>	<i>six</i>
<i>Aux Pamplémousses et Rivière du Rempart</i>	<i>un</i>
<i>A Flacq</i>	<i>un</i>
<i>Au Grand-Port</i>	<i>un</i>
<i>A la Savana</i>	<i>un</i>
<i>A Moka</i>	<i>un</i>
<i>Aux Plaines-de-Wilhelms et Rivière Noire</i>	<i>un</i>

Il y en aura également douze à l'Ile de la Réunion,

Savoir :

<i>A Saint-Denis</i>	<i>quatre</i>
<i>A Sainte-Suzanne</i>	<i>deux</i>
<i>A Saint-Benoît</i>	<i>deux</i>
<i>A la Rivière d'Abord</i>	<i>deux</i>
<i>A Saint-Paul</i>	<i>deux.</i>

Il y en aura un à Mahé, îles Seychelles.

Article 30 : *Les suppressions ou réductions de place ne seront effectuées que par mort, démission ou destitution.*

Article 31 : *Les notaires exercent sans patente, mais ils sont assujettis à un cautionnement de dix mille francs sur immeubles affranchis de toute hypothèque, lequel sera spécialement affecté à la garantie des condamnations prononcées contre eux par suite de l'exercice de leurs fonctions.*

Lorsque, par l'effet de cette garantie, la caution aura été obligée de payer tout ou partie du cautionnement fourni, le notaire sera suspendu de ses fonctions jusqu'à ce qu'elle ait été entièrement remboursée, et faute par lui de rétablir dans les six mois l'intégrité du cautionnement, il sera considéré comme démissionnaire et remplacé.

Ce cautionnement sera discuté par le commissaire du Gouvernement et reçu par le tribunal de première instance.

SECTION II. Conditions pour être admis, et mode de nomination au notariat.

Article 32 : Pour être admis aux fonctions de notaire, il faudra :

- 1/ Jouir de l'exercice des droits de citoyens*
- 2/ Etre âgé de vingt-cinq ans accomplis ;*
- 3/ Justifier du temps de travail prescrit par les articles suivants :*

Article 33 : Le temps de travail ou stage sera, sauf les exceptions ci-après, de six années entières et non interrompues,

Article 34 : L'aspirant qui aura travaillé pendant quatre ans sans interruption chez un notaire, et qui aura été pendant deux ans au moins avoué près des tribunaux, pourra être admis.

Article 35 : Le capitaine général pourra dispenser de la justification du temps d'étude les individus qui auront exercé des fonctions administratives ou judiciaires.

Article 36 : L'aspirant demandera à la chambre de discipline du ressort dans lequel il devra exercer un certificat de moralité et de capacité. Le certificat ne pourra être délivré qu'après que la chambre aura fait parvenir au commissaire du Gouvernement du tribunal de première instance l'expédition de la délibération qui l'aura accordé.

L'arrêté du 17 messidor

C'est l'arrêté du 17 messidor de l'an XIV qui va instituer les notaires dans la colonie et déterminer leur lieu de résidence

DECAEN, capitaine général,

Sur l'exposé du commissaire de justice, que les notaires actuels de l'île de la Réunion se sont, pour l'obtention des commissions prescrites, conformés aux dispositions de la loi de la République du 25 ventôse an XI, promulguée par arrêté du 14 pluviôse dernier ; et sur sa proposition.

Arrêté :

Article 1er : À la présentation du commissaire de justice, sont continuées pour y exercer les fonctions de notaires à l'île de la Réunion les personnes ci-après dénommées,

Savoir :

À LA RÉSIDENCE DE ST-DENIS

Demars, notaire, par commission du 13 novembre 1780, reçu le même jour.

Carré Joseph-François, notaire par commission du 9 août 1785, reçu le 10 du même mois.

Michault, notaire par commission du 7 janvier 1789, reçu le 10 février suivant.

Collin, notaire, par commission du 8 juillet 1789, reçu le 20 du même mois.

Faciolle, notaire, par commission du 20 juillet 1790, reçu le 4 août suivant.

Dureau, notaire, par commission du 21 thermidor an IV, reçu le 1er fructidor suivant.

Demautort, notaire, par commission du 1er fructidor an IV, reçu le 11 du même mois.

Munier, notaire, par commission du 23 nivôse an VII, reçu le 1er pluviôse suivant.

À LA RÉSIDENCE DE STE-SUZANNE :

Bache, notaire, par commission du 2 octobre 1788, reçu le 6 du même mois.

Maurel, notaire, par commission du 2 août 1790, reçu le 8 septembre suivant.

Carré Jean-Baptiste-Pierre, notaire par commission du 25 octobre 1790 reçu le 6 fructidor an IV.

Maillet, notaire, par commission du 17 floréal an VII, reçu le 21 du même mois.

Perraud, notaire, par commission du 1er thermidor an XII, reçu le 6 du même mois.

À LA RÉSIDENCE DE ST-BENOIT :

Lejeune, notaire, par commission du 21 thermidor an IV, reçu le 6 fructidor suivant.

Du Trevou, notaire, par commission du 10 brumaire an VII, reçu le 12 du même mois.

Chassériau, notaire, par commission du 17 fructidor an VII, reçu le 26 du même mois.

À LA RÉSIDENCE DE ST-PAUL

Chauvet, notaire, par commission du 1er juillet 1779, reçu le 2 du même mois.

Cousin, notaire, par commission du 9 pluviôse an VII, reçu le 11 du même mois.

Magnan, notaire par commission du 7 prairial an VII reçu le 13 du même mois.

À LA RÉSIDENCE DE LA RIVIERE D'ABORD :

Leclerc St-Lubin, notaire, par commission du 11 octobre 1777 reçu le 9 novembre suivant.

Adeline, notaire, par commission du 29 janvier 1780 reçu le 7 février suivant.

Lebidan, notaire, par commission du 16 juillet 1783 reçu le 25 du même mois.

Bardinon, notaire, par commission du 24 vendémiaire an VI, reçu le 16 brumaire suivant.

Article 2 : Aucun notaire ne pourra instrumenter hors du quartier de sa résidence sans une permission expresse du commissaire du Gouvernement à peine d'être suspendu de l'exercice de ses fonctions pendant deux mois outre tous dommages-intérêts.

L'ordonnance du 23 juin 1826

Il reviendra au Gouvernement de Bourbon d'arrêter par ordonnance, le 23 juin 1826, le nombre de placement et les résidences des notaires de la colonie.

AU NOM DU ROI

Nous, Louis-Henri DESAULSES De FREYCINET, etc...

Commandant et administrateur pour le Roi à l'Ile Bourbon ;

Considérant que depuis les publications des arrêtés locaux des 4 février, 7 juin et 6 juillet 1804 (14 pluviôse, 15 prairial, 17 messidor an XII), nous avons jugé convenable de créer par des ordonnances spéciales, des offices de notaires pour les communes de St-Leu et de St-Joseph, non comprises au nombre des résidences déterminées par l'article 29 de l'arrêté précité du 4 février 1804 (14 pluviôse an XII) ;

Que d'un autre côté, la fixation de ces résidences, faite avant l'institution des juges de paix, n'est plus en harmonie avec la nouvelle division judiciaire de la

Colonie ; qu'il peut en résulter des erreurs de compétence, des conflits de juridiction, et par suite des annulations d'actes et des procès ruineux ;

Considérant que les notaires de la Colonie ne forment qu'une seule classe ; qu'ils sont soumis aux mêmes cautionnements, et que, d'après la loi de leur institution, ils ne peuvent être assimilés qu'aux notaires qui en France sont du ressort de la justice de paix ;

Considérant que l'augmentation de la population, l'accroissement, la nature et la valeur des affaires qui se multiplient exigent qu'un plus grand nombre de notaires soient chargés de satisfaire et répondre à la confiance publique,

Après en avoir délibéré en conseil de gouvernement et d'administration,

Provisoirement, et sauf l'approbation de Sa Majesté,

Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article 1er : Le nombre des notaires de la Colonie de Bourbon, leur placement et leurs résidences sont déterminés comme suit :

*Cinq à St-Denis ;
Un à Ste-Suzanne ;
Un à St-André ;
Deux à St-Benoît ;
Un à St-Joseph ;
Deux à St-Pierre ;
Un à St-Leu ;
Quatre à St-Paul.*

Article 2 : Chaque notaire devra résider dans la commune pour laquelle il aura été nommé et y tenir ses minutes.

Néanmoins il pourra instrumenter dans toute l'étendue de la juridiction de la justice de paix dont sa commune fait partie.

Article 3 : Il n'est point dérogé aux articles 2 et 3 de l'arrêté du juillet 1804 (17 messidor an XII) concernant les permissions que le procureur du Roi peut donner aux notaires d'instrumenter hors de leur juridiction, dans les cas et de la manière qui y sont indiqués.

Article 4 : Toutes dispositions des arrêtés en vigueur dans la Colonie sur le notariat non abrogées par la présente ordonnance continueront d'être exécutées.

Article 5 : Le procureur général du Roi est chargé, etc.

Le 15 juillet 1834, le gouverneur créait une troisième charge à St-Pierre.

Nous, Gouverneur de l'Ile Bourbon et de ses dépendances.

Nous avons proposé et le conseil colonial a adopté ce qui suit, sous la sanction du Roi.

Article unique.

Une troisième charge de notaire à la résidence de St-Pierre est instituée.

Le conseil privé entendu,

Les dispositions qui précèdent seront, attendu l'urgence et vu l'article 8 de la loi du 24 avril 1833, exécutées provisoirement, sans attendre la sanction du roi.

Ce décret a été sanctionné par le Roi le 11 février 1835.

En un siècle et demi, le nombre des études a peu changé malgré le développement de la population. Ainsi y en a-t-il aujourd'hui :

Deux à St-André ;
Un à St-Benoît. ;
Neuf à St-Denis ;
Un à St-Louis ;
Trois à St-Pierre ;
Un au Tampon.

Quatrième partie

La spécificité réunionnaise

[Retour à la table des matières](#)

Quatrième partie : La spécificité réunionnaise

Chapitre 18

Les Droit International à la Réunion

Les travailleurs étrangers

[Retour à la table des matières](#)

Le problème de main-d'œuvre se posera avec acuité à l'abolition de l'esclavage. La Colonie recherchera dans toutes les parties du globe des travailleurs étrangers. Ils poseront sur le plan juridique de nombreux problèmes qui seront, grâce à la tradition humaniste de la France, harmonieusement résolus.

Ainsi l'arrêté du 18 juin 1861 du Gouverneur de la Réunion accordait aux immigrants qui souscrivaient un nouvel engagement, à l'expiration de leur contrat, le droit à l'assistance judiciaire :

Nous, Gouverneur de l'île de la Réunion,

Vu les articles 47 et 61 de l'arrêté du 30 août 1860 ainsi conçus

Article 47 : Pendant les cinq premières années de leur séjour dans la colonie, les immigrants par leur seule qualité et sans aucune justification d'indigence, jouissent du bénéfice de l'assistance judiciaire instituée par la loi du 22 janvier 1852 ;

Article 61 : *L'action du syndicat ou des syndicats, en ce qui concerne le patronage qu'assure aux immigrants l'article 36 du décret du 27 mars 1852, cesse de plein droit à leur égard lorsqu'ils ont accompli cinq années d'engagement.*

Considérant que si ces dispositions étaient maintenues dans leur sens littéral, les immigrants qui souscrivent de nouveaux engagements à l'expiration de leurs contrats primitifs cesseraient de jouir de la protection que la loi a entendu leur assurer ;

Considérant que telle n'a pu être l'intention du législateur et que les dispositions précitées ne peuvent s'appliquer qu'à ceux qui, d'après les clauses stipulées dans l'article 9 de la convention entre la France et l'Angleterre, seraient admis, après cinq années de séjour, à résider dans la colonie sans engagement ;

Sur le rapport du directeur de l'intérieur et du procureur général ;

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons

Article 1er : *Les immigrants qui, à l'expiration du terme de leur contrat, consentiront à souscrire un nouvel engagement, conserveront le droit à l'assistance judiciaire qui leur est réservée par l'article 47 de l'arrêté du 30 août 1860.*

Article 2 : *Tout contrat de réengagement fait courir à nouveau le délai fixé par l'article 61 de l'arrêté précité en ce qui concerne l'action du syndicat.*

Article 3 : *Le Directeur de l'intérieur et le procureur général sont chargés, etc... etc..*

Les premiers inspecteurs du travail

À la même date était pris un arrêté abrogeant les articles des 4 mai et 21 juin 1858 réglant les tournées à faire dans les habitations pour surveiller l'exécution des obligations réciproques résultant des contrats d'engagement :

Nous, Gouverneur de l'Ile de la Réunion,

Vu l'arrêté du 30 août 1860 qui règle le régime de la protection des immigrants à la Réunion ;

Considérant qu'aux termes dudit arrêté le soin de visiter les habitations pour surveiller l'exécution des règlements sur l'immigration et l'accomplissement des obligations réciproques résultant des contrats d'engagement, est confié spécialement au commissaire de l'immigration et par suite aux syndics qui exercent dans les limites respectives de leur circonscription toutes les attributions conférées à cet agent ;

Considérant, au surplus, que ces agents sont seuls aptes à exercer utilement l'inspection dont il s'agit puisque leur contrat permanent avec l'autorité administrative et les directions qu'ils en reçoivent les mettent mieux que personne à même de faire une saine application des règlements de travail dont ils sont spécialement chargés de surveiller l'exécution ;

Considérant que par ces motifs les attributions spéciales de protection qu'avait conférées aux juges de paix l'arrêté du 4 mai 1857, modifié par celui du 21 juin 1858, doivent disparaître devant l'institution des agents spéciaux créés par l'arrêté du 30 août 1860 ;

Sur le rapport du directeur de l'intérieur et du procureur général

Le consul privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons

Article 1er : Sont et demeureront abrogés les arrêtés des 4 mai 1857 et 21 juin 1858, réglant les tournées à faire sur les habitations pour surveiller l'exécution des obligations réciproques résultant des contrats d'engagements.

Article 2 : Le directeur de l'intérieur et le procureur général sont chargés, etc... etc... »

Ainsi était consacré à la Réunion le premier corps des inspecteurs du travail.

Le bassin indien

Le recrutement de la main-d'œuvre étrangère allait rapidement se limiter aux Indes. Napoléon III, avant de signer le décret du 10 août 1861, adressera au Ministre de la Marine et des Colonies la lettre suivante :

Monsieur le Ministre,

Depuis l'émancipation des esclaves, nos colonies ont cherché à se procurer des travailleurs sur la côte d'Afrique, par voie de rachat et au moyen de contrats d'engagements qui assurent aux nègres un salaire pour le travail qu'ils exécutent. Ces engagements sont faits pour cinq ou sept années, après lesquelles les travailleurs sont gratuitement rapatriés, à moins qu'ils ne préfèrent se fixer dans la colonie, et, en ce cas, ils sont admis à y résider au même titre que les autres habitants.

Ce mode de recrutement, il faut le reconnaître, diffère complètement de la traite ; en effet, tandis que celle-ci avait pour origine et pour but l'esclavage, celui-là, au contraire, conduit à la liberté. Le nègre esclave, une fois engagé comme travailleur, est libre, et n'est tenu à d'autres obligations que celles qui résultent de son contrat.

Toutefois, des doutes se sont élevés quant aux conséquences que ces engagements peuvent avoir sur les populations africaines. On s'est demandé si le prix de rachat ne constituait pas une prime à l'esclavage.

Déjà en 1859, j'ai ordonné de faire cesser tout recrutement sur la côte orientale d'Afrique, où il avait présenté des inconvénients ; puis, j'ai prescrit de restreindre ces sortes d'opérations sur la côte occidentale. Enfin j'ai voulu que l'on examinât avec le plus grand soin toutes les questions que soulève l'émigration africaine.

Aujourd'hui je signe un traité avec la reine de la Grande Bretagne, par lequel Sa Majesté Britannique consent à autoriser dans les provinces de l'Inde soumises à sa couronne l'engagement de travailleurs pour nos colonies, aux mêmes conditions que celles observées pour les colonies anglaises.

Nous devons donc trouver dans l'Inde, dans les possessions françaises de l'Afrique et dans les contrées où l'esclavage est proscrit, tous les travailleurs libres dont nous avons besoin. Dans de pareilles circonstances, je désire que le recrutement africain, par voie de rachat, soit com-

plètement abandonné par le commerce français à partir du jour où le traité conclu avec Sa Majesté Britannique commencera à recevoir son exécution, et pendant tout le temps de sa durée. Si ce traité venait à cesser d'exister, ce ne serait qu'en vertu d'une autorisation expresse, que ce recrutement, s'il était reconnu indispensable et sans inconvénient, pourrait être repris.

Vous voudrez donc bien prendre les mesures nécessaires pour que cette décision reçoive son effet à partir du 1er juillet 1862, et que l'introduction des nègres recrutés postérieurement à cette époque sur la côte d'Afrique soit interdite dans nos colonies.

Sur ce, etc...

NAPOLÉON

La convention franco-britannique

L'immigration des travailleurs indiens dans les colonies françaises va être réglementée par une convention conclue entre la France et la Grande Bretagne le 1er juillet 1861. Ce texte, qui est une grande première historique en matière de droit, est suffisamment important pour qu'il soit repris intégralement :

Les textes et les documents qui ont été appelés à régir la matière sont les suivants :

Décret impérial portant promulgation de la convention conclue le 1er juillet 1861 entre la France et la Grande-Bretagne, pour régler l'immigration des travailleurs indiens dans les colonies françaises.

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

À tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des Affaires Etrangères,

Avons décrété et décrétons ce qui suit

Article 1er : Une convention d'un article additionnel ayant été signée, le 1er juillet 1861 entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour régler l'immigration des travailleurs indiens dans les colonies françaises et les ratifications de ces actes ayant été échangées à Paris le 30 juillet 1861, lesdits convention et article additionnel, dont la teneur suit, recevront leur pleine et entière exécution.

Convention : Sa Majesté l'Empereur des Français ayant fait connaître, par une déclaration en date de ce jour (1er juillet 1861), sa volonté de mettre fin au recrutement, sur la côte d'Afrique, de travailleurs noirs par voie de rachat, et, en conséquence, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande désirant faciliter l'immigration des travailleurs libres dans les colonies françaises, leurs dites Majestés ont résolu de conclure une convention destinée à régler le recrutement sur les territoires britanniques dans l'Inde. A cet effet, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Edouard-Antoine Tbouvenel, sénateur, son ministre et secrétaire d'Etat au département des Affaires Etrangères ;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Henri-Richard-Charles comte Cowley, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1er : Le gouvernement français pourra recruter et engager pour les colonies françaises des travailleurs sur les territoires indiens appartenant à la Grande-Bretagne, et embarquer les émigrants sujets de Sa Majesté Britannique, soit dans les ports britanniques, soit dans les ports français de l'Inde, aux conditions ci-après stipulées.

Article 2 : Le gouvernement français confiera, dans chaque centre de recrutement, la direction des opérations à un agent de son choix.

Ces agents devront être agréés par le gouvernement britannique.

Cet agrément est assimilé, quant au droit de l'accorder et de le retirer, à l'exéquatur donné aux agents consulaires.

Article 3 : *Ce recrutement sera affecté conformément aux règlements existants ou qui pourraient être établis pour le recrutement des travailleurs à destination des colonies britanniques.*

Article 4 : *L'agent français jouira, relativement aux opérations de recrutement qui lui seront confiées, pour lui comme pour toutes les personnes qu'il emploiera, de toutes les facilités et avantages accordés aux agents de recrutement pour les colonies britanniques.*

Article 5 : *Le gouvernement de Sa Majesté Britannique désignera, dans les ports britanniques où aura lieu l'embarquement des émigrants, un agent qui sera spécialement chargé de leurs intérêts.*

Le même soin sera confié, dans les ports français, à l'agent consulaire britannique, à l'égard des Indiens sujets de Sa Majesté Britannique.

Sous le terme agents consulaires sont compris les consuls, vice-consuls et tous autres officiers consulaires commissionnés.

Article 6 : *Aucun émigrant ne pourra être embarqué sans que les agents désignés dans l'article précédent aient été mis à même de s'assurer : ou que l'émigrant n'est pas sujet britannique ; ou, s'il est sujet britannique, qu'il s'est librement engagé et qu'il a eu connaissance parfaite du contrat qu'il a passé, du lieu de sa destination, de la durée probable de son voyage et des divers avantages attachés à son engagement.*

Article 7 : *Les contrats de service devront, sauf l'exception prévue au paragraphe 1 de l'article 9 et au paragraphe 2 de l'article 10, être passés dans l'Inde, et contenir, pour l'émigrant, l'obligation de servir soit une personne nommément désignée, soit toute personne à laquelle il sera confié par l'autorité à son arrivée dans la colonie.*

Article 8 : *Les contrats devront, en outre, stipuler :*

1/ La durée de l'engagement, à l'expiration duquel le rapatriement reste à la charge de l'administration française et les conditions auxquelles l'émigrant pourra renoncer à son droit de rapatriement gratuit ;

2 / Le nombre de jours et des heures de travail ;

- 3/ *Les gages et les rations, ainsi que les salaires pour tout travail extraordinaire et tous les avantages promis à l'émigrant ;*
- 4/ *L'assistance médicale gratuite pour l'émigrant, excepté pour le cas où, dans l'opinion de l'agent de l'administration, sa maladie serait le résultat de son inconduite.*

Tout contrat d'engagement portera copie textuelle des articles 9, 10 et 21 de la présente convention.

Article 9 :

- 1/ *La durée de l'engagement d'un immigrant ne pourra être de plus de cinq années. Toutefois, en cas d'interruption volontaire du travail, régulièrement constatée, l'immigrant devra un nombre de jours égal à celui de la durée de l'interruption.*
- 2/ *À l'expiration de ce terme, tout Indien qui aura atteint l'âge de dix ans au moment de son départ de l'Inde aura droit à son rapatriement aux frais de l'administration française.*
- 3/ *S'il justifie d'une conduite régulière et de moyens d'existence, il pourra être admis à résider dans la colonie sans engagement ; mais il perdra, dès ce moment, tout droit au rapatriement gratuit.*
- 4/ *S'il consent à contracter un nouvel engagement, il aura droit à une prime, et conservera le droit au rapatriement à l'expiration de ce second engagement.*

Le droit de l'immigrant au rapatriement s'étend à sa femme et à ses enfants ayant quitté l'Inde âgés de moins de dix ans, et à ceux qui sont nés dans les colonies.

Article 10 : *L'immigrant ne pourra être tenu de travailler plus de six jours sur sept, ni plus de neuf heures et demie par jour.*

Les conditions de travail à la tâche et tout autre mode de règlement du travail devront être librement débattus avec l'engagé. N'est pas considéré comme travail l'obligation de pourvoir, les jours fériés, aux soins que nécessitent les animaux et les soins de la vie habituelle.

Article 11 : Dans les ports britanniques, les dispositions qui précèdent le départ des émigrants seront conformes à celles prescrites par les règlements pour les colonies britanniques.

Dans les ports français, l'agent d'émigration ou ses délégués remettront aux agents consulaires britanniques, au départ de tout navire d'émigrants, la liste nominative des émigrants sujets de sa Majesté Britannique, avec les indications signalétiques, et leur communiqueront les contrats, dont ils pourront demander copie ; dans ce cas, il ne leur sera donné qu'une seule copie pour tous les contrats identiques,

Article 12 : Dans les ports d'embarquement, les émigrants sujets de Sa Majesté Britannique seront libres de sortir, en se conformant aux règlements de police relatifs à ces établissements, des dépôts ou de tout endroit où ils seraient logés pour communiquer avec les agents britanniques, lesquels pourront, de leur côté, visiter à toute heure convenable les lieux où se trouveraient réunis ou logés les émigrants sujets de Sa Majesté Britannique.

Article 13 : Le départ des émigrants de l'Inde pour les colonies à l'est du cap de Bonne-Espérance pourra avoir lieu à toutes les époques de l'année.

Pour les autres colonies, les départs ne pourront s'effectuer que du 1er août au 15 mars. Cette disposition n'est applicable qu'aux bâtiments à voiles ; les départs pourront avoir lieu toute l'année par des bâtiments munis d'un moteur à vapeur.

Tout émigrant partant de l'Inde pour les Antilles entre le 1er mars et le 15 septembre recevra au moins une couverture de laine double (en sus des vêtements qui lui sont ordinairement attribués), et pourra s'en servir aussi longtemps que le navire sera en dehors des tropiques.

Article 14 : Tout navire transportant des émigrants devra avoir à son bord un chirurgien européen et un interprète.

Les capitaines des navires portant des émigrants seront tenus de se charger de toute dépêche qui leur serait remise par l'agent britannique au port d'embarquement pour l'agent consulaire britannique au port du débarquement, et la remettront immédiatement après leur arrivée à l'administration coloniale.

Article 15 : Dans tout navire affecté au transport des Migrants sujets de Sa Majesté Britannique, les émigrants occuperont, soit dans les entreponts, soit dans des cabines construites sur le pont supérieur, solidement établies et parfaitement couvertes, un espace qui sera attribué à leur usage exclusif. Ces cabines et entreponts devront avoir partout une hauteur qui ne sera pas moindre, en mesure française, de un mètre soixante-cinq centimètres (1 m 65), en mesure anglaise, de cinq pieds et demi (5 pieds 1/2).

Chacun des logements ne pourra recevoir plus d'un émigrant adulte par espace cubique de deux mètres (2 m), soit, en mesure anglaise, soixante et douze pieds (72 pieds), dans la résidence du Bengale et à Chandernagor, et de un mètre sept cent millimètres, soit, en mesure anglaise, soixante pieds, dans les autres ports français et dans les résidences de Bombay et de Madras.

Un émigrant âgé de plus de dix ans comptera pour un émigrant adulte, et deux enfants âgés de un à dix ans compteront pour un émigrant adulte.

Un local devant servir d'hôpital sera installé sur tout navire destiné à transporter des émigrants.

Les femmes et les enfants devront occuper des postes distincts et séparés de ceux des hommes.

Article 16 : Chaque contingent devra comprendre un nombre de femmes égal, au moins, au quart de celui des hommes. A l'expiration de trois ans, la proportion numérique des femmes sera portée à un tiers ; deux ans plus tard, à la moitié, et, deux ans après, la proportion sera fixée telle qu'elle existera dans les colonies britanniques.

Article 17 : Les agents britanniques à l'embarquement auront, à tout moment convenable, le droit d'accès dans toutes les parties des navires attribuées aux émigrants.

Article 18 : *Les gouverneurs des établissements français dans l'Inde rendront les règlements d'administration nécessaire pour assurer l'entière exécution des clauses ci-dessus stipulées.*

Article 19 : *A l'arrivée dans une colonie française d'un navire d'émigrants, l'administration fera remettre à l'agent consulaire britannique, avec les dépêches qu'elle aurait reçues de lui :*

- 1/ Un état nominatif des travailleurs débarqués sujets de Sa Majesté Britannique ;*
- 2/ Un état des décès ou des naissances qui auraient eu lieu pendant le voyage.*

L'administration coloniale prendra les mesures nécessaires pour que l'agent consulaire britannique puisse communiquer avec les émigrants avant leur distribution dans la colonie.

Une copie de l'état de distribution sera remise à l'agent consulaire.

Il lui sera donné avis de décès et naissance qui pourraient survenir durant l'engagement, ainsi que des changements de maîtres et les rapatriements.

Tout engagement ou acte de renonciation au droit de rapatriement gratuit sera communiqué à l'agent consulaire.

Article 20 : *Les immigrants sujets de Sa Majesté Britannique jouiront, dans les colonies françaises, de la faculté d'invoquer l'assistance des agents consulaires britanniques, au même titre que tous les autres sujets relevant de la couronne britannique et conformément aux règles ordinaires du droit international, et il ne sera apporté aucun obstacle à ce que l'engagé puisse se rendre chez l'agent consulaire et entrer en rapport avec lui ; le tout sans préjudice, bien entendu, des obligations résultant de l'engagement.*

Article 21 : *Dans la répartition des travailleurs, aucun mari ne sera séparé de sa femme ; aucun père, ni aucune mère, de ses enfants âgés de moins de quinze ans.*

Aucun travailleur, sans son consentement, ne sera tenu de changer de maître, à moins d'être remis à l'administration ou à l'acquéreur de l'établissement dans lequel il est occupé.

Les immigrants qui deviendraient, d'une manière permanente, incapables de travail soit par maladie, soit par d'autres causes involontaires, seront rapatriés aux frais du gouvernement français, quel que soit le temps de service qu'ils devraient encore pour avoir droit au rapatriement gratuit.

Article 22 : Les opérations d'immigration pourront être effectuées, dans les colonies françaises, par des navires français ou britanniques indistinctement.

Les navires britanniques qui se livreront à ces opérations devront se conformer à toutes les mesures de police, d'hygiène et d'installation qui seraient imposées aux bâtiments français.

Article 23 : Le règlement de travail de la Martinique servira de base à tous les règlements des colonies françaises dans lesquelles les émigrants indiens sujets de Sa Majesté Britannique pourront être introduits.

Le gouvernement français s'engage à n'apporter à ce règlement aucune modification qui aurait pour conséquence ou de placer lesdits sujets indiens dans une position exceptionnelle, ou de leur imposer des conditions de travail plus dures que celles stipulées par ledit règlement.

Article 24 : La présente convention s'applique à l'émigration aux colonies de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances et de la Guyane.

Elle pourra ultérieurement être appliquée à l'émigration pour d'autres colonies dans lesquelles les agents consulaires britanniques seraient institués.

Article 25 : Les dispositions de la présente convention, relatives aux Indiens sujets de Sa Majesté Britannique, sont applicables aux natifs de tout Etat indien placé sous la protection ou le contrôle politique de Sa dite Majesté, ou dont le gouvernement aura reconnu la suprématie de la couronne britannique.

Article 26 : La présente convention commencera à courir à partir du 1er juillet 1862. Sa durée est fixée à trois ans et demi. Elle restera de plein droit en vigueur si elle n'est pas dénoncée dans le courant du mois de juillet de la troisième année, ne pourra plus être dénoncée que dans le courant du mois de juillet de chacune des années suivantes.

Dans le cas de dénonciation, elle cesse dix-huit mois après.

Néanmoins, le gouverneur général de l'Inde britannique, en son conseil, aura conformément à l'acte du 19 septembre 1856 relatif à l'immigration aux colonies britanniques, la faculté de suspendre, tout le temps, l'émigration pour une ou plusieurs des colonies françaises, dans le cas où il aurait lieu de croire que, dans cette ou ces colonies, les mesures convenables n'ont pas été prises soit pour la protection des émigrants immédiatement à leur arrivée ou pendant le temps qu'ils y ont passé, soit pour leur retour en sûreté dans l'Inde, soit pour les pouvoirs du passage de retour à l'époque à laquelle ils y auront droit.

Dans le cas, cependant, où il serait fait usage, à quelque moment que ce soit, de la faculté ainsi réservée au gouverneur général de l'Inde britannique, le gouvernement français aura le droit de mettre fin immédiatement à la convention toute entière, s'il juge convenable d'agir ainsi

Mais, en cas de cassation de la présente convention, par quelle que cause que ce soit, les stipulations qui sont relatives aux sujets indiens de Sa Majesté Britannique introduits dans les colonies françaises resteront en vigueur pour lesdits sujets indiens, jusqu'à ce qu'ils aient été rapatriés, ou qu'ils aient renoncé à leur droit à un passage de retour dans l'Inde.

Article 27 : En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 1er juillet de l'an de grâce 1861.

Cette convention internationale devrait être complétée par l'article additionnel qui suit :

Sa Majesté l'Empereur des Français ayant fait connaître que, par suite de l'ordre qu'il a donné depuis longtemps de ne plus introduire d'émigrants africains dans l'île de la Réunion, cette colonie a dû, dès l'année dernière, chercher des travailleurs dans les Indes et en Chine, et Sa Majesté Britannique, par une convention signée le 25 juillet 1860, entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté l'Empereur des Français, ayant autorisé la colonie de la Réunion à recruter six

mille travailleurs dans ses possessions indiennes, il est convenu que la convention de ce jour sera applicable immédiatement à ladite colonie de la Réunion.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré, mot pour mot, dans la convention signée aujourd'hui. Il sera notifié, et les ratifications seront échangées en même temps que celles de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 1er juillet 1861.

(L.S.) THOUVENEL

(L.S.) COWLEY

La réception des immigrants

L'arrêté du 17 décembre 1861 va mettre en place une commission chargée de procéder à la réception des immigrants, à leur arrivée au lieu d'isolement, et de rebuter ceux qui seront reconnus inadmissibles, soit en raison de leur âge, soit pour cause de faiblesse de constitution.

Nous, Gouverneur de l'île de la Réunion

Vu l'article 9 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies ;

Vu l'article 9 du décret du 25 mars 1852 sur l'immigration des travailleurs dans les colonies françaises ;

Vu les articles 20 et 23 de notre arrêté du 30 août 1860

Vu la convention conclue avec MM. Camin et Lamouroux pour l'introduction des immigrants du Bengale dans la colonie ;

Vu le vœu émis par le conseil général dans sa séance du 21 novembre 1861 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur

Avons arrêté et arrêtons :

Article 1er : *Une commission sera chargée de procéder à la réception des immigrants, à leur arrivée au lieu d'isolement et de rebuter ceux qui seront reconnus inadmissibles, soit en raison de leur âge, soit pour cause de faiblesse de constitution.*

Article 2 : *Cette commission sera composée :*

- 1/ Du médecin en chef, ou d'un officier de santé de la marine ;*
- 2/ Du commissaire d'immigration ;*
- 3/ De deux habitants sucriers désignés par le directeur de l'intérieur ;*
- 4/ Du fondé de pouvoirs de l'expéditeur du convoi.*

Article 3 : *Le directeur de l'intérieur est chargé, etc...*

Un arrêté du 12 juin 1862 était près le Gouverneur de l'Ile le 12 juin 1862 pour compléter la réglementation en la matière : il concernait plus particulièrement tous les immigrants arrivant dans la colonie comme passagers libres d'engagements :

Nous, Gouverneur de l'Ile de La Réunion

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1834 réglant la constitution des colonies ;

Vu l'arrêté local du 25 janvier 1849 concernant les permis du séjour temporaire et de résidence.

Vu le rapport du commissaire central, chef du service de la police ;

Considérant que depuis quelque temps de nombreux immigrants, la plupart asiatiques et anciens engagés de la colonie, reviennent à La Réunion comme passagers et porteurs de passeports réguliers ;

Que ces immigrants ne justifient le plus souvent d'aucun moyen sérieux d'existence, et que leur nombre toujours croissant augmente dans une proportion menaçante pour l'ordre public, le chiffre considérable de la population flottante et parasite de la colonie ;

Voulant mettre un terme à un état de choses essentiellement préjudiciable d'ailleurs à l'avenir des engagements de travail et aux intérêts qui se rattachent à la constitution des ateliers ruraux ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur de concert avec l'ordonnateur,

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1er : Tout immigrant, indien ou autre et non autre arrivant dans la colonie comme passager libre d'engagement devra, aussitôt en débarquement, se présenter au bureau central de police pour y faire les justifications prescrites par l'article 3 de l'arrêté du 5 janvier 1849.

Tout à cette disposition sera arrêté et détenu à la disposition de l'autorité administrative compétente.

Article 2 : Pour assurer l'exécution de cette obligation faite aux immigrants et faciliter dans cet intérêt l'action de la police, la direction du port avisera en temps utile le chef de service de l'arrivée de tout navire porteur de passagers immigrants libres, de telle sorte que le débarquement de ces passagers ne puisse avoir lieu qu'en présence et sous la surveillance d'un agent de la force publique commis pour les conduire au bureau central de police, devant le fonctionnaire chargé de vérifier leur position.

Le débarquement de ces passagers ne sera constaté, tant sur les rôles d'équipage, dans la forme et par les peines prévues au décret du 19 mars 1852, article 5, que sur le vu des certificats de la police constatant l'exécution de la disposition ci-dessus.

Article 3 : Tout immigrant venu dans la colonie comme passager libre, porteur ou non d'un passeport régulier, s'il ne se trouve pas d'ailleurs dans les conditions requises par les règlements en vigueur pour l'obtention du permis de séjour, sera, sur proposition du chef de service de la police et l'ordre du directeur de l'intérieur, immédiatement renvoyé à la disposition du commissaire de l'immigration pour être mis en demeure d'opter entre un engagement régulier de travail ou le rapatriement à bref délai.

Article 4 : Si l'immigrant a opté pour le rapatriement, il sera placé au dépôt communal, pour y rester en subsistance jusqu'à l'époque de son embarquement pour la destination.

Dans ce cas le rapatriement forcé aurait toujours lieu aux frais de l'immigrant.

Article 5 : L'ordonnateur, le directeur de l'intérieur et le procureur général sont chargés, etc...

Contrats et conditions de recrutement

C'est l'arrêté du 26 juin 1862 qui fixera le prix des contrats d'engagement des immigrants indiens :

Nous, Gouverneur de l'île de la Réunion,

Vu l'article 9 du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

Vu notre arrêté du 3 mai 1861 qui a fixé à 400 francs. le prix de cession des contrats d'immigrants ;

Attendu qu'il est possible aujourd'hui de diminuer le prix de cette cession ;

Sur le rapport du directeur de l'intérieur,

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons

Article 1er : Le prix de cession des contrats d'engagement des immigrants indiens introduits dans la colonie est fixé, à partir de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, à trois cent cinquante francs, tous frais compris.

Article 2 : Le directeur de l'intérieur est chargé, etc...

Un rapport du directeur de l'intérieur du 17 octobre 1862 exposait les conditions de recrutement des Indiens à Madras :

Monsieur le Gouverneur,

Par dépêche du 21 août dernier, n° 394, Son Excellence le ministre de la Marine et des Colonies vous a annoncé que le port de Madras était ouvert aux opérations d'immigration indienne, à destination des colonies françaises, et formerait le centre d'une agence de recrutement comprenant les districts de Chinglopett, North-Arcot, Nellore, Guntoor, Kurnoul, Cuddapah et Bellary.

La même dépêche vous a notifié la nomination de M. Lemesle, de la maison Lécot et Ce, aux fonctions d'agent officiel de recrutement dans la circonscription susdite. Elle vous a fait savoir, en outre, que le gouvernement métropolitain n'avait pas cru devoir accorder aux habitants de la colonie la faculté de recruter directement par le moyen d'agents spéciaux réclamée en leur faveur par le conseil général. Enfin, elle vous a invité à vous mettre immédiatement en rapport avec M. Lemesle pour déterminer les conditions de l'introduction des engagés de cette provenance nouvelle.

Le premier point à régler est celui du système même qui sera adopté pour cette introduction.

Faut-il la mettre en adjudication, ainsi que nous l'avons fait pour Pondichéry, Karikal et Yanaon ?

Je ne le pense pas.

D'après les renseignements que je me suis procurés, nous n'obtiendrions pas cette fois les résultats avantageux que nous ont donnés les adjudications dernières. Nous ne pourrions trouver de soumissionnaires qu'à un prix infiniment supérieur. Une nouvelle adjudication tentée en ce moment nous ferait donc perdre tout le bénéfice de bon marché que nous ont valu les mesures récemment adoptées, elle pourrait augmenter le nombre des engagés que nous aurons à répartir ; mais elle en ferait hausser considérablement le prix.

D'un autre côté, vous savez, Monsieur le Gouverneur, que l'administration a souvent à entendre les doléances de propriétaires vivement sollicités par des besoins de bras imminents et qui sont obligés néanmoins d'attendre que leur tour de liste arrive. Ces doléances sont fondées. Jusqu'à présent, il n'a pu y être donné aucune suite.

Il est vrai qu'un arrêté du 16 mars 1860 avait dans le temps ouvert aux habitants placés dans cette situation, la faculté de faire venir directement à leurs frais, des lieux où le recrutement est autorisé, les travailleurs nécessaires à leurs exploitations. Mais cette faculté dont il n'a jamais été fait presque aucun usage, à cause des restrictions dont il avait

fallu alors l'entourer, s'est trouvée absolument mise à néant, par les dispositions que nous avons prises pour la mise à l'exécution de la convention britannique.

Tout recrutement partiel serait devenu en effet une concurrence illícite à l'égard de l'adjudicataire de nos deux marchés pour l'introduction des immigrants des trois centres de recrutement de la Côte, comme à l'égard des habitants portés sur nos listes et dont nous nous sommes obligés à servir les demandes dans le plus bref délai. Il n'était plus possible de l'autoriser.

La circonstance actuelle offre le moyen de tout concilier. En réservant le recrutement affecté dans la circonscription de Madras aux propriétaires qui voudront se faire expédier directement des engagés pour leur propre compte, nous donnerons satisfaction à un besoin réel incontestable ; et nous ne porterons aucune atteinte aux intérêts concurrents, puisque tous les actes qui concernent ceux-ci ont été conçus et adoptés en dehors de l'éventualité même du nouveau centre d'immigration dont il s'agit.

Quant au mode d'application, il sera fort simple. Il est tout indiqué par la situation nouvelle qu'a faite aux opérations d'immigrations la convention internationale du 1er juillet 1861 et la création des agents officiels de recrutement.

Le propriétaire qui voudra user de la faculté en question, adressera au directeur de l'intérieur une demande dans laquelle il exposera les besoins de son exploitation ainsi que le nombre d'engagés qu'il se propose d'introduire. Cette demande sera soumise par le directeur de l'intérieur au gouverneur qui statuera.

L'autorisation obtenue, l'habitant souscrira l'engagement de ne point faire cession du travail des engagés ainsi introduits pendant toute la durée de leur contrat, à moins qu'il n'ait reçu à cet égard de l'administration une permission expresse.

L'administration de la colonie transmettra à l'agent officiel de recrutement les autorisations accordées. Du reste, elle n'interviendra en rien dans les conditions de prix ou autres relatives à la livraison des engagés. Ces conditions seront débattues librement entre l'agent officiel de recrutement et les intéressés. Ces derniers auront également à pourvoir eux-mêmes au transport de leurs immigrants, en se conformant à toutes les règles et après avoir accompli toutes les formalités prescrites en pareil cas par la législation britannique.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que les immigrants introduits dans les circonstances qui précèdent seront soumis, comme tous les autres, à la quarantaine d'observation prescrite par l'arrêté du 7 août 1860 et que les frais de lazaret seront à la charge de l'introducteur.

Dans le cas où il serait reconnu que les engagements auraient été clandestinement cédés à des tiers, le contrat sera rompu de droit. Les engagés auront à opter entre le rapatriement au compte de l'engagiste primitif, ou un réengagement avec un propriétaire par eux désigné et autre que concessionnaire occulte.

Telle est l'économie du projet. Il ne reproduit, comme on le voit, aucune des conditions relatives à l'affrètement du bâtiment, et à l'approbation des traités passés entre les colons et les capitaines de navires auxquels il avait été jugé nécessaire de soumettre préalablement les autorisations sous l'empire de l'ancien état de choses. Ces conditions, fort gênantes pour ceux auxquels elles étaient imposées, étaient destinées à garantir la moralité et la régularité de l'opération. Elles n'ont plus aujourd'hui de raison d'être. Le recrutement doit être fait exclusivement par notre agent officiel. Nous avons donc à cet égard pleine sécurité, quant aux choix et à l'approvisionnement du navire qui doit effectuer le transport ; c'est au gouvernement anglais qu'il appartient de faire observer, au lieu d'embarquement, ses propres règlements touchant le bien-être des immigrants. Un service spécial est établi à cet effet à Madras comme à Calcutta et à Bombay.

Nous n'avons pas cru devoir non plus maintenir l'obligation du cautionnement exigé par l'arrêté du 16 mars 1860. La rupture du contrat, avec l'éventualité comminatoire du rapatriement des engagés, nous semble, comme sanction pénale, une mesure au moins aussi efficace. Elle n'a pas l'inconvénient d'exiger de l'habitant un surcroît de mise dehors pour une opération qui ne pourra certainement pas se réaliser sans une émission de capitaux considérable.

Seulement, afin de prévenir les tentatives de la spéculation, nous avons cru indispensable de poser en principe que les contrats de l'espèce ne seront point susceptibles de transmission, non pas seulement pendant une période de six mois, comme le prescrivent les décrets sur la matière, mais pendant tout le temps de leur durée. Il ne sera fait exception à cette règle que pour des cas de nécessité absolue et dont l'administration appréciera la validité.

Ainsi combinée, la mesure atteindra, je crois, le but qu'on doit se proposer. J'ai sondé plusieurs habitants notables sur les effets qu'on en peut atteindre. Leur réponse a été à peu près unanimement celle-ci :

En temps ordinaire, à cause des difficultés que présentera le système de recrutement direct, nous préférons nous faire inscrire sur la liste de l'administration ; mais il nous arrive souvent d'être tellement gênés par le défaut de bras, que nous ne reculerions alors devant aucun sacrifice pour nous en procurer. Dans ce cas, la ressource dont vous nous offrez la perspective sera pour nous d'un prix inestimable. Lever l'obsta-

cle que nous oppose à cet égard l'état présent des choses, est un des plus grands services que puisse nous rendre aujourd'hui l'administration.

Cette appréciation me semble parfaitement exacte. Je crois qu'elle résume au vrai l'état de la question.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le projet d'arrêté ci-joint qui a été préparé dans le sens des diverses indications que je viens de vous exposer.

Cet arrêté devra être transmis, sans aucun retard, à M. le gouverneur des établissements français de l'Inde et à l'agence de recrutement de Madras.

L'arrêté du 17 octobre 1862

À la suite du rapport du directeur de l'Intérieur le Gouverneur est amené à prendre l'arrêté du 17 octobre 1862 :

Vu les décrets des 13 février et 27 mars 1852, sur l'immigration des travailleurs libres dans les colonies françaises ;

Vu l'arrêté du 16 mars 1860 et l'article 12 de l'arrêté du 30 août de la même année, concernant la faculté accordée aux propriétaires d'introduire directement, pour leur compte, des immigrants destinés à leur propre exploitation ;

Vu la dépêche ministérielle du 21 août 1862, n° 394, portant notification de la création d'une agence de recrutement à Madras ;

Sur le rapport du directeur de l'intérieur,

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons

Article 1er : En exécution des instructions contenues dans la dépêche susvisée, le port de Madras est ouvert aux opérations d'immigration indienne et formera le centre d'une agence de recrutement comprenant les districts de Chinglopett, North-Arcot, Nellore, Guntoor, Kurnoul, Cuddapab et Bellary.

Article 2 : *Le recrutement effectué dans la circonscription susdite sera réservé aux propriétaires qui voudront faire venir directement, à leurs frais, des travailleurs destinés à leur propre exploitation,*

Les contrats d'engagement de ces travailleurs ne seront pas susceptibles de transmission. Toutefois, dans un cas de nécessité absolue et dûment constatée, l'engagiste pourra, par décision exceptionnelle du gouverneur en conseil privé, obtenir l'autorisation d'en faire la cession à un autre propriétaire par lui désigné et agréé par l'administration.

Article 3 : *Les propriétaires qui voudront user de la faculté d'introduction directe, mentionnée en l'article précédent, adresseront à cet effet au directeur de l'intérieur une demande faisant connaître les besoins de leur exploitation, ainsi que le nombre d'engagés qu'ils se proposent d'introduire. Ils devront en outre souscrire l'engagement de ne point faire cession du travail desdits engagés, pendant toute la durée de leur contrat, sous la sanction de la clause pénale exprimée en l'article 6 ci-après.*

Le directeur de l'intérieur soumettra la demande au gouverneur qui statuera.

Article 4 : *L'administration de la colonie transmettra à l'agent officiel de recrutement les autorisations ainsi accordées ; mais elle n'interviendra en rien dans les conditions de prix ou autres relatives à la livraison des engagés.*

Ces conditions seront débattues librement entre l'agent officiel de recrutement et les intéressés. Ceux-ci auront également à pourvoir eux-mêmes au transport de leurs immigrants en se conformant à toutes les règles et après avoir accompli toutes les formalités prescrites en pareil cas par la législation britannique.

Article 5 : *Les convois d'immigrants introduits dans les conditions ci-dessus spécifiées seront soumis comme tous autres à la quarantaine d'observation prescrite par notre arrêté du 7 août 1860. Les frais de lazaret sont à la charge de l'introducteur.*

Article 6 : *Dans le cas où il serait reconnu que les engagements qui font l'objet du présent arrêté auraient été clandestinement cédés à des tiers, le contrat sera rompu de droit et les engagés auront à opter entre le rapatriement au compte de l'engagiste primitif ou un réengagement chez un propriétaire par eux désigné, et autre que le concessionnaire occulte.*

Article 7 : Toutes dispositions contraires au présent arrêté, et notamment celles de l'arrêté du 16 mars 1860, sont et demeurent abrogées.

Article 8 : Le directeur de l'intérieur est chargé, etc...

La justice fût bien évidemment appelée à trancher les différends.

Ainsi le juge de paix de St-Leu à l'audience publique civile du lundi 26 avril 1886, à la requête du protecteur des immigrants que l'article 2 du décret du 30 mars 1881 autorise à poursuivre en justice le paiement des gages arriérés des travailleurs immigrants contre les engagistes, rendait le jugement suivant :

Attendu que l'Indien Incadou Incadou avait été engagé au service de la dame veuve François de Lavergne aux appointements de 15 francs par mois.

Attendu que ses gages ne lui avaient pas toujours été régulièrement payés, que c'est ainsi que la défenderesse reste lui devoir jusqu'à ce jour 7 mois desdits gages, c'est-à-dire les mois de septembre, octobre, novembre et décembre de l'année 1885 et janvier, février et mars de l'année courante.

Attendu que ces gages arriérés se montent à la somme de 105 francs.

Attendu que malgré toutes réclamations amiables tentées auprès de la dame de Lavergne pour obtenir paiement, cette somme est restée jusqu'à ce jour impayée.

Attendu que la démarche est suffisamment justifiée ; qu'elle n'est point contestée par la défenderesse ; qu'il y a lieu d'y faire droit ;

Par ces motifs nous, juge de paix statuant par jugement en premier ressort, condamnons la veuve François de Lavergne à payer à Monsieur le protecteur des immigrants représentant l'Indien Incadou Incadou pour les causes ci-dessus énoncées la somme principale de 105 francs. La condamnons en outre aux intérêts de droit de ladite somme au taux de 9 % l'an à partir du jour de la demande en justice 10 avril 1886 et aux frais du procès que nous liquidons à la somme de 41 francs et 20 centimes.

Quatrième partie : La spécificité réunionnaise

Chapitre 19

Quelques grandes figures de la justice réunionnaise

*La justice au quotidien
à la fin du XIXe siècle*

[Retour à la table des matières](#)

Pour les magistrats, les avocats, la justice prend toutes sortes de formes : civile, commerciale, prud'homale.

Chaque partie intéressée est passionnée par « son affaire ». Malgré le développement de la société, elle intéresse bien peu les autres.

Il y a aussi la justice criminelle. Elle crée des déplacements de foules, des commentaires sur la bonne ou la mauvaise justice.

Mais tout ceci ne rend pas compte d'un état général d'une société. Il faut chercher ailleurs dans les décisions, certes fondées en droit mais qui rendent compte de la vie de tous les jours.

Nous devons au Président Lameyre du Tribunal d'Instance de St-Pierre d'avoir pu retrouver certains jugements de la justice de paix de St-Leu.

Voici quelques affaires examinées au cours du 2e semestre 1880 à St-Leu :

- Félicité Louis et Félicité J-Pierre seront condamnés à 30 francs d'amende pour avoir contrevenu à un arrêté interdisant de laisser un fourneau à charbon allumé sans surveillance.
- Casimir Sosthènes écope d' 1 franc d'amende pour avoir circulé dans la ville de St-Leu avec des poissons et les avoir vendus sans permis du gardien du bazar avant l'heure réglementaire. L'arrêté Municipal du 24 novembre 1872 stipulait en effet que, à l'arrivée des pirogues des pêcheurs dans l'après-midi, le poisson devra être porté directement au bazar et ce n'est qu'après 5 heures du soir qu'il pourra être colporté dans les rues de la ville.
- Joséphine Raby aura à payer 2 francs d'amende pour tapage injurieux,
- Pauline Martiguy et Vve Benjamin sont condamnées à 11 francs d'amende chacune pour coups et injures réciproques,
- Lauret Marie-Louise et Baillif Marie-Gabrielle auront 5 francs d'amende à payer pour avoir lavé du linge dans la ravine à un mètre d'un réservoir construit par l'administration.
- Euphrasie Gratien est condamné à 5 jours d'emprisonnement pour avoir dérobé des récoltes non encore détachées du sol.
- Idame, Malgache, charretier engagé est condamné à 5 francs d'amende pour avoir calé avec des pierres les deux roues d'une charrette en violation d'un arrêté du 30 octobre 1860.
- Rotrou Pierre écope de 10 francs d'amende pour, en contravention à l'article 429-3 du Code Pénal, avoir été trouvé endormi dans une charrette qu'il était chargé de conduire.

Nous ne donnerons pas d'autres jugements ni d'autres noms. Qu'importe pour les curieux. Tel n'est pas notre but.

La justice, c'est la vie : le bonheur ou le malheur ou bien encore tous deux réunis.

Les archives de la justice ont subi des pertes irréparables. Le Palais de justice de St-Denis, qui était en bois, brûla entièrement le 6 décembre 1958. Heureusement, M. Pérotin avait obtenu en décembre 1957 le versement des registres d'état

civil antérieurs à 1857 et cinq cent cinquante huit liasses d'archives du greffe, allant de 1815 à 1870. Toutes les archives postérieures ont disparu. Cependant les archives du procureur général, en tant que chef du service judiciaire étaient conservées, non pas au Palais de justice, mais dans une maisonnette (en bois !) située dans la cour de l'hôtel particulier où résidait le Procureur Général. Ce fonds de huit cent seize dossiers ou registres a été, pour des raisons de sécurité, versé aux archives départementales en 1963. Il s'agit d'un fonds extrêmement important mais dont la plus grande partie n'est pas encore communicable au public.

Que serait la justice sans les hommes qui la font fonctionner ? Nous vous livrons ici le portrait de quelques uns de ceux qui ont marqué à plus d'un titre l'histoire de la justice dans cette île. Et malgré l'interdiction que nous nous sommes imposé de ne pas aborder des sujets de moins d'un demi siècle, nous ne pouvons ne pas terminer cette galerie de portraits sans évoquer, en raison de la grande impulsion qu'il a su donner au Barreau, le nom de Maître Raoul Nativel.

PAJOT Jean-Baptiste : 1772-1849

Né à St-Denis le 24 janvier 1772, il est le fils de Joseph PAJOT et de Marie-Anne Ursule LAGOURGUE. Il épousa Marie-Euphrasie DESBASSYNS.

Député à l'assemblée coloniale, Jean-Baptiste PAJOT fera carrière ensuite dans la magistrature. Président de la Cour d'Appel de St-Denis il démissionnera avec éclat le 8 mai 1812 pour protester contre les atteintes portées par l'administration anglaise à l'indépendance de la magistrature.

Il reprendra son poste de Président en avril 1814, après que les Anglais eurent donné des garanties aux magistrats.

Avec la perte de l'Ile de France, -à l'issue du Traité de Paris-, le conseil supérieur revient à Bourbon et remplace la Cour Royale. C'est à Jean-Baptiste PAJOT qu'échoit alors la présidence. Il la conservera jusqu'au 2 juillet 1817, date à laquelle le conseil supérieur cède la place à la Cour Royale.

Alarmé par les premiers symptômes d'une surdité naissante, il demande sa mise à la retraite le 30 novembre 1822. Les supplications de ses amis et du Gouverneur FREYCINET n'altéreront pas sa détermination.

Redoutant de *ne pas entendre ou de mal entendre les moyens de défense*, Jean-Baptiste PAJOT était obsédé à l'idée d'être exposé à commettre une injustice même involontaire.

Le Roi Louis XVIII le nommera président honoraire de la cour en 1823. En 1831 la colonie connaît une période de trouble, Jean-Baptiste PAJOT sortit de sa retraite pour ramener dans St-Denis le bon sens.

Aussi le conseil général à la recherche de délégués pour aller défendre à Paris les intérêts de la colonie le désignera-t-il comme délégué titulaire :

Le conseil général en vous donnant cette marque de confiance n'est que l'interprète des vœux de tout ce que la colonie renferme d'habitants du pays. Il espère que vous ne refuserez pas de lui rendre ce nouveau service et que vous accepterez des fonctions si importantes et que vous pouvez si honorablement et si utilement remplir.

Les motifs qui avaient forcé Jean-Baptiste PAJOT à réclamer une retraite anticipée ne lui permirent pas d'accepter cette mission.

Jean-Baptiste PAJOT refusa donc et quitta définitivement la scène publique. Sa surdité s'aggravant, il consacra sa retraite aux lettres. Il traduira notamment les Bucoliques de Virgile. Il meurt brutalement à St-Denis le 13 août 1849.

BERTRAND Louis-Marie : 1760-1819

Né le 10 janvier 1760 à Macon, il est le fils de Jean BERTRAND, le procureur de cette ville et de Benoîte PETIT.

Louis-Marie BERTRAND est assesseur au Conseil Supérieur de Bourbon quand il est élu, par la colonie, député aux Etats Généraux,

Arrivé en métropole après l'expiration de la Constituante il ne pourra siéger mais il fut néanmoins accepté exceptionnellement comme député à l'Assemblée Législative. Son mandat terminé, il retourne à Bourbon comme Procureur Géné-

ral. Il devient ensuite Président du Tribunal Criminel puis Président du Tribunal d'Appel.

Louis-Marie BERTRAND exerça dans une des périodes les plus difficiles de Bourbon où il n'y avait nulle possibilité, entre 1805 et 1810, de se procurer les procès-verbaux du conseil d'État... Sa sagacité naturelle et son excellente éducation judiciaire lui furent donc extrêmement utiles.

C'était, devait l'écrire Jean-Baptiste PAJOT, un esprit tout judiciaire : précision dans la discussion, habileté peu commune à bien poser toutes les parties d'un arrêt, tenue d'audience très distinguée sous le double point de vue du siège et du barreau, surveillance active à ne point laisser traîner les affaires...

Il quitte Bourbon en 1810 et est nommé juge à la Cour d'Appel de Dijon, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort, le 27 août 1819.

MASSOT Joseph-Alexandre : 1805-1851

Quoique né à Perpignan le 18 mars 1805, c'est à Paris que se déroulera toute sa vie métropolitaine. Après des études en droit, il est avoué à la Cour de Paris en 1831. En 1841, il vend son office pour payer les dettes de son beau-père qui avait vu sa fortune fondre à la suite d'une malencontreuse spéculation. Joseph-Alexandre MASSOT sollicite alors un poste à Bourbon dans la magistrature. Il l'obtient. Laissant à Paris sa femme et ses enfants, il foule le sol de Bourbon le 4 juin 1843 où il a été nommé conseiller auditeur.

Le 8 septembre 1845 il est fait lieutenant de juge, un an plus tard Procureur du Roi.

Le 23 janvier 1848 il est nommé premier substitut du Procureur Général.

Le 18 février 1848 il est fait Procureur Général par intérim et moins de quinze jours plus tard, le 2 avril, Joseph-Alexandre MASSOT est Procureur Général.

La Deuxième République, respectueuse de ses mérites et services rendus, le confirmera dans ses fonctions.

Il meurt à St-Denis le 4 avril 1851 et sera inhumé au cimetière de l'Est.

Il reviendra au Procureur Général GASME de lui rendre un hommage vibrant :

Pour monter aussi vite et aussi régulièrement dans la voie des honneurs, croyez-le bien, Messieurs, il faut autre chose que des protections et si M. MASSOT n'avait eu que cela il aurait été oublié. A 4.500 lieues, les sympathies s'effacent et la faveur languit pour s'éteindre bientôt ! Mais M. MASSOT avait un protecteur qui ne pouvait lui manquer : il avait son mérite. Nous pouvons le dire aujourd'hui que sa modestie ne nous le défend plus : si les archives de la justice n'étaient sous le scellé son oraison funèbre pourrait avoir un caractère officiel. Nous vous ferions connaître quelques unes de ces nombreuses dépêches où le Ministre, toujours si avare de félicitations, les lui prodiguait cependant avec complaisance et lui présidait, dans les termes les plus flatteurs, les récompenses qu'il lui préparait.

BERNARDY de SIGOYER Christol

Né le 10 juillet 1829, cet enfant de la Colonie est reçu au barreau de St-Denis le 13 juin 1861. Durant sa longue carrière bien remplie BERNARDY de SIGOYER n'aura de cesse de faire honneur à son pays natal. Cet avocat distingué sera conseiller à la Cour d'Appel de la Réunion. Commence alors une longue et brillante carrière Outre-Mer qui l'amènera en Inde et en Guadeloupe. On le retrouve ensuite en Egypte où il est président de la Cour Mixte d'Alexandrie.

à sa retraite il se fixe définitivement à Bordeaux. Fin lettré, il occupe une place de choix dans les sociétés distinguées de cette grande ville. Homme d'esprit et excellent causeur, sa compagnie était recherchée. BERNARDY de SIGOYER mourra, à Bordeaux, âgé de 84 ans.

SERS Paul : 1830-1891

Né le 16 février 1830, Paul SERS débute au barreau de St-Denis en mai 1861. Avocat exceptionnel, il était selon un de ses confrères :

Un maître de la parole dans toute la vérité du terme. Son talent était un heureux mélange d'élégance et de force, de bon sens et de distinction, de noblesse et de familiarité, de clarté et de pathétique. (Maître DEJEAN DE LA BATIE)

À la demande du Gouverneur CUVILIER, Maître Paul SERS fera une incursion dans l'administration... universitaire !

C'est à lui en effet que le Gouverneur fera appel pour assurer la fonction de Vice-Recteur à la suite de la situation confuse qui prévalait alors dans cette administration.

À sa mort le 5 septembre 1891 son ami, le député Louis BRUNET lui rendra un hommage chaleureux :

Entré tard au barreau de St-Denis, SERS y avait bien vite occupé le premier rang. Il faut l'avoir entendu plaider pour se rendre compte de toutes les ressources de son merveilleux talent : esprit, souplesse, verve, dialectique serrée, mesure -la mesure surtout- le mot juste, l'expression heureuse, la voix flexible, tour à tour harmonieuse et vibrante. Une honnêteté que l'on sentait dominer tous ses discours et qui portait la conviction dans l'esprit de ses auditeurs et de ses juges ; le geste élégant et sobre : tout ce qui constitue l'éloquence, tout ce qui fait l'orateur. On l'a vu plusieurs fois prendre corps à corps l'accusation, la dégager de tout un cortège de preuves laborieusement amassées, montrer les combinaisons habiles enfantées en vue de perdre quelques hommes, arracher les voiles, mettre à néant l'instruction, et révéler aux prévenus eux-mêmes des intrigues savantes dont ceux-ci ne s'étaient pas rendu compte. Mais qui peindra cette modestie exquise derrière laquelle s'abritait un pareil talent ? Et le charme de la conversation de SERS, la douceur de son intimité ? Ah ! l'on pouvait compter sur cet homme, en toutes circonstances.

BALLOT-BEAUPRE Jules-Alexis : 1836-1917

Il est né à St-Denis le 15 novembre 1836. Jules-Alexis BALLOT-BEAUPRE eut un rôle exemplaire dans l'affaire DREYFUS. Le 12 juillet 1906, c'est en effet sous sa présidence que la Cour de Cassation, toutes chambres réunies, après une minutieuse instruction sur les réquisitions du Procureur Général BAUDOUIN, rendit un arrêt, longuement motivé, qui innocentait définitivement le capitaine DREYFUS.

La Cour de Cassation a commémoré en 1981 le 75^e anniversaire de cet arrêt. Il mit fin en effet à un déchirement de l'opinion en France mais il permit également aux membres de la haute juridiction, n'écoulant que leur conscience d'hommes propres et libres, de faire triompher la justice sur la Raison d'État.

Monsieur Robert BADINTER, alors Garde des Sceaux, devait rendre hommage à la vertu exemplaire du président BALLOT-BEAUPRE. Jules-Alexis BALLOT-BEAUPRE meurt à Paris le 16 mars 1917. Il était alors président honoraire de la Cour de Cassation, grand croix et membre du conseil de l'ordre de la Légion d'Honneur.

BOURETTE Daniel : 1854-1915

Né à St-Denis le 27 juin 1854, il est le fils d'Édouard BOURETTE qui était président de la Cour d'Appel à la fin du siècle dernier.

Daniel BOURETTE était conseiller à la Cour d'Appel de St-Denis quand il mourut le 10 mars 1915. Sa mort causa un vif émoi dans la colonie.

En effet, Daniel BOURETTE trouva la mort ainsi que les trois autres personnes, qui partageaient alors sa table, dans des circonstances troubles. L'empoisonnement qui fut au départ écarté comme hypothèse par les médecins sera finalement retenu comme explication du quadruple meurtre.

Daniel BOURETTE et sa famille étaient alors en villégiature au Brulé. Et c'est la crème qui fut servie au dessert qui fut fatale à ceux qui la mangèrent.

Les traditions de famille rapporteront alors que Daniel BOURETTE devait juger une affaire délicate quelques jours avant sa mort. « On - c'est-à-dire l'inculpé, ou un membre de sa famille - ne voulait pas que Daniel BOURETTE eût à connaître l'affaire. « On. aurait alors pris contact avec le cuisinier du magistrat, un certain BOBECHE, pour qu'il mêle à la crème, dessert favori de Daniel BOURETTE, une infusion de feuilles de mapou.

Toujours selon les traditions de famille, BOBECHE, à son lit de mort, aurait reconnu être responsable des empoisonnements. Il avait agi sur instructions. Et ce n'était pas l'assassinat du magistrat qui était recherché mais seulement son indisposition. BOBECHE aurait mal dosé son infusion de feuilles de mapou.

NATIVEL Raoul : 1897-1958

Raoul NATIVEL est né à St-André le 18 mars 1897. Il connaîtra peu son père chirurgien et maire de St-André : Raoul n'a que trois ans à la mort de son père. C'est à Montpellier que Raoul NATIVEL effectue des études de droit. C'est muni de la licence en Droit, du diplôme de Droit Pénal et de Médecine légale qu'il retrouve son île natale. Avocat à la Cour d'Appel de St-Denis, il est élu Bâtonnier à la mort de Maître BESRIEUX. Suivant l'exemple paternel il embrasse, lui aussi, la carrière politique. Il sera premier adjoint au Maire de St-Denis puis président du conseil général.

Il démissionnera de ce dernier poste au début de l'année 1946.

La profession d'avocat avait amené chez lui le goût des belles lettres. Après quelques publications Raoul NATIVEL est membre de la Société des Poètes français. Chevalier de la Légion d'Honneur, Maître NATIVEL était un brillant avocat d'assises. Les anciens, aujourd'hui encore ici au Palais, se souviennent étant jeunes, être allés l'écouter. Ils ont pour lui admiration et vénération.

Maître NATIVEL meurt le 11 novembre 1958. Pour ses funérailles il avait demandé la simplicité : des fleurs - parce que poète - et pas de discours - il en avait tant faits et tant entendus.

Les Dionysiens s'opposeront cependant à ce qu'il soit porté à sa dernière demeure par un char tiré par des chevaux. C'est donc à bras d'hommes qu'il la gagnera.

Cinquième partie

Pèlerinage aux sources

[Retour à la table des matières](#)

Cinquième partie : Pèlerinage aux sources

Chapitre 20

De la Colonie hollandaise à l'indépendance

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire de l'Ile de France peut se décomposer en sept périodes.

La première période est hollandaise. En 1598, le Vice-Amiral hollandais VAN WAERWIJCK qui prend possession de l'île lui donne le nom de Mauritius en l'honneur de Maurice de Nassau qui gouverne, alors, la Hollande. En 1712, les Hollandais s'installent au Cap de Bonne-Espérance et abandonnent l'île aux rats.

C'est une île déserte que découvre le capitaine français Guillaume DUFRESNE en 1715. Il en prend possession le 20 septembre et la nomme Ile de France. Ainsi démarre la deuxième période. Cette première prise de possession ne débouche sur l'installation d'aucun établissement français. Elle sera donc suivie d'une seconde prise de possession faite par le chevalier Jean-Baptiste GARNIER du FOUGERAY qui touche l'Ile de France le 23 septembre 1721. Le premier établissement sera formé de colons et d'esclaves venus de Bourbon. Cette période prend fin avec la liquidation de la compagnie des Indes qui devient effective en 1767.

C'est le 14 juillet 1767 que s'ouvrent avec Jean-Daniel DUMAS et Pierre POIVRE la troisième période. C'est en vertu des ordres du Roi que DUMAS, en qualité de Gouverneur, et POIVRE, en qualité de président des Conseils Supé-

rieurs, prennent l'administration des Iles de France et de Bourbon. Les nouvelles qui proviennent de France en 1790 mettent un terme à cette période royale.

La quatrième période, qui va de 1790 à 1803, est encore désignée sous la dénomination de régime des assemblées. Ces treize années, qui vont être le théâtre de nombreux événements, s'achèvent par la remise du gouvernement entre les mains du Capitaine-général De CAEN. La cinquième période est également la dernière période française. La flotte britannique va se faire de plus en plus menaçante. Le 28 novembre 1810, des Anglais débarquent dans l'Anse du Mapou. Le 3 décembre, l'acte de rédaction est signé. Le 4 décembre 1810, le Gouverneur anglais Robert FARQUAR s'installe le. Le 5 septembre 1811, l'île de France reprend son appellation d'origine : Mauritius, en français : Maurice.

De 1715 à 1810, le sort des deux îles sœurs fut donc intimement lié.

A travers les systèmes politiques les plus différents : Royauté, Révolution, Empire, l'éloignement de la mère patrie en faisait deux sœurs à l'écoute lointaine de la France. Ce caractère ressort particulièrement de la proclamation que fut faite à l'Ile de France le 29 Florial an II de la République et que nous avons retrouvé aux Archives de Maurice :

« Les Iles de France et de la Réunion n'oublieront jamais que si leur courage et leur fidélité ont essentiellement contribué à leur gloire et à leur conservation, le grand ouvrage de leur salut et leur prospérité est le résultat de la sagesse, de la justice et des grandes vues du Premier Consul.

Ce souvenir ineffaçable est un sentiment de plus qu'elles aimeront dans tous les temps à ajouter à tous ceux qu'elles partagent avec le peuple Français pour Napoléon Bonaparte ».

C'est le 15 octobre 1814 que les habitants de l'île Maurice sont officiellement informés du Traité de Paris signé le 30 mai 1814. Bourbon est rendue à la France, Maurice cédée à la Grande-Bretagne. Cette sixième période s'achève avec l'organisation, en 1867, du référendum sur l'Indépendance.

La septième et dernière période s'ouvre le 12 mars 1968 avec la proclamation de l'Indépendance.

À travers les différents régimes qui ont marqué ces périodes s'est élaboré un système judiciaire encore plus spécifique que celui de La Réunion.

Notre déplacement à Maurice s'imposait donc.

L'extrême amabilité et intérêt qu'a bien voulu nous prêter Sir RINGADOO, Gouverneur Général, Chef de l'état représentant Sa Majesté la Reine de Grande-Bretagne nous a été d'un précieux secours et nous lui adressons avec notre gratitude, nos profonds remerciements.

Les archives de Maurice ont été mises à notre disposition.

Cinquième partie : Pèlerinage aux sources

Chapitre 21

Le système judiciaire pendant la période française

Le Conseil Provincial

[Retour à la table des matières](#)

C'est l'Ordonnance Royale donnée à Versailles, en novembre 1723, qui établit à Bourbon un Conseil Supérieur et, à l'Ile de France un Conseil Provincial composé des directeurs généraux de la Compagnie des Indes, de six conseillers, d'un procureur du Roi et d'un greffier. Le Conseil Provincial avait pour fonction de rendre la justice, tant civile que criminelle, de rendre des arrêts de règlements et de statuer en qualité d'autorité administrative. Le Chevalier de Nyon, premier gouverneur de l'Ile de France, sera le premier président du Conseil Provincial qui était placé sous la dépendance du Conseil Supérieur de Bourbon.

Très tôt, les autorités de l'Ile de France vont se plaindre de cette tutelle. Le 4 septembre 1724, le gouverneur de l'Ile de France écrira en ce sens au Ministre de la Marine et des Colonies.

Les juges, élus, siégeant au Conseil Provincial, étaient, en réalité, choisis par cooptation par les membres du Conseil comme l'atteste la délibération du 14 janvier 1730 qui nomme le sieur Louis Mascle juge en matière civile en l'absence du sieur Bouloc.

Le Conseil Provincial eut à prononcer de nombreux jugements. Le 1^{er} juin 1731, le Procureur général Moret demandait la condamnation à l'amende des

sieurs Raffin et Bernard pour avoir massacré du gibier sur les réserves du Roi. C'est le 4 septembre 1732 qu'eut lieu, à l'Ile de France, la première expropriation. Elle se fit à la requête du Procureur Général à l'encontre du sieur Bancard dit Bayonne.

Le Conseil Supérieur

C'est l'Edit Royal de novembre 1734 qui va établir à l'Ile de France un Conseil Supérieur indépendant de celui de Bourbon. Ce conseil remplaçait le Conseil Provincial créé en novembre 1723. Le Conseil Supérieur avait pour fonction principale de rendre la justice mais il eut, aussi, à s'occuper de maintes questions administratives. Il assistait le Gouverneur dans la direction et la conduite des affaires publiques, politiques et commerciales. Il était composé, à l'origine, du gouverneur général de commerce, de quatre conseillers, d'un procureur général et d'un greffier.

Les représentants de la justice n'étaient pas exempts de procès, ainsi la requête, faite par le sieur de Cassigny, adressée le 1^{er} décembre 1734 au Conseil Supérieur, réclamant des excuses au procureur général en réparation d'un affront qui lui avait été fait. Cette affaire se termina par l'expulsion sur la France du sieur de Cassigny sur ordre du gouverneur.

Les gouverneurs généraux, eux également, n'étaient pas à l'abri de calomnie ou d'injures. Le 9 octobre 1736, Mahé de La Bourdonnais devait saisir le Conseil Supérieur de l'île de France d'une pétition contre le Monsieur de Tredillae, commandant du vaisseau Printe de Conte, qu'il accusait de l'avoir calomnié.

Le Conseil Supérieur sera réorganisé par un édit royal de juin 1766. Le nouveau Conseil Supérieur sera installé le 17 juillet 1767. Il se composait du gouverneur, de l'intendant, du commandant en second, du premier commissaire de la marine, de six conseillers titulaires nommés par le Roi, de quatre juges assesseurs, d'un procureur-général du Roi et d'un greffier.

En application de l'ordonnance royale du 25 septembre 1766, le nouveau Conseil n'avait pas à s'immiscer dans les affaires exclusivement judiciaires. Les arrêts du Conseil devaient être rendus par cinq juges en matière civile et par sept

en matière criminelle. Les jugements étaient prononcés en premier et dernier ressort pour toutes les affaires civiles avec appel en matière criminelle devant le Conseil du Roi.

Ce deuxième Conseil Supérieur sera, à nouveau, réorganisé par un édit de novembre 1771. Il ne rendit plus que des arrêts, une Juridiction Royale ayant été établie pour juger en première instance. Cette Juridiction Royale sera à son tour réorganisée le 15 juillet 1795 et prendra le nom de Tribunal civil ou de Première Instance.

Le Tribunal Terrier

C'est l'arrêté de la juridiction des baux ruraux. Il a été institué par l'ordonnance du 25 septembre 1766. Il fut installé le 28 juillet 1767. Ce tribunal se composait du gouverneur, de l'intendant et de quatre membres du Conseil Supérieur dont l'un faisant fonction de procureur du Roi. Il était compétent pour les questions touchant la réunion des terres non établies, de la conduite et du passage des eaux, des contestations sur l'ouverture des chemins privés et des servitudes qui en résultaient, des contestations relatives à la chasse, à la pêche, aux forêts... Supprimé sous la Révolution, le tribunal terrier sera rétabli par l'arrêté consulaire du 24 mars 1803.

Le Tribunal d'Appel

Il remplaça le Conseil Supérieur en application de l'arrêté de l'Assemblée Coloniale en date du 25 février 1793. Ce tribunal ne recevra son organisation que les 30 octobre et 28 novembre 1793. Il était composé de neuf juges, d'un commissaire national et d'un substitut, tous élus par les assemblées primaires. Quatre des neuf juges pouvaient être récusés sans que la récusation eût besoin d'être motivée. Le 13 février 1797, le nombre de juges fut réduit à sept et le 28 mai 1799 à cinq, pour être porté à six en 1800 puis à nouveau à neuf en 1801. Par l'arrêté consulaire du 24 mars 1803 ce tribunal fut établi sur le même pied qu'en 1789 et conserva

la dénomination de Tribunal d'Appel. Le nombre de juges sera ramené à cinq en 1805, pour être porté à nouveau à neuf le 2 août 1804.

Le Tribunal de Commerce

Il fut créé par la section deux, titre neuf, de la Constitution du 29 avril 1791. Il devait connaître toutes les affaires de commerce, tant de mer que de terre. Il était composé de cinq juges élus dans l'Assemblée des Négociants : banquiers, marchands, manufacturiers, armateurs et capitaines de navire. Il fallait être âgé de trente ans révolus et résider dans la colonie depuis cinq ans au moins pour être élu juge. Ce tribunal fut aboli par l'arrêté du 24 mars 1803.

La Commission Spéciale

Elle fut constituée par l'arrêté de l'Assemblée Coloniale du 6 juin 1794. Elle était composée de neuf juges. Sa compétence s'étendait aux esclaves et noirs marons. L'arrêté du 22 juillet 1794 l'autorisait à appliquer aux esclaves les peines prévues par le Code Noir. La commission fut autorisée le 20 mars 1801 à prononcer la peine de Feu contre les esclaves convaincus d'empoisonnement et celle de la Roue contre ceux convaincus d'assassinat. Le 4 novembre 1802, la Commission fut ramenée à cinq juges afin d'assurer une répression plus sûre et plus rapide devant la manipulation des crimes. La Commission spéciale sera supprimée par l'arrêté consulaire du 24 mars 1803 et remplacée par un Tribunal Spécial.

Les Tribunaux de Paix

Ils furent institués par les articles de la section II de la Constitution de 1791. Les tribunaux de paix furent établis dans chaque municipalité : Port-Louis, Rivière-du-Rempart, Pamplémousses, Flacq, Rivière-Noire, Grand-Port, Moka et Savanna.

Les Tribunaux de Famille

Prévus par la Constitution de 1791, ils furent installés le 6 janvier 1795. Ils prévoyaient que : *si un père, une mère ou un aïeul ou un tuteur a des sujets de mécontentement très grands sur la conduite d'un enfant ou d'un , dont il ne puisse plus réprimer les erreurs, il pourra porter sa plainte au tribunal domestique et à la famille assemblée au nombre de huit ou de six au moins s'il n'est pas possible d'en réunir un plus grand nombre (...)*

Si l'enfant était reconnu coupable et s'il est âgé de plus de 18 ans, il pouvait être décidé que : *il sera enfermé pendant un temps qui ne pourra excéder celui d'une année.*

Cette décision de famille » ne pouvait néanmoins être rendue exécutoire qu'« *après avoir été présentée au président du tribunal du domicile des père et mère, aïeul ou tuteur, qui en ordonnera ou refusera l'exécution, ou intempèrera les dispositions.* »

Ces tribunaux seront supprimés le 18 mars 1797.

Le Tribunal de Révision

Ce tribunal fut créé par l'Assemblée Coloniale dans le cours de la Révolution. Il était chargé de vérifier si les formes et l'application de la loi étaient bien observées et scrupuleusement respectées. Comme la Cour de Cassation, le Tribunal de Révision ne pouvait connaître en aucun cas du fond du procès ; sa compétence se limitait à la vérification des formes et des contraventions à la loi. Ses membres, au nombre de sept, étaient par le corps électoral. Cette juridiction fut supprimée par De Caen le 24 mars 1803.

La Cour Martiale Maritime et le Tribunal Maritime

Elle fut créée par le capitaine-général De Caen le 26 mars 1807 pour juger des délits commis dans les ports et arsenaux des Mascareignes. Elle était présidée par le chef de l'administration de la marine assisté de deux assesseurs choisis par lui. Si un esclave était impliqué dans une affaire de ce genre, il devait être renvoyé devant le Tribunal spécial.

Le 9 juillet 1807, la Cour Martiale Maritime fut supprimée. Il lui fut substitué un Tribunal Maritime. Il était composé de huit juges, d'un commissaire rapporteur et d'un greffier.

Les tribunaux militaires supprimés en France en 1981 s'étaient inspirés de la composition de ces tribunaux maritimes où les juges (8) comprenaient un des contre-amiraux présent dans le port (à défaut l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé), deux capitaines de vaisseau, deux commissaires de Marine, un ingénieur de la marine et deux membres du Tribunal de Première Instance.

Le Code Delaleu

DELALEU, - conseiller au Conseil Supérieur de l'Ile de France et Procureur du Roi au Tribunal -, donnait en avertissement à ses lecteurs le propos suivant :

« Il est nécessaire que les lois soient généralement connues de tous ceux qu'elles lient et qu'elles obligent, parce que personne n'étant présumé les ignorer, les citoyens les mieux intentionnés peuvent, faute de connaissance, se trouver coupables et être exposés à des peines.

Cette connaissance intéresse donc tous les différents ordres et états...

Tous enfin, étant éclairés, concourent au maintien de l'ordre, de l'harmonie, de la tranquillité et de la paix. Tel est, en abrégé, l'effet statutaire de la connaissance

des lois ; l'ignorance, au contraire, de ces mêmes lois entraîne toujours à sa suite le trouble et le désordre ».

Quelle leçon de civisme qu'il serait bon de placer en vue du public dans tous les tribunaux du monde !

Il est rappelé que les Iles de France et de Bourbon étaient régies par les ordonnances de 1667, 1770, la coutume de Paris.

Certaines ordonnances royales applicables au Royaume de France devenaient applicables dans les Iles après que le Roy en ait demandé expressément l'enregistrement, certaines non enregistrées servaient de règles aux juges -ordonnances de 1673, dont nous avons donné le texte à propos de Bourbon, et le Code Noir :

« De juin 1766 à Versailles l'an de grâce 1766.

Signé Louis

contresigné Cbaisuil

duc de Praslin

Ile de France 17juillet 1767 - Bourbon 5 novembre 1767.

Avons créé, érigé et établi, créons, érigeons et établissons par le présent, un nouveau Conseil Supérieur en chacune des Iles de France et de Bourbon pour y rendre la justice tant civile que criminelle sans frais ni épices, à ceux de nos sujets établis et qui pourront s'établir dans lesdites îles de France et de Bourbon et l'étendue de chacune desdites Iles formera l'étendue du ressort de chacun desdits deux Conseils Supérieurs.

Composé du Gouverneur, de sept conseillers titulaires dont un sera second conseiller,... d'un Procureur Général, d'un substitut de notre Procureur Général et d'un Greffier et celui de Bourbon du Commandant particulier de l'ordonnance de ladite île, du même nombre de sept conseillers...

Lesquels conseillers titulaires, Procureur Général et Greffier de chaque conseil seront tenus de résider habituellement dans les lieux où chacun tiendra ses séances ».

Ainsi était née l'obligation de résidence encore en vigueur (sauf dérogation spéciale) de nos jours.

Par ordonnance de septembre 1766 donnée à Versailles et enregistrée à Bourbon le 9 novembre 1767 et à l'Ile de France le 27 juillet 1767, le Roi prévoyait, compte tenu de l'éloignement, que les Conseils Supérieurs auraient une faculté d'appréciation à raison des lois contraires, de lois aux ordres déjà enregistrés, ou la nature des objets de la législation locale, ou dont l'exécution causerait nécessairement ou un préjudice public ou un dommage irréparable dans l'application sur la nécessité de l'enregistrement ordonné.

Le Conseil devait en délibérer, le Gouverneur et l'intendant devaient avoir un avis conforme à la surséance et procès-verbal devait en être dressé.

Cependant, par arrêt de règlement, le Conseil Supérieur fixait son organisation et son plan de travail.

À titre d'exemple, nous citerons l'arrêt suivant :

« La Cour, vu le réquisitoire du Procureur Général ou du roi en date du 7 décembre 1772, a réglé, arrêté et ordonné que pendant le mois seulement, elle suivra pour ses séances l'ordre établi par ses précédents règlements ; qu'à commencer du premier janvier prochain, le Conseil commencera ses séances les premiers lundis de chaque mois, sauf, à ce jour, à la proroger ainsi qu'il sera vu appartenir et ayant égard aux autres fins du réquisitoire, a ordonné et ordonne que le juge royal établi en la juridiction de cette île tiendra ses audiences civiles et criminelles les lundi, mardi, mercredi de chaque semaine depuis huit heures jusqu'à onze heures ; et que les mercredis, jusqu'à deux heures de relevé il tiendra l'audience publique de Police, sera le présent règlement publié... enjoint aux officiers de la juridiction de s'y conformer et au Procureur Général du Roi de tenir la main à l'exécution du présent arrêt et d'en certifier la Cour dans 3 jours. »

Fait et signé au Port-Louis, Ile de France au Conseil Supérieur tenu le 8 décembre 1772.

Signé : Maillart Dumeske

Un arrêté du règlement du 28 octobre 1775 et signé Sartine fait au Conseil du Roi à Fontainebleau, fixait les compétences des notaires en matière de succession.

Il fut rendu applicable à l'Ile de France le 13 mai 1776.

Il apparaît que certains particuliers s'établissaient journellement pour exercer soit la profession d'avocat, soit celle de procureur, soit celle de praticien postulant, qu'ils plaidaient, écrivaient, se chargeaient de la défense des parties sans avoir fait valoir leurs titres et sans avoir prêté serment !

Un arrêt de règlement des Conseils Supérieurs de l'île de France en date du 12 juin 1778 signé Foucault et Jocer vint mettre fin à ces abus, faisant obligation auxdits praticiens d'avoir à rapporter la preuve et de leur diplôme et de leur serment.

Autre problème grave que connaissait l'Ile de France : l'avortement. Il devenait de plus en plus courant. Aussi sur proposition du Procureur Général du Roi Ailhaud, l'édit du Roi Henri II de 1556, applicable au Royaume de France, rappelé par Henri III en 1585 et Louis XIV le 25 janvier 1708, fut rendu applicable à l'Ile de France par arrêt du Conseil Supérieur à Port-Louis le 7 juillet 1778.

Cette ordonnance punissait de mort la femme qui avait celé (caché) sa grossesse et son enfantement voulant qu'ainsi elle ait homicidé son enfant par cela seul qu'il a été privé du baptême et de la sépulture publique.

Il serait trop long de rapporter ici la compilation faite par Delaleu de tous les arrêts de règlements concernant les matières les plus diverses, huissiers, maintien de l'ordre...

Il apparaît que la vie sociale se développant à raison de l'expansion économique, il fallait tenir la main à tous les aspects de la vie publique. Les Procureurs Généraux du Roi y veillaient et le Conseil Supérieur entérinait d'une manière motivée les sollicitations de ceux-ci.

Le Code Decaen

C'est avec Charles Mathieu Isidore, Comte Decaen ,que prendra fin la période française de l'île sœur. C'est par l'arrêté du Premier Consul en date du 2 février 1803 que le Comte Decaen nommé Capitaine-général prend en mains l'administration des Iles de France, de la Réunion et dépendances. Le 28 septembre 1803, le Capitaine-général nomme Louis-René Crespin commissaire de justice. Ce nouveau magistrat annonça la composition des nouveaux tribunaux, rétablis sur le pied de 1789, en conséquence des arrêtés du gouvernement qui devaient servir de base à la nouvelle constitution coloniale. Le tribunal d'Appel était composé d'un président, d'un vice-président, de trois juges, d'un commissaire du gouvernement et d'un greffier. Il tenait ses audiences les jeudi, vendredi et samedi de 7 heures à 8 heures du matin pour les affaires provisoires et de 9 heures à midi pour les autres causes.

Le tribunal civil était composé d'un juge, d'un suppléant, d'un commissaire du gouvernement et d'un greffier. Il tenait ses audiences les lundi, mardi et mercredi de 8 heures à 11 heures pour les affaires civiles, de commerce et d'amirauté. Pendant la durée de son administration, le capitaine-général De Caen va légiférer. Cette législation a été réunie dans : [le Code des Iles de France et de la Réunion ou Recueil des arrêtés, règlements, ordonnances et proclamation des trois magistrats qui gouvernent lesdites îles.](#)

Ce recueil qui comprend sept volumes fut publié annuellement de 1803 à 1809. Désigné d'abord sous le titre de Code Colonial, il prit ensuite le nom de celui qui en fut l'inspirateur, le capitaine-général Decaen et s'appelle depuis Code Decaen.

Cinquième partie : Pèlerinage aux sources

Chapitre 22

Le système judiciaire actuel

Le système judiciaire actuel

[Retour à la table des matières](#)

Afin de mieux faire connaissance avec le système judiciaire actuel nous reproduisons le texte d'une conférence présentée par Victor GLOVER Senior Puisne Judge à la Cour Suprême de l'Ile Maurice au 1er congrès de l'Association des juristes de l'Océan Indien.

1.1. Je dois, en guise d'entrée en matière, parler géographie et histoire. Ensuite nous passerons aux instances mêmes, en essayant de ne pas tomber dans le piège d'une nomenclature fastidieuse, et en disant quelques mots de l'administration de la justice et de ses auxiliaires. Enfin, j'esquisserai un tableau de la procédure suivie à l'occasion d'un procès, tant au pénal qu'au civil.

1.2. Mais auparavant, que je vous mette en garde contre notre terminologie juridique très française. Ainsi nous appelons « Cours » (Courts of justice) ce que vous nommez « tribunaux » : un « tribunal » en anglais est une instance administrative, parfois quasi-judiciaire, mais sans pouvoir d'exécution.

Sachez aussi qu'un magistrat chez nous, traduction littérale du mot « magistrate », est celui qui préside les débats en Cour Inférieure ; ceux qui siègent en grande instance et en appel sont des juges, tandis que les membres de notre Parquet -nous y reviendrons- sont des « Law officers », ou officiers-juristes de l'Etat.

1.3. Ouvrons maintenant une parenthèse pour situer ensemble l'Etat Mauricien. C'est un groupe d'îles dénommé Maurice (d'après le Prince Maurice de Nassau de Hollande) comme principale, située à quelque 200 km au nord-est du département français de La Réunion. Les autres sont l'île Rodrigues, à 500 km du nord-est, puis Agaléga et St Brandon, de tous petits groupes d'îlots situés en plein milieu de l'Océan Indien à 1000 km au nord. L'Etat mauricien, fort de ses 1900 km², revendique (encore que le mot soit un peu fort) la souveraineté sur deux autres terres : premièrement les îles Chagos, qui faisaient partie de la colonie britannique qu'était Maurice mais que la Métropole retrancha de notre territoire avant l'indépendance pour en faire une base militaire - et nous pensons que cela va à l'encontre de la résolution des Nations Unies sur le démembrement des territoires à l'indépendance, et en second lieu l'île Tromelin qui fait l'objet d'un contentieux (très amical) de droit international public entre la France et nous.

1.4. Maurice était d'abord occupée par les Hollandais - d'où son nom d'origine ; elle devint ensuite l'Isle de France et resta en possession française de 1721 à 1810 avant de retrouver son nom après avoir été cédée aux Britanniques en vertu d'un Acte de Capitulation qui fut confirmé par le Traité de Paris de 1814. Après 158 années d'occupation anglaise, notre pays accédait à l'indépendance il y a exactement 18 ans, car nous célébrons notre fête nationale le 12 mars.

1.5. En ce début du 19^e siècle, les Anglais avaient accepté, dans l'acte même de capitulation, texte repris plus tard dans le Traité de Paris, que les habitants du territoire cédé conservaient leurs lois, coutumes et religion. Engagement qui, l'on a plaisir à le reconnaître, fut largement honoré subséquemment. Quelles étaient donc les lois en vigueur en 1810 ?

1.6. Le Code Civil des Français, le Code de Commerce et le Code de Procédure Civile, issus des grandes réformes de Napoléon Bonaparte, avaient été promulgués dans l'Isle de France, au moyen d'arrêtés du Général Decaen, l'intendant d'alors, qui stipulaient aussi certaines adaptations concernant les affranchis et les esclaves. Il existait un Code Pénal, établi en 1791 par l'Assemblée Coloniale de la Révolution, tandis qu'au chapitre de la procédure pénale, un décret du consul en 1803 s'était contenté de rétablir les tribunaux existant en 1789, à savoir le Conseil Supérieur en appel et la Juridiction Royale en première instance, siégeant avec le concours de jurés d'accusation et de jurés de jugement.

1.7. En 1831, un Code d'Instruction Criminelle à la française est institué, et, en 1838, un autre Code Pénal qui a la particularité de figurer dans le texte en deux colonnes, en français à gauche et en anglais à droite, le français étant à gauche non par choix mais pour y avoir été

placé par les Anglais. Une ordonnance mauricienne devait éventuellement décréter qu'en cas de conflit le texte français primerait, en toute logique d'ailleurs.

1.8. Comme on aurait pu, ou dû, s'y attendre, des problèmes surgirent bientôt dans le domaine de la procédure. En effet, nos nouveaux maîtres britanniques nous avaient dépêchés des juges et des magistrats anglais, et l'un d'eux devait déclarer en 1833 : Il est de principe que les débats doivent être dirigés par l'organe du Président ; or le Président prendra la jurisprudence anglaise comme règle de procédure, il y inclut, assez arbitrairement je l'avoue, les règles de la preuve (en anglais « the law of evidence »). Il est clair que nos magistrats et nos juges importés aient donné assez tôt, et encore de leur propre chef, leur adhésion aux règles anglaises de preuve. Un juriste écrivait dans la *Revue Judiciaire* en 1843 : Depuis plusieurs années le mot « evidence » a été admis au droit de bourgeoisie dans le langage de notre barreau. L'administration de ce mot nouveau n'est pas sans importance, les mots sont la représentation des idées.

1.9. Enfin, avant d'en arriver aux réformes majeures du milieu du 19^{ème} siècle, rappelons que la puissance coloniale avait eu besoin de prendre un Ordre en Conseil de la Reine en 1842 prévoyant que toute loi nouvelle et toute modification à un texte existant devaient être rédigées en anglais, ce qui fut d'ailleurs un des facteurs qui ne nous permit pas, ou presque, de modifier nos codes français en fonction des changements apportés en France. Dans le même ordre d'idées, à partir de 1847, le français n'avait plus droit de cité dans les Cours, excepté pour la Justice de Paix. On raconte à cet égard l'anecdote suivante : la veille du jour où devait s'effectuer ce changement se déroulait une session d'assises ; un avocat prolongea sa plaidoirie en français jusqu'à minuit ; lorsque le douzième coup de minuit sonna à l'horloge de la cathédrale voisine, il s'arrêta, garda un silence méditatif, et termina sa plaidoirie en anglais.

1.10 - A partir de 1850 est mis en place tout un train de réformes qui va très rapidement nous conduire à peu près où nous sommes aujourd'hui : le droit substantif privé et pénal est en grande partie français alors que le droit de la procédure et de la preuve et l'organisation des Cours sont presque entièrement anglais. En effet, la Cour Suprême et les Cours de district sont créées, la « Criminal Procedure Ordinance » (loi de procédure pénale) remplace le Code d'Instruction Criminelle et des « Rules of Court » (Règlements de la Cour) sont établis. En conséquence toutes les parties du Code de Procédure Civile relatives aux tribunaux, à la récusation, sur enquêtes, aux jugements et aux appels sont révoqués. Je n'ai pu que survoler ici assez rapidement ces développements dans l'histoire de notre droit à cause des contraintes de temps : je

souhaite pouvoir m'y attacher lorsque nous aurons l'occasion de situer le droit mauricien dans l'encyclopédie des comparatistes.

Les instances judiciaires

2.1. - En 1963 donc, Maurice devient état souverain, toutes les instances politiques et judiciaires en place étant reconduites dans leurs fonctions, le pays est doté d'une Constitution écrite, dont une lecture attentive démontre qu'elle a d'une part pour mission, comme il se doit, de concilier Pouvoir et Liberté et qu'elle est d'autre part inspirée de deux grands principes, à savoir la règle de droit et la juxtaposition de l'exercice des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. J'emploie sciemment le mot juxtaposition, car il semble que, depuis l'Esprit des Lois de Montesquieu jusqu'à nos jours, ceux qui ont tenté de définir ou d'illustrer ce que l'on a continué d'appeler séparation de pouvoirs ont eu grand peine à s'en sortir. Ces considérants sont mis en valeur dans l'esprit, sinon dans la lettre, de ce texte, et nous en voyons, ou décelons, les preuves suivantes : il existe une panoplie de contrôles de l'exercice des pouvoirs législatif et exécutif tandis que l'indépendance et la suprématie du pouvoir judiciaire paraissent incontestées ou plutôt incontestables ; l'on distingue un souhait manifesté d'exclure certaines institutions de toute possibilité d'influence politique partisane ; l'on voit des clauses qui font des juges de notre Cour Suprême des fonctionnaires privilégiés quant à leur statut, leur traitement et leur sécurité d'emploi ; et enfin la garantie est donnée de l'accès aux Cours de justice pour le règlement de tout litige qui est du ressort de celles-ci.

2.2. Contrairement à ce qui est de rigueur dans la plupart des Etats, ce n'est pas un Ministre du Gouvernement qui est responsable de l'administration de la justice à Maurice. Certes nous avons un « Attorney General » que l'on nomme aussi Ministre de la Justice. Notons pour la petite histoire que, d'après la Constitution, ce personnage, quoique membre du cabinet, donc Ministre du Gouvernement, n'a strictement pas droit à l'appellation « Ministre de la Justice ». Il fut tout simplement décidé de la lui accorder lorsqu'on s'aperçut qu'à l'occasion de visites des membres du Gouvernement à l'étranger, ceux qui portaient en toutes lettres le titre de Ministre avait eu droit à plus d'égards qu'un simple « Attorney General ». Ce n'est pas celui-ci, mais le Chef Juge - que l'on pourrait décrire comme le Premier Président de la Cour d'Appel mais, soit dit sans jeu de mots, ce ne serait pas lui faire justice - c'est le Chef Juge donc qui est responsable de l'administration de la justice à Maurice. Il est remplacé au besoin par le « Senior Puisne Judge » (le premier des juges puisnés, sorte de deuxième président).

2.3. Comme vous le voyez, il s'agit là d'un exemple du désir de préserver certaines classes de la politique et de ses influences qui peuvent être néfastes. Les cyniques vous diront que ce n'est pas tout à fait ainsi que l'on doit voir les choses pour les raisons suivantes. Le Chef Juge est nommé par le Gouverneur Général après consultation avec le Premier Ministre. S'il est vrai que le Chef Juge d'Etat n'est pas tenu de suivre l'avis de son Premier Ministre dans cette circonstance, car il ne s'agit que de consulter, d'aucuns pensent qu'il y a toujours un risque qu'une nomination politique intervienne. Le « Senior Puisne Judge », le deuxième personnage, est nommé par le Gouverneur Général sur avis du Chef Juge. En pratique donc, le choix est celui de ce dernier. Certains concluent à la possibilité de deux nominations qui soient politiquement motivées.

2.4. Il existe par ailleurs une « Judicial and Legal Service Commission », commission chargée du recrutement et de la promotion des personnels du service judiciaire et du Parquet, et des mesures disciplinaires que l'on voudrait prendre à leur égard. Cette commission se compose du Chef Juge, du « Senior Puisne Judge » et de deux autres personnes, avec le résultat qu'au moyen de la voix prépondérante du Chef Juge en cas de partage égal, celui-ci et son adjoint peuvent influencer le choix au niveau de toutes les fonctions de juge, de magistrat, et d'officier juriste de l'Etat. Ce rassemblement de pouvoirs, disent les prophètes dont je parle, fait qu'en définitive l'indépendance du judiciaire tient à moins à la garantie qu'offrent les textes et les institutions qu'à l'impartialité des hommes qui sont chargés d'appliquer celles-là ou de diriger celles-ci.

2.5. Venons-en maintenant aux Cours de Justice. La Constitution se borne à instituer les instances majeures, à savoir la Cour Suprême, les Cours d'Appel et celle du dernier recours. Le texte parle de Cours Inférieures, car il y en avait avant l'indépendance et elles furent toutes reconduites, mais il laisse au Parlement le soin de les remplacer ou d'en créer d'autres.

2.6. Commençons donc par la « Supreme Cour », Cour dite Suprême qui l'est et qui ne l'est pas en même temps. Elle est dotée d'une compétence illimitée en première instance tant au civil qu'au pénal, sauf qu'elle est incompétente en matière de loi martiale. Ajoutons toutefois que nous avons pu jusqu'à ce jour nous passer de forces armées. La Cour Suprême siège aussi en appel sur les décisions rendues par toutes les Cours Inférieures, et ce droit d'appel est garanti par la Constitution dans toutes les instances autres que celles où, pour des délits mineurs ou des contraventions, la peine n'excède pas 30 francs environ. Mais la compétence de la Cour Suprême ne s'arrête pas au droit commun. Trois autres juridictions toutes particulières lui sont allouées, et elle s'est attribuée une quatrième, qui ont toutes leur importance.

2.7. Elle tranche tout litige d'ordre constitutionnel. Un citoyen qui allègue que ses droits ont été ou pourraient être lésés peut, au moyen d'une procédure simple et peu coûteuse, porter sa plainte devant cette Cour. Par ailleurs cette compétence est exclusive : un tribunal inférieur qui se trouvait face à un problème qui requerrait, ne serait-ce qu'incidemment, une décision sur l'interprétation d'une des clauses de la Constitution doit se dessaisir temporairement et en référer à la Cour Suprême. Si besoin est, celle-ci renvoie le dossier à l'instance inférieure avec toute directive nécessaire.

2.8. Un certain nombre d'institutions, telles les commissions indépendantes créées par la Constitution pour le contrôle des élections, de l'enregistrement des électeurs et du découpage des circonscriptions, et pour le recrutement, la promotion et le renvoi des fonctionnaires, de même que certains fonctionnaires privilégiés, tels le Directeur des Poursuites Publiques, le chef de la Police, le Commissaire Electoral et le Directeur du Bureau de la Vérification des Comptes, sont libres d'agir sans mesure de contrôle, et moins encore de directives de la part de quiconque. Mais il est stipulé que toutes ces institutions et personnes sont sujettes au pouvoir qui est donné à la Cour Suprême de décider, le cas échéant, si elles détiennent vraiment le pouvoir en vertu desquels elles ont agi ou si, en exerçant un pouvoir qui est sien, la personne ou l'institution n'a pas enfreint une loi.

2.9. Enfin, en matière d'élections des membres de l'Assemblée Législative, la Cour Suprême est seule compétente pour décider si l'élection d'un député est valable ou s'il doit éventuellement abandonner son siège, mais c'est elle aussi que l'on doit solliciter pour régler deux autres genres de litige concernant ces élections qui requièrent une solution urgente : la première consiste à déterminer si, comme il est obligé de le faire, un candidat aux élections a correctement indiqué auquel des quatre groupes techniques il appartient. Les pauvres Juges doivent décider de la façon suivante : si la personne ne semble pas, « from his way of life » (d'après son mode de vie), appartenir à la communauté hindoue, musulmane ou chinoise, il doit être censé appartenir à la communauté dite générale. Le deuxième genre de litige urgent a trait à l'éventuel refus d'un préposé aux élections de retenir une candidature pour vice de forme. L'aspirant candidat peut alors demander à la Cour Suprême de siéger d'urgence et, le cas échéant, d'ordonner que son nom soit inclus dans la liste des candidats.

2.10. Dans les pays à vocation juridique anglo-saxonne, il n'a pendant longtemps pas existé de droit administratif : la plupart de ces états sont toujours sans code de ce droit. Cela tenait, au départ, de ce que toute l'administration se faisait au nom du souverain, des fonctionnaires anglais n'ayant en théorie aucune sécurité d'emploi puisqu'ils sont recrutés pour servir « at the Queen's pleasure » (au bon plaisir de la Rei-

ne). Or comme le dicton veut que « King or Queen do no wrong » (Roi ou Reine ne peut mal agir) et que les Cours de justice sont les Cours de Sa Majesté, il n'y avait de là qu'un pas à dire que l'Etat et ses préposés ne pouvaient être trainés devant les Cours pour faute de service. Fort heureusement, les juges anglais, qui avaient pendant six siècles créé de toutes pièces la « common law » (le droit commun) avec relativement peu d'aide du législateur, prirent éventuellement les choses en main. Ils s'arrogèrent, par une astucieuse procédure, le droit, au nom même du souverain, de prévenir ou de corriger les erreurs commises : c'est ainsi que naquit, puis se développa rapidement, le plus gros morceau du droit administratif anglais, c'est-à-dire presque entièrement, une fois encore par les soins de la jurisprudence. La Cour Suprême de Maurice a toujours eu, en vertu de nos lois, les mêmes pouvoirs que la Haute Cour de Londres. C'est à ce titre que notre Cour a fait sienne une compétence exclusive en matière de droit administratif, créant ainsi une partie importante de notre droit public. D'aucuns disent qu'elle viole en cela l'un des premiers articles du Code Civil qui traite du pouvoir des juges, mais nous touchons là à un autre débat.

2.11. En première instance, la Cour Suprême est la Cour d'Assises au pénal pour entendre les procès majeurs : elle est présidée par un Juge assisté de neuf jurés du sexe masculin. Ceux-ci sont les seuls juges des faits alors que le Juge guide les débats, leur donne des directives sur les règles de droit qui sont applicables et leur fait, avant qu'ils ne se retirent pour délibérer sans lui, un résumé du procès. Au civil, par contre, cette Cour est généralement composée d'un juge sans jury, mais la loi prévoit que le Chef Juge peut, d'office ou à la requête des parties, allouer une affaire à deux ou même trois Juges, eu égard à la complexité du problème juridique qui se pose à l'importance des intérêts en jeu. Enfin, lorsque la Cour exerce sa juridiction d'appel, contre les décisions des Cours Inférieures, elle est toujours composée de deux Juges. Dans tous les cas où la Cour est composée de deux Juges, ceux-ci peuvent s'adjoindre un troisième s'il y a désaccord entre eux.

2.12. Il y a sept juges à la Cour Suprême, notamment le Chef Juge, son adjoint et cinq juges puisnés. La Constitution a institué deux Cours d'Appel, la Cour d'Appel Civile et la Cour d'Appel Criminelle mais ce sont les mêmes sept juges qui en sont les membres et le Chef Juge doit, sauf empêchement majeur, en présider les audiences, qui se dérouleront devant trois juges. Comme les noms l'indiquent, la Cour d'Appel Criminelle est compétente pour les appels interjetés contre une condamnation ou une peine infligée par la Cour d'Assises, tandis que la juridiction de la Cour d'Appel Civile se limite aux appels qui interviennent contre une décision de la Cour Suprême en matière civile siégeant en première instance et à celles des appels entendus par la Cour Suprême des Cours

Inférieures, établi le principe de n'intervenir qu'en cas d'erreur de droit ou de faute patente lors de l'appréciation des faits.

2.13. S'agissant d'un procès au civil entendu par la Cour Suprême siégeant en première instance mais composée de plus d'un juge, ou d'une décision de cette Cour statuant en appel à propos d'un jugement d'une Cour Inférieure (donc composée de deux juges au moins), l'on ne peut que, dans les cas où la chose est permise, se pourvoir directement en cassation. C'est aussi ce que le justiciable doit faire s'il veut s'opposer à un arrêt d'une des deux Cours d'Appel. Notons à ce propos que s'il existe un recours devant l'une et l'autre de ces deux Cours d'Appel, l'on doit y porter l'appel avant de songer à la cassation.

2.14. A la lumière de tout cela, l'on peut comprendre pourquoi nous avons dit de cette Cour qu'elle est suprême tout en ne l'étant pas, car il existe une instance de dernier recours, dont nous parlerons dans un instant, mais il apparaît clairement que notre Cour Suprême et ses juges aux multiples facettes font office de régulateur.

2.15. Mais qu'est-ce donc que cette Cour de Cassation Mauricienne ? Il s'agit de ce que nous connaissons comme le « Privy Council » (Conseil Privé), ou pour lui donner son nom, Sa Majesté la Reine siégeant en Conseil Privé. Cette institution, qui a surtout des fonctions protocolaires et honorifiques est la plus haute Cour d'un certain nombre de territoires (par exemple, les quelques uns qui dépendent encore du Royaume Uni et certaines anciennes colonies britanniques comme Maurice). Un texte de loi anglais prévoit que l'appel soit plaidé devant un comité de trois ou cinq juges qui sont membres du Conseil Privé du souverain. Ceux-ci écrivent alors un jugement qui se termine par ces mots : Leurs Seigneuries les Juges se proposent très humblement de conseiller à Sa Majesté de rejeter le pourvoi (ou de l'accorder), et celle d'y apposer son sceau au cours d'une réunion symbolique de son Conseil Privé. Cette instance a eu l'occasion de souligner que, bien que siégeant à Londres et composée presque toujours de juges anglais, elle est, dans le cas d'un appel interjeté de Maurice par exemple, un tribunal mauricien qui applique le droit mauricien. Et elle a toujours pris soin d'ajouter que, ses membres n'étant pas familiers avec la chose mauricienne, elle se bornerait à intervenir pour corriger des erreurs de droit ou à l'occasion d'une décision manifestement aberrante.

2.16. Quels sont les cas où l'on peut interjeter appel au Conseil Privé ? Dans les procès où se pose un problème d'ordre constitutionnel, dans un procès civil où l'enjeu est de l'ordre de 6 000 francs au moins, dans les procès au pénal si le prévenu est condamné à une peine qui excède 30 francs et, avec l'autorisation de la Cour Suprême, s'il s'agit d'un litige concernant un problème d'importance majeure. C'est dire que le droit d'appel est presque de rigueur ; reste à savoir que la procédure est,

dans le contexte mauricien, excessivement onéreuse, car les notes des frais pour chacune des parties s'élèvent à environ 130,00 francs.

2.17. Voilà pour ce que dit la Constitution à propos des Cours Mauriciennes qu'elle a instituées. Mais il y en a d'autres, et ce sont les tribunaux inférieurs comme nous l'avons dit.

- 1/ Les juges siègent en Chambre, c'est-à-dire en privé, pour entendre les causes que le Code de Procédure Civile alloue au Président, par exemple lorsqu'il y a urgence, instruites par voie de requête ou de référé ; c'est ainsi qu'ils font aussi office de juge de la famille.
- 2/ Un juge siégeant seul préside la « Profiteering Cour » (sorte de tribunal du mercantilisme seul compétent pour certains délits commis par les commerçants qui, de l'avis du législateur méritent une peine sévère).
- 3/ La « Bankruptcy Court » (Cour des Faillites), présidée par un magistrat, est compétente non seulement en matière de faillites de commerçants, mais aussi pour les dépôts de bilans de non commerçants, et pour certains litiges relevant des opérations d'une compagnie (« Compagny » étant le concept anglais et mauricien qui correspond à la société anonyme), principalement en matière de liquidation.
- 4/ Ce même magistrat préside ce que l'on appelle la Cour du Master. « Master » est le mot qui, dans le système anglais, désigne un magistrat qui traite d'un certain nombre de problèmes procéduraux dont il n'est pas commode d'affubler un juge. La compétence de cette Cour est limitée aux ventes aux enchères d'immeubles saisis, aux licitations et aux partages en nature, il s'agit beaucoup plus d'un bureau d'évaluation, d'arpenteur et de commissaire priseur que d'un tribunal.
- 5/ Une Cour Intermédiaire (composée de 2 magistrats) siège en première instance au civil et au pénal. Sa compétence se situe, comme le nom l'indique, entre celle de la Cour Suprême et celle des tribunaux qui se trouvent tout en bas de l'échelle. Au pénal par exemple, elle ne juge pas les procès d'assassinat, de meurtre, de haute trahison, réservés à la Cour d'Assises, tandis qu'au civil, sa compétence est limitée d'une part par un plafond de la valeur de l'objet du litige (ne dépassant pas 30,000 francs) et d'autre part par le fait que les procès tenant au droit de succession, de possession d'Etat et de divorce par exemple ne sont point de sa compétence.
- 6/ Il y a dans chaque « district » (9 régions à l'Ile Maurice, une pour Rodrigues et une pour Agaléga) un « district Court », présidé par un magistrat qui siège au civil et au pénal. La Cour ne

siège pas en permanence dans ces deux îles que nous venons de nommer, parce que cela n'est pas nécessaire et à cause des problèmes de communication : pour cette dernière raison, le magistrat qui s'y rend périodiquement a une compétence plus élargie que celle des autres Cours du même genre qui siègent dans les neuf régions de l'île Maurice. La « District Court » à l'île Maurice voit sa juridiction déterminée par la valeur de l'objet en litige au civil (6 000 francs) et par la nature du délit au pénal, en sus des contraintes régionales. Ces magistrats, siégeant en audience privée, et suivant une procédure appropriée, président dans chaque région la « Juvenile Court » (tribunal de délinquance juvénile pour ceux âgés de moins de 17 ans).

- 7/ Enfin, nous avons une « Industrial Court » (notre tribunal de prud'hommes) présidé par un magistrat, avec compétence exclusive pour juger les litiges entre les patrons et les employés dont les salaires ou gages ne dépassent pas 40,000 francs par an.

2.18. Le Magistrat de District est chargé de conduire une enquête préliminaire avant qu'un prévenu ne soit déféré aux Assises. Son rôle est de vérifier si les preuves sont suffisantes et il fait un rapport à cet effet au Directeur des Poursuites Publiques. Si son rapport est défavorable, les choses en restent là ; sinon le Directeur décide en tout état de cause sur l'opportunité d'une poursuite. En outre, ces Magistrats ont aussi la mission de conduire une enquête judiciaire, dans le cas de mort ou de blessures graves, si l'enquête de police n'a pas pu aboutir, pour déterminer, si possible la cause du décès ou des blessures.

2.19. Vous aurez remarqué l'absence de tribunaux administratifs (nous en avons d'ailleurs déjà parlé) et, mis à part la Cour des Faillites avec sa compétence assez particulière, le manque de tribunaux de commerce. Ces deux juridictions, en effet, sont, à Maurice, du ressort des tribunaux de droit commun.

2.20. Nous terminerons avec les instances judiciaires en parlant brièvement de ceux que nous avons, sans esprit péjoratif, nommé les auxiliaires de la justice. Nous avons déjà mentionné l'Attorney-General. Celui qui occupait la fonction équivalente avant que nous n'ayons des Ministres à Maurice, et qui était un fonctionnaire, s'appelait « Procureur and Advocate General » (Procureur et Avocat Général). Il était le chef du Parquet, avait pour l'assister des substituts, était au banc de la poursuite aux Assises et l'avocat de l'Etat dans les Cours Civiles, et il concluait en tant que Ministère Public. Notre Attorney est, comme on l'a dit, devenu un Ministre. Il est, à ce titre, responsable de tout ce qui touche au juridique et au judiciaire à l'Assemblée Législative et au Conseil des Ministres. Il est le principal conseiller du Gouvernement, il

représente celui ci-devant les Cours Civiles mais il n'a pratiquement aucune voix au chapitre en matière pénale. Il est assisté d'un certain nombre de « Crown Law Officers ».

2.21. Toujours dans le but de ne pas mêler la chose politique à certaines instances, c'est un « Director of Public Prosecutions » (Directeur des Poursuites Publiques) qui détient le monopole en matière de poursuites au pénal. Il décide seul si un prévenu doit être jugé, si un procès commencé doit être arrêté ou si une poursuite émanée par quelqu'un d'autre, fut-il un simple citoyen, doit être continuée par lui. Ce directeur a pour adjoints les mêmes « Law Officers » dont nous parlions tout à l'heure. Ceux-ci doivent donc servir deux maîtres : ils sont tantôt occupés à conseiller le Directeur à propos d'une poursuite, et de cela farouchement apolitiques, tantôt ils discutent avec l'Attorney de savoir comment le Gouvernement pourrait légiférer pour atteindre un but manifestement politique.

2.22. Le Ministère Public est une institution que notre système de procédure a retenue. Cependant les Cours décident souverainement dans la plupart des cas si les conclusions de ce ministère sont nécessaires et il y a très peu de cas où le référé est obligatoire.

2.23. Nous avons en outre un Curateur aux biens vacants qui prend en charge les meubles et immeubles dont les propriétaires sont inconnus ou absents - notre Curatelle fut instituée dès 1763, un « Official Receiver » (Receveur d'Office) qui s'occupe des biens, des faillis ou des sociétés commerciales en liquidation et, comme dans la plupart des systèmes, des greffiers, des huissiers, des évaluateurs, un système d'aide judiciaire (pour se qualifier, l'on ne doit pas posséder de biens d'une valeur de 6 000 francs ou gagner un salaire de plus de 700 francs mensuellement), et une organisation pénitentiaire relativement sophistiquée.

2.24. Il me reste à mentionner ceux qui exercent la profession légale : les avoués, les notaires et les avocats. Le notaire est le gardien des actes dressés par lui ou à lui confiés, l'avoué prépare les procès et l'avocat plaide. Dans un procès civil, un avocat ne peut paraître que s'il est instruit par un avoué. Nous avons conservé la dichotomie anglaise où, comme vous ne l'ignorez sans doute pas, la tradition règne en maître ; au civil chez nous, l'avocat ne traite pas avec le client mais avec l'avoué.

Procédure aux procès

3.1. Avant de décrire le déroulement d'un procès au pénal, prenons soin de ne point perdre de vue que nous n'avons ni police judiciaire, ni instruction et que, peu s'en faut, aucun magistrat au sens français du mot, n'a de contrôle sur l'enquête qui recueille les témoignages et autres indices de preuve. Ce sont les agents de police, ou autres fonctionnaires chargés de déceler et de réprimer les délits, par exemple ceux qui dépendent des collectivités locales, ou des Ministères de la Douane, de la Pêche, des Bois et des Forêts ou de la Santé, qui mènent l'enquête. Et rappelons que, s'agissant de poursuites au pénal entamées par un citoyen, lorsque la chose est permise, celui-ci est libre de recueillir ses preuves et de déposer ensuite sa plainte contre le prévenu.

3.2. Toutefois, en vertu de nos lois, personne ne peut être traduit devant la Cour d'Assises ou devant la Cour Intermédiaire, ou devant n'importe quelle Cour sous l'accusation d'avoir enfreint certaines lois (par exemple celles qui régissent le maintien de l'ordre public ou la diffusion de secrets d'Etat), si le Directeur des Poursuites Publiques n'y consent. Mais les fonctionnaires qui ont mené une enquête qui pourrait donner lieu à une poursuite à laquelle le Directeur ne doit pas consentir s'empresseront souvent de rechercher ses conseils et sa bénédiction avant de s'aventurer, s'ils ne sont pas certains des chances de réussite, soit parce que les preuves leur paraissent insuffisantes ou à cause de la complexité de l'aspect juridique du problème. Enfin, nous rappelons que le Directeur peut, en usant de sa discrétion constitutionnelle, arrêter n'importe quel procès.

3.3. Je ne pourrai mieux faire, pour préciser ma pensée et vous faire toucher du doigt le problème, que de citer quelques lignes extraites d'une conférence faite par un ancien collègue qui a occupé la fonction de Directeur pendant plus de dix ans, donc pendant la plus grande partie de l'ère post-indépendante.

« Il faut souligner, en effet, la complémentarité de l'enquête et de la poursuite. Que deviendrait l'accusation sans une enquête sérieuse, et rapidement menée, permettant non seulement de qualifier exactement dès le début, mais aussi d'apporter des preuves solides ? Inversement, à quoi sert-il d'enquêter si aucune poursuite ne vient prolonger la phase policière ?

Dix ans d'expérience permettent de constater qu'après tout les relations entre les deux organes ont été harmonieuses et raisonnablement fructueuses. Cet état de choses, si réjouissant soit-il, n'empêche pas de

se poser une question : quel est le rôle, quel est le pouvoir du D.P.P. en matière d'enquête ?

Deux solutions extrêmes viennent tout de suite à l'esprit. Selon la première, l'enquête n'est pas du ressort du D.P.P., ni lui ni son bureau ne sont équipés à cette fin ; l'enquête est l'oeuvre du policier et donc elle est menée sous la responsabilité de ce dernier. Selon la seconde, la poursuite ne peut que suivre l'enquête, et l'on conclut que le D.P.P. est nécessaire super-contrôleur judiciaire de l'enquête.

A la vérité, ces deux positions ne sont pas contradictoires, il faut distinguer entre le processus administratif de l'enquête et le contrôle judiciaire de cette dernière. Le D.P.P., me semble-t-il, n'a rien à voir avec le premier aspect et quant au second, il jouit de pouvoirs limités.

Pour bien saisir le problème, il faut envisager le cas de l'enquête incomplète, mal faite. Sans cela, il n'y aurait pas de problème ! Le DDP ne saurait être tenu responsable des lacunes d'une enquête, tout au plus peut-il demander un complément d'enquête. Mais il y a des erreurs irréparables. Nous entrons alors dans la seconde hypothèse. Le D.D.P. contrôlera en ce sens qu'il ne déclenchera pas la machine, mais il ne peut pas remédier à l'injustice qui aurait été commise envers une victime par un enquêteur mal averti, négligent ou malhonnête. Le D.D.P. pourra encore agir en signalant au commissaire de police les méfaits de l'enquêteur. Une fois de plus le remède est préventif et non pas curatif.

La question brûlante est celle de savoir si l'enquête dans son aspect de processus administratif doit être laissée aux seuls soins de la police où si elle doit être contrôlée par le D.P.P. ?

Qu'attend-on du D.P.P. dans la phase policière ? Qu'il s'assure que tous les moyens de l'enquête ont été mis en oeuvre en vue de la manifestation de la vérité. Dans cette perspective, il serait bon que la pratique actuelle, qui n'est dictée par aucun texte, soit continuée.

Selon cette pratique, en effet, le D.P.P., de son propre chef, ou à la requête de la police, d'un ministère ou de tout intéressé, donne les avis qu'il juge utiles. L'enquêteur reste, bien sûr, libre de s'y ranger, ou de ne pas les suivre. Au cas où il ne s'y rangerait pas, et que pour cette raison l'affaire n'aboutisse pas, il en subirait les conséquences ».

Et mon ami concluait sa dissertation par ces mots : « En conséquence il apparaît que l'indépendance du Directeur reste dépendante de la diligence des enquêteurs ».

3.4. Prenons maintenant l'exemple d'un procès pour crime sérieux devant la Cour d'Assises. L'acte d'accusation est lu et expliqué à l'accusé, qui neuf fois sur dix au moins ne connaît pas l'anglais, et il se déclare coupable ou non coupable. Dans ce dernier cas le procès est entendu sur le fond et la Couronne (en un mot le Souverain au nom duquel toute

poursuite de ce genre est commencée) doit établir la culpabilité du prévenu « beyond reasonable doubt » : en un mot comme en cent, celui-ci doit être acquitté si, en fin de parcours, il y a un doute quand à sa culpabilité sous l'accusation retenue ou sur l'un de ses éléments. Le mot « raisonnable » nous démontre qu'il ne s'agit pas de supposition tenant à la fantaisie mais d'incertitude qui peut être justifiée.

3.5. L'avocat de la Couronne fait à l'intention des jurés un résumé de faits qu'il compte établir, après quoi il fait entendre sous serment les témoins à charge, qui peuvent aussi verser au dossier des documents ou des objets, (arme du crime, vêtements portés par l'accusé au moment de l'infraction etc ...). Ils sont contre-interrogés par l'avocat de la défense et, si besoin est, réinterrogés par celui de la poursuite, mais uniquement pour rendre le plus clair ou précis des réponses données en contre-interrogatoire. Dans presque tous les cas, un ou plusieurs témoins fera état des déclarations orales ou écrites faites durant l'enquête par le prévenu. Si, s'agissant d'aveux, ceux-ci sont contestés, pour avoir été fabriqués, altérés ou extorqués par exemple, le jury se retire momentanément : la poursuite doit alors, au cours d'un sous-procès, établir à la satisfaction du juge président, la charge de la preuve étant celle décrite plus haut, que ces aveux furent volontairement faits, faute de quoi ils ne sont pas versés au dossier. Lorsque la poursuite en a terminé, l'avocat de la défense a plusieurs choix : il peut demander au juge, en l'absence des jurés, de donner des directives à ceux-ci, d'acquitter son client parce qu'il n'y aucune preuve de sa culpabilité ou parce que les faits établis sont si peu probants qu'ils ne valent pas la peine d'être analysés plus profondément.

Si une telle requête est refusée ou n'est pas formulée, nous arrivons aux témoins que la défense voudrait faire entendre. Mais il n'y a aucune obligation à le faire : comme c'est à la poursuite à prouver le contenu de l'accusation de la manière indiquée, l'accusé est libre de se taire, l'avocat de la défense plaidant que cette preuve n'a pas été faite comme la loi l'exige. Dans le cas contraire, la défense peut assigner le prévenu ou d'autres témoins ou l'un et les autres, qui sont interrogés, contre-interrogés et réinterrogés comme les témoins à charge. La présomption d'innocence va cependant jusqu'à faire en sorte que, sauf si l'accusé ou son avocat a prétendu faire état de bons antécédents ou d'un caractère irréprochable ou des mauvais antécédents d'un des témoins à charge, il est interdit de relever contre l'accusé la moindre faute autre que celle dont il est accusé. Il faut ajouter que celui-ci peut, au lieu d'aller à la barre des témoins, faire toute déclaration qu'il juge nécessaire du banc des accusés sans faire de serment : ses mots sont consignés et il n'y a pas de contre-interrogatoire. Le juge président peut interroger un témoin ou en assigner d'office, mais en respectant une attitude d'impartialité. Suivent

alors les plaidoiries, l'avocat de la Couronne ayant toujours la parole le dernier.

3.6. Et nous arrivons au stade où sont illustrées les fonctions différentes des jurés et du juge. Celui-ci résume les débats et leur donne ses consignes à propos des règles de droit qui sont pertinentes. Quoiqu'en aient pu dire les avocats, les jurés doivent se fier à lui quant au droit : s'il s'est trompé, ce sera aux juges d'appel de corriger l'erreur. Mais en résumant il doit, sous peine de voir le jugement être infirmé, tenir aux jurés le langage suivant : vous êtes les seuls juges des faits de l'affaire ; si lors de mon intervention, vous croyez y déceler la moindre indication d'un penchant pour l'une ou l'autre partie, vous ne devez pas en tenir compte sauf si vous êtes a priori de cet avis. Soulignons d'autre part que le juge peut, à cette occasion, faire un commentaire sur le silence de l'accusé si celui-ci n'a pas été appelé pour témoigner (ce qui est interdit à l'avocat de la Couronne). Mais il ne doit rien dire qui pourrait laisser les jurés sous l'impression que ce silence à lui seul est signe de culpabilité. Les jurés se retirent alors pour délibérer et rendent éventuellement leur verdict à condition qu'au moins sept des neuf soient du même avis. Si l'accusé est déclaré coupable, ses antécédents, s'il en a, sont alors dévoilés et le juge inflige la peine qu'il croit appropriée.

3.7. Si le procès a lieu en Cour Inférieure, la procédure ne varie pas beaucoup ; elle est certes plus sommaire ; il n'y a bien souvent pas d'avocat au banc de la poursuite, dans lequel cas un agent de police, par exemple, interroge et contre-interroge les témoins, mais ne plaide pas ; il arrive que l'accusé assure sa propre défense : le magistrat doit alors veiller à ce que le prévenu soit libre d'exercer tous ses droits, plus spécialement celui de choisir parmi les options qui lui sont disponibles après l'audition des témoins à charges. Comme il n'y a pas de jury, le magistrat remplit une double fonction, sans résumé des débats. L'avocat qui a été le dernier à faire entendre des témoins plaide le premier.

3.8. Nous passons maintenant de l'audience pénale au litige civil, ce mot se rapportant, en ce chapitre, et pour les raisons déjà avancées, à tout ce qui n'est pas pénal. Nous distinguons deux sortes de procédure : celle qui a trait aux requêtes, aux assignations à répondre et aux référés et celle qui gouverne les plaintes où l'assignation de témoins est, en cas de litige contesté, de rigueur. Dans les deux genres d'instance, après le dépôt de la demande, l'on procède à un échange de ce que l'on nomme « pleadings », à savoir des écrits au moyen desquels chaque partie fait état des faits qu'il compte avancer, admettre ou nier. Dans la première hypothèse, cela est fait par le truchement d'affidavits (mot d'origine latine qui veut dire apporter la preuve). Il s'agit de documents où la partie en cause ou ses témoins déclarent sous serment devant un juge ou un magistrat tenir pour vrais ou faux certains faits. A l'audience, l'avocat de la partie défenderesse peut, s'il le désire, contre-interroger ceux qui

ont présenté des affidavits en faveur du plaignant, lesquels sont réinterrogés, si besoin est. C'est ensuite au tour de l'avocat du demandeur de faire de même envers ceux qui ont apporté des témoignages écrits pour l'adversaire. Ces règles souffrent cependant d'exception dans un procès porté devant le juge siégeant en Chambre, car il n'y a pas alors d'audition de témoins. Le juge décide en tenant compte uniquement du contenu des affidavits et des plaidoiries. C'est pourquoi l'une ou l'autre partie ne sortira victorieuse que rarement, c'est-à-dire dans les cas où sa thèse est incontestable. C'est aussi pourquoi il est prévu que le juge peut saisir d'office la Cour Compétente en la matière ou simplement y référer la partie la plus diligente.

3.9. Dans la seconde hypothèse, les « pleadings » sont des documents signés par l'avoué de chaque partie dans la forme suivante : le requérant, ou le défendeur, admet que, nie que ou déclare que... Si, comme cela se peut en Cour Inférieure, une partie plaide sans avoué, le magistrat doit l'aider à le faire oralement, et ses déclarations sont consignées. Toujours dans la seconde hypothèse, l'une ou l'autre partie peut exiger des éclaircissements ou des déclarations complémentaires à propos d'un « pleading ». Si, par exemple, le défendeur dit : j'ai payé ce que je dois, l'on peut le sommer de dire s'il détient un reçu. Il est aussi possible de demander une communication d'un document. Dans l'exemple que nous venons de voir, si la réponse est affirmative, le demandeur peut rétorquer : faites voir le reçu que vous prétendez détenir. Ces règles sont la logique même, car le double but de ces échanges de documents avant l'audience est le suivant : faire savoir à l'autre partie adverse et, au demeurant, au juge, quels sont les faits contestés qui seront les seuls en litige et ne jamais faire à son adversaire courir le risque d'être pris par l'effet de la surprise.

3.10. Les audiences ont lieu sans l'intervention de jurés. Si la loi prévoit que la Cour Suprême peut accéder à une demande pour qu'un procès relevant de sa compétence se déroule avec l'aide de jurés, les rares enquêtes présentées dans ce sens il y a très longtemps ne furent jamais agréées. Les règles de la charge de la preuve sont, au civil, différentes de celles qui gouvernent un procès pénal. Chaque partie a charge de prouver ce qu'il avance, ce qui a pour effet de faire pencher le plateau de la balance au cours du procès tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Et en définitive, c'est celui dont les prétentions sont les plus probables qui gagne. Sauf si, de toute évidence, la cause est entendue sur le seul droit qui est pertinent, dans lequel cas il pourrait ne pas même être nécessaire de faire entendre des témoins d'une part ou de l'autre. Si cependant ceux-ci sont nécessaires, ils sont assignés, assermentés et interrogés comme dans un procès au pénal.

3.11. Nous mentionnerons enfin trois particularités de nos règles de procédure : l'examen des parties sur faits et articles et le déferé du ser-

ment sont autorisés mais le pénal ne lie pas le civil et la « partie civile » n'intervient pas comme telle à l'audience pénale.

Les juristes d'expérience qui m'écoutent auraient sans doute pris grand intérêt à connaître les problèmes pratiques qui ont surgi, et continuent de surgir, en application de ce système hybride, curieux et sans doute presque unique. (Voir décision de la Cour Suprême du 15 juillet 1986 qui, après 100 ans de jurisprudence contraire, déclare que les règles de preuve des contrats au civil n'ont pas de place dans notre système accusatoire, lors d'un procès pour détournements au pénal).

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous sommes interdit de rapporter des modifications de structure et des faits relatifs à des décisions récentes de justice qui pourraient prêter le flanc d'interprétation ou à critique. Mais franchissant presque un siècle de silence, nous ne pouvons ne pas rapporter l'événement historique que constitua la conférence des Bâtonniers qui s'est déroulée les 11 et 2 avril 1980, à la Réunion.

Fête du Droit, Fête de la justice, Fête de tous - puisque la justice appartient à tous, grands et petits, quelles que soient leurs origines raciales et leurs convictions religieuses - nous ne pouvions rêver de meilleure convention.

La conférence avait retenu comme thème de réflexion : les rapports actuels entre la déontologie et la profession d'avocats.

La presse réunionnaise a largement couvert cette manifestation qui était une grande première pour notre île ! Elle a réuni deux jours durant des bâtonniers de France métropolitaine, des autres départements d'Outre-Mer, de Maurice, de Madagascar et du Bénin en présence du Garde des Sceaux Alain PEYREFFITE.

Les travaux de la Conférence furent salués par un télégramme du Premier Ministre Raymond BARRE que nous nous plaisons à reproduire :

« Monsieur le Président, Messieurs les Bâtonniers,

Vous avez choisi pour cadre de vos délibérations un département qui m'est cher. C'est pour moi une raison supplémentaire de vous dire avec quelle sympathie je m'associe à vos travaux.

Cette année 1980 marque pour vous un important anniversaire. Voici, en effet, 150 ans que les assemblées générales de vos ordres ont recouvré le droit de vous élire directement. Cette élection vous confère une autorité éminente dans la mission de représentation que vous remplissez au nom de votre profession.

Mais vous avez à coeur, je le sais, de ne pas vous borner à la défense des intérêts de vos mandants. A cet égard, il est bon que les responsables des barreaux de France puissent se réunir régulièrement pour échanger leurs expériences et mettre en commun leurs réflexions sur les nombreuses questions qui concernent le fonctionnement de la justice, et notamment la défense des justiciables, qui est à la fois votre mission et votre honneur.

En consacrant cette année vos réflexions au problème de la déontologie des avocats, vous montrez que vous avez bien compris que la responsabilité est le contrepoint indispensable de la liberté à laquelle votre profession est légitimement attachée.

Puisque vous préoccupez ensemble de l'avenir de votre profession, je saisis cette occasion pour vous indiquer que je viens de signer le décret relatif à la formation des avocats. Je sais que vous y portez une très grande attention, car la qualité de la formation conditionne la qualité et l'efficacité de votre travail, dans un univers en si profond changement.

À vous tous, je souhaite à la fois un plein succès dans vos travaux et un séjour agréable dans cette île qui recèle tant de charmes pour ceux qui prennent la peine de la découvrir. »

Il revint au Premier Président DUCASSE de rappeler l'importance de l'événement :

(...) le contact direct et la présence physique sont irremplaçables : c'est un coup de projecteur jeté sur le travail quotidien... Un Garde des Sceaux, c'est un avocat de la justice (...)

Notre choix, c'est d'être juges au sein de la cité : nous sommes tenus de rendre la justice et c'est en nous dérobant que nous commettrions

l'injustice... A 10 000 km de la place Vendôme, des magistrats appliquent scrupuleusement les mêmes lois - c'est l'unité de règle et de patrie... Ici nous nous trouvons au milieu d'une population différente de la population européenne de la France de par son origine, mais une population accueillante et confiante dans son avenir français.

Le Procureur Général CHAZELET devait mesurer le prix du déplacement du Garde des Sceaux dans une province française éloignée de dix mille kilomètres de la Métropole. Le ministre Alain PEYREFITTE se plut à rappeler qu'en trois siècles de présence française c'était, seulement, la seconde fois que l'île accueillait un Garde des Sceaux. Il devait ensuite ajouter que :

(...) Parmi les Cours d'Appel, celle de St-Denis de La Réunion est une étape privilégiée. L'éloignement de la métropole, malgré les moyens modernes de communication, comme aussi les cultures de ses diverses populations, font l'originalité de la vie réunionnaise et, en particulier, l'originalité de la vie judiciaire.

Tout est semblable et rien n'est pareil... Mon attention vous est acquise et ce voyage doit donner un nouveau souffle au dialogue entre la Chancellerie et votre Cour.

Le ministre Alain PEYREFITTE devait conclure son intervention en ces termes :

Dans un monde toujours plus diversifié, la justice doit se diversifier, elle aussi. Des lois nouvelles doivent être étudiées et expérimentées ; pour cela les idées doivent être trouvées... Il reste que l'image de la justice n'est pas satisfaisante. (...) Les Français connaissent mal leur justice... Nous vivons une ère de soupçon : la justice trop souvent en est la victime, malgré tous les soupçons, la justice est sollicitée de tous côtés, elle doit se prononcer sur tout ou rien. On attend beaucoup et parfois trop de la justice...

Il appartient au bâtonnier KICHENIN, bâtonnier en exercice, d'ouvrir la séance. S'adressant à Monsieur le Garde des Sceaux il se plaisait à lui rappeler que deux ou trois ans plus tôt ce dernier avait déclaré :

« La loi est loin d'être toute la justice. La justice est rendue par les hommes. Vous êtes là pour que cette part d'humanité ne soit jamais oubliée. C'est pourquoi votre profession ne peut être qu'une profession libérale.

Parfois s'élève une voix solitaire pour réclamer la fonctionnarisation. Mais un avocat fonctionnaire ne serait plus un avocat libre, autant dire qu'il ne serait plus un avocat du tout ».

L'orateur devait ajouter

« Aucun avocat n'aurait pu écrire une profession de foi plus catégorique ».

Le bâtonnier KICHENIN devait conclure son intervention en citant VOLTAIRE :

J'aurais voulu être avocat le plus bel état du monde.

C'est le Président DAMIEN qui devait aborder les problèmes de la déontologie :

La déontologie c'est d'abord la fidélité à notre vocation : quelle est cette vocation ? C'est le mythe d'Antigone qui l'a créée, Antigone le patron des avocats.

Il devait ensuite comparer la place de l'avocat dans la société actuelle à ce petit gastéropode qui a l'habitude de prendre une coquille car il a un corps mou bien qu'il ait des défenses puissantes :

Il ressemble en tout point à l'avocat en ce sens qu'il sait se battre, il aime se battre, mais il est tellement mal assuré de ses arrières qu'il est

obligé de trouver une coquille pour s'y blottir. Ce fut d'abord l'Eglise dont nous prîmes le costume.

Costume que nous avons toujours, alors que l'Eglise l'a depuis, abandonné... Puis l'Eglise s'est heurtée à l'Etat, les Jansénistes furent balayés et il ne reste de leur passage qu'un certain esprit...

Et comme les avocats sont reconnaissants, nous en avons gardé le costume alors même que ceux qui nous avaient abrités l'ont abandonné.

Quand l'Eglise a commencé à céder devant l'Etat, nous nous sommes abrités sous le parlement, et enfin dans la profession libérale qui groupe tous ceux qui n'exercent pas un métier mais accomplissent une mission. Mais ce temps est aujourd'hui révolu et il faut chercher, expliquer le président Damien, vers quoi on peut aller pour retrouver notre coquille, car nous sommes en pleine période de mutation. Il importe qu'avant dix ans nous ayons changé de coquille et que nous en trouvions une autre.

En fait le Président DAMIEN en proposera trois : la fonctionnarisation, l'industrialisation et l'institution.

La fonctionnarisation ? :

Elle a ses vertus car elle met l'homme au service de l'Etat. Elle n'a jamais empêché la liberté. La meilleure preuve, c'est que le Président de faculté est plus libre dans sa chaire peut-être même plus que l'avocat au prétoire si j'en juge par certaines décisions.

Ce qui me gêne, c'est que j'ai peur que l'avocat ne devienne l'instrument d'une éthique de société, celui qui défend le bien commun, non pas au travers de chaque défense individuelle, mais au travers d'une notion même du bien commun et que donc il ne devienne semblable à cet avocat soviétique qui n'est ni ridicule, mais qui a une conception d'un intérêt global de la société qui n'est pas notre conception libérale.

L'Industrialisation ? :

Le cabinet à l'américaine, de dix étages, le building. Et à chaque fois que l'on gagne une affaire, on hisse un drapeau comme le faisait

l'avocat d'Oswald, l'assassin du président Kennedy. Mais cette solution n'a pas fait long feu, puisqu'on revient en Amérique au cabinet individuel.

L'Institution ? :

C'est le groupe que nous formons, cimenté par une déontologie.

Dans une situation semblable il importe, que le barreau rénove sa doctrine et sa déontologie et devienne plus adapté à notre temps. Jusqu'à présent, notre déontologie a été celle du spirituel, c'est-à-dire que ce sont des moralistes chrétiens qui, dans une société de chrétienté, nous faisaient découvrir l'essentiel de notre vocation (...). Mais aujourd'hui, nous arrivons au vingtième siècle et tout cela est un peu dépassé. Notre déontologie aujourd'hui doit s'orienter vers deux thèmes fondamentaux, le premier technique et le second spirituel.

Le premier, c'est la déontologie du juridique, il importe que les avocats sachent qu'on ne se salit pas les mains en faisant des actes juridiques : contrat, transactions, concordat... (...). Le second thème, c'est que nous réapprenions et enseignions à nos jeunes que la défense de la liberté est un des éléments fondamentaux de notre profession (...). Le pape Pie XII, qui était un grand juriste, disait que l'avocat doit dire en morale non pas ce qui agréé au tribunal, mais tout ce qui est nécessaire pour la défense de son client. Il parlait en moraliste. Il avait raison. Nous devons être impertinents lorsqu'il est nécessaire, lorsqu'il est indispensable de faire naître la vérité.

Maître André DAMIEN devait conclure que les avocats doivent aussi quelquefois être des parties civiles, car c'est à ce prix qu'on peut espérer une bonne justice :

Ne pas systématiquement oublier les victimes.

La conclusion de cette première séance de travail appartenait au Garde des Sceaux qui s'attacha à rappeler que la profession d'avocat est d'abord une profession libérale dont la loi garantit la totale indépendance. Mais, ajouta-t-il :

Il y a un deuxième sens à cette expression. Libéral signifie aussi généreux. Il y a aussi un troisième sens, une profession libérale c'est une profession garante de liberté. Libérale en ce triple sens, votre profession doit échapper à des dangers que vous avez dénoncés. Le premier de ces dangers est celui que font courir les lois de l'économie contemporaine, c'est ce que le Président Damien a appelé l'industrialisation.

L'autre danger, est celui que peut faire courir la contrainte administrative et c'est ce que le Président Damien a appelé la fonctionnarisation.

Il faut, sur la route de l'avenir, éviter ces deux ornières.

Au terme de cette étude comment ne pas faire nôtre la conclusion du Garde des Sceaux :

Ensemble il nous faut inventer la Justice de demain. Que cette nouvelle justice soit fondée sur une nouvelle confiance ! L'avenir de notre société en dépend un peu et peut-être beaucoup.

Ne dit-on pas, en effet, qu'on connaît une Nation par sa justice ?

Achevé d'écrire

à Coromandel (Maurice)

le 30 octobre 1986

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

ANNEXE 1

Liste des Gouverneurs et Gouverneurs Généraux des Îles de France et de Bourbon

[Retour à la table des matières](#)

Noms - Prénoms	Durée du Mandat	Titre
LE TOULLEC du RONGOUET J.	1721 - 1722	Gouverneur Ile de France Président Conseil Provincial
DENYON Denis	1722 - 1725	Gouverneur Ile de France Président Conseil Provincial
BROUSSE (de) Denis	1725 - 1727	Gouverneur Ile de France Président Conseil Provincial
BENOIT (dit DUMAS) Pierre	1727 - 1729	Gouverneur général des Iles de France et de Bourbon Président Conseil Provincial

Noms - Prénoms	Durée du Mandat	Titre
MAUPIN (de) Nicolas	1729 - 1735	Gouverneur Général des Iles de France et de Bourbon Président Conseil Provincial
MAHE de LA BOURDONNAIS Bertrand	1735 – 1746	Gouverneur général Président Conseil Supérieur
DAVID Pierre-Félix	1746- 1752	Gouverneur général Président Conseil Supérieur
BOUVET de LOZIER Jean-Baptiste	1752 – 1755	Gouverneur Général Président Conseil Supérieur
MAGON de La VILLERAGUE René	1755 – 1759	Gouverneur Général Président Conseil Supérieur
DESFORGES-BOUCHER Antoine- Marie	1759 – 1767	Gouverneur Général Président Conseil Supérieur
DUMAS Daniel	1767- 1768	Gouverneur Général Président Conseil Supérieur
DESROCHES François	1769 - 1772	Gouverneur Général Président Conseil Supérieur
TERNAY (de) Charles-Louis	1772 - 1776	Gouverneur général Président Conseil Supérieur
GUIRAN de la BRILLANE Antoine	1776 - 1779	Gouverneur Général Président Conseil Supérieur
SOUILIAC (de) François	1779 – 1787	Gouverneur Général

Noms - Prénoms	Durée du Mandat	Titre
		Président Conseil Supérieur
BRUNY d'ENTRECASTREAUX Joseph	1787- 1789	Gouverneur Général Président Conseil Supérieur
CONWAY (de) Thomas	1789 - 1790	Gouverneur Général des Établissements français à l'Est du Cap de Bonne-Espérance
CHARPENFIER de COSSIGNY David	1790 – 1792	Gouverneur Général des Établissements français à l'Est du Cap de Bonne-Espérance
MALARTIC (de) Anne-Joseph	1792 – 1800	Gouverneur Général des Établissements français à l'Est du Cap de Bonne-Espérance
MAGALLON DE LAMORLIERE F.L	1800 – 1803	Gouverneur Général des Etablissements français à l'Est du Cap de Bonne Espérance
DECAEN Charles	1803 - 1810	Gouverneur Général

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

ANNEXE 2

Liste des Procureurs Généraux de La Réunion de 1817 à 1901

[Retour à la table des matières](#)

NOM	Nomination
BOUCHER Gilbert	27 juillet 1817
FRAPPIER DE JERUSALEM	15 février 1821
GIBERT DES MOLIERES, p.i.	23 octobre 1826
GIRARD	18 mai 1828
GIBERT DES MOLIERES, p.i.	23 janvier 1831
BARBAROUX	23 juillet 1831
GIBERT DES MOLIERES, p.i.	17 février 1838
BARBAROUX	30 novembre 1839
MASSOT, p.i. titulaire le 29 juillet	18 février 1848
J. GESLIN, p. i.	4 avril 1851
J. BERET	9 août 1852
J. GESLIN, p. i.	11 juin 1860

NOM	Nomination
LEFEVRE, p. i.	28 novembre 1860
J. BERET	27 mars 1861
LEFEVRE, p.i. titulaire le 7 septembre	19 juin 1866
SERVATIUS, p.i.	3 avril 1875
CRESTIEN	18 décembre 1875
DUFOUR BRUNET	26 août 1855
MADRE ARTAUD	23 septembre 1901

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

ANNEXE 3

L'esprit des juges aujourd'hui

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République, Monsieur le Président de Chambre représentant Monsieur le Premier Président, Madame le Substitut Général représentant Monsieur le Procureur Général, Monsieur le Procureur de la République, mes chers collègues, Mesdames et Messieurs.

Toute société organisée a ses règles qui sont d'autant plus nombreuses et complexes qu'elle est plus évoluée. Nous avons le privilège extrêmement rare dans le monde d'aujourd'hui, et tout particulièrement dans notre environnement géographique, de vivre dans un état de droit, où la force de la règle juridique s'est peu à peu substituée à l'arbitrage, où un corps de juristes recrutés sur des critères de compétence et d'intégrité, dotés de garanties statutaires assurant leur indépendance, a pour mission de veiller au respect des lois qui sont la manifestation de la volonté majoritaire exprimée dans les élections libres.

La loi elle-même est subordonnée à des règles constitutionnelles et à des principes généraux qui garantissent les libertés publiques.

La lecture de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, bientôt bicentenaire, et celle du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 nous rappellent de manière éclatante que les valeurs qu'elles affirment sont aussi universellement proclamées qu'elles sont généralement bafouées par la majorité des états de notre planète. Il suffit pour s'en convaincre de lire les rapports

annuels d'Amnesty International ou de la commission des droits de l'homme de l'O.N.U ou du Conseil de l'Europe.

L'autorité judiciaire est constitutionnellement la gardienne de ces valeurs, et dans un état comme le nôtre, son organisation est régie par des principes essentiels destinés à garantir l'exercice de ces libertés. Nous avons tendance à les considérer aujourd'hui comme naturels alors qu'ils sont le produit d'une longue et douloureuse évolution historique et que de nombreux peuples luttent encore pour les conquérir. Je vous en rappellerai brièvement quelques uns :

- L'indépendance du juge assurée par son inamovibilité,
- L'assistance d'un avocat à tous les stades de la procédure, avocat qui est lui-même un professionnel libéral indépendant,
- La publicité des débats judiciaires,
- La collégialité des juges pour les décisions les plus graves et même la participation des jurés populaires,
- Le caractère contradictoire des débats judiciaires, le juge doit en toutes circonstances faire observer et observer lui-même le principe de la contradiction (Art. 16 NCPC)
- La possibilité d'interjeter appel devant une autre juridiction
- Le respect de l'application de la loi et de son interprétation uniforme assuré par une Cour Suprême régulatrice..

Ces garanties de procédure dont ne bénéficient aucun des autres actes de la puissance publique n'empêchent pas que des erreurs soient parfois commises, que soient prises de mauvaises décisions ou, plus fréquemment, que ces décisions ne correspondent pas à l'attente des plaideurs ou d'une partie du corps social.

Dans les matières que nous traitons qui touchent à l'honorabilité des personnes, à l'intimité de leur vie privée, à leur droit de propriété ou à leur liberté individuelle, la charge passionnelle est très importante et nous savons qu'il n'y a pas dans ces domaines de certitudes mathématiques. Il est normal et sain que nos décisions soient critiquées par les justiciables d'abord par l'utilisation des voies de

recours habituelles (à St-Pierre 3 à 5% de nos décisions font appel), par les tiers et notamment par la voix de la presse. La liberté d'expression est pour moi une liberté publique fondamentale, indispensable à la préservation et à l'épanouissement de toutes les autres.

Mais j'estime qu'il est de ma responsabilité d'attirer votre attention sur les dangers d'une attitude qui consiste, pour satisfaire des préoccupations partisans conjoncturelles, ou tout simplement pour aider tel ou tel à échapper à l'application de la loi, à faire déboucher systématiquement la critique normale d'une décision judiciaire sur le dénigrement de l'institution et à chercher délibérément à discréditer son mode de fonctionnement, son personnel et l'ensemble de son activité de façon à répandre l'idée que les jugements qu'elle rend sont forcément mauvais et qu'ils n'ont pas à être respectés.

Il nous faut réagir contre l'attitude qui consiste à laisser penser à nos compatriotes que l'on peut échapper au jeu normal de nos institutions et à l'application de la règle de droit, par l'organisation d'un rapport de force favorable, au moyen, par exemple, d'une prise d'otage, de l'organisation de manifestations de rue ou de campagnes de presse, destinées à influencer l'autorité chargée de prendre la décision et plus généralement d'empêcher son exécution.

Le succès de ces agissements entraînerait, avec la perte de la confiance de nos citoyens, la substitution de la volonté d'un individu, d'un groupe de pression économique, politique ou social à la force légitime et égalitaire de la loi et aboutirait à la remise en cause des valeurs qui fondent notre société et de leurs garanties, dont je vous entretenais à l'instant.

La meilleure réponse à apporter à cette démarche pernicieuse, c'est de prouver, par la qualité de nos débats, par l'impartialité et l'humanité de nos jugements, par la fermeté apportée à leur exécution, que notre justice, malgré ses imperfections, est irremplaçable par les garanties qu'elle apporte à tous, quelles que soient la race, la religion, la situation sociale, les convictions politiques, philosophiques ou religieuses de ceux qui comparaissent devant elle.

C'est ce que mes collègues et moi-même nous sommes efforcés de faire dans nos différents domaines d'activités, civil, commercial et pénal, tout au long de l'année qui vient de s'écouler.

Audience Solennelle du 3 mars 1986 du Tribunal de Grande Instance de Saint-Pierre.

Discours du Président VITTAZ

La balance et le capricorne.
Histoire de la Justice dans les Mascareignes.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Sources

- La Réunion : Archives Départementales, Ste-Clotilde
- Maurice : Archives nationales, Coromandel.

Ouvrages

AVEZAC :

- Iles d'Afrique (Paris, 1848)

BONNEFOY T. :

- Table générale, alphabétique et analytique pour servir aux recherches à faire au greffe de la Cour Suprême de l'Ile Maurice (Maurice, 1853)

BONNEFOT T. :

- Arrêts administratifs et règlements du Conseil Provincial et du Conseil Supérieur de l'Ile de France sous le régime de la Compagnie des Indes (Lille, 1859)

BRUNET P. :

- Voyage à l'Ile de France, dans l'Inde et en Angleterre (Paris, 1825)

CHARPENTIER de COSSIGNY (J.F.) :

- Lettre à M. Sonnerat (Ile de France, 1784)

DECAEN :

- Code des Iles de France et de 12 Réunion ou Code DECAEN (Ile de France, 1803-1809)

DEFOS DURAU J. :

- L'Ile de La Réunion (Bordeaux, 1960)

DELALEU :

- Code des Iles de France et de Bourbon (Port-Louis, 1826)

DELABARRE de NANTEUIL A. :

- Législation de l'Ile Bourbon - 6 volumes (Paris, 1844)

FILLIOT J.M. :

- La traite des esclaves vers les Mascareignes au XVIII^e siècle (Paris, 1971).

FOCARD V.

- Dix huit mois de république à l'Ile Bourbon (St-Pierre, 1844)

GORDON A. :

- Mauritius : Records of private and public life : 1871-1874 (Angleterre, 1914)

GRANT :

- The history of Mauritius or the isle of France (Londres, 1801)

HANOTAUX G. :

- Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde
- 6 volumes (Paris, 1933)

LOUGNON A. :

- Correspondance du Conseil Supérieur de Bourbon et de la Compagnie des Indes, 1724-1750 - 6 volumes (St-Denis, Paris, Port-Louis de 1934 à 1949).

LOUGNON A. :

- Documents concernant les îles de France et de Bourbon pendant la régie de la Compagnie des Indes (France, 1953)

LUCAS R. SERVIABLE M. :

- Les Gouverneurs de La Réunion (St-Denis, 1987)

MARRIER D'UNIENVILLE A. :

- Statistique de l'Ile Maurice et de ses dépendances - 3 volumes (Port-Louis, 1885 - 1888)

PEROTIN Y. :

- Chroniques de Bourbon (St-Denis, 1957)

POIVRE P. :

- Voyages d'un philosophe (France, 1768)

ROUILLARD J. :

- Collection of the laws of Mauritius and its dependencies (Port-Louis, 1866)

SCHERER A. :

- La Réunion (Paris, 1980)

TOUSSAINT A.

- L'administration française de l'île Maurice et ses archives (Port-Louis, 1965)
- Sigillographie de l'île Maurice : 1721-1810 (Port-Louis, 1970)
- Histoire de l'île Maurice (Paris, 1971)
- Histoire des îles Mascareignes (Paris, 1972)

UNIENVILLE A :

- Les Mascareignes (Paris, 1954)

Fin du texte